

Recherche sur la qualité de l'éducation dans la province de Khánh Hòa, Viêt-nam

Sous la direction de
Nolwen Henaff et Trần Thị Kim Thuận



**RECHERCHE SUR LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION
DANS LA PROVINCE DE KHÁNH HÒA, VIÊT-NAM**

Sites internet Aide et Action

Aide et Action France : <http://www.aide-et-action.org>

Aide et Action Asie du Sud-Est : <http://www.aea-sea.org>

Couverture : Photo Marie-France Lange, 2007

© Aide et Action

Phnom Penh
- 2008 -

Sous la direction de
Nolwen Henaff et Trần Thị Kim Thuân

**Recherche sur
la qualité de l'éducation
dans la province de Khánh Hòa,
Viêt-nam**

Aide et Action Asie du Sud-Est
P.O Box 1370 #29, Street 294, Tonle Bassac,
Chamkarmon, Phnom Penh, Cambodia
<http://www.aea-sea.org>

En mars 2007 :

10 000 Đồngs = 0,473 Euros

*Source : Ministère des finances du Viêt-nam, **Announcement Attached to the Official Letter No. 146 /TB – BTC dated 27 February 2007.***

LES AUTEURS

Nolwen HENAFF

Économiste, chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) - en accueil à l'Institut de recherche économique d'Hô Chi Minh Ville.

TRẦN Thị Kim Thuận

Chercheuse en sciences de l'éducation à l'Institut des Sciences de l'Éducation du Viêt-nam (ex Institut de la Stratégie et des programmes éducatifs - NIESAC), Hà Nội.

ĐINH Thị Bích Loan

Chercheuse en sciences de l'éducation à l'Institut des Sciences de l'Éducation du Viêt-nam (ex Institut de la Stratégie et des programmes éducatifs - NIESAC), Hà Nội.

Marie-France LANGE

Sociologue, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Centre de recherche d'Île de France, Bondy, France.

LÊ Thị Hòa

Directrice adjointe du Département de l'éducation et de la formation de la province de Khánh Hòa.

Jean-Yves MARTIN

Sociologue, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Centre de recherche d'Île de France, Bondy, France.

NGUYỄN Thị Vân

Chercheuse en sociologie, Institut de Sociologie (IOS), Académie des Sciences Sociales et Humaines du Viêt-nam, Hà Nội.

REMERCIEMENTS

Nous tenons ici à remercier l'Institut de Recherche économique, qui a permis d'obtenir les autorisations d'enquête et accueille actuellement Nolwen Henaff à Hô Chi Minh Ville, l'Institut des Sciences de l'Éducation du Viêt-nam (ex Institut de la Stratégie et des Programmes éducatifs), l'Institut de Sociologie, et l'Institut de Recherche pour le Développement, pour avoir mis à la disposition du projet des chercheurs qui lui ont apporté leurs compétences et leur expérience.

Nos remerciements aussi au Département provincial de l'éducation, en particulier à madame Lê Thị Hòa, directrice adjointe et à monsieur Lê Văn Hòa, responsable du département de l'enseignement secondaire, ainsi qu'au bureau de projet Aide et Action à Nha Trang, en particulier à son responsable monsieur Nguyễn Văn Phú, pour leur participation active et leur soutien sans faille.

Nous remercions chaleureusement madame Trần Ngọc Huệ et monsieur Cao Thanh Hải, nos interprètes sur le terrain, sans les compétences et la motivation desquels nous n'aurions pas pu mener ces enquêtes. Madame Trần Ngọc Huệ a également traduit l'ensemble des documents collectés et des transcriptions d'entretiens pour les chercheurs français de l'IRD, et l'essentiel des textes préparés par ces chercheurs, de manière à permettre les synthèses avec les contributions des chercheuses vietnamiennes.

Merci aussi à monsieur Martin Péricard, responsable du développement des programmes Aide et Action en Asie du Sud-est et à monsieur Auray Aun, directeur régional adjoint d'Aide et Action en Asie du Sud-est, qui nous ont fait confiance, nous ont accordé leur soutien, et se sont chargés de la publication de cet ouvrage en français.

Enfin, à tous ceux qui nous ont aidés à mener à bien ce projet, à Khánh Hòa et à Phnom Penh, à tous ceux qui ont bien voulu répondre à nos questions, avec une patience qui témoigne de l'importance qu'ils attachent à la qualité de l'éducation, et à ceux qui nous ont accueillis chez eux, à Suối Tân et à Vạn Long, nous souhaitons exprimer notre profonde reconnaissance.

L'équipe de recherche

AVANT-PROPOS

Le projet de recherche sur la qualité de l'éducation est né du constat qu'il n'existait pas ou peu dans la région Asie du Sud-est de données qualitatives en matière d'analyse de la qualité. En matière de qualité, seuls les indicateurs quantitatifs sont mis en avant alors que les autorités éducatives du Viêt-nam, du Cambodge et du Laos reconnaissent que les statistiques fournies ne reflètent qu'imparfaitement la réalité de l'enseignement et de sa qualité dans les salles de classes. Elles ne permettent pas non plus de tenir compte des différents facteurs - économiques, sociaux, culturels, etc. - qui affectent la demande d'éducation de la part des enfants et de leurs familles.

C'est pour tenter d'apporter un éclairage original à cette question qu'Aide et Action (AeA) a proposé à un partenaire scientifique, l'Institut de recherche pour le développement (IRD), de s'associer pour mettre en œuvre un projet de recherche sur la situation de l'offre d'éducation, et les représentations de la qualité des différents acteurs de l'éducation. Il n'était pas question dans le cadre de ce projet de produire des données quantitatives originales, mais de collecter les données existantes – sans préjuger de leur qualité – et de les compléter par les informations obtenues en interrogeant de manière systématique les acteurs directement concernés : les autorités éducatives, les directeurs d'écoles, les enseignants, mais aussi les élèves, les parents et leurs représentants, et les représentants de la communauté. Des chercheurs de différentes institutions vietnamiennes ont été sollicités pour participer au projet de manière à former trois équipes de recherche franco-vietnamiennes et à en garantir la pluridisciplinarité.

La première étape du projet a été mise en œuvre dans la province de Khánh Hòa par l'IRD, l'Institut des Sciences de l'Éducation du Viêt-nam (ex Institut de la Stratégie et des Programmes Scolaires - NIESAC), l'Institut de Recherche Économique d'Hô Chi Minh Ville (IER) et l'Institut de Sociologie (IOS), en partenariat avec le bureau de projet d'Aide et Action et le Département de l'éducation de la province. Ces derniers ont participé aux discussions sur les guides d'entretien et le choix des zones d'enquête. La méthodologie et les guides d'entretien ont été testés dans la commune de Diên Sơn, district de Diên Khánh, en octobre 2006, et l'enquête elle-même a été

réalisée en mars 2007 à Nha Trang et dans deux districts ruraux de la province. L'enquête a été menée dans trois districts d'Hô Chi Minh Ville en octobre 2007 et dans trois provinces du delta du Mékong (An Giang, Cà Mau et Sóc Trăng) en mars 2008.

L'utilité de ce travail, via un partenariat original entre une ONG de développement (AeA), un institut de recherche scientifique (IRD) et les autorités éducatives locales, a été souligné par les chercheuses de l'Institut de la Stratégie et des programmes éducatifs (maintenant Institut des sciences de l'éducation du Viêt-nam), qui est l'organisme chargé de la coordination de la réflexion pour l'élaboration de la Stratégie de l'éducation pour la période 2010-2020 lors d'un séminaire de restitution organisé à Nha Trang en octobre 2007. Forts de ce succès, AeA et l'IRD ont décidé de donner à ce projet une dimension régionale. Dans cette perspective des enquêtes ont été menées au Cambodge fin 2007 et début 2008, et pourraient être réalisées au Laos dans les années à venir.

La publication de cet ouvrage, également publié en vietnamien aux éditions Thế Giới, Hanoi, sera suivie de celle des résultats des enquêtes menées à Hô Chi Minh Ville, dans le delta du Mékong, et au Cambodge. Publiés sous forme papier en tirage limité, ces ouvrages seront aussi disponibles sur le site internet d'Aide et Action, de manière à assurer une diffusion élargie, et à permettre à tous ceux qui sont intéressés d'y accéder. Il est également prévu de publier deux ouvrages de synthèse sur les recherches menées au Viêt-nam et au Cambodge dans le cadre du projet.

Nolwen Henaff

*Économiste,
Chargée de recherches, IRD*

Martin Péricard

*Coordinateur régional
Aide et Action Asie du Sud-est*

1

Introduction

Nolwen Henaff

L'émergence de la qualité comme condition nécessaire au développement de l'éducation

L'émergence de la qualité comme " exigence ", pour reprendre le terme utilisé par le Rapport de suivi mondial de l'éducation 2005 de l'Unesco consacré à la qualité de l'éducation, est un phénomène récent.

L'éducation devient dans les années soixante une variable déterminante de la croissance économique dans les modèles théoriques, à la suite des travaux de Mincer (1958), Schultz (1963) et Becker (1964) sur le capital humain. La période après guerre est caractérisée par une croissance soutenue et une expansion sans précédent de la scolarisation dans les pays industrialisés tandis que les pays nouvellement indépendants voient dans l'éducation un instrument d'émancipation nationale. Pendant cette période, comme le souligne le rapport Faure, « *L'urgence des tâches imposées par l'expansion de l'éducation a fait qu'on s'est intéressé surtout à l'aspect **quantitatif** de l'effort à fournir, des obstacles à surmonter, des déséquilibres à corriger.* » (Faure et al., 1972 : 64)

Dès le milieu des années soixante apparaissent cependant les limites du modèle d'expansion quantitative de l'éducation. En France, Bourdieu et Passeron (1964) mettent en évidence les inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur, et les chances de succès des étudiants en fonction de leur origine sociale et économique, et le rôle de l'institution scolaire dans la reproduction des inégalités (1970). Dans cette lignée se développent de nombreux travaux qui mettent l'accent sur les inégalités dans l'accès à l'éducation et déboucheront dans un certain nombre de pays sur des politiques de discrimination positive. La question de la qualité de l'éducation apparaît également dans les travaux des économistes, mais sa prise en compte dans les modèles de croissance se heurte à la question épineuse de la mesure, en particulier dans une optique de comparaison internationale.

Parallèlement la Conférence de Jomtien en 1990 consacre l'engagement de la plupart des pays en faveur du développement de l'éducation. Si la qualité est mentionnée comme une dimension importante du développement de l'éducation, l'urgence est au

rattrapage en termes de taux de scolarisation, et la qualité est envisagée sous l'angle de l'achèvement du cycle d'études primaires. Pourtant, la progression de la scolarisation n'apporte pas les résultats escomptés en termes de croissance.

En économie du travail, les développements théoriques, en particulier " la théorie du signal " l'hypothèse que l'éducation n'a pas d'incidence forte sur la productivité et à la limite n'en a aucune. Elle permet seulement de signaler aux employeurs une ou plusieurs caractéristiques non directement observables sur des marchés du travail avec asymétrie d'information, comme l'ambition ou les aptitudes personnelles. Dans cette lignée, l'une des explications avancées pour expliquer la faible incidence du développement de la scolarisation sur la croissance économique en Afrique Sub-saharienne est : « *il est possible que la scolarisation n'accroisse pas en réalité les compétences cognitives ou la productivité.* » Il s'agirait donc d'un problème de qualité de l'éducation (Pritchett, 1999 : 2) Dans leur analyse du " miracle asiatique ", Birdsall et al. (1995) insistent a contrario sur le rôle d'une offre d'éducation de base de qualité permettant de stimuler la croissance par le biais d'un accroissement de la productivité et par la réduction des inégalités.

Dans la lignée des travaux de Romer (1986) et Lucas (1988), la Nouvelle Économie Classique va s'intéresser à la relation entre éducation et savoir, et mettre en évidence l'importance de la qualité de l'éducation dans la croissance à long terme (Lee & Barro, 2001). Une main-d'œuvre mieux éduquée, mieux formée, est plus à même, toutes choses égales par ailleurs, d'absorber les technologies modernes, et d'innover. L'apparition de tests internationaux des connaissances et l'amélioration progressive des appareils statistiques permettent d'améliorer la prise en compte de la qualité de l'éducation sous l'angle des acquis dans certaines matières, sans toutefois que la mesure soit très satisfaisante.

La théorie du Développement humain de Sen (1999) prend acte des effets positifs pour le développement mis en évidence par les modèles néoclassiques et de croissance endogène, et va plus loin dans la définition des externalités de l'éducation. Outre ses effets sur la croissance, l'éducation dans ce cadre apparaît à la fois comme un facteur d'émancipation pour l'individu - par la liberté de choix qu'il lui confère, et comme un facteur de développement - par ses effets sur la santé, la reproduction, le statut et la participation des femmes au marché du travail, et la démocratie.

Ces développements entraînent une évolution dans la conception de ce que doit être l'Éducation Pour Tous et une reformulation de ses objectifs lors du Forum de Dakar en 2000. Faisant le constat que « *six ans d'enseignement primaire de mauvaise qualité peuvent se traduire par un faible apprentissage, et, inversement qu'offrir une éducation de faible qualité conduit beaucoup moins d'enfants à terminer le primaire, ce qui va à l'encontre des objectifs de l'EPT.* » (Carnoy, 2004 : 4), le Cadre d'action de Dakar *engage les pays à assurer un enseignement primaire "de qualité"* » (EPT, 2004 : 31).

L'émergence de la qualité comme condition nécessaire au développement de l'éducation pour tous est donc la résultante à la fois d'évolutions théoriques et de leurs validations empiriques, et des évolutions concrètes des systèmes d'éducation. De la même façon, la notion de qualité de l'éducation au Viêt-nam doit être appréciée dans une perspective historique. Le système éducatif vietnamien actuel tient en effet ses caractéristiques à la fois des politiques éducatives – passées et présentes – et de la manière dont les différents acteurs y répondent. Il apparaît utile d'effectuer in brief retour historique permettant de replacer l'évolution du système éducatif vietnamien dans son contexte national et international, avant d'aborder la question centrale de cet ouvrage, celle de la qualité de l'éducation au Viêt-nam aujourd'hui.

Le contexte historique

À la suite des accords de Genève, en 1954, et jusqu'à la réunification du pays en 1976, la province de Khánh Hòa, qui se trouve au sud du 17^{ème} parallèle, fait partie de la République du Viêt-nam. La constitution de 1956 de la République du Viêt-nam prévoit que « *l'État s'efforcera de donner à chaque citoyen une éducation de base gratuite et obligatoire* » (Secretariat of State for Information : 28). Le principe de l'aide accordée aux étudiants brillants mais démunis est affirmé, ainsi que le droit pour les parents de choisir l'école de leurs enfants, et celui pour les individus et les associations de créer des écoles. Ces principes sont réaffirmés dans la constitution de 1967 (Office of Civil Operations, 1967 : 2). L'offre d'éducation dans le Sud est donc organisée selon un modèle de type occidental, incluant des écoles publiques, semi-publiques et privées, les programmes d'enseignement étant définis par le ministère de l'Éducation.

La guerre, qui a démarré en 1957, s'intensifie avec l'intervention des États-Unis, et les dépenses militaires prennent une importance

croissante par rapport aux dépenses civiles, ce qui entraîne « une diminution ou un non paiement des traitements des fonctionnaires ». (De Vienne 1994 : 89) et conduit les autorités à privilégier le recrutement d'enseignants contractuels (Unesco, 1961 : 34). Le financement de l'éducation est assuré par l'État (principalement au niveau local), les ménages, surtout dans le secteur privé qui prélève des frais de scolarité, et l'aide étrangère. En 1957/58, 74% du budget de l'éducation vient des provinces, et les différences entre les provinces sont importantes.¹

Après la réunification, les tentatives de mise en œuvre de la planification centralisée au Sud se heurtent à une forte résistance, y compris de la part de ceux qui, au Sud, avaient lutté pour la réunification et ont une légitimité politique sans être pour autant nécessairement acquis au communisme. Dans le domaine éducatif, le pays doit reconstruire, harmoniser et développer l'éducation dans l'ensemble du pays (Martin, 2000). Pendant cette période, le système éducatif se développe de manière soutenue, malgré la nécessité de renouveler la quasi-totalité des personnels enseignants au Sud², et une situation économique de plus en plus difficile. Outre les problèmes économiques et sociaux soulevés par la réunification, le coût de la reconstruction et l'isolement international qu'entraîne l'intervention au Cambodge en 1979, pèsent lourd sur les finances du Viêt-nam. Au cours de la décennie 1976-1986, enseignants et élèves voient leurs effectifs s'accroître de plus de 3% et de 1,6% respectivement en moyenne annuelle (Tổng Cục Thống kê, 1985 et 1993).

L'inflation va permettre d'augmenter les salaires nominaux dans le secteur éducatif tout en réduisant le poids de la masse salariale dans le revenu national. Entre 1976 et 1984, les salaires nominaux des fonctionnaires de l'éducation et de la formation augmentent de 16,6%

¹ Pour un élève du primaire, la province de Binh Dinh dépense moins de 200 VNS\$ tandis que Saigon en dépense 1 200 (Republic of Vietnam, Ministry of Education, s.d : 24).

² De nombreux enseignants ont quitté le Viêt-nam, comme beaucoup d'autres intellectuels et personnels qualifiés, dans les quelques années qui ont suivi la réunification. Les autres pouvaient conserver leurs fonctions, mais devaient accepter d'être rééduqués. Cette imposition, combinée à une chute significative des niveaux de rémunération des enseignants au Sud, leurs rémunérations s'alignant sur celles des enseignants du Nord, a incité les enseignants du Sud à quitter massivement le secteur éducatif.

par an en moyenne³ (Tổng Cục Thống kê 1985 : 353), mais dans le même temps, la masse salariale passe de 16% du revenu national en 1975 à seulement 5% en 1984 (Tổng Cục Thống kê 1985 : 22; 40; 352).

Au milieu des années 1980, l'économie vietnamienne est confrontée à une crise économique et financière profonde. Pour tenter de stimuler la croissance et de sortir de l'isolement, le parti décide lors de son VI^{ème} Congrès national en 1986 de lancer une série de réformes dans le cadre de la nouvelle politique de Renouveau. Pour maîtriser l'inflation, le gouvernement réduit les dépenses publiques et lance une série de réformes visant à mobiliser de nouvelles ressources pour l'éducation et la santé, tandis que le secteur d'État, restructuré pour améliorer ses performances, se sépare d'un million de travailleurs environ entre 1989 et 1994, et que les coopératives sont démantelées. Les réformes engagées et le retrait du Cambodge en 1989 entraînent la levée de l'embargo américain en 1994. L'inflation est maîtrisée, le Viêt-nam sort de l'isolement international, devient exportateur de riz et renoue avec la croissance dès le milieu des années 1990.

Le système d'éducation, au moment du lancement de la politique de Renouveau, est basé sur des réformes annoncées en janvier 1979, et conçu pour permettre au système éducatif de mieux répondre aux besoins économiques et sociaux de la nation. L'accent est mis sur la nécessité de porter le niveau scientifique et technologique du pays aux normes internationales pour permettre un accroissement de la coopération technique avec l'étranger, et sur la formation d'ouvriers, de techniciens, et de personnels d'encadrement qualifiés.

La fin de la gratuité scolaire et l'accès à l'éducation

Le Renouveau est un ensemble de réformes qui se traduisent par la mise en œuvre d'un véritable ajustement structurel. Au milieu des années 1980 en effet, le pays est confronté à une grave crise économique, qui rend indispensable une réduction des dépenses publiques. Avec le Renouveau, l'État renonce aux subventions dans les secteurs sociaux et accepte l'émergence de nouveaux acteurs aux

³ L'inflation, qui était de l'ordre de 20% à la fin des années 1970 passe à plus de 70% au cours de la première moitié des années 1980 et à 298,7% au cours de la seconde moitié. L'inflation ne sera finalement maîtrisée qu'à partir de 1989 (à l'exception de l'année 1998 qui est marquée par la crise financière asiatique). (Voir Van Arkadie and Mallon, 2003 : 295-298).

côtés des secteurs public et coopératif, s'inscrivant dans une logique de marché. On évoque désormais un " Socialisme de marché ".

La décision d'introduire des droits scolaires est prise en avril 1989 et entre en vigueur dès la rentrée 1989/90, tandis que la décollectivisation entraîne une réorganisation totale du système d'éducation pré-primaire dont les coopératives avaient la charge, pour l'essentiel. Entre 1988 et 1990, le pré-primaire perd 15% de ses effectifs, le primaire 0,7%, le secondaire de base 19% et le secondaire supérieur 27% (Tổng cục Thống kê 1993, 2005).

L'introduction de droits scolaires ne permet à elle seule d'expliquer ni l'importance de la crise scolaire ni la reprise, qui intervient dès 1990/91 dans le primaire, et l'année suivante pour les autres niveaux. Si les enfants retrouvent le chemin de l'école malgré la disparition de la gratuité scolaire, c'est d'abord parce que les familles croient en la capacité de l'éducation à assurer un avenir meilleur à leurs enfants, et à eux-mêmes par voie de conséquence, puisque la tradition confucéenne impose aux enfants, en particulier aux fils, de pourvoir aux besoins de leurs parents lorsque ceux-ci se retirent de la vie active. C'est en second lieu parce que la politique de stabilisation porte ses fruits. C'est enfin parce que la contribution des familles au financement de l'éducation a peut-être changé moins de volume que de nature en se monétarisant.⁴

Cependant, l'introduction de droits scolaires signifie que l'effort en faveur de l'éducation, qui était jusque là collectif, s'individualise, et que la participation de chacun selon ses capacités se transforme en une participation plus égalitaire mais moins équitable, même si des exemptions sont prévues pour les plus pauvres et si les tarifs sont fixés en fonction de la situation économique locale. Si les raisons économiques expliquent encore la moitié des abandons dans le primaire en 1993/94 (Tổng cục Thống kê, 1996 : 347-352), le taux d'abandon a été divisé par deux au cours des années 1990 (Unesco, 2003). La croissance économique permet à un nombre de familles de plus en plus important de faire face aux dépenses d'éducation tandis que les écarts s'accroissent entre la masse et les marges, à la fois en termes d'accès et de maintien dans le système scolaire.

⁴ Cette contribution a été considérable pendant toute la période de guerre, même si son ampleur, en nature pour l'essentiel, est difficile à estimer.

Il ne s'agit pas pour l'État de se désengager du secteur éducatif, mais de réorienter ses dépenses vers l'enseignement général, en particulier de base, au détriment de l'enseignement supérieur. La tendance est en effet à la hausse des dépenses publiques pour l'éducation, qui sont passées de 2,2% du PIB en 1992 à 3,2% entre 1994 et 2004. Le budget de l'éducation représente 23,5% des dépenses récurrentes de l'État en 2004, et 12,6% des dépenses totales en 2003 (Tổng Cục Thống kê, 2006).

Cette évolution tient en partie aux pressions extérieures. Le Viêt-nam s'engage dans le programme d'Éducation Pour Tous à la suite de la conférence de Jomtien en 1990, et la Banque mondiale commence ses activités au Viêt-nam à partir de 1993. Entre engagements internationaux et encadrement de l'aide, le Viêt-nam opte pour une stratégie éducative qui doit permettre au développement des ressources humaines d'accompagner l'industrialisation et la modernisation du pays. Alors que la généralisation du primaire est bien engagée, la priorité doit aller au secondaire de base, dont la généralisation est prévue à l'horizon 2015.

Les efforts de l'État permettent aux ménages de réduire leurs dépenses pour le secondaire de base au cours des années 1990. L'effort demandé aux parents s'est cependant considérablement accru depuis le lancement de la politique de rénovation en 1986. La part de l'éducation dans les dépenses non alimentaires des ménages passe de 7,2% en 1994 (Tổng Cục Thống Kê 1999 : 129) à 14% en 2002 pour l'ensemble de la population, et à plus de 16% pour le quintile le plus pauvre de la population (General Statistical Office 2004 : 116). Le coût pour les familles de la scolarisation d'un enfant dans le public varie d'une province à l'autre. Pour chaque province, ces coûts sont définis par décision du Comité populaire, qui plafonne les frais prélevés par les différents types d'écoles qui apparaissent au début des années 1990 à tous les niveaux du secteur éducatif à l'exception du primaire. Les frais de scolarisation comprennent les droits scolaires, la demi-pension, et les frais de construction et de maintenance de l'école.⁵ Ces coûts varient également au sein de chaque province : ils sont décroissants des grandes agglomérations jusqu'aux zones rurales les plus enclavées. Aucun droit n'est perçu

⁵ La loi sur l'éducation de 2005 simplifie la structure des frais, ne conservant que les droits scolaires et les droits d'enregistrement aux examens à compter de la rentrée 2006/07.

dans le primaire, mais les élèves sont soumis au paiement de frais tels que les frais de construction et de maintenance des écoles. Si les frais de scolarité sont le premier poste de dépense éducative, les ménages vietnamiens lui consacrant près de 30% de leurs dépenses d'éducation, les cours supplémentaires, qui en représentent 20%, sont le second.

En dépit de l'augmentation des coûts pour les parents, le développement de la scolarisation se poursuit à un rythme soutenu. La généralisation du primaire entraîne un allongement de la durée de scolarisation, amenant des cohortes toujours plus nombreuses vers des niveaux plus élevés d'éducation.

La socialisation de l'éducation

C'est au cours du VIII^{ème} congrès du parti communiste vietnamien en 1996 qu'est adoptée la politique de "Socialisation de l'éducation, de la santé et de la culture".⁶ Selon une déclaration récente du Secrétaire général du Parti : « *La socialisation de l'éducation signifie que l'État doit renforcer son rôle dans la mobilisation et l'octroi de ressources pour le développement de l'éducation. La socialisation de l'éducation encouragera les gens à apporter leur contribution matérielle et monétaire à l'éducation et à s'engager dans les écoles où étudient leurs enfants. Cet engagement doit aider les gens à comprendre que l'éducation vient du peuple et est réalisée par le peuple, pour le peuple* » (Vietnam News, 16 novembre 2004).

La socialisation de l'éducation, qui est une rationalisation ex-post de la décision de revenir sur la gratuité de l'éducation prise dans l'urgence de la crise de la fin des années 1980, permet avant tout de donner un sens idéologique et stratégique à des phénomènes dont la logique était fondamentalement économique. Il s'agit d'une véritable tentative de légitimation de la politique éducative de l'État. La doctrine de la socialisation cherche à renouer avec le mouvement d'émulation communiste et à retrouver l'élan en faveur de la scolarisation qui avait caractérisé la période de guerre, en restaurant la confiance de la population dans la capacité du gouvernement à assurer le développement du système éducatif. La socialisation permet de justifier l'existence de droits scolaires et l'ouverture du

⁶ Le cadre et les objectifs de la "socialisation" sont définis en 1997 (Décision 90/CP du 21 août) et précisés en 1999 (Décision 73/1999/ND-CP du 19 août).

système éducatif, qui se traduit par l'apparition de classes et d'écoles fondées par le peuple⁷, d'écoles semi-publiques⁸ et d'écoles privées⁹. Ces écoles compensent l'insuffisance de l'offre scolaire et accueillent les élèves faibles, à un coût pour les familles plus élevé que dans le public. Elles se développent essentiellement dans le pré-primaire, le secondaire, et la formation professionnelle et en milieu urbain, là où existe une demande solvable d'éducation. Les écoles privées sont interdites dans le primaire et leur développement reste faible dans l'ensemble du système éducatif, limité à la fois par la réticence des autorités éducatives à leur égard et par le coût qu'elles représentent dans un pays encore très pauvre. Toutes les écoles sont soumises aux mêmes règles en matière de pédagogie, de qualification des enseignants, et de programmes scolaires.

La diversification de l'offre scolaire a pour effet de renforcer la capacité de choix des familles et de diversifier les stratégies éducatives possibles pour leurs enfants, dans la mesure où ces familles peuvent faire face à la dépense. Pour les plus aisés, l'ouverture du pays autorise désormais la scolarisation dans des établissements étrangers au Viêt-nam dès la maternelle ou à l'étranger (parfois dès le collège). C'est désormais à l'aune des performances des différentes écoles, en particulier en matière d'accès à l'enseignement supérieur et d'insertion au marché du travail, qu'est mesurée la qualité de l'éducation dans les écoles publiques, laquelle fait l'objet de revendications croissantes de la part des familles.

Si la socialisation de l'éducation implique la mobilisation de l'ensemble de la société en faveur de l'éducation, sa nature reste discutée, tant les modalités de cette mobilisation manquent de clarté. Assimiler la socialisation de l'éducation à la privatisation du financement de l'éducation, comme certains ont pu être tentés de le

⁷ Les établissements "fondés par le peuple" sont la propriété de, et sont gérés par les organisations non-étatiques (syndicats, coopératives, union des femmes ou des jeunes...) sur la base de la couverture totale des coûts de fonctionnement.

⁸ Le statut d'établissement semi-public – établissements publics fonctionnant sur le principe de couverture des coûts – a été supprimé à la rentrée 2006, les écoles concernées devenant des écoles privées ou publiques selon les cas.

⁹ Les écoles privées sont à but lucratif et doivent à ce titre acquitter un impôt sur les bénéfices. La question des impôts acquittés par les écoles privées alors que d'autres pays subventionnent l'enseignement privé fait aujourd'hui l'objet de nombreux débats au Viêt-nam, en particulier à l'Assemblée nationale.

faire, serait cependant trop réducteur. Les efforts de la communauté pour amener, maintenir, ou ramener les enfants à l'école constituent un aspect fondamental de la mobilisation.

Depuis 2000, il y a dans chacune des 9 069 communes du pays au moins un fonctionnaire, généralement un enseignant détaché, en charge de la généralisation de l'éducation. Il suit l'âge et la situation éducative des enfants d'âge scolaire dans la commune avec l'aide du chef de village/quartier et organise la mobilisation¹⁰ pour maintenir à l'école les enfants en risque d'abandon ou pour encourager les enfants qui ont abandonné à retourner à l'école ou à s'inscrire en classe de généralisation.¹¹ Il existe donc un véritable réseau pour assurer la surveillance des enfants d'âge scolaire.

Le nombre d'enfants qui poursuivent leur scolarité dans les classes de généralisation est loin d'être négligeable. En 2003/04, dans la province of Khánh Hòa, les classes de généralisation du primaire comptaient 3 864 élèves et celles du secondaire de base 6 114, représentant respectivement 3 et 6,4% du total des élèves du primaire et du secondaire de base (Sở Giáo dục-Đào tạo Khánh Hòa, 2004).

L'émergence de la question de la qualité de l'éducation au Viêt-nam

La politique suivie par le gouvernement du Viêt-nam depuis la réunification du pays s'est inscrite dans la continuité de celle du gouvernement du Nord Viêt-nam. La priorité, nettement accordée à la quantité, s'est accompagnée d'efforts en faveur d'une amélioration progressive de la qualité : la durée de la scolarité a été allongé progressivement, la formation des enseignants a été organisée et leur niveau de formation s'est accru, des investissements ont été réalisés pour construire des écoles, améliorer les infrastructures scolaires et assurer leur maintenance, les contenus des programmes scolaires ont été régulièrement revus

¹⁰ Les chefs de village/quartier, les organisations de masse et les représentants des associations de parents d'élèves sont mobilisés pour assister le responsable de la généralisation dans sa tâche.

¹¹ Les élèves des classes de généralisation reçoivent du matériel et des manuels scolaires et leur éducation est gratuite. Le financement provient en partie des provinces et en partie du Programme ciblé pour l'éducation.

La généralisation de l'enseignement est l'une des tâches majeures de la Stratégie de développement de l'éducation pour 1991-2000.¹² Pour la période couverte par la Stratégie de développement de l'éducation 2001-2010, l'accent est mis désormais sur la généralisation de l'enseignement secondaire.¹³

Cependant, avec l'ouverture internationale, la comparaison avec les systèmes éducatifs des pays les plus avancés a fortement entamé la confiance qu'avaient pu placer le pays et sa population dans son système éducatif, en dépit de ses succès manifestes sur le plan quantitatif. La qualité de l'éducation au Viêt-nam a été remise en cause pour diverses raisons, de nature interne et externe.

Les causes internes de la remise en question de la qualité de l'éducation

L'abandon progressif de la planification centralisée a supprimé la relation automatique entre formation et emploi, laissant les populations désemparées face à la difficulté éprouvée par certains de trouver un bon emploi (i.e. de générer des revenus adéquats) malgré leur formation. Parallèlement, le Viêt-nam, à l'instar de ses modèles dans la région, principalement Singapour et la Corée, a construit sa stratégie de développement sur celui du capital humain. Cela suppose que le système d'éducation-formation soit en mesure de produire des travailleurs qualifiés et très qualifiés en quantité suffisante pour permettre l'évolution de l'appareil de production vietnamien vers des secteurs à forte valeur ajoutée et forte intensité en capital. Le Viêt-nam doit donc parvenir à rattraper les pays les plus avancés en termes de qualité de sa main-d'œuvre, sachant que son coût, encore faible, est un atout dans la concurrence qui l'oppose notamment à ses voisins dans la région.

Le passage de contributions en nature à des contributions monétaires de la part des familles, a eu pour effet d'accroître leur niveau d'exigence, en particulier pour ceux qui paient le plus, et sont de fait les plus aisés. Or avec la forte croissance qu'a connue le Viêt-nam au cours des quinze dernières années, la part des familles aisées dans

¹² Loi sur la généralisation de l'enseignement primaire (1991), promulguée à la suite de la conférence de Jomtien.

¹³ Loi sur l'éducation (1998) et décret 88/2001/NĐ-CP du 22/11/2001 sur la mise en œuvre de la généralisation du secondaire de base.

la population s'est considérablement accrue, et ce sont principalement ces familles qui mettent aujourd'hui la pression sur le système éducatif, tentant de le contourner par des stratégies diversifiées (contournement de la carte scolaire, envoi des enfants à l'étranger, cours supplémentaires...).

La construction d'un cadre législatif imposé par le passage à l'économie de marché et l'insertion internationale a accru le rôle de l'Assemblée nationale, qui est l'instance qui discute et vote les lois, et a voté en particulier la loi sur l'éducation, après de très longues discussions avec le gouvernement. Le parlement est particulièrement attentif aux questions éducatives, et ses membres n'hésitent pas à interpeller le gouvernement sur la question.

Enfin, le secteur éducatif a été traversé ces dernières années par un certain nombre de critiques portant sur le manque de transparence et d'efficacité du système, sur son incapacité à répondre aux besoins du marché du travail, sur la pertinence des programmes scolaires, sur les méthodes d'enseignement, et d'une manière générale sur la faible qualité de l'enseignement. Des efforts ont été faits par le gouvernement, avec le soutien actif de la communauté internationale pour introduire de nouvelles méthodes pédagogiques centrées sur l'apprenant à tous les niveaux du système éducatif, et pour former les enseignants à ces méthodes. La nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement est forte. Une étude réalisée en 2001 sur les résultats en lecture et mathématiques des élèves de classe 5 montre en effet que dans certaines zones, moins de 40% des élèves ont acquis des compétences d'apprentissage autonomes (The World Bank, 2004). Si la formation a été un succès au regard de l'implication des autorités - centrales et locales - et des enseignants aux programmes de formation, on peut s'interroger sur la réalité des changements dans les classes. Parallèlement, à la suite d'une directive de l'Assemblée nationale de décembre 2000, de nouveaux curricula ont été introduits progressivement à partir de la classe 6 en 2002/2003, sur la base d'un pilote expérimenté entre 1996 et 2000 en appui à l'introduction des nouvelles méthodes pédagogiques (Do Dinh Hoan, 2004).

Le développement de l'enseignement général, alors que l'accès aux lycées à l'université publics demeure rationné par les concours d'entrée, a renforcé la concurrence entre les élèves et convaincu les parents que l'enseignement public ne permettait pas de garantir le succès scolaire et que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour accroître les chances de réussite de leurs enfants. La faiblesse des salaires des enseignants, le nombre insuffisant d'heures de classe par rapport aux

normes internationales, et les limites dans l'accès à l'enseignement supérieur ont provoqué au cours des années le développement d'un système éducatif parallèle, ou de l' "ombre" (Bray, 2004). Au nombre des facteurs facilitateurs figure le fait que les enseignants ne sont rémunérés que pour une demi-journée de travail par jour¹⁴, ce qui justifie en partie la faiblesse des rémunérations, et laisse aux enseignants du temps pour se consacrer à leurs activités à titre privé. Au milieu des années 2000, ce système parallèle a pris des proportions très importantes. Comme le souligne le rapport sur les résultats de l'apprentissage des mathématiques et du vietnamien en classe 5 (dernière classe du primaire), la « *question des cours supplémentaires est politiquement sensible* » (The World Bank, 2004 : 80). La même étude constate que 38% des élèves de classe 5 reçoivent des cours supplémentaires, dispensés dans 96% des cas par leurs propres enseignants (p. 81-82).

Les bénéfices attendus de part et d'autre ne pouvaient pas ne pas conduire à des abus et on ne compte plus les dénonciations, par les autorités ou les médias, de cas de coercition de la part des enseignants destinés à s'assurer un public captif. Ces dérives expliquent l'attitude très hostile des autorités éducatives à l'égard de ces cours. Pourtant, ces mêmes autorités reconnaissent que les niveaux de rémunération très faibles justifient la recherche de revenus complémentaires par les enseignants. La complexité de la situation s'est renforcée du fait de la politique de rattrapage du Viêt-nam en matière éducative, qui prévoit en particulier l'allongement de la durée horaire annuelle de scolarisation, ce qui se traduit par la mise en place progressive de la journée complète dans les écoles. Les ressources de l'État ne permettent pas de financer la deuxième demi-journée, qui est donc à la charge des parents. Il ne s'agit plus alors de cours de soutien mais bien, de fait, d'une augmentation déguisée des frais de scolarité.

C'est dans un contexte de critique générale contre les échecs du système éducatif qu'une nouvelle Loi sur l'éducation a été votée en 2005, et un certain nombre de décisions et décrets ont été pris pour tenter d'améliorer la transparence et l'efficacité du secteur. Un certain

¹⁴ En particulier dans le primaire. Dans le secondaire, les enseignants ont un service de 20 séances (45 minutes) en collège (soit 15 heures) et de 18 séances en lycée (13h30). Les services des enseignants étaient dans le passé organisés de manière à permettre deux ou trois vacations par salle de classe, les enfants n'étudiant qu'une demi-journée. La seconde demi-journée correspond donc pour les enseignants à des heures supplémentaires.

nombre de ces décisions avaient pour objectif de limiter les possibilités pour les écoles de générer des revenus aux dépens des parents. La transparence est une obligation et les écoles ont l'obligation de porter à la connaissance des parents au début de l'année scolaire le montant détaillé des frais qu'ils devront acquitter pendant l'année.

Les facteurs externes de l'émergence de la notion de qualité

Parallèlement, la perception de l'éducation évoluait au niveau international. Alors que l'attention des grands forums internationaux avait dans le passé porté essentiellement sur les aspects quantitatifs du développement de l'éducation, la qualité est apparue de manière croissante comme un élément majeur de l'efficacité de l'éducation. Le Viêt-nam, comme la plupart des autres pays en développement, inscrit aujourd'hui son action dans le domaine de l'éducation dans le cadre du Programme d'Éducation Pour Tous (EPT), qui accorde une grande importance à l'amélioration de la qualité de l'éducation. En juin 2003, le Viêt-nam a lancé son " Plan d'Action National d'Éducation Pour Tous 2003-2015 " : « *Ce Plan d'Action est, d'une part, un outil permettant au Gouvernement d'ajuster les politiques au niveau macro dans le champ de l'EPT et un cadre pour le développement des plans d'EPT des provinces et des villes. Il constitue d'autre part un cadre d'orientation pour les organisations internationales, l'aide bilatérale et l'aide technique et financière des ONG, pour accélérer et assurer la qualité des activités d'EPT* » (avant-propos de Nguyễn Minh Hiên, alors Ministre de l'éducation et de la formation).

L'ensemble des organisations internationales, qui sont également les principaux bailleurs de fonds dans le domaine éducatif, portent désormais leur attention sur les questions liées à la qualité de l'éducation, qui ne doit pas être sacrifiée à la quantité. Bien qu'il n'y ait aucun consensus sur ce qu'est la qualité ou sur les moyens qui doivent être mis en œuvre pour l'améliorer, tout le monde s'accorde à penser que cette amélioration est l'une des conditions principales d'un bon fonctionnement des systèmes éducatifs et une garantie de leur durabilité.

Si l'importance accordée à l'éducation à la fois par les parents et l'État ne fait aucun doute, il est également évident que les faiblesses du système éducatif incitent les familles à mettre en place des stratégies supplétives ou de substitution. Mais nombre de familles n'ont pas la

possibilité de mettre en œuvre de telles stratégies, ou doivent consentir d'importants sacrifices pour y recourir. Pour ces familles, il est nécessaire d'améliorer la couverture scolaire et la qualité de l'enseignement public.

Le projet de recherche sur la qualité de l'éducation

Le Plan d'Action National d'Éducation Pour Tous 2003-2015 du Viêt-nam définit quatre groupes cible pour l'EPT : la protection et l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire, l'enseignement en collège, et l'éducation non formelle. Au nombre des enjeux cités dans ce document figure « *le passage critique de la quantité à la qualité, qui requiert des améliorations significatives des contenus, des approches pédagogiques, des résultats de l'apprentissage, du système des examens, des attitudes d'enseignement et d'apprentissage, et des systèmes de gestion de l'éducation* ».

Les objectifs et programmes d'action pour les quatre groupes cible concernent l'accès, la qualité et la pertinence, et la gestion. Dans le domaine de la petite enfance, il est prévu d'assurer l'accès à tous les enfants de 0 à 5 ans, d'accorder la priorité aux minorités et aux enfants désavantagés, et de permettre à tous les enfants de bénéficier d'une année complète d'éducation préscolaire de qualité avant le primaire. Le plan d'action prévoit également à ce niveau l'amélioration de la qualité des contenus et des programmes, le développement et la formation des enseignants, et la mise en œuvre d'un programme complet d'amélioration de la croissance et du développement des enfants.

Au niveau de l'enseignement primaire, la priorité est d'assurer l'accès à une éducation primaire abordable et de qualité pour tous les enfants, y compris les minorités, les enfants désavantagés et les filles. Il s'agit de s'assurer que tous les enfants parcourent l'ensemble du cycle de cinq ans, d'atteindre un niveau de réussite dans les apprentissages, en commençant par un niveau fondamental de qualité dans toutes les écoles. Les priorités au niveau secondaire de base sont similaires à celles du primaire, insistant sur l'amélioration de la qualité et la pertinence des apprentissages.

Le Plan d'Action propose d'analyser dans un premier temps la situation actuelle des quatre groupes cible et d'identifier les questions auxquelles le système éducatif devra répondre dans l'avenir. Il définit

cinq objectifs stratégiques, qui sont le passage de la quantité à la qualité, la généralisation du primaire et du secondaire de base, la mise en place de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, la pleine mobilisation de la participation communautaire, et la gestion efficace et la meilleure utilisation des ressources. Au niveau des provinces, le Plan d'action national d'EPT doit servir de référence pour définir les priorités et les cibles locales, et la préparation et la mise en œuvre des plans provinciaux d'EPT constitueront le mécanisme principal de mise en œuvre du plan national.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet de recherche sur la qualité de l'éducation dont cet ouvrage présente les premiers résultats. Ce projet se propose de procéder à l'analyse de la situation au niveau des provinces et des unités administratives qui en dépendent, et de son évolution à travers une série d'enquêtes qualitatives permettant d'analyser les facteurs déterminants de la qualité de l'éducation, de la petite enfance à la fin du secondaire de base, à partir d'un certain nombre d'indicateurs reflétant les principales caractéristiques de l'offre d'éducation et tenant compte des spécificités locales, à travers une démarche participative permettant d'identifier les besoins et comportements des différents acteurs de l'éducation au niveau local, du côté de l'offre comme de la demande.

Sur le plan théorique, bien que l'importance relative de la quantité et de la qualité de l'éducation dans le processus de croissance ne fasse pas l'objet d'un consensus parmi les chercheurs, ceux-ci s'accordent néanmoins sur l'importance de la qualité en termes absolus, à la fois pour des raisons d'efficacité et d'équité. Sur le plan pratique, le thème de la qualité de l'éducation a pris une importance croissante ces dernières années dans les préoccupations des gouvernements des pays en développement, des organisations internationales, des bailleurs de fonds bilatéraux, et des organisations non gouvernementales, en particulier dans le cadre du programme d'Éducation Pour Tous de l'Unesco. La qualité de l'éducation constitue une revendication de la part des parents, qui sont de manière croissante mis à contribution dans le financement de l'éducation de leurs enfants. Son amélioration est donc perçue comme l'un des moyens de renforcer l'adhésion des familles à l'éducation, et par conséquent, de promouvoir son développement.

Au-delà des indicateurs quantitatifs de développement du système éducatif vietnamien subsiste cependant une grande diversité de situations quant à la qualité de l'enseignement. C'est un sujet qui préoccupe fortement le Gouvernement vietnamien et l'Assemblée

Nationale, qui recherchent les moyens d'améliorer la qualité de l'éducation au Viêt-nam. Les données actuellement disponibles ne permettent cependant pas de disposer d'informations suffisantes pour évaluer les priorités dans l'espace géographique vietnamien, pour cibler l'action au niveau provincial, et pour évaluer l'impact des politiques menées dans ce domaine. L'ouverture du système éducatif pose en outre le problème de l'évaluation par l'État de la qualité de l'éducation dispensée à titre privé.

Le nombre et les résultats des travaux de recherche sur la mesure de la qualité en éducation témoignent en outre des différences importantes qui existent dans les différentes approches de la question. L'importance accordée à la qualité de l'éducation et la difficulté de mesure de cette qualité, en particulier dans des contextes de faible fiabilité des données, conduit à des visions contrastées de l'appréhension de la qualité par les organismes internationaux. C'est ainsi que la vision de la qualité de l'éducation développée par l'Unesco est singulièrement plus complexe que celle proposée, par exemple par la Banque mondiale dans le cadre de l'Initiative de développement accéléré (Fast Track Initiative), à laquelle le Viêt-nam a été déclaré éligible en 2004.

Le projet adhère à la conception de la qualité de l'éducation définie dans le dernier rapport mondial de l'EPT 2005 de l'Unesco qui lui est consacré. Il s'agit d'analyser l'état de la qualité et son évolution « *à travers [...] les facteurs qui influencent ces résultats [les apprentissages reconnus et identifiables des élèves], au-delà des capacités individuelles des élèves, du côté de l'offre comme de la demande d'éducation, dans des contextes locaux spécifiques.* »

C'est en se penchant sur les facteurs déterminants de la qualité, qui relèvent des conditions matérielles comme des comportements, et leur interaction, que l'on peut envisager de comprendre les mécanismes à l'œuvre et par voie de conséquence, les possibilités d'influer sur la qualité de l'éducation. Le projet de recherche a choisi de se concentrer sur les facteurs qui influencent les résultats d'apprentissage, au-delà des capacités individuelles des élèves, du côté de l'offre comme de la demande d'éducation, dans des contextes locaux spécifiques.

Les choix méthodologiques

Si le caractère obligatoire de l'éducation primaire est affirmé dans la constitution vietnamienne, la politique de généralisation de

l'éducation confère au collège un caractère quasi obligatoire, alors que l'entrée en lycée dans le public reste conditionnée à la réussite aux examens d'entrée. La scolarisation en maternelle n'est pas obligatoire, et, par comparaison avec les autres niveaux du système, l'offre publique à ce niveau reste faible tandis que la demande est limitée par le coût relativement élevé de la scolarisation. Mais comme le souligne Soo-Hyang Choi, Chef de la Section de la petite enfance et de l'éducation intégratrice (Division de l'éducation de base Unesco, Paris), « *L'éducation pré-primaire est pour le système éducatif un point d'accès naturel à la petite enfance. L'éducation pré-primaire mérite d'être élevée au rang de priorité à condition qu'elle soit axée sur le développement holistique de l'enfant, qu'elle soit dispensée dans un environnement respectueux des normes pédagogiques de base et qu'elle aille de pair avec un plan d'intégration progressive des enfants les plus jeunes. Si ces conditions sont remplies, l'éducation pré-primaire représente pour le système éducatif le moyen le plus réaliste d'appréhender la Déclaration sur l'Éducation pour Tous selon laquelle l'apprentissage commence dès la naissance.* » (2006) Le passage en maternelle est souvent déterminant pour le développement des enfants, et donc pour la qualité de leurs apprentissages scolaires ultérieurs, et développer la protection et l'éducation de la petite enfance est le premier objectif de l'Éducation pour Tous. Enfin, on observe que c'est dès la maternelle que peuvent s'exprimer les choix des parents en matière de scolarisation (âge de scolarisation, choix de l'école, et parfois même cours supplémentaires) dès lors qu'il existe une offre, qui peut-être plus ou moins diversifiée et accessible, choix qui vont conditionner le parcours scolaire de l'enfant.

Pour ces raisons, la recherche porte sur les trois premiers niveaux du système éducatif – le pré-primaire, le primaire et le secondaire de base. Pour pouvoir observer les différents facteurs qui influent sur la qualité de base dans les quatre dimensions définies par l'Unesco, l'échelon retenu est celui de la commune, qui est le dernier échelon de l'administration territoriale pour la gestion de l'éducation. Cela permet d'appréhender les trois niveaux d'éducation retenus dans un cadre relativement homogène permettant de tenir compte des dynamiques de passage d'un niveau à l'autre.

Les communes ont été sélectionnées par choix raisonné, à travers des séances de travail avec le département provincial de l'éducation et sur la base des statistiques disponibles. Une première étape a permis de sélectionner les districts, de manière à représenter la diversité des situations réelles dans la province, à la fois en termes socio-

économiques et en termes de situation éducative. La même procédure a ensuite été appliquée pour sélectionner les communes.

Le district de Vạn Ninh

C'est un district rural côtier qui comporte des îles et des presqu'îles, et dont une partie importante de la population est employée dans la pêche. Le district a 13 communes, toutes dotées d'au moins une école maternelle, une école primaire, et à l'exception d'une commune, d'un collège. Comme le district, la commune de Vạn Long est une commune côtière, dont la population est composée de pêcheurs et d'agriculteurs, et se situe à une dizaine de kilomètres de Vạn Giã, le centre urbain du district. Dans la commune, l'équipe de recherche a retenu l'école maternelle fondée par le peuple (l'autre école maternelle est une école privée), l'école primaire publique de Vạn Long, et le Collège public Trần Quốc Tuấn.

Le district de Diên Khánh

C'est un district rural de plaine dont la majorité de la population travaille encore dans l'agriculture, bien que de nombreux habitants soient également employés dans la production manufacturière. Le district a 21 communes, dont la commune de Suối Tân qui a été retenue parce qu'elle est la commune la plus éloignée du bourg de Diên Khánh, et qu'elle a une zone industrielle. Depuis 2007, la commune Suối Tân a changé de tutelle et relève désormais du nouveau district de Cam Lâm.¹⁶ Dans la commune ont été retenues l'école maternelle fondée par le peuple (la commune a également une maternelle privée), l'école primaire publique de Suối Tân, et le collège public Phan Đình Phùng.

La ville de Nha Trang

C'est la capitale et le centre urbain le plus important de la province. La ville de Nha Trang concentre les centres administratifs de la province et a connu un développement économique important lié à celui de l'industrie manufacturière et des services, particulièrement le tourisme. Nha Trang comprend 27 communes et plus d'une centaine d'écoles. La sélection des écoles à Nha Trang a porté sur les écoles les mieux dotées en matière d'infrastructures et sur leur capacité à attirer

¹⁶ Le district de Cam Lâm, créé en 2007, regroupe un certain nombre de communes qui relevaient auparavant des districts de Diên Khánh et de Cam Ranh.

les élèves. À Nha Trang ont été choisies les écoles suivantes : l'école maternelle publique Huong Sen, l'école Herman Gmeiner, qui est une école fondée par une ONG étrangère et gérée par le département du travail, des invalides et des affaires sociales de la province parce que l'école était à l'origine destinée aux orphelins, même si elle accueille aujourd'hui un certain nombre d'autres élèves qui relèvent d'autres zones de la carte scolaire, et le collège/lycée public Nguyễn Văn Trôi, qui est le seul établissement scolaire de la ville à proposer des classes bilingues français-vietnamien.

L'enquête est centrée sur les écoles, qui sont l'unité de base du système éducatif. Une commune peut avoir sur son territoire plusieurs écoles de même niveau, publiques, fondées par le peuple, ou privées. Le choix a été fait, lorsque ce cas s'est présenté, de retenir l'école publique ou à défaut l'école fondée par le peuple, parce qu'elles constituent l'offre "publique" d'éducation, qui est en principe la plus accessible à l'ensemble de la population.

La collecte des informations disponibles

La recherche avait pour objet de compléter les données quantitatives existantes par des informations qualitatives permettant d'analyser les facteurs qui ont un impact sur la qualité de l'éducation à travers les conditions de la scolarisation et les différentes conceptions et perceptions de l'éducation, à la fois du point de vue de l'offre et de la demande.

Le secteur éducatif recueille de manière continue des informations quantitatives sur l'offre d'éducation et la situation de l'éducation dans chaque province, dans chaque district, commune et quartier. Les rapports statistiques sur la situation de l'éducation dans la province sont réalisés par le Département provincial de l'éducation et de la formation au début, au milieu et à la fin de l'année selon les modèles pour les trois niveaux d'enseignement fournis chaque année par le ministère.

Dans la province de Khanh Hòa, le département a deux types de fiches statistiques pour l'enseignement primaire. La première, qui correspond au modèle du ministère, permet de collecter les informations d'ensemble de la province, tandis que la seconde suit un modèle établi par le Département provincial pour collecter les données propres à chaque école et à chaque district. Le département provincial obtient les statistiques du primaire des sections de l'éducation des districts. Le Département dispose des statistiques concernant le secondaire parce que c'est le niveau d'éducation qu'il gère directement.

Pour la réalisation du rapport annuel du Département provincial, les employés spécialisés des sections de l'éducation des districts synthétisent l'information auprès des écoles et la font remonter au département. Les statistiques sont compilées dans les écoles par les chefs d'établissement à partir des données fournies par les employés spécialisés comme les adjoints aux chefs d'établissement sur la base d'informations venant du secrétariat et de la compatibilité, (comme le nombre d'élèves des minorités ethniques par exemple), les employés en charge de la généralisation de l'éducation, et les professeurs principaux.

Les personnes interrogées

Pour collecter l'information contextuelle permettant de caractériser la situation éducative dans les communes enquêtées par rapport aux districts dont elles relèvent et à la province, des entretiens semi-directifs ont été menés avec les différentes sections du Département provincial de l'éducation de la province de Khánh Hòa et les responsables de l'éducation des districts et communes choisis.

Dans les districts ruraux de Diên Khánh et de Vạn Ninh, les responsables des bureaux de l'éducation des districts ont également été interrogés pour permettre de collecter des informations sur les caractéristiques de l'éducation dans la commune par rapport à l'ensemble du district, et du district par rapport à la province. A Nha Trang en revanche, dans la mesure où les écoles n'ont pas été choisies dans un même quartier mais au contraire pour leur capacité à attirer des élèves venant de partout dans la ville, c'est auprès du Département de l'éducation de la province et du Service de l'éducation de la ville qu'ont été collectées les informations sur la situation éducative de la ville.

Les directeurs/directrices des écoles

Parce que de par leur fonction, ils gèrent les écoles et leurs personnels, les directeurs et directrices d'établissements sont au cœur de la gouvernance de l'école. Tout en représentant une source d'information importante sur les conditions d'apprentissage dans l'école et les relations de l'école avec le milieu environnant, ils sont un facteur de qualité de l'éducation.

Les directeurs de chaque école ont été interrogés dans le cadre d'entretiens semi-directifs. Il s'agissait à la fois de collecter des informations sur l'état matériel et les modalités de fonctionnement des

écoles, mais aussi de tenter de comprendre de quelle manière les écoles ajustent leur offre éducative aux diverses influences/pressions et contraintes qu'elles subissent, en fonction des ressources financières et humaines dont elles disposent, et définissent, le cas échéant, leurs stratégies en matière de qualité de l'éducation.

Les enseignant(e)s

Les enseignants sont l'une des composantes clé du système éducatif, et l'ensemble de la littérature sur la question s'accorde sur le rôle qu'ils jouent en matière de la qualité de l'éducation. Mais il est évident que leurs conditions de vie et de travail, et leur accès à l'information et à la formation ont un impact sur leur enseignement. Ils ont également leurs propres conceptions de ce qu'est la qualité de l'éducation, conceptions à partir desquelles ils interprètent et mettent en œuvre les directives de leur hiérarchie, en matière de méthodes d'enseignement comme de programmes scolaires ou d'évaluation.

Les informations fournies par les directions des écoles sur les niveaux de qualification, les effectifs, ou le recrutement, ont été complétées par des entretiens avec un groupe de huit à dix enseignants dans chaque école. Les participants aux entretiens de groupe ont été choisis à partir de la liste des enseignants des écoles et des informations qu'elles contiennent, de manière à présenter une certaine diversité en matière d'ancienneté dans l'enseignement, de niveaux enseignés, et pour le secondaire, de matières enseignées, et de genre quand c'était possible. L'enseignement est une profession très féminisée, en particulier dans les niveaux les plus bas de l'enseignement général, c'est-à-dire l'enseignement maternel, qui est exclusivement dispensé par des femmes, et l'enseignement primaire, où elles sont largement majoritaires.

Les élèves

Ils sont au cœur du processus d'apprentissage puisqu'ils sont à la fois la cible de l'apprentissage, et selon leurs caractéristiques individuelles et familiales, acteurs de leur apprentissage. Comme le souligne le Rapport mondial de suivi de l'EPT 2005, si les caractéristiques personnelles des élèves telles que leurs aptitudes, leur persévérance ou leur disposition à la scolarité, ainsi que les obstacles qu'ils rencontrent dans le processus d'apprentissage ont un impact sur la qualité de cet apprentissage, ces caractéristiques doivent être envisagées en contexte.

C'est pour pouvoir appréhender cette dimension que trois entretiens de groupe ont été organisés dans chaque commune avec les élèves de classe 4 et de classe 8, pour ne pas perturber l'apprentissage des classes qui passent les examens de fin de cycle, et les élèves des cours de généralisation. L'observation a été retenue comme méthode pour les élèves de maternelle. Les groupes d'élèves ont été choisis de manière à respecter une certaine diversité en matière de résultats scolaires, et un équilibre de genre.

Les comités de représentation des parents d'élèves

Ces comités ont un rôle d'intermédiaire entre l'école et les parents d'élèves, doivent veiller à la bonne gestion de l'argent collecté par l'école auprès des parents, et participent à la mobilisation pour la généralisation de l'éducation aux niveaux primaire et secondaire de base. Ils participent en ce sens à la gouvernance de l'école, qui est l'un des facteurs de qualité de l'éducation. Les présidents ou les vice-présidents des comités de représentation de toutes les écoles enquêtées ont été interrogés au cours de l'enquête.

Les parents

Les parents des élèves jouent un rôle déterminant parce qu'ils déterminent les conditions d'apprentissage des enfants dans et en dehors de l'école.

Les choix des familles sont déterminés par leur perception de la qualité de l'éducation donnée à leurs enfants, qui est en retour mesurée à l'aune de leurs attentes vis-à-vis de l'éducation. Tous les ménages n'ont cependant pas une capacité identique à effectuer ces choix, et en cas de besoin, à contourner le système. Le choix des établissements scolaires ou le recours aux cours supplémentaires sont des exemples des stratégies que l'on retrouve, sous des formes adaptées aux situations et aux contraintes locales. On essaiera d'explicitier ces stratégies, les catégories des ménages qui les mettent en œuvre et les contraintes auxquelles elles sont soumises, et d'analyser les concepts de qualité de l'éducation/ formation sur lesquels elles reposent.

Les entretiens avec des groupes de parents d'élèves ont été organisés en fonction du niveau de scolarisation de leurs enfants, et selon que ces derniers étaient inscrits ou non dans l'école de la carte scolaire. L'équipe de recherche a de plus interrogé des parents dont les enfants, d'âge scolaire, ne sont pas encore scolarisés (maternelle ou primaire), ou qui ont abandonné l'école (primaire et secondaire de

base). Les participants aux entretiens de groupe ont été choisis à partir des informations fournies par les responsables de l'éducation au niveau de la commune et par les directeurs des écoles, de manière à présenter une certaine diversité sur le plan socio-économique.

Les autorités locales et les organisations de masse de la commune

Des représentants des autorités de la commune et des organisations de masse ont également été interrogés, parce que ces institutions sont la principale source d'information sur la situation économique, sociale et culturelle de leur localité, mais aussi parce que leur est dévolu un rôle majeur dans la mobilisation pour la scolarisation et la lutte contre l'abandon scolaire dans le cadre de la politique de socialisation de l'éducation.

Plan de l'ouvrage

Cet ouvrage présente les résultats des enquêtes effectuées sur le terrain au cours de la première quinzaine de mars 2007. La situation éducative dans la province est présentée dans un premier chapitre par madame Lê Thị Hòa, directrice adjointe du département provincial de l'éducation de la province de Khánh Hòa.

L'ouvrage est ensuite divisé en trois chapitres, un par commune, rédigés par les chercheurs qui ont réalisés les enquêtes de terrain. Ces chapitres sont organisés selon une structure commune.

La première section est consacrée aux caractéristiques générales de la commune et à la situation de l'éducation dans la commune, ainsi qu'à la présentation des écoles enquêtées.

Les auteurs analysent dans une seconde section les conditions de scolarisation dans la commune, – ou la "dimension facilitatrice" pour reprendre les termes du Rapport mondial de suivi de l'EPT 2005 (2004 : 38). Il s'agit en premier lieu des infrastructures et des équipements scolaires, qui déterminent les conditions physiques de la scolarisation. Il s'agit ensuite d'analyser les conditions physiques et financières de l'accès à l'école pour déterminer si ces conditions peuvent constituer un obstacle à la scolarisation ou à la poursuite de la scolarité. Les auteurs s'intéressent ensuite aux conditions d'enseignement et d'apprentissage, qui sont déterminées par le matériel pédagogique et la taille des classes, la formation et la rémunération des enseignants, le travail des enseignants, les méthodes pédagogiques et les programmes scolaires, et l'évaluation des élèves.

Cet état des lieux permet, dans les communes de Van Long et de Suối Tân d'étudier la question du travail des enfants et de la rétention dans le système scolaire, tandis que le chapitre sur Nha Trang analyse les conceptions de la qualité telle qu'elles ressortent des entretiens avec les différents acteurs de l'éducation interrogés.

Les terrains d'enquête ont été choisis de manière à assurer une certaine diversité dans leurs caractéristiques socio-économiques. Les résultats montrent que l'hypothèse de départ, qui postulait que la qualité de l'éducation est un concept relatif, est validée.

Références

- Barro, Robert J. & Lee, Jong Wha, 1996. "International Measures of Schooling Years and Schooling Quality," *American Economic Review*, American Economic Association, vol. 86(2), pages 218-23, May.
- Becker Gary S., 1964. *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education*, NBER, Columbia University Press: New York.
- Nancy Birdsall, David Ross, and Richard Sabot. 1995. « Inequality and Growth Reconsidered: Lessons from East Asia », *World Bank Economic Review*, Oxford University Press, Vol. 9(3), pp. 477-508.
- Bourdieu Pierre, Passeron Jean-Claude. 1964. *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris : Editions de Minuit, 179 p.
- Bourdieu Pierre, Passeron Jean-Claude. 1970. *La Reproduction : éléments d'une théorie du système d'enseignement*, Paris : Éditions de Minuit, 284 p.
- Bray Mark. 2004. "Sharing The Burden of Financing: Government and Household Partnerships For Basic Éducation." *Economic Affairs*, 24: 4, pp. 22-26.
- Carnoy Martin, 2004, "Education for All and the quality of education: a reanalysis" Paper commissioned for the EFA Global Monitoring Report 2005, The Quality Imperative 2005/ED/EFA/MRT/PI/10.
- De Vienne Marie-Sybille. 1994. *L'économie du Viêt-nam (1955-1995), bilan et prospective*, Notes Africaines, asiatiques et caraïbes, Paris, CHEAM, 223 p.
- Do Dinh Hoan. 2004. *National Curriculum for Basic Education in Vietnam, Situation Analyses*, Asia Pacific Network of Curriculum Developers, Unesco Asia Pacific Regional Bureau of Education in Bangkok and the International Bureau of Education.
- Faure Edgar, Herrera F., Kaddoura A-R., Lopes H., Petrovski A. V., Rahnema M., Champion Ward F. 1972. *Apprendre à être, Rapport de la Commission internationale sur le développement de l'éducation* ;Paris : Unesco-Fayard, 345 p.

- General Statistical Office. 2004. *Result of the survey on Households living standards 2002*. Hanoi, Statistical Publishing House, 228 p.
- Lucas, Robert. 1988. « On the mechanisms of economic development », *Journal of Monetary Economics* N°22, pp. 13-42.
- Martin Jean-Yves. 2000. "Le différentiel éducatif Nord-Sud," in Gubry Patrick (ed) *Population et développement au Viêt-Nam*. Paris: Karthala-CEPED pp. 351-368.
- Mincer Jacob. 1958. *Investment in Human Capital and Personal Income Distribution*, *Journal of Political Economy*, Vol. 66 n°4 : 281-302.
- Office of Civil Operations. 1967. *A Summary of Vietnam's New Constitution, United States Mission to Vietnam, OCO Notice n° 67-92*. Saigon, 2 May, 12 p.
- Pritchett, Lant, 1996. "Where has all the education gone?" *Policy Research Working Paper Series 1581*, The World Bank, revised, 48 p.
- Republic of Vietnam, Ministry of Education. s.d.. *Statistical Year Book of Education 1957-58*, Bureau of Statistics. Saigon, 78 p.
- Romer, Paul M. 1986. "Increasing Returns and Long-run Growth," *Journal of Political Economy*, University of Chicago Press, vol. 94(5), pages 1002-37
- Schultz Théodore W. 1963. *The Economic Value of Education*, Columbia University Press, New York.
- Secretariat of State for Information. 1956. *The Constitution of the Republic of Vietnam*. Saigon, 40 p.
- Sen Amartya. 1999. *Development as freedom*. Oxford. Oxford University Press, Paperback edition, 2001. 366 p.
- Sở Giáo dục-Đào tạo, *Báo cáo tổng kết năm học 2005-2006 và hướng dẫn nhiệm vụ năm học 2004-2005*, Nha Trang 8/2004, 29 tr. [Département de l'éducation et de la formation, Rapport de fin d'année scolaire 2003-2004, instructions pour les activités de l'année scolaire 2004-2005, Nha Trang 8/2004, 29 pages].
- Socialist Republic of Vietnam. 2003a. *Approving the National Target Program on Education and Training Till 2005*.
- Socialist Republic of Vietnam. 2003b. *National Education for All (EFA) Action Plan 2003-2015*, Approved by the Prime Minister in Government Document n° 872/CO-KG dated 02/07/2003.
- Soo-Hyang Choi. 2006. « L'éducation préprimaire, un choix valable pour la réalisation de l'EPT », *Note de l'Unesco sur la Politique de la Petite Enfance*, N°31/mars-avril 2006, 2 p.
- The World Bank. 2004. *Vietnam – Reading and Mathematics Assessment Study*, Volume 2, Report N° 29787 – VN (V2), Human Development Sector Reports, East Asia and the Pacific Region, Hanoi, 308 p.
- Tổng cục Thống kê. 1985. *Niên giám Thống kê, 1984*. Hanoi, 425 p. [Office Général des Statistiques, *Annuaire statistique 1985*].

- Tổng cục Thống kê. 1993. *Niên giám Thống kê, 1992*. Hanoi : Nhà Xuất bản Thống kê, 267 p. [Office Général des Statistiques, *Annuaire statistique 1993*, Maison d'édition des Statistiques].
- Tổng cục Thống kê/GSO, 1996, *Niên giám Thống kê 1995/Statistical yearbook 1995*, Statistical Publishing House, Hanoi, 432 p.
- Tổng cục Thống kê/GSO. 1999. *Điều tra mức sống dân cư Việt Nam 1997-1998/Viet Nam Living Standards Survey 1997-98*, VIE/95/043, Nhà Xuất Bản Thống kê, Hà Nội, 2000, 448 p.
- Tổng cục Thống kê/GSO. 2006. *Niên giám Thống kê 2005/Statistical yearbook 2005*. Hanoi, Statistical Publishing House, 738 p.
- Unesco. 1961. *Unesco Study of Vietnamese Education System* (<http://www.virtualarchive.vietnam.ttu.edu>).
- Unesco. 1998, *World Conference on Higher Education for the twenty first century: Vision and Action*, Commission II: Quality of Higher Education, Final Report, Paris: UNESCO, 34 p.
- Unesco. 2003. *The EFA 2000 Assessment: Country Reports – Vietnam*
- Unesco. 2004, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005 : Éducation Pour Tous : L'exigence de qualité*, Paris : Éditions de l'Unesco, 461 p.
- Van Arkadie, Brian and Raymond Mallon. 2003. *Viet Nam: a transition tiger?* Canberra, ANU E Press.

2

La situation de l'éducation dans la province de Khánh Hòa

Lê Thị Hòa



Carte 1. La province de Khánh Hòa et les zones d'enquête

Situation socio-économique de la province

Khánh Hoà est l'une des provinces côtières du centre Viêt-nam. Elle bénéficie de conditions naturelles favorables qui constituent un atout pour le développement du commerce, du tourisme, et de la construction, et pour le renforcement de la défense nationale.

L'économie de la province de Khánh Hòa a connu ces dernières années un certain nombre de réussites en matière de développement socio-économique. L'ensemble des secteurs économiques se sont développés, et la croissance, qui a connu un rythme relativement rapide, a été soutenue. Cela a permis à la province de contribuer de manière importante au budget de l'État depuis plusieurs années. Khánh Hoà est en effet l'une des quinze provinces du pays qui transfèrent plus d'argent à l'État qu'elles n'en reçoivent.

Grâce aux ressources qu'elle génère, la province peut investir dans l'ensemble des secteurs sociaux et culturels, en particulier dans le secteur de l'éducation et de la formation. L'offre dans ce domaine a connu une expansion relativement constante et harmonieuse, permettant à la qualité de l'enseignement et au niveau culturel de la population de la province de s'accroître de manière visible, et à la vie culturelle et morale de la population de s'améliorer. La province porte en outre une attention particulière aux zones de montagne et aux minorités ethniques¹, en particulier en termes d'investissements dans l'amélioration des infrastructures, l'éradication de la faim et la lutte contre la pauvreté.

Parallèlement au développement socio-économique, le niveau de vie de la population s'est accru, et un nombre croissant de familles ont les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école et de leur permettre de

¹ Les districts de l'ouest de la province, en particulier Khánh Vinh et Khánh Sơn, se trouvent sur les hauts plateaux du centre, et sont peuplés essentiellement de minorités, en particulier les Raglai, Ede, M'Nong... (NdT)

poursuivre leurs études. Pour avoir un emploi, il faut avoir atteint un certain niveau d'éducation et obtenir le diplôme qui le certifie. Cette situation a entraîné une augmentation importante de la demande d'éducation à tous les niveaux. Le développement économique et social engendre donc un environnement et des conditions favorables au développement de l'éducation dans la province.

Le développement de l'éducation à Khánh Hòa

Khánh Hòa est l'une des provinces dans lesquelles l'engagement en faveur de l'éducation est fort, et les infrastructures scolaires se renforcent de manière continue. Les effectifs scolarisés dans le système d'éducation et de formation s'accroissent rapidement et de manière relativement équilibrée. La qualité des écoles principales a en particulier connu des améliorations significatives à tous les niveaux d'enseignement.

Vue d'ensemble de l'éducation et de la formation dans la province de Khánh Hòa

En 2007/08, la province de Khánh Hòa comportait 610 écoles, sans compter les écoles gérées par le gouvernement central, les établissements de formation professionnelle, les établissements d'enseignement préscolaire n'ayant pas encore obtenu l'autorisation de création, et les centres de formation aux langues étrangères et à l'informatique, soit :

- 194 écoles pré-primaires (3 crèches, 121 écoles maternelles, et 70 écoles comprenant à la fois crèche et maternelle) ;
- 300 établissements d'enseignement général : 181 écoles primaires, 89 collèges, et 30 lycées, dont 19 publics ;
- 3 centres de formation technique à orientation professionnelle ;
- 8 centres de formation continue ;
- 3 centres d'éducation complémentaire ;
- 97 centres d'apprentissage communautaires ;
- 1 établissement secondaire d'enseignement professionnel ;
- 4 écoles supérieures.

Le système compte actuellement 40 000 apprenants et plus de 15 000 cadres, enseignants et personnels administratifs.

La province de Khánh Hòa a atteint les objectifs de la généralisation du primaire et de l'éradication de l'analphabétisme en 1997, ceux de la généralisation du secondaire de base en 2006, et concentre maintenant ses efforts sur la généralisation du primaire à l'âge normal et du secondaire d'ici 2010.

La population de Khánh Hòa a une tradition d'amour pour les études, et chaque année un nombre important d'élèves remportent des prix lors des concours nationaux pour le titre d'élève brillant et figurent parmi les lauréats des universités et des écoles supérieures.

Les effectifs scolaires

Le nombre d'enfants inscrits en crèche et dans les maternelles s'accroît de manière continue. 20% des élèves de la classe d'âge concernée en crèche, et 70% en maternelle sont scolarisés, conformément à la décision 161/2002/QĐ-TTg du 15/11/2002 du premier ministre portant sur "les politiques de développement de l'enseignement pré-primaire", approuvée par le Comité populaire de la province. En 2007/08, la province comptait 4 510 enfants en crèche et 33 162 en maternelle.

Le nombre d'élèves en primaire continue à décroître, suivant la tendance observée dans l'ensemble du pays, qui s'explique par les succès de la planification familiale et de la généralisation du primaire à l'âge normal. En 2007/08, la province scolarise 100 003 élèves en primaire, ce qui représente 99% des objectifs du plan de l'éducation de la province, et une baisse de 3% par rapport à l'année précédente.

La progression rapide de la généralisation du secondaire de base entraîne aujourd'hui, cinq ans après le début de la baisse des effectifs en primaire, une diminution du nombre d'élèves, qui fait suite à une période marquée par un fort accroissement des effectifs. En 2007/08, il y avait dans la province 86 179 élèves de collège, soit une baisse de 6,5% par rapport à l'année précédente.

Le nombre d'élèves en lycée continue à augmenter. En 2007/08, la province comptait 38 956 élèves de lycée, soit une augmentation de 3,3% par rapport à l'année précédente. Le pourcentage de diplômés de classe 9 qui entrent en classe 10 dans les lycées de la province est de 70%, 41% d'entre eux allant dans les lycées publics.

Les réussites

L'offre scolaire ne cesse de s'accroître pour répondre aux besoins de scolarisation sans cesse croissants de la société. Une attention particulière est portée à la scolarisation pré-primaire, qui s'est progressivement relevée après une longue période de déclin. L'éducation non formelle s'est ouverte à de nouvelles formes d'organisation, l'apprentissage en cours d'emploi s'est répandu, et l'éducation dans les zones habitées par les minorités ethniques s'est développée à un rythme rapide.

On se rapproche progressivement des objectifs principaux de la Stratégie de l'éducation pour la période 2001-2010, en particulier en termes du niveau intellectuel de la population, du maintien des résultats de l'éradication de l'analphabétisme et de la généralisation de l'enseignement primaire. Les objectifs de progression planifiés pour la généralisation du secondaire ont été atteints et dépassés. En ce qui concerne la formation des ressources humaines, le système éducatif a constitué un important vivier de main-d'œuvre formée à différents niveaux pour répondre aux besoins de la province. Dans le domaine du renforcement des talents, les résultats sont constants tant en termes de la sélection que du perfectionnement des élèves brillants, créant des conditions initiales favorables pour le développement par chaque enfant d'un parcours scolaire long et stable.

Le système d'éducation étend progressivement son réseau d'écoles et de classes à l'ensemble des localités de la province, permettant d'améliorer les conditions dans lesquelles les parents envoient leurs enfants à l'école. Les communes reculées et en difficulté disposent également d'écoles primaires et d'établissements d'enseignement maternel, tandis que les districts de plaine ont au moins trois lycées. Dans les districts de montagne de Khánh Sơn et Khánh Vinh, l'offre scolaire est complète et comprend, outre les lycées, des centres de formation continue et des centres d'apprentissage communautaires...

La qualité de l'éducation est avérée et les écoles de la province n'ont rien à envier aux écoles les plus avancées du pays. Les transformations intervenues ces dernières années sont tangibles. La province peut se féliciter de ses bons résultats en termes d'apprentissage, comme en témoignent les résultats aux concours, (en particulier aux concours d'entrée à l'université), qui sont réellement le fruit des capacités scolaires des élèves et ne dépendent plus comme auparavant des localités dont ils sont originaires ou des types d'écoles qu'ils ont fréquentées. Bien que la province ait mis en

œuvre avec énergie le mot d'ordre " Dire non aux attitudes négatives et à la maladie de la performance en éducation ", les résultats aux examens de fin d'études secondaires sont restés très élevés en 2006/07.

L'éducation se développe également en dehors du secteur public, et les élèves des établissements non publics représentent aujourd'hui une proportion significative des effectifs scolaires.

La perception par la population des services publics d'éducation et de formation a également évolué de manière favorable. Cela s'explique par le grand intérêt porté aux services publics d'éducation à tous les niveaux par le parti, les autorités administratives et les organisations de masse, qui mobilisent les forces sociales pour la participation au développement de l'éducation. Les réussites de la province en matière de lutte contre l'analphabétisme et de généralisation de l'éducation doivent beaucoup aux efforts des organisations communautaires comme l'Association des jeunes, l'Union des femmes...

Les difficultés

Un certain nombre d'élèves attachent cependant encore trop d'importance aux diplômes, et leurs connaissances, à l'issue de leur scolarité en collège ou lycée demeurent souvent insuffisantes.

Par ailleurs, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage et l'organisation des contrôles et de l'évaluation ont été peu touchés par le renouveau, et restent marqués par un fort contenu théorique qui ne permet pas de valoriser l'initiative personnelle et la créativité chez les élèves.

Des écarts importants subsistent entre les différentes régions de la province en termes de niveau de développement de l'éducation et de la formation.

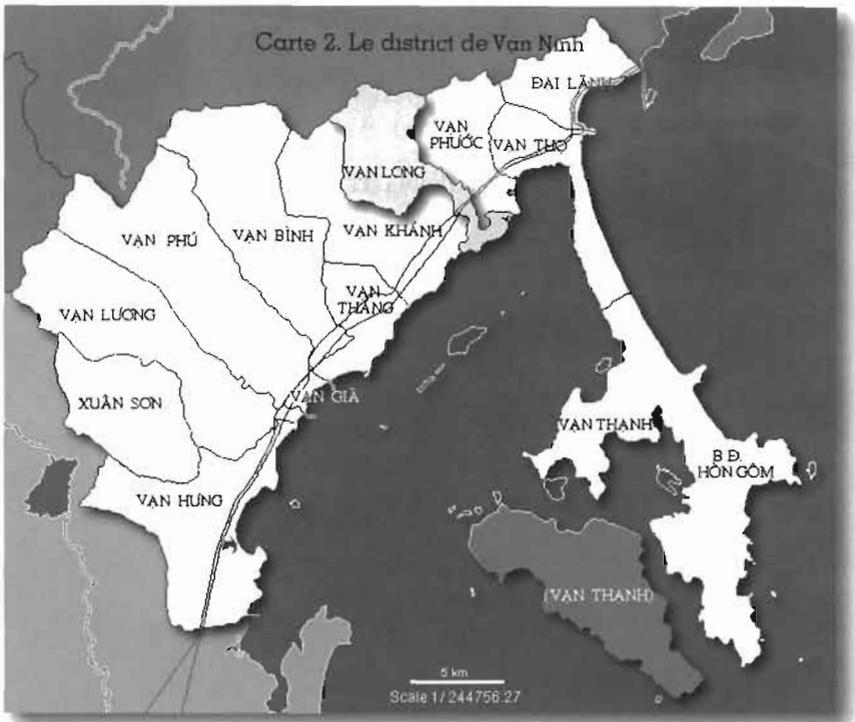
Les phénomènes négatifs liés aux cours supplémentaires et à la maladie de la performance ont empêché un certain nombre de localités de disposer d'une éducation solide et de qualité. Les résultats de la formation sont encore faibles, comme en témoigne le pourcentage élevé d'abandons dans le secondaire : en 2006-07, le pourcentage d'abandons dans la province a été de 7,6% en collège, et de 8,7% en lycée.

3

La qualité de l'éducation dans la commune de Vạn Long, District de Vạn Ninh

Marie-France Lange, Nguyễn Thị Văn

Carte 2. Le district de Van Ninh



Caractéristiques générales et de l'éducation dans le district et la commune

La situation socio-économique du district et de la commune

Le district de Vạn Ninh est un district rural comprenant treize communes¹. Parmi celles-ci, deux communes sont situées dans la région montagneuse, une commune est formée par une presqu'île et une île, les autres communes étant situées en plaine et le long de la côte.

L'économie du district repose essentiellement sur l'agriculture et la pêche. Si la zone côtière du district est relativement bien desservie du point de vue des infrastructures routières et ferroviaires, celles-ci n'ont guère permis de développer des activités industrielles. Ces axes de communication semblent surtout faciliter les migrations en vue de trouver un emploi dans les villes touristiques de la côte.

En raison de sols de mauvaise qualité, les rendements agricoles de plusieurs communes du district sont assez faibles, et dans l'ensemble, le district est pauvre. Les surfaces à cultiver sont restreintes, engendrant l'émergence d'une main-d'œuvre " libre " qui trouve difficilement à s'employer, et le taux de chômage est élevé. Le développement récent de certains secteurs comme la pisciculture ou l'aquaculture (entre autres de langoustes ou de crevettes) crée des richesses et est prometteur de revenus élevés, mais ne permet pas de réduire les inégalités économiques et sociales. L'investissement dans une ferme aquacole est souvent hors de portée des pêcheurs. Par ailleurs, ceux-ci rencontrent des difficultés pour accéder aux crédits bancaires, de sorte que les propriétaires des fermes aquacoles sont plus généralement des commerçants ou des fonctionnaires. Enfin, plusieurs villages de pêcheurs ont subi des destructions de maisons

¹ Les treize communes du district de Vạn Ninh sont les suivantes : Đại Lãnh, Vạn Thọ, Vạn Phước, Vạn Long, Vạn Khánh, Vạn Bình, Vạn Thắng, Vạn Phú, Vạn Giã, Vạn Lương, Vạn Hưng, Xuân Sơn, Vạn Thạnh.

lors de la tempête de 2006, ce qui a fragilisé la situation économique d'un certain nombre de familles et engendré des répercussions sur la scolarisation des enfants.

La commune de Vạn Long (8 579 habitants) comprend quatre villages : Long Hòa, Lộc Thọ, Ninh Thọ et Hải Triều. Deux d'entre eux ont pour principale activité l'agriculture, les deux autres, la pêche. Les exploitations agricoles rencontrent de grandes difficultés à la fois pour des raisons climatiques et pour des raisons de mauvaise qualité des sols : les rendements sont faibles et les revenus aussi. Les villages de pêcheurs sont volontiers décrits comme étant pauvres, l'activité de pêche traditionnelle étant peu rémunératrice ; « *La commune dispose de 137 embarcations de pêche, pratiquement toutes de petite taille et destinées à la pêche côtière, ce qui crée des difficultés pour l'exploitation des produits de la mer, et les résultats prévus dans ce domaine se situent entre 60 et 100 tonnes tous produits confondus, ce qui correspond à 60% des objectifs du plan pour le secteur* » (Comité populaire de Vạn Long, 2006). Les villages de pêcheurs sont aussi ceux qui ont le moins aisément accès aux services éducatifs. On y trouve souvent des familles nombreuses (6 enfants ou plus) qui ont le plus grand mal à scolariser l'ensemble de leurs enfants. Par ailleurs, l'activité familiale de pêche, très consommatrice en main-d'œuvre, attire, dès leur plus jeune âge les élèves, soit à temps partiel, soit à plein temps.

En 2006, le rapport du Comité populaire de Vạn Long sur la situation socio-économique note que : « *Comme c'est la première année de réalisation du plan quinquennal (2006-2010), en dehors des conditions favorables de base, le développement socio-économique de la commune rencontre un certain nombre de difficultés, en particulier le climat, qui est très imprévisible, la grippe aviaire, les maladies bovines et porcines ; ceci a restreint le développement économique par rapport aux objectifs demandés. Cependant, la direction conjuguée des autorités supérieures, du Comité du Parti, des autorités locales, le Front de la patrie ainsi que les diverses associations a mobilisé la population en vue de surmonter pas à pas les difficultés* » (2006 : 2). C'est sur l'aquaculture, en pleine expansion, que reposent les espoirs de la commune en matière de développement économique et d'enrichissement. Le rapport du Comité populaire note qu' « *Il faut encourager l'élevage de langoustes en cages dont la valeur à l'exportation atteint plus de 20 milliards de dongs* » (Comité populaire de Vạn Long, 2006 : 10). L'élevage des crevettes – et surtout des langoustes – semble être l'activité économique la plus lucrative.

La situation éducative du district de Vạn Ninh

Le préscolaire

Le district dispose de 8 crèches, 2 écoles préscolaires et 13 écoles maternelles, auxquelles s'ajoutent plusieurs classes de maternelles privées.

En 2006/07, les 8 crèches du district (4 publiques et 4 privées) comptent 216 enfants (120 garçons et 96 filles) : 119 enfants sont inscrits dans les crèches publiques (70 garçons et 49 filles) et 97 le sont en crèche privée (55 garçons et 42 filles). Les enfants scolarisés dans les crèches publiques représentent 44,9% des enfants scolarisés en crèche.

Le pourcentage d'enfants inscrits en crèche se situe autour de 5,5 % de la tranche d'âge ; le rapport semestriel du Service de l'éducation du district note que ce pourcentage a augmenté de 14% entre 2005/06 et 2006/07. Cependant les résultats obtenus sont inférieurs aux objectifs fixés (Service de l'éducation et de la formation, 2007 : 1). Il faut aussi noter une répartition inégale des crèches selon les communes, puisque certaines communes, comme la commune de Vạn Long, n'en ont aucune.

Sur les 13 écoles maternelles du district, 11 sont des écoles fondées par le peuple et 2 des écoles publiques. Le district a aussi deux écoles préscolaires assurant à la fois la crèche et la maternelle, l'une publique et l'autre privée, et un certain nombre de classes maternelles spontanées. Le nombre total de classes est de 135, qui se répartissent en 21 classes publiques, 11 privées, et 103 fondées par le peuple. Le nombre total d'enfants scolarisés en maternelle est de 3 846 enfants (1 783 garçons et 1 703 filles). L'effectif est en légère hausse par rapport à l'année précédente (de 41 enfants) et le rapport du Comité populaire note que les objectifs ont été dépassés en raison de la mobilisation pour encourager les parents à scolariser leurs enfants (Service de l'éducation et de la formation, 2007 : 1).

Plus de 82% des enfants sont inscrits dans des établissements non publics : les enfants des écoles publiques sont au nombre de 600 (330 garçons et 270 filles) contre 2 886 enfants (1 463 garçons et 1 423 filles) pour les établissements non publics.

En dépit des progrès enregistrés, seuls 58% des enfants de la tranche d'âge sont scolarisés en maternelle.

Les écoles primaires

Le district compte 23 écoles primaires totalisant 463 classes. Le nombre d'élèves inscrits en écoles publiques s'élève à 13 011 (6 443 garçons et 6 568 filles). Le rapport du premier trimestre de l'année 2006/07 établi par le Service de l'éducation du district de Vạn Ninh constate une diminution des effectifs dans le primaire de 678 élèves (soit 4,9%), qu'il explique par l'efficacité des campagnes de planning familial (Service de l'éducation et de la formation, 2007 : 2). Cependant, ce rapport note également que le nombre d'élèves nouvellement recrutés (2 595 en 2006/07) est en augmentation de 135 élèves, soit une progression de 5,5% par rapport à l'année précédente, dont 2 496 élèves de 6 ans entrant en classe 1, soit une progression de 3,9%, ce qui semble en contradiction avec l'argument mentionné ci-dessus... Les enfants qui entrent en première année de primaire représentent 99,4% du total des enfants âgés de 6 ans.

On observe qu'au cours du premier trimestre 2006/07, 14 élèves inscrits dans les écoles primaires du district n'ont pas été scolarisés dans ces écoles, soit un pourcentage 0,1%, en légère augmentation par comparaison avec la même période l'année précédente. À cette non fréquentation s'ajoutent les abandons, au nombre de 131 élèves pour la tranche d'âge des 6-11 ans, et de 124 élèves pour la tranche d'âge de 12 à 14 ans, soit un total de 255 élèves qui ont abandonné l'école primaire. Ce sont les élèves les plus âgés qui abandonnent le plus fréquemment.

Il convient donc de noter que certains enfants qui devraient aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés, y compris ceux qui se situent

Tableau 3.1.

Taux bruts et taux nets de scolarisation des élèves de primaire selon leurs âges dans le district de Vạn Ninh, 2006/07

Âge	Taux net de scolarisation (%)	Taux brut de scolarisation (%)
6 ans	99,7	99,7
7 ans	99,9	97,3
8 ans	99,5	96,0
9 ans	99,2	94,2
10 ans	99,1	91,7
11 ans	98,0	88,8

Source : Service de l'éducation et de la formation, District de Vạn Ninh, 2006a

dans la tranche d'âge légal du primaire (6-10 ans), comme l'indiquent les taux de scolarisation du district, inférieurs à 100%.

L'efficacité interne de l'école primaire s'améliore (nombre de redoublants en baisse, faible nombre d'élèves en retard), même si l'on observe encore la présence de quelques élèves âgés de plus de 11 ans (264 en 2006/07) fréquentant l'école primaire. Le nombre d'enfants âgés de 11 à 14 ans ayant obtenu le certificat de fin d'études primaires est élevé (95,3%). Cependant, ce diplôme constitue un frein pour l'accès au secondaire de base, du fait de l'obligation d'obtenir ce diplôme pour entrer en classe 6. De plus, on observe des inégalités régionales très fortes à l'intérieur du district en matière de certification. Le pourcentage d'enfants qui ont obtenu le certificat de fin d'études primaires variant selon les communes entre 97,5% et 86,6% (tableau 3.2) ; la commune la plus défavorisée est celle de Vạn Thành (habitée en majorité par des pêcheurs).

Tableau 3.2.

Enfants de 11-14 ans ayant obtenu le certificat de fin d'études primaires selon les communes du district de Vạn Ninh en 2006/07

Commune	Nombre d'enfants de 11-14 ans	Nombre de diplômés du primaire	Pourcentage
Đại Lãnh	1 127	1 080	95,8
Vạn Tho	478	466	97,5
Vạn Phước	909	867	95,4
Vạn Long	870	840	96,6
Vạn Khánh	845	822	97,3
Vạn Bình	751	741	98,7
Vạn Thắng	1 590	1 470	92,5
Vạn Phú	1 165	1 109	95,2
Vạn Giã	1 857	1 765	95,0
Vạn Lương	1 130	1 101	97,4
Vạn Hưng	1 021	984	96,4
Xuân Sơn	438	419	95,7
Vạn Thành	595	515	86,6
<i>Ensemble du district</i>	<i>12 776</i>	<i>12 179</i>	<i>95,3</i>

Source : Service de l'éducation et de la formation, District de Vạn Ninh, 2006

Tableau 3.3.
Élèves du district de Vạn Ninh qui ont obtenu leur diplôme
de fin d'études primaires et sont entrés en classe 6, 2006/07

Commune	Enseignement général	Éducation complémentaire	Total	Pourcentage
Đại Lãnh	281		281	96,9
Vạn Thọ	132		132	100,0
Vạn Phước	184		184	98,4
Vạn Long	214		214	99,5
Vạn Khánh	207		207	100,0
Vạn Bình	162		162	100,0
Vạn Thắng	380		380	99,7
Vạn Phú	246		246	99,6
Vạn Giã	465	1	466	99,8
Vạn Lương	264		264	100,0
Vạn Hưng	265	12	277	96,5
Xuân Sơn	126		126	100,0
Vạn Thanh	116	15	131	86,8
<i>Ensemble du district</i>	<i>3 042</i>	<i>28</i>	<i>3 070</i>	<i>98,5</i>

Source : Service de l'Éducation et de la formation, District de Vạn Ninh, 2006b.

Les collèges

Le district compte 12 collèges pour 13 communes. La commune de Vạn Thanh ne dispose pas encore de collège, ce qui a pour conséquence une forte déperdition entre le primaire et le secondaire de base. Dans l'ensemble, à l'exception de la commune de Vạn Thanh, les élèves ayant obtenus leur diplôme de fin d'études primaires sont inscrits en classe 6 (1^{ère} année de collège). On note cependant que 1,5% d'entre eux abandonnent leur scolarité en dépit de leur réussite à l'examen de fin d'études primaires (tableau 3.3). Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles publiques du secondaire de base s'élève à 10 518, dont 5 243 garçons et 5 275 filles en 2006/07. Environ 77,5% des élèves en âge de fréquenter le secondaire de base (classe d'âge 11-14 ans) sont inscrits dans les collèges. Les effectifs de l'année scolaire 2006/07 sont en légère augmentation (de 104 élèves) par rapport à l'année précédente. Le rapport du Service de l'éducation

du district pour le premier trimestre de l'année 2006/07 explique cette progression des effectifs par l'action des écoles, qui ont tenté de recruter le maximum d'élèves pour l'entrée en classe 6 afin de parvenir le plus efficacement possible aux objectifs de la généralisation du secondaire de base (Service de l'Éducation, 2007 : 2).

Cependant, depuis le début de l'année scolaire, les abandons sont importants : 131 élèves ont abandonné l'école (soit 1,2%), ce qui représente une augmentation de 0,2%, par rapport aux abandons de l'année précédente à la même période.

Les difficultés rencontrées

Le district de Vạn Ninh rencontre de nombreux problèmes pour assurer une scolarisation de qualité à l'ensemble des enfants et des jeunes. Au niveau de l'offre, les treize communes disposent toutes d'une école maternelle et d'une école primaire. Pour l'instant, le district ne dispose que de douze collèges, mais un treizième est en construction. Les infrastructures scolaires sont cependant décrites par l'ensemble des acteurs sociaux que nous avons interrogés comme n'étant pas aux normes ou en très mauvais état. En dépit des efforts et des progrès réalisés, le district n'a guère les moyens d'améliorer rapidement la qualité de son offre éducative.

Sur le plan de la demande éducative, des difficultés sont également notées : « *Les élèves du Secondaire de base continuent à abandonner l'école, la plupart abandonnent en milieu d'année parce qu'ils ont un niveau trop faible, ne peuvent suivre et se découragent.* » (Comité Populaire de Vạn Ninh, 2007 : 11). Par ailleurs, l'ouverture de cours de généralisation dans l'enseignement primaire confirme que des élèves du primaire abandonnent l'école dès le cycle primaire.

Le problème de l'évaluation des élèves est toujours d'actualité et le rapport du premier trimestre du Service de l'éducation du Comité populaire du district de Vạn Ninh note : « *Il reste des cas d'élèves surclassés, ce qui est le reliquat des années précédentes.* » (Comité Populaire de Vạn Ninh, 2007 : 11).

Enfin, il existe de grandes inégalités de scolarisation à l'intérieur du district. Le pourcentage d'enfants âgés de 11 à 14 ayant réussi l'examen de fin d'études primaires varie selon les communes (tableau 3.2), de même que le taux de passage au secondaire de base (tableau 3.3). La commune de Vạn Thành est celle qui a le

pourcentage le plus faible d'enfants ayant obtenu leur certificat de fin d'études primaires (tableau 3.2). C'est aussi la commune dans laquelle les élèves ayant obtenu leur certificat de fin d'études primaires sont les moins nombreux à poursuivre leurs études au collège (tableau 3.3). Ces inégalités sont d'autant plus fortes, si l'on prend en compte l'orientation des élèves, que plus de la moitié des élèves du secondaire inscrits dans les classes d'éducation complémentaire proviennent de la commune de Vạn Thạnh alors qu'ils ne représentent que 3,8% des élèves du district inscrits en classe 6 (tableau 3.3).

La situation éducative dans la commune de Vạn Long

La commune de Vạn Long dispose d'une école maternelle de sept classes (réparties en une école maternelle principale et six écoles maternelles satellites), d'une école primaire (avec deux écoles satellites) et d'un collège. En tout, la commune possède 7 classes de maternelle, 28 classes de primaire, 36 classes de collège et un Centre de formation communautaire avec un enseignant spécialisé pour la mission d'alphabétisation et de généralisation du primaire, du secondaire de base et du secondaire supérieur.

À l'exception de l'école maternelle qui a perdu une classe entre 2005/06 et 2006/07, le système éducatif continue de se développer dans la commune, du fait des politiques en cours en faveur de la généralisation de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire de base, même si les effectifs du primaire tendent à diminuer du fait de la baisse

Tableau 3.4.

Taux bruts et taux nets de scolarisation des élèves de primaire selon leurs âges dans la commune de Vạn Long, 2006/07

Âge	Taux net de scolarisation	Taux brut de scolarisation
6 ans	100,0	100,0
7 ans	100,0	96,3
8 ans	99,0	97,3
9 ans	93,9	95,0
10 ans	100,0	95,9
11 ans	100,0	86,6

Source : Service de l'éducation et de la formation, District de Vạn Ninh, 2006a.

Tableau 3.5.
Principaux indicateurs scolaires (maternelle, primaire et collège)
dans la commune de Van Long en 2006/07 (%)

	Indicateurs	%
Maternelle	Taux net de scolarisation des enfants de 5 ans	99,20
	% des enfants de 4 ans scolarisés en maternelle (enfants de 4 ans scolarisés/total des enfants scolarisés x100)	24,67
Primaire	Taux brut de scolarisation en classe 1	100,00
	Taux net de scolarisation en classe 1	100,00
	Taux net de scolarisation des 6-10 ans	99,65
	Taux d'abandon des 6-10 ans	0,35
	% des enfants de 11 à 14 ans ayant achevé le cycle primaire qui ont obtenu le certificat d'études primaires	96,55
Collège	% d'élèves ayant obtenu leur certificat de fin d'études pri- maires l'an dernier et sont entrés en classe 6 à la rentrée	99,50
	% d'élèves inscrits en classe 9 qui ont achevé leur classe et ont obtenu le diplôme de collège (2005/06)	100,00
	% des 15-18 ans qui sont diplômés du collège	87,00

Source : Calculs effectués à partir de la compilation des différentes statistiques recueillies pour 2005/06 et 2006/07.

des effectifs scolarisables. Les écoles primaires et secondaires mènent une politique en vue de diminuer le pourcentage de redoublements et celui des abandons scolaires. Elles s'investissent ainsi dans le mouvement " La journée où l'ensemble de la population amène les enfants à l'école ", destinée à sensibiliser les populations sur les enjeux de la généralisation des enseignements primaire et secondaire. Enfin, pour l'année 2006/07, la commune a réussi à scolariser l'ensemble de ses enfants âgés de six ans (tableau 3.4 ci-contre).

Les difficultés rencontrées

La commune de Van Long ne se situe pas parmi les communes les plus défavorisées du district du point de vue de la scolarisation, et les taux de scolarisation y sont légèrement supérieurs à ceux de la moyenne du district de Van Ninh, mais de nombreux problèmes sont identifiés par les responsables et par la population. L'offre et la demande éducatives sont sujettes à critiques. Du point de vue de l'offre, la qualité des infrastructures et du matériel scolaires est jugée très insuffisante, l'offre éducative en préscolaire est peu développée,

le coût de l'éducation y est trop élevé. Par ailleurs, l'habitat dispersé de la commune de Vạn Long rend difficile l'accès aux écoles. Du point de vue de la demande éducative, on note le peu d'engouement pour l'école maternelle (en partie du fait de son coût élevé), la déscolarisation précoce de quelques enfants qui se maintient (dès l'école primaire), l'absentéisme de certains élèves du secondaire de base et de ceux inscrits en cours de généralisation. Ces élèves en voie de déscolarisation ou déjà déscolarisés sont le plus souvent issus des familles les plus pauvres. La mise en place des aides aux enfants et jeunes pauvres ne semble pas compenser les inégalités sociales et économiques.

Le rapport du Comité populaire de la commune note ainsi qu'il convient d'« *Améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage à tous les niveaux, continuer la mobilisation pour le mouvement de "la journée où tout le monde envoie les enfants à l'école", améliorer les activités de la Commission sur l'éducation, sensibiliser la population pour contribuer au budget de l'Association pour l'encouragement des élèves pauvres et méritants, les Centres de formation communautaires. Bien réaliser le programme d'alphabétisation, post-alphabétisation [...]* », (Comité populaire de Vạn Long, 2006 : 12).

Présentation des enquêtes et des écoles

Les enquêtes de terrain se sont déroulées du 5 au 12 mars 2007. Le séjour chez l'habitant dans la commune de Vạn Long a permis à la fois une rapide insertion dans le milieu et une réduction du temps de transport entre les différents lieux d'enquête (écoles, villages). Nous avons tenu compte des demandes des responsables administratifs de ne pas perturber les cours, et le passage des entretiens et questionnaires a été programmé de sorte qu'aucun élève ne manque un cours du fait de ces entretiens. Vingt entretiens étaient prévus initialement. Nous en avons réalisé vingt deux, car nous avons souhaité interroger un groupe d'élèves du collège de niveau scolaire faible ou moyen, ainsi qu'un élève du collège en voie de déscolarisation. En effet, dès le début des enquêtes, plusieurs de nos interlocuteurs ont mentionné le cas d'élèves qui abandonnaient ou qui étaient trop souvent absents. Ces entretiens complémentaires ont permis de vérifier l'assertion selon laquelle « *Les élèves du Secondaire de base continuent à abandonner l'école, la plupart abandonnent en milieu d'année parce qu'ils ont un niveau trop faible,*

ne peuvent suivre et se découragent. » (Service de l'Éducation et de la formation de Vạn Ninh, 2007 : 11). S'il est vrai que ce sont les élèves au niveau scolaire le plus faible qui abandonnent le plus fréquemment l'école, les enquêtes de terrain ont montré que, d'une part, la plupart de ces élèves " faibles " appartenaient à des familles très pauvres, d'autre part, qu'une grande partie d'entre eux avaient été de bons élèves, voire de très bons élèves, jusqu'au moment où ils avaient dû limiter leur investissement en temps et en argent dans l'école. Tous les enfants interrogés exerçaient une activité productive, soit à temps partiel, soit alternativement à temps partiel et à temps plein (d'où les absences à l'école). Nous reviendrons sur ce problème dans les pages qui suivent, car il nous paraît important, tant pour l'étude de la qualité de l'éducation - cette qualité n'a en effet de sens que si elle est " égalitaire " et concerne l'ensemble des enfants - que pour la généralisation de l'enseignement primaire et secondaire de base.

L'équipe de terrain était composée de deux chercheuses et d'un interprète, pour la traduction. Ces trois personnes ont participé à l'ensemble du processus d'enquête. L'équipe de recherche a été aidée avec dévouement et efficacité par les responsables politiques ou administratifs. Entre autres, nous devons mentionner l'aide apportée par M. Đặng Mậu Đình, dont la connaissance de la commune, la maîtrise des problèmes éducatifs nous ont permis de mieux appréhender la complexité de la situation éducative de la commune de Vạn Long. Par ailleurs, nous n'avons pas rencontré de difficultés sur le terrain. L'accueil de l'ensemble de la population (parents d'élèves, élèves, représentants des associations ou des communautés), ainsi que des différents acteurs responsables politiques ou administratifs du secteur éducatif (cadres, directeurs d'école et enseignants) a été chaleureux. Ces acteurs sociaux ont montré tout l'intérêt qu'ils portaient à la scolarisation des enfants et à la formation en général. Les problèmes de qualité de l'éducation ont souvent été au cœur des conversations indiquant que l'intérêt pour la qualité de l'éducation ne concerne pas seulement les scientifiques, mais qu'il mobilise fortement les populations.

L'école maternelle de Vạn Long

Il n'y a pas de crèches à Vạn Long. L'école maternelle de Vạn Long est une école fondée par le peuple. Elle dispose de sept salles de classes réparties en sept lieux différents, à raison d'une salle de classe par

école maternelle, soit l'école maternelle principale et ses six écoles satellites. Sept institutrices, dont la directrice, s'occupent des 154 enfants inscrits. Les écoles satellites se situent à une distance de 600 mètres à 2 kilomètres de l'école principale, située à Long Hòa (photo 4 p. 125).

Les bâtiments des écoles satellites ne sont pas des bâtiments scolaires. Certaines écoles satellites ne disposent ni de cour, ni de clôtures (photo 5 p. 125). Les enfants de 3-4 ou 4-5 ans fréquentent les écoles satellites, tandis que ceux de 5 ans sont inscrits à l'école principale de Vạn Long. La direction est assurée à partir de l'école principale.

Sur les 154 enfants inscrits, on compte 86 garçons et 68 filles et 99,2 % des enfants de 5 ans sont scolarisés (116 à Vạn Long et 8 à l'école de Vạn Phước). Ce pourcentage est en baisse par rapport à l'année 2005/06 (École maternelle fondée par le peuple de Vạn Long, 2007). Il semble que l'école maternelle de Vạn Long rencontre des difficultés pour scolariser l'ensemble des enfants en raison du coût élevé de la scolarisation en maternelle (voir infra).

L'école primaire de Vạn Long

L'école primaire principale de Vạn Long dispose de 11 salles de classe et est située dans le village de Long Hòa (photo 6 p. 126). Deux écoles satellites, situées dans les villages de Hải Triều et Lộc Thọ sont rattachées à l'école de Vạn Long et possèdent chacune deux salles pour quatre et trois classes respectivement. En 2006/07, seuls les cours de niveau 1 et 2 sont assurés dans ces deux écoles satellites, tandis que l'école primaire principale dispense le cycle complet. En tout, l'école primaire de Vạn Long dispose de 15 salles de classes, toutes en briques et tuiles, pour 29 classes.

Le collège de Vạn Long

La commune de Vạn Long possède un seul collège (photo 8 p. 126) qui a été ouvert en 1994/95, mais les bâtiments datent de 1970 et ne sont guère adaptés.

Au cours des cinq dernières années, le collège de Vạn Long a connu un développement rapide du fait de la mise en œuvre de la politique de généralisation de l'enseignement secondaire de base : les effectifs scolaires sont passés de 998 élèves en 2002/03 à 1 536 en 2006/07

Tableau 3.6.

Évolution des effectifs de l'école primaire de Vạn Long, 1996/97 - 2005/06

	Classe 1			Classes 1 à 5		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
1996/97	112	90	202	443	440	883
1997/98	137	82	219	525	444	969
1998/99	119	88	207	578	461	1 039
1999/00	132	98	230	679	455	1 134
2000/01	139	87	226	639	445	1 084
2001/02	102	86	188	597	482	1 079
2002/03	99	85	184	563	479	1 042
2003/04	90	89	179	530	461	991
2004/05	63	60	123	475	425	900
2005/06	64	68	132	418	393	811

Source : Données collectées auprès de l'école primaire.

Tableau 3.7.

Effectifs du primaire selon les classes, Commune de Vạn Long, 2005/06

Classe	Nombre de classes	Nombre d'élèves Total (filles)		Nombre d'élèves en moins		Passage en classe supérieure	Dou-ble-ments	Nombre d'élèves qui ont repassé les contrôles
		Début d'année	Fin d'année	Aban-dons	Autres raisons			
Classe 1	5	132 (72)	129 (70)	1 (1)	2 (1)	129	/	
Classe 2	6	127 (62)	125 (60)		2 (2)	124	/	3
Classe 3	6	172 (88)	173 (88)			172	/	1
Classe 4	6	182 (86)	182 (86)			182	/	
Classe 5	6	196 (85)	197 (85)	1 (0)		197	/	
Total	29	809 (393)	806 (389)	2 (1)	4 (3)	802	/	4

Source : Service de l'éducation de Vạn Ninh, 2006.

Tableau 3.8.

Évolution du nombre de classes et des effectifs scolaires, Collège Trần Quốc Tuấn, Vạn Long, 2002/03 - 2006/07

	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07
Nombre de classes	26	28	31	35	40
Nombre d'élèves	998	1 118	1 265	1 381	1 536

Source : Collège Trần Quốc Tuấn, 2006.

(tableau 3.8). Les effectifs de la classe 6 tendent maintenant à se stabiliser du fait de la baisse du nombre d'enfants scolarisables (tableau 3.9).

L'efficacité interne est relativement élevée puisque seuls deux élèves sont des redoublants et 51 élèves ont abandonné. Les abandons au cours de l'année 2005/06 ont représenté environ 3,7% des effectifs scolarisés et sont tout particulièrement importants en classe 6 (tableau 3.10).

Tableau 3.9.

Évolution des effectifs du Collège Trần Quốc Tuấn, Vạn Long, 1996/97 - 2005/06

	Classe 6			Classes 6 à 9		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
1996/97	167	146	313	540	445	985
1997/98	136	120	256	539	459	998
1998/99	254	218	472	616	502	1 118
1999/00	223	208	431	653	612	1 265
2000/01	263	194	412	706	675	1 381
2001/02	167	146	313	540	445	985
2002/03	136	120	256	539	459	998
2003/04	254	218	472	616	502	1 118
2004/05	223	208	431	653	612	1 265
2005/06	263	194	412	706	675	1 381

Source : Données collectées auprès du collège Trần Quốc Tuấn

Les cours de généralisation (primaire et secondaire)

Depuis 2001, un programme de généralisation de l'alphabétisation, du primaire, du secondaire de base et du secondaire supérieur est en place dans la commune de Vạn Long. Le Centre de formation communautaire assure les cours d'alphabétisation (destinés aux adultes), tandis que les cours de généralisation (destinés aux enfants et aux jeunes non scolarisés ou déscolarisés) sont dispensés dans les établissements scolaires.

En 2005/06, le programme a concerné 17 élèves en alphabétisation (sur 20 prévus, soit un taux de réalisation atteignant 85%), 22 élèves en cours de généralisation du primaire (au lieu de 20 prévus, soit une de réalisation de 110%).

En ce qui concerne la généralisation de l'enseignement secondaire de base, pour 2005/06, le collège a ouvert 4 classes : les classes 7 et 9,

Tableau 3.10.
Effectifs du secondaire de base selon les classes,
Commune de Vạn Long, 2005/06

Niveau		Classe 6	Classe 7	Classe 8	Classe 9	Total
Nombre de classes		10	10	10	5	35
Nombre d'élèves	Début d'année	412	390	398	181	1 381
	Fin d'année	386	366	382	179	1 313
Nombre d'élèves en moins	Abandons	22	17	10	2	51
	Raisons	La famille a des difficultés	17			
Passage en classe supérieure		373	341	370	/	1 084
Redoublement		/	1	1	/	2
Nombre d'élèves qui ont repassé les contrôles		13	24	11	/	48
Passage en classe supérieure après avoir repassé les contrôles		10	17	9		36

Source : Collège Trần Quốc Tuấn, 2006.

situées dans la commune de Vạn Phước et les classes 6 et 9 à Khái Luong, Vạn Thanh. Ces classes s'ajoutent à celles de Vạn Long ; les cours y sont assurés par les enseignants du collège de Vạn Long. Par ailleurs, un enseignant de ce collège participait en 2005/06 aux cours de généralisation du secondaire supérieur.

Dans le domaine de l'éducation, le Centre de formation communautaire de Vạn Long (photo 9 p. 126) est actif puisqu'il a organisé 3 classes : arts martiaux, informatique, et stages de conduite de moto avec plus de 277 personnes participant aux cours, parmi lesquels 34 personnes ont reçu le certificat A en Informatique. Le centre a aussi offert des cadeaux d'une valeur de plus de 400 000 dôngs à deux personnes pour encourager les talents.

C'est l'ensemble des institutions de la commune (le Parti, Le Conseil du Peuple, le Comité Populaire, le Comité de direction de la généralisation des enseignements primaire et secondaire, les organisations de masse) qui sont mobilisées pour la réalisation de ces programmes éducatifs destinés aux enfants, aux jeunes ayant abandonné l'école, et aux adultes dont la formation de base ou

professionnelle est insuffisante. L'investissement est donc important, tant en terme financier, qu'en terme d'heures supplémentaires effectuées par les enseignants. Cependant, un certain nombre de problèmes subsistent, qui remettent en cause la généralisation des cours du primaire et du secondaire.

L'activité professionnelle des enfants ou des jeunes constitue la principale entrave au bon fonctionnement des cours de généralisation du primaire ou du secondaire. Comme le note le responsable des cours de généralisation de la commune de Vạn Long, « *Le public qu'on doit mobiliser en classe de généralisation du secondaire de base appartient à la tranche de population qui doit travailler tôt, il y a même des cas où il s'agit du travailleur principal faisant vivre la famille, des cas où il doit aller travailler au loin. C'est pour cela que la mobilisation rencontre des difficultés. Dans les villages, il y a une partie de la population dont les conditions de vie sont précaires, la situation économique de la famille est difficile, tout cela a un impact négatif sur le maintien des effectifs dans les classes de généralisation du secondaire de base des écoles de l'enseignement général.* »

Conditions de scolarisation dans la commune

La qualité de l'éducation est influencée par divers facteurs internes et externes au système éducatif. Nous analysons ici à la fois les éléments qui influent sur la qualité de l'éducation et l'impact de la qualité de l'éducation sur la scolarisation des enfants. L'éducation dans la commune de Vạn Long rencontre de nombreux problèmes : mauvais état des infrastructures scolaires ou déficience de celles-ci, matériel pédagogique et mobilier insuffisant, état des sanitaires des écoles souvent désastreux, coût financier trop élevé pour les familles les plus pauvres, travail des enfants indispensable, soit à la poursuite de leurs études, soit à la survie des familles. Tous ces éléments concourent à réduire tant la fréquentation des enfants que la qualité de l'éducation.

Qualité des infrastructures et équipements scolaires

Parmi les principaux problèmes évoqués par l'ensemble des personnes interrogées, la qualité des infrastructures scolaires représente un souci permanent. Les bâtiments scolaires ne sont guère en bon état, l'absence de clôtures rend dangereux l'espace scolaire, les sanitaires sont le plus souvent dans un mauvais état, l'accès à

l'eau potable y est rare, les locaux spécialisés font défaut, les cours de récréation ne sont pas adaptées. Aucun des bâtiments scolaires de la commune de Vạn Long ne répond vraiment aux besoins des enseignants et des enfants. Les autorités de la commune considèrent d'ailleurs que la plupart des établissements devraient être améliorés ou transformés tout prochainement, la lenteur des interventions ne se justifiant que par l'absence de ressources financières suffisantes.

Les bâtiments et les salles

Le bâtiment qui accueille l'école maternelle principale est en dur, mais ce n'est pas un bâtiment scolaire : l'école est logée dans l'ancien siège du Comité populaire. Les bâtiments des écoles satellites sont en bon état, mais une partie de ces écoles n'ont pas de clôture et certaines d'entre elles donnent directement sur une route ou une piste (photo 5 p. 125). Parmi les propositions présentées par la direction de l'école auprès du Comité populaire de la commune est mentionnée la nécessité d'établir en 2007 la planification de la construction de murs d'enceinte pour toutes les écoles qui n'en ont pas encore (soit 4 écoles sur 7) : Cù Chi, Ninh Thọ, Xóm Mới, Lộc Thọ. Par ailleurs, seules l'école primaire principale et une école satellite disposent de jeux extérieurs (les autres n'en possédant pas, faute sans doute de disposer d'une cour de récréation ou d'un espace limité par un mur d'enceinte). Dans l'ensemble, les salles de classe ne sont pas suffisamment spacieuses, compte tenu du nombre d'enfants (entre 15 et 30 élèves, selon les classes).

Les bâtiments de l'école primaire principale sont décrits comme étant en mauvais état. Le rapport final de l'année scolaire 2005/06 de l'école primaire de Vạn Long note que les infrastructures ne sont pas adaptées aux besoins actuels de l'enseignement, que les salles de classe sont détériorées, qu'il n'y a pas assez de clôtures (pour les 3 établissements primaires, soit l'école principale et ses deux satellites).

Les bâtiments du collège de Vạn Long ne correspondent pas non plus aux attentes. Les parents notent que les infrastructures sont insuffisantes et en mauvais état. Par ailleurs, le mobilier scolaire est parfois en mauvais état. Une mère de collégien décrit cette situation « *Mon enfant nous a raconté, ce qui n'est qu'une histoire assez amusante mais qui démontre les limites du collège de Trần Quốc Tuấn dont l'infrastructure est assez pauvre. Il m'a dit "maman, nous étions en train d'étudier en classe quand le banc s'est cassé et on est tous tombés".* » Pour un autre parent d'élève : « *Pour améliorer la*

qualité de l'éducation, il faut reconnaître que l'école se dégrade beaucoup, l'État doit s'intéresser aux conditions des infrastructures. »

Les enseignants font souvent les mêmes remarques : l'état des infrastructures nuit à la qualité de l'enseignement. Ils notent ainsi que certaines classes de l'école primaire principale n'ont pas d'éclairage et ne possèdent pas de mobilier scolaire adéquat : « *Seules deux ou trois salles de classe disposent de tables et de bancs aux normes. »*

Les salles de classe sont en nombre insuffisant tant pour l'école primaire principale que pour le collège. L'école primaire principale possède 11 salles de classe pour 22 classes (soit 2 classes de première année, 2 classes de deuxième année, 4 classes de troisième année, 6 classes de quatrième année et 6 classes de cinquième année). Les cours ont lieu soit le matin, soit l'après-midi.

Les sanitaires

Quelques écoles n'ont pas accès à l'eau, comme par exemple, certaines écoles satellites (maternelles ou primaires). D'autres possèdent un forage ou un puits, mais l'eau n'est pas potable (photo 10 p. 126). La majorité des écoles ne disposent pas d'eau potable. Les écoles maternelles achètent de l'eau en bombonne (photo 11 p. 126) pour les élèves en prélevant des cotisations auprès des parents, et les élèves de l'école primaire et du collège apportent de l'eau potable de chez eux.

L'absence de toilettes a été observée dans plusieurs écoles maternelles satellites. Lorsqu'elles existent, les toilettes sont le plus souvent insuffisantes et en très mauvais état : soit elles sont bouchées, soit les portes ne ferment plus, comme dans l'une des écoles primaires satellites (photo 12 p. 127). Parfois, enseignants et élèves doivent partager les mêmes toilettes, comme par exemple à l'école maternelle principale. Dans cette école, les sanitaires n'étant pas fermés, certains habitants du village les utilisent la nuit. Les enseignants de l'école primaire principale disposent de toilettes, mais pas les élèves, qui vont dans les buissons. Les toilettes destinées aux élèves de cette école n'ont pas été réparées car le déménagement de l'école primaire est envisagé (le Service de l'éducation du district a prévu un déplacement de l'école primaire d'ici un ou deux ans). Les enseignants du collège ne disposent que d'une seule petite toilette pour vingt enseignants, mais l'eau n'est pas accessible dans les toilettes : il faut la transporter du forage jusqu'aux toilettes. Les élèves disposent de toilettes séparées, mais l'accès à l'eau pose aussi problème.

Les locaux spécialisés

Les écoles de la commune de Vạn Long ne disposent pas encore de tous les locaux spécialisés, garants de bonnes conditions d'enseignement et donc de la qualité de l'éducation. Ainsi, par exemple, le collège a une bibliothèque, mais pas de salle de lecture. Les élèves sont obligés d'emprunter les livres qu'ils lisent chez eux, ce qui peut être un avantage pour les élèves disposant de bonnes conditions familiales, mais peut représenter un inconvénient pour les élèves issus des familles les plus pauvres qui souvent ne disposent pas à leur domicile de lieux adaptés à la lecture (absence de table, de lampe ou d'espace calme, etc.). Par ailleurs, la bibliothèque sert aussi de salle de réunion et de salle des professeurs, faute de salles disponibles pour ces usages.

Bien que l'école maternelle principale ne soit pas logée dans un bâtiment scolaire, elle dispose d'une salle de réunion, et d'une salle de direction en plus de la salle de classe. L'école primaire a accès à un terrain pour effectuer les cours de sport. Le collège n'a pas de terrain de sport et les élèves font le sport sur le site d'une gare routière abandonnée, située à cent mètres du collège. Ni le collège, ni l'école primaire ne disposent de salle de gymnastique.

Le collège ne dispose pas non plus de salle de travaux pratiques. Il existe un magasin pour stocker le matériel et les enseignants doivent préparer un petit sac de matériel qu'ils emportent avec eux en classe. Ils font les travaux pratiques en salle non aménagée. Cela a pour conséquence de limiter les expériences et les travaux pratiques réalisés pendant les cours. Enfin, le collège ne dispose pas non plus de laboratoire de langues.

En conclusion, la salle de classe demeure l'objet central de l'architecture scolaire des établissements scolaires de la commune de Vạn Long, quand elle n'en est pas l'unique bâtiment (comme par exemple dans certaines écoles satellites). Nous sommes face à une architecture scolaire " pauvre " et on n'assiste pas encore à la création des lieux variés (salle de travaux pratiques, laboratoire de langues, bibliothèque, salle de lecture, salle des enseignants, salle de réunion, préau, gymnase, terrain de sport, etc.) qui caractérisent les écoles urbaines aisées. Certaines salles spécialisées, comme la bibliothèque du collège, sont encore utilisées pour des usages multiples en raison de la pénurie de locaux.

Les cours de récréation

Les cours de récréation ne correspondent pas toujours au besoin des élèves. Certaines écoles maternelles ou primaires satellites ne disposent pas de murs d'enceinte et on ne peut guère identifier d'espace qui fasse office de cour de récréation. L'espace devant l'école donne le plus souvent directement sur une piste ou une route fréquentée par des véhicules à moteur (photos 5 p. 125 et 7 p. 126), ce qui rend dangereux l'accès à l'école. L'école maternelle satellite de Hải Triều n'a pas de clôture, pas de cour de récréation en ciment et se trouve près de la rivière, ce qui rend dangereuses les activités de plein air. Par ailleurs, les cours de récréation de certaines écoles maternelles satellites ne disposent d'aucun espace ombragé (du fait de l'absence d'arbre) et il n'est pas facile d'y laisser jouer les enfants par grand soleil. La cour de récréation de l'école primaire principale inclut deux anciennes rizières dont le sol n'a pas été remis en état ; celle du collège est trop exiguë, compte tenu du nombre d'élèves.

Lorsqu'il pleut, les élèves de l'école primaire ne peuvent pas sortir (aucun abri n'a été aménagé), et ils restent dans les salles de classe. Par ailleurs, la cour est boueuse lors des grandes pluies.

En conclusion, les cours de récréation des établissements scolaires de la commune de Vạn Long ne répondent pas, pour certaines d'entre elles, aux exigences de sécurité et, pour d'autres, aux besoins des élèves.

Conditions d'accès à l'école

Pour analyser les conditions d'accès à l'école, on doit prendre en compte différents critères. L'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels émis par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) identifie ainsi quatre critères à savoir *la dotation, l'accessibilité, l'acceptabilité, l'adaptabilité* (Lange, 2003). L'utilisation de ces quatre critères permet une analyse plus rigoureuse des conditions d'accès à l'école. La *dotation* renvoie plus spécifiquement à la qualité des infrastructures et à celle de l'offre éducative tandis que les trois autres critères renvoient d'une manière plus générale aux relations entre offre et demande éducatives. La notion d'*accessibilité* est définie tant en terme physique (distance parcourue, conditions des trajets) que financier (coût financier supporté par les parents). Elle inclut trois

composantes : l'accessibilité physique, l'accessibilité du point de vue économique, et la non-discrimination. La notion d'*acceptabilité* renvoie essentiellement aux conflits qui peuvent naître du choix des contenus d'enseignement par les autorités scolaires - langue d'enseignement, contenus de certaines disciplines (histoire, religion...) - d'une part, et des valeurs morales diffusées par l'école, d'autre part. De fait, l'acceptabilité a tendance à se mesurer aux stratégies familiales d'éducation. Ces stratégies sont souvent décrites selon la typologie suivante : stratégies d'adhésion, de conformité, d'évitement ou de refus (Lange et Martin, 1995 ; Henaff *et al.*, 2001). Enfin, la notion d'*adaptabilité* permet de mesurer la capacité de l'offre éducative à s'adapter ou non aux réalités et aux besoins socioculturels des populations, et concerne à la fois la qualité de l'éducation et les capacités d'expansion et de transformation des systèmes scolaires. En ce qui concerne l'*acceptabilité* et l'*adaptabilité*, les problèmes culturels sont peu présents dans la commune de Vạn Long, celle-ci étant monolingue et homogène du point ethnique, même si certaines critiques relatives aux contenus d'enseignement ont pu être formulées par des personnes interviewées. Nous nous intéressons plus spécifiquement ici à la notion d'*accessibilité*, tant d'un point de vue physique que financier.

L'accès à l'école : les contraintes physiques

Les écoles maternelles et primaires satellites sont localisées dans les villages et les enfants habitent généralement tout près. L'école maternelle et l'école primaire principales recrutent sur un rayon plus étendu. Cependant, ce sont les enfants les plus âgés qui fréquentent l'école primaire principale et ceux-ci peuvent parcourir les distances imposées (la distance maximale à parcourir se situe autour de deux ou trois kilomètres).

Tous les parents ne peuvent pas accompagner leurs enfants à l'école maternelle, ce qui pose des problèmes de sécurité. À l'école maternelle principale, ce sont ainsi environ 10 enfants sur 25 qui se rendent, seuls, à pied à l'école. Par ailleurs, il n'y a pas de cantine, ni à l'école maternelle, ni à l'école primaire, ce qui oblige les enfants à faire plusieurs voyages.

Les élèves de l'école primaire ou du collège viennent pour le plus grand nombre d'entre eux à pied ou à vélo ; certains sont conduits en moto par leurs parents. Plusieurs cas d'élèves accidentés nous ont été rapportés. Qu'ils fassent le chemin à pied ou en vélo, les élèves du

primaire nous ont fait part de leur inquiétude face aux " chauffards " : « *Oui, j'ai appris sur la sécurité routière. Une fois, une voiture passait, je me suis arrêté, elle m'a heurté et cela m'a fait mal à la jambe* » ; « *Il y a des élèves qui vont à pied et qui ont été heurtés par des voitures parce qu'ils ne font pas attention.* » Les élèves du collège sont encore plus explicites sur les dangers de la route : « *Pour la sécurité routière, les voitures et les motos circulent sans faire attention, il arrive que nous ayons des accidents parce que les motos nous rentrent dedans. C'est pour cela que certains élèves se font amener à l'école par leurs parents, parce que la circulation est très complexe, nous vivons à la campagne, il n'y a pas encore de feux de circulation, ni de matériel pour la sécurité routière* » ; « *Parce que les routes sont assez étroites, une fois, j'ai eu une panne et une moto m'est rentrée dedans, j'ai eu un doigt cassé, cela fait deux semaines. Cela va mieux maintenant* » ; « *Moi, j'ai eu un accident en rentrant de l'école, parce que les élèves qui sortaient de l'école ne marchaient pas sur le trottoir mais au milieu de la route. C'est pour cela que, lorsque je suis sorti, une moto m'est rentrée dedans.* »

Dans l'ensemble, les parents d'élèves sont assez inquiets du fait de l'insécurité des routes ou des pistes. Le code de la route est loin d'être respecté par tous. Par ailleurs, un parent d'élève indique : « *Ici, il y a une autre difficulté qui est le climat qui est très rude. En saison des pluies, il pleut des jours et des jours, en saison sèche, c'est le vent, c'est pour cela que les parents doivent les amener et les ramener de peur qu'ils aient un accident sur la route. Et la circulation est dangereuse parce qu'il y a des jeunes qui roulent très vite, donc on a peur, surtout pour les élèves du primaire.* » Un parent d'élève du primaire observe que : « *Dans la campagne, avant, les enfants pouvaient se déplacer à vélo pour venir à l'école, mais maintenant, il y a beaucoup trop de motos, la sécurité routière n'est pas garantie. Parfois, lors de la sortie des élèves, les motos me font peur.* »

Les élèves du collège se plaignent aussi de l'absence de garage à vélos : « *J'aimerais que le collège construise un garage, parce que mon vélo est sous le soleil et les pneus sont souvent crevés et je dois le ramener à pied à la maison. Le soleil tape dur, certains élèves n'osent pas venir en vélo et vont à pied.* »

L'accès à l'école : les contraintes financières

Du fait de son coût élevé, la scolarisation en maternelle peine à se développer. L'enseignement préscolaire concerne peu d'enfants, à

l'exception des enfants de 5 ans. Il y a très peu d'enfants de 4 ans scolarisés en école maternelle dans la commune de Vạn Long. Les raisons invoquées de la non-scolarisation en école maternelle sont le coût élevé de la scolarisation, l'absence de cantine, les horaires qui ne conviennent pas aux parents. Pour les enseignantes, il y a aussi le fait que « *les parents en milieu rural ne comprennent pas l'utilité de l'école maternelle* », mais le facteur principal semble être celui du coût. Selon un parent d'enfant scolarisé en maternelle, « *Beaucoup de gens aimeraient envoyer leurs enfants à l'école, mais ils n'ont pas d'argent, alors ils doivent se résoudre à les garder à la maison.* » Les parents qui scolarisent leurs enfants à la maternelle se déclarent en effet très satisfaits des enseignements dispensés. Ils notent que les enfants qui fréquentent l'école maternelle sont plus sages, plus vifs, plus polis, qu'ils apprennent à dessiner, chanter et danser et qu'ils se familiarisent avec l'alphabet et différents jeux.

Une enseignante fait remarquer que : « *Par an, ils doivent payer 323 000 dôngs pour tout (les frais de scolarité et les assurances). Dans l'ensemble, à la campagne, les frais de scolarité en début d'année causent toujours des difficultés. Actuellement, j'ai des élèves qui n'ont rien payé encore. Nous allons chez chacun d'eux pour encaisser l'argent, mais ils sont tellement pauvres qu'ils ne peuvent rien donner.* »

Le coût total de la scolarité en école maternelle s'élève donc à 323 000 dôngs. A cette somme, il faut ajouter une somme de 2 000 dôngs par mois collectée par les enseignantes pour acheter les bonbonnes d'eau potable. Une enseignante remarque que l'eau en bonbonne coûte cher, et qu'il est parfois nécessaire de restreindre en eau les enfants.

Tableau 3.11.

Montants et types de contributions financières demandées aux parents d'élèves pour la scolarisation de leur enfant en maternelle, commune de Vạn Long, 2006/07

Types de contribution	Montant annuel en dôngs
Frais de scolarité	180 000
Frais pour les associations	20 000
Assurances	30 000
Achat de fournitures scolaires	93 000
Total des sommes demandées aux parents	323 000

Source : École maternelle fondée par le peuple de Vạn Long, 2007.

Le directeur de l'école primaire évalue à 20 000 dôngs par enfant la somme que doivent payer en début d'année les parents d'élèves. Cette somme sert à alimenter la caisse du Comité de représentation des parents d'élèves pour financer les activités de récompense des bons enseignants et des bons élèves. Certains parents ne semblent pas payer cette somme. Les parents, quant à eux, mentionnent la somme de 100 000 dôngs comme étant due en frais de scolarité. Ils notent, tout comme les élèves, la pression exercée par l'école en vue d'obtenir le paiement : « *Parfois les enseignants se plaignent que les élèves ne paient pas leurs frais de scolarité, c'est très dur. Si l'enseignant n'arrive pas à encaisser, il se fait réprimander par la hiérarchie.* »

En dépit du fait qu'il n'y a pas à proprement parler de frais de scolarité en primaire, les parents se plaignent des nombreux achats qu'ils doivent faire et du coût élevé de la scolarisation : « *On achète les livres. Auparavant, les livres étaient distribués par l'école, mais maintenant les élèves doivent les acheter eux-mêmes. On doit tout acheter. L'école n'intervient absolument pas dans l'achat des fournitures scolaires. La famille doit tout acheter* » ; « *La plus petite dépense, c'est la contribution pour acheter les formulaires de contrôle. C'est 500 ou 1 000 dôngs* » ; « *Maintenant nous devons tout acheter, l'école ne fournit plus rien, même pas le moindre petit bout de papier et, même l'insigne, nous devons acheter.* »

Certains parents évaluent le coût annuel total de la scolarité d'un enfant en primaire à plus de 700 000 dôngs. « *Même si nous ne pouvons pas assumer, nous devons emprunter pour payer* » ; « *Le minimum que les parents doivent acheter pour envoyer leurs enfants à l'école, c'est l'uniforme. Les familles aisées leur en achètent plusieurs pour qu'ils puissent en changer. Mais ceux qui sont de familles pauvres, ils n'ont qu'un seul uniforme qu'ils doivent mettre tout au long de l'année. Les familles qui sont pauvres font ce qu'elles peuvent pour scolariser leurs enfants. Parfois même, elles sont obligées d'aller demander aux voisins de leur donner des vieux vêtements pour que les enfants puissent aller à l'école.* »

En ce qui concerne le collège, l'ensemble des parents interrogés trouve le coût trop élevé. L'un des parents résume de la sorte les revendications du groupe de parents : « *Pour répondre aux demandes des parents sur les études de leurs enfants, est-ce que vous ne pourriez pas émettre une proposition pour qu'il y ait une réduction sur les frais de scolarité en début d'année pour les familles, pour qu'on soit plus tranquilisés en envoyant nos enfants à l'école ? Pour les livres scolaires, il pourrait y avoir une réduction ou une distribution gratuite.*

Pour les frais de scolarité, il pourrait y avoir une diminution pour les familles pauvres comme celle de madame M., pour que madame M. soit tranquille et que ses enfants puissent aller à l'école. Dans sa situation, étant handicapée et sans mari, son rêve est que ses enfants puissent aller à l'école, mais en début d'année, les frais pour un élève s'élèvent à 500 000 et 2 à 1 millions pour plusieurs enfants, c'est très difficile pour elle. L'État pourrait examiner son cas pour une réduction ou une exemption des frais. Pour les livres scolaires, on pourrait les remettre aux autorités locales qui décideraient de les donner gratuitement aux familles qui sont trop pauvres. »

En conclusion, les dépenses liées à la scolarisation restreignent l'accès à l'école maternelle et constituent une entrave à la généralisation tant de l'enseignement primaire que de l'enseignement secondaire. Elles découragent les enfants comme les parents, souvent victimes de pressions lorsque les frais de scolarité ne sont pas payés.

Conditions d'enseignement et d'apprentissage

Matériel pédagogique

Les sept classes de l'école maternelle disposent toutes des quatre coins éducatifs (photo 14 p. 127). L'école maternelle principale est cependant mieux équipée que les écoles satellites : elle possède aussi des jeux d'extérieur.

L'école primaire a du matériel pédagogique, sauf pour la classe 5 pour laquelle il manque du matériel. Les enseignants participent à la confection de ce matériel, comme par exemple pour la fabrication des cartes de géographie. Le collège aussi dispose pratiquement de tout le matériel pédagogique dont il a besoin. Cependant, une partie du matériel (compas ou règles) n'est pas de bonne qualité, et le matériel pour la physique n'est pas aux normes et ne peut pas être utilisé. Des matières premières sont achetées pour fabriquer le matériel et les enseignants participent parfois à sa confection. Cependant, ce qui fait le plus défaut au collège, c'est l'absence de salle de travaux pratiques.

Enseignants

La plupart des enseignants de la commune de Van Long sont diplômés. À l'école maternelle, les sept institutrices ont le niveau

requis. De la même façon, les enseignants du primaire et du collège ont les qualifications requises.

Dans l'ensemble, les enseignants déclarent leurs difficultés financières dues aux faibles salaires. Pour un enseignant du primaire : *« Actuellement le salaire d'un enseignant fraîchement diplômé est d'environ 1 million, avec toutes les charges de transports et d'essence, de loyer... Avec les prix aujourd'hui, un enseignant, avec 1 million, pour louer une maison... ou comme moi, en ce moment, avec un salaire moyen et deux enfants à l'université, c'est très dur. Dans l'ensemble, on ne peut pas trop demander, mais il faudrait faire en sorte qu'un enseignant gagne suffisamment pour élever ses enfants. »* Les enseignants du secondaire de base sont du même avis : *« Maintenant, je touche 1 600 000 dongs : on ne peut pas vivre, cela ne correspond pas au coût de la vie. On ne peut pas avoir un logement à soi, on ne peut pas nourrir sa famille, mais on essaie de faire son devoir pédagogique. »*

Les parents sont bien conscients que la qualité de l'éducation dépend aussi des conditions de vie des enseignants, comme l'explique clairement l'un d'entre eux : *« [...] pour que les enseignants soient rassurés et tout à leur profession, il faut que l'État augmente les salaires pour rattraper l'inflation. Dernièrement, il y a eu une augmentation de salaire qui n'a eu aucune portée parce que cela correspond à une augmentation de prix à l'extérieur, c'est pour cela que les enseignants ne sont pas très satisfaits, ils sont obligés de travailler au dehors et n'ont pas les conditions pour approfondir leurs spécialités. C'est aussi une des raisons qui font que la qualité de l'éducation est faible. »*

De même, les enseignants ne séparent pas les conditions de travail des conditions de vie. Les deux sont en effet liées, comme le remarque un enseignant du primaire : *« Pour résumer, la vie familiale et la vie professionnelle sont les deux faces d'une feuille de papier, elles sont liées ; c'est pourquoi les difficultés de la vie familiale ont obligatoirement des répercussions sur la vie professionnelle. »*

Comme souvent dans les pays du Sud, les salaires sont suffisants pour un célibataire sans charge familiale, mais ils ne permettent pas d'élever une famille, comme le note cet enseignant du primaire : *« La majorité des enseignants vivent du salaire, pour soi c'est suffisant, mais pas pour élever des enfants. »* Plusieurs enseignants du primaire ont d'ailleurs reconnu avoir des activités annexes (entretien d'un potager, pratique de l'élevage ou encore élevage de crevettes) qui

permettent de compléter les salaires. Les enseignants du secondaire de base ont déclaré compléter leurs salaires soit avec les heures supplémentaires, mais c'est assez difficile en collège, car le nombre de séances est déjà élevé (21 séances par semaine au lieu de 19 séances au lycée), soit grâce à d'autres activités (riziculture par exemple).

Les conditions de vie des enseignants en milieu rural sont aussi parfois très difficiles. Aux salaires insuffisants, viennent s'ajouter des difficultés pour se loger, tout particulièrement dans les petits villages qui accueillent les écoles satellites. Ainsi, trois enseignants d'une école primaire satellite de Vạn Long ont pour tout logement une salle de classe qu'ils se partagent (voir photo 15 p. 157). Ces problèmes pour se loger engendrent parfois des trajets difficiles et coûteux : *« J'ai des difficultés parce que mon salaire est encore bas, mais la principale difficulté est que j'habite loin, à 13-14 kilomètres d'ici, surtout pendant la saison des pluies où il est difficile de circuler. »* (enseignant du primaire)

Compte tenu de l'état des infrastructures, du mauvais état du matériel mobilier et, parfois, du manque de matériel pédagogique, les conditions de travail des enseignants ne sont pas toujours aisées.

La question du travail des enfants

Lors des enquêtes de terrain, nous avons pu identifier des élèves en grande difficulté scolaire, soit parce qu'ils étaient en situation d'échec scolaire, soit par qu'ils étaient souvent absents et/ou en voie de déscolarisation. Les entretiens ont permis de mettre en évidence que la quasi-totalité de ce groupe d'élèves en grande difficulté scolaire est formée par des enfants ou des jeunes qui exercent de façon régulière des activités de production ou de commerce ou bien qui apportent une aide en main-d'œuvre à la famille.

Il paraît difficile d'améliorer la qualité de l'éducation sans prendre en compte les difficultés rencontrées par ces enfants, qui ont obligation de travailler pour payer les frais de scolarité et/ou pour participer aux besoins financiers de la famille. Pour augmenter la présence à l'école de ces enfants, pour éviter leur déscolarisation progressive et leur échec scolaire, il est indispensable de prendre en compte le phénomène du travail des enfants. Pourtant, la question du travail des enfants ne semble pas être abordée par les responsables de l'éducation. Les parents d'élèves en font parfois mention, comme ce

parent d'élève du primaire qui observe que : « *Il y a beaucoup d'élèves qui ne se concentrent pas sur leurs études parce que leur situation familiale est trop difficile. Ils vont à l'école pour la matinée et vont travailler ensuite. Ils n'ont pas les conditions ni pour prendre des cours supplémentaires à l'école, ni pour apprendre chez eux, c'est vraiment désolant.* »

On peut observer que le travail des enfants relève de deux grandes catégories : la première inclut ceux dont l'activité au travail est essentielle et occupe la majorité de leur temps, et la seconde ceux qui travaillent à mi-temps ou par intermittence. Les premiers sont de fait exclus de la scolarisation, qui implique une fréquentation à temps complet, dès qu'ils entrent en activité. Les seconds, ceux qui exercent un travail à temps partiel ou par intermittence, peuvent soit continuer à être scolarisés, mais rencontrent de grandes difficultés, soit avoir accès aux cours de généralisation qui ont lieu le soir.

Parmi ce groupe d'enfants qui travaillent, certains le font essentiellement pour financer leurs études, d'autres pour aider à la survie de la famille. Parfois l'enfant cache son activité salariale à sa famille comme l'indique l'un des jeunes que nous avons interrogés : « *Mes parents ne le savent pas, mon père me dit qu'il me donnera de l'argent pour payer les frais de scolarité, mais il n'en a jamais.* »

Certains élèves ont cependant été de bons élèves, en dépit d'absences répétées pour aller travailler, comme l'élève D. inscrit au collège : « *Ma famille rencontre des difficultés, je n'ai pas d'argent pour payer les frais de scolarité, je dois m'absenter quelque fois le matin pour aller travailler. [...] J'accompagne mes oncles pour des activités de pêche le matin, pour gagner de l'argent et payer les frais de scolarité.* » Mais, plus leurs absences sont répétées, moins leurs notes sont bonnes.

Les enfants qui travaillent relèvent de plusieurs statuts : ils peuvent être salariés, indépendants ou participer aux activités familiales de production. Une fillette raconte : « *Le matin, je vais à l'école, l'après midi je fais des gâteaux, je travaille en tant que salariée [...] Parfois de 14 heures à 19 heures... Je dois travailler chaque jour et je suis payée 1 500 dôngs de l'heure. J'ai congé le dimanche. J'ai une grande sœur en classe 10 qui doit travailler aussi [...] Parce que ma famille est pauvre, mon père ne peut pas à lui seul nourrir les 5 frères et sœurs, je dois continuer à aller travailler.* » Une autre déclare aller chercher de l'eau et ne rentrer que le soir. Elle fait ses devoirs entre 20 heures et 21 heures.

Souvent, ces enfants déclarent ne pas comprendre les leçons, ne pas avoir le temps de faire leurs devoirs et ne plus vouloir aller à l'école :

« Les enseignants nous réprimandent tout le temps, nous ne voulons plus aller en classe » ; « Au premier trimestre, j'ai été chassé de la classe. L'enseignant a fouillé dans mes cahiers, il a vu que je n'avais pas fait mes devoirs et il m'a chassé de la classe. »

Très peu d'entre eux suivent les cours complémentaires pendant les vacances scolaires, en raison de leur coût élevé, mais aussi parce qu'ils occupent leurs vacances à travailler : *« Pendant les vacances, je travaille pour gagner de l'argent, je fabrique des briques. » ; « En été, je vais en mer pour aider mon grand père. » ; « Moi, je vais en mer pour aider mes parents. » ; « En été, j'aide au commerce de mes parents et je vais aux cours supplémentaires. » ; « Moi, j'aide ma mère à récolter le riz. »*

Abandon scolaire et attitude des parents

Les défis de l'éducation dans la commune de Vạn Long

Les parents dont les enfants, d'âge scolaire, ne vont pas encore à l'école, sont en voie de déscolarisation ou ont déjà abandonné l'école, déclarent tous que leur difficulté principale est le coût élevé de la scolarisation par rapport aux capacités financières de la famille. Un père de six enfants dont aucun ne va à l'école explique : *« Ma famille est dans une situation trop misérable, nous n'avons pas de quoi permettre aux enfants de vivre au quotidien, et donc de les envoyer à l'école et de leur acheter les livres, les cahiers et les vêtements pour qu'ils aillent étudier. »* [...] *« Nous n'avons pas l'argent pour verser à l'école, acheter les cahiers et les livres pour que notre enfant étudie, alors finalement, nous avons demandé à ce qu'il arrête. La maitresse nous a envoyé des lettres, mais nous n'avons pas d'argent, alors comment faire ? »*

Bien que la politique de la commune et des écoles prévoie des réductions et exemptions de frais scolaires pour les familles pauvres, ces aides sont parfois longues et difficiles à obtenir et les parents n'ont toujours pas assez d'argent pour acheter les fournitures scolaires et les uniformes dont leurs enfants auraient besoins pour aller à l'école : *« L'école a réduit les frais parce que j'ai fait une demande au directeur de l'école, et le directeur de l'école a transmis à la maitresse, alors la maitresse a accepté. Mais je n'ai pas l'argent pour acheter les cahiers pour que mon enfant étudie. »* Beaucoup de familles ont deux ou trois enfants d'âge scolaire, et parce que scolariser un enfant revient cher, il faut qu'un enfant abandonne pour qu'un ou deux autres puissent continuer : *« c'est parce qu'on n'a pas d'argent qu'on ne peut pas l'envoyer à l'école, sinon on aurait bien voulu qu'il aille jusqu'au bout. Son père est mort, il y a encore deux petits après*

lui qui vont à l'école, c'est pourquoi j'ai peur de ne pas avoir assez, et c'est pour ça qu'il a dû arrêter, pour laisser ses frères étudier jusqu'où ils peuvent, mais si je manque d'argent ils devront aussi arrêter. »

Une cause plus profonde de cette situation est que la pauvreté conduit les parents, qui n'ont pas nécessairement eux-mêmes un niveau élevé d'éducation, à accepter que leurs enfants abandonnent l'école pour aider la famille : *« C'est aussi à cause de la situation familiale. Il va en classe, mais il pense que ses parents sont très pauvres, et que s'il continue à étudier, il n'y aura pas d'argent pour payer l'école. C'est pour cela qu'il a voulu abandonner pour aider ses parents à gagner de l'argent pour élever ses frères et sœurs. Après ça, je lui ai répondu qu'il devait continuer ses études, qu'il ne devait pas arrêter, et que bien que ça rende les choses plus difficiles encore, c'était à nous de nous soucier de lui permettre d'aller à l'école. Nous avons beaucoup discuté, il a dit que j'étais déjà vieux, déjà faible, et que je devais l'autoriser à arrêter l'école. Après ça, il est allé à l'école demander la permission d'arrêter. »* Pour les parents les plus pauvres et les plus démunis sur les plans économique, social et éducatif, le fait que les aides ne soient pas automatiques, mais qu'elles nécessitent un parcours auprès de différents intervenants, constitue un obstacle difficilement franchissable : *« Nous travaillons toute la journée pour avoir assez à manger, nous n'avons même pas le temps de venir leur demander. Il [le chef de village] m'a convoqué deux fois, mais le filet de pêche était déchiré, il a fallu le réparer. Si je ne le répare pas, je n'aurai pas les moyens d'en acheter un autre. »*

En ce qui concerne les familles les plus pauvres, s'il est indispensable d'améliorer la politique d'aide par la réduction, voire l'exemption, des droits scolaires, mais aussi par des aides ponctuelles pour limiter les dépenses familiales d'éducation (comme les fournitures scolaires), il est aussi important de faciliter l'accès aux aides. La lutte contre l'abandon scolaire ne pourra avoir d'efficacité que si les problèmes d'extrême pauvreté sont réellement pris en compte, permettant de convaincre les parents les plus pauvres que la scolarisation de leurs enfants n'est pas un bien inaccessible.

Conclusion et recommandations

Une amélioration nécessaire des conditions d'enseignement

Tous les acteurs sociaux interrogés ont déploré l'état des infrastructures scolaires et parfois du mobilier scolaire. Les constructions sont le plus

souvent vétustes ou non adaptées, le nombre de salles de classe est insuffisant, l'état des sanitaires est souvent déplorable, l'accès à l'eau potable est rare.

Ces conditions perturbent parfois le bon déroulement des cours. Les projets de déménagement de l'école primaire et du collège de Vạn Long contribuent sans doute au non entretien du mobilier et des infrastructures scolaires.

Une aide en faveur des familles défavorisées insuffisante

En dépit des dispositifs existants, l'aide aux familles en difficulté financière (familles de pêcheurs, familles nombreuses, femmes seules élevant leurs enfants, parents handicapés, etc.) peut être considérée comme insuffisante. Par ailleurs, les aides ne sont ni systématiques, ni régulières, ce qui accroît l'insécurité financière des familles et font vivre aux enfants une situation permanente de stress, d'autant plus que les enseignants ou les directeurs d'écoles leur rappellent de façon insistante les impayés de leurs parents.

Les aides devraient être attribuées annuellement et la somme qui sera perçue devrait être annoncée aux familles en début d'année, ce qui ne semble pas être le cas actuellement, selon les déclarations des parents d'élèves.

Une réflexion sur le travail des enfants et sur le coût de la scolarisation à développer

Nous avons pu noter que la plupart des élèves en grande difficulté scolaire étaient des élèves qui exerçaient de façon régulière des activités de production ou de commerce. Pourtant, cette question du travail des enfants ne semble pas être abordée par les responsables de l'éducation et n'est mentionnée que de façon partielle par les familles. Au Viêt-nam, comme partout ailleurs, la situation de l'enfant travailleur n'est guère reconnue. Pourtant, les conditions de vie de ces enfants sont spécifiques, tout comme leurs besoins éducatifs.

Les choix en faveur de la scolarisation universelle

On peut considérer qu'actuellement les mailles des " filets sociaux " mis en place n'arrivent pas à retenir les enfants des populations les plus pauvres ou les plus défavorisées dans le système scolaire. Des élèves, en nombre certes marginal, quittent encore prématurément l'école primaire ou le collège. D'autres sont absents de façon plus ou moins régulière parce qu'ils sont dans l'obligation de travailler pour payer leurs frais de scolarité ou aider à la survie de la famille.

Si l'on considère qu'améliorer la qualité de l'éducation n'a de sens que si cette amélioration est menée avec l'objectif d'atteindre la scolarisation de base universelle, il semble indispensable d'évaluer les modalités actuelles d'aide en faveur de ceux qui sont exclus de la scolarisation. Compte tenu que le choix en faveur d'une école obligatoire et gratuite ne semble pas être retenu par les autorités éducatives, il conviendrait d'améliorer et surtout " d'officialiser " le système de bourses destinées aux enfants des familles les pauvres. Actuellement, le système d'aide ne permet pas d'aider de façon efficace et régulière.

Annexe 1.

Références des documents utilisés ou cités

- Collège Trần Quốc Tuấn, 2006. *Rapport de fin d'année 2005-2006*, Vạn Long le 26 mai 2006, 7 p. + annexes [En vietnamien : Trường trung học cơ sở Trần Quốc Tuấn, 2006. *Báo cáo tổng kết năm học 2005-06*, Số 17/TQT-BCTK, Vạn Long ngày 26 tháng 5 năm 2006.]
- Comité populaire de la commune de Vạn Long, 2006. *Rapport sur la situation socio-économique de 2006 et la planification du développement socio-économique de 2007*, Vạn Long, le 12 décembre 2006, 14 p. [En vietnamien: UBND Xã Vạn Long, 2006. *Báo cáo tình hình thực hiện kinh tế-xã hội năm 2006 và kế hoạch phát triển kinh tế-xã hội năm 2007*, Xã Vạn Long, Số 51/BC-UBND, Vạn Long, ngày 12 tháng 12 năm 2006.]
- Comité de direction de la généralisation de l'enseignement secondaire de base de la commune de Vạn Long, 2006. *Rapport sur l'application du programme de généralisation du secondaire de base de la commune de Vạn Long dans la période de 2001 – 2006*, Vạn Long, le 5 décembre 2006, 7 p. + annexes statistiques [En vietnamien : Ban Chỉ Đạo Phổ cấp xã, 2006. *Báo cáo tổng kết và Phương hướng nhiệm vụ phổ cấp 2006 và các năm sau*, Vạn Long, tháng 9 năm 2006.]
- École maternelle fondée par le peuple de Vạn Long. 2007. *Rapport du 1^{er} trimestre, année scolaire 2006 – 2007*, Vạn Long le 8 janvier 2007, 5 p. [En vietnamien : Trường mẫu giáo dân lập Vạn Long, 2007. *Báo cáo Sơ kết kỳ I, Năm học 2006-07*, Số 30/MGDLVL, Vạn Long, ngày 8 tháng 01 năm 2007.]
- École primaire de Vạn Long. 2006. *Rapport final de l'année scolaire 2005 – 2006, 7 pages* [En vietnamien : Trường tiểu học Vạn Long, 2006. *Báo cáo tổng kết năm học 2005-06*, Vạn Long, ngày 25 tháng 5 năm 2006.]
- Henaff Nolwen, Lange Marie-France, Martin Jean-Yves. 2001. *Stratégies et capacités de financement de l'éducation de base par les agents privés*, Rapport provisoire, Mission des appuis financiers et des études économiques (DCT/F), Ministère des affaires étrangères, Paris.
- Lange Marie-France, 2003. « L'effectivité du droit à l'école en Afrique : les lieux du non-droit », in Henaff Gaël et Merle Pierre, *Le droit et l'école. De la règle aux pratiques*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, pp. 201-213.
- Lange Marie-France, Martin Jean-Yves (éditeurs scientifiques). 1995. « Les stratégies éducatives en Afrique subsaharienne », *Cahiers des sciences humaines*, vol. 31, n° 3, 563-737.

- Lange Marie-France, Paillet Graciela., 2006. « Quel droit à l'éducation pour les enfants et les jeunes travailleurs ? », in *Enfants travailleurs, Repenser l'enfance*, BONNET Michel et al., Éditions Page Deux, pp. 129-164.
- Service de l'éducation et de la formation du district de Vạn Ninh. 2006a. *Tableau statistique synthétique des effectifs d'âge scolaire scolarisés en primaire et résultats de la généralisation du primaire, au 30 septembre 2006* [En vietnamien : Phòng Giáo dục và đào tạo huyện Vạn Ninh. 2006a. *Biểu thống kê tổng hợp số lượng trẻ em trong độ tuổi đi học và kết quả phổ cập giáo dục tiểu học Tỉnh đến ngày 30 tháng 9 năm 2006.*]
- Service de l'éducation et de la formation du district de Vạn Ninh. 2006b. *Tableau synthétique des normes de généralisation de l'enseignement secondaire de base au 30 septembre 2006* [En vietnamien : Phòng Giáo dục và đào tạo huyện Vạn Ninh, 2006b. *Biểu Tổng hợp Tiêu Chuẩn Phổ Cập CGTHCS. Tỉnh đến ngày 30 tháng 9 năm 2006.*]
- Service de l'éducation et de la formation du district de Vạn Ninh. 2007. *Rapport trimestriel, Premier semestre – Année scolaire 2006 – 2007*, Vạn Ninh le 19 janvier 2007, 13 p. + annexes [En vietnamien : Phòng Giáo dục và đào tạo huyện Vạn Ninh, 2007. *Báo cáo Sơ kết Học Kỳ I - Năm học 2006-07, Số 07/BC-PGD, Vạn Ninh, Ngày 19 tháng 01 năm 2007.*]

Annexe 2.

Liste des questionnaires, entretiens et visites de terrain

L'équipe a réalisé 22 entretiens ou questionnaires et trois visites sur le terrain. Elle a interrogé 118 personnes, dont 84 adultes (41 femmes) et 34 enfants (22 filles).

École maternelle de Vạn Long (école principale et six écoles satellites)

Questionnaire : Mme Hàn Ai Hằng, directrice

Entretien : Enseignantes

Visites : Visite des écoles maternelles satellites

École primaire de Vạn Long (école principale et deux écoles satellites)

Questionnaire : M. Phan Đình Thuận, directeur

Entretien : Enseignant(es)

Entretien : Élèves de classe 4

Visites : Visite des deux écoles primaires satellites

Collège Trần Quốc Tuấn

Questionnaire : M. Lê Hùng, directeur

Entretien : Enseignant(es)

Entretien : Élèves de classe 8

Entretien : Élèves moyens et faibles

Entretien : Élève en voie de déscolarisation

Classe de généralisation primaire et secondaire Vạn Long

Questionnaire : M. Đặng Mậu Đình, responsable de la généralisation de la commune de Vạn Long

Entretien : Enseignant(es) de généralisation en primaire et collège

Entretien : Élèves

Parents d'élèves

Entretien : Parents d'élèves de maternelle

Entretien : Parents d'élèves qui ont abandonné l'école

Entretien : Parents d'élèves de primaire

Entretien : Parents d'élèves hors carte scolaire

Entretien : Parents d'élèves du collège

Visites : Visite de villages de pêcheurs

Responsables, communautés, associations

Entretien : Représentants des parents d'élèves de l'école maternelle, de l'école primaire et du collège

Entretien : Représentants de la communauté :

Nguyễn Văn Thường, Chef du village de Hải Triều

Trần Văn Dê, Chef du village de Ninh Thọ

Trần Thị Lanh, Adjoint au Chef du village de Long Hòa

Vô Hương, Président adjoint de l'Union des Agriculteurs

Thái Thị Hồng Vân, Présidente adjointe de l'Union des femmes

Ngô Duy Minh, Comité exécutif de la Fédération des Jeunes

Lê Minh Tâm, Président de l'Association des anciens combattants

Nguyễn Văn Nho, Président adjoint du Comité populaire

Đặng Mậu Đình, Responsable de la généralisation de l'éducation dans la commune

Lê Minh Khánh, Service du Travail et des affaires sociales de la commune

Ngô Văn Hựu, Secrétaire de la Fédération des Jeunes

Entretien : Service de l'éducation et de la formation du district de Vạn Ninh

Nguyễn Văn Chi, directeur

Phan Văn Quát, cadre

Entretien : Comité populaire de la commune

Lê Hồng Minh, Président

Nguyễn Thị Tùng Phương, cadre

Annexe 3.
Tableaux statistiques

Tableau 3.12.
Commune de Vạn Long. Effectifs scolarisés en collège au 05/09/2006

Année de naissance/ tranche d'âge	Nombre d'enfants d'âge scolaire	Filles	Partis, handi- capés, décédés	Nombre d'enfants à scola- riser	Diplômés du primaire dont :		Enfants scolarisés en généralisation ou qui ont terminé le collège					Diplômés du collège dont :		
					Enfants scolarisés en généralisation ou qui ont terminé le collège		Diplômés du primaire en 2005/06		Diplômés du primaire avant 2005/06		Diplômés du collège dont :			
					En 2005/06	Avant 2005/06	Diplômés du primaire en 2005/06	Diplômés du primaire avant 2005/06	Classe 6 dont :	Classe 7	Classe 8	Classe 9	En 2005/06	Avant 2005/06
2000 (6 ans)	162	79		162										
1995 (11 ans)	211	94	10	201	174		173							
1994 (12 ans)	245	97	6	239	32	205	32		193					
1993 (13 ans)	233	107	5	228	9	218	9		40	159				
1992 (14 ans)	209	109	7	202		202			1	27	152			
<i>Total 11-14 ans</i>	<i>898</i>	<i>407</i>	<i>28</i>	<i>870</i>	<i>215</i>	<i>625</i>	<i>214</i>	<i>0</i>	<i>234</i>	<i>186</i>	<i>152</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
1991 (15 ans)	193	81	9	184		184				8	31	119		
1990 (16 ans)	213	101	3	210		210					2	32	94	
1989 (17 ans)	170	78	6	164		164						4	128	
1998 (18 ans)	164	74	5	159		159						1	140	
<i>15-18 ans</i>	<i>740</i>	<i>334</i>	<i>23</i>	<i>717</i>	<i>0</i>	<i>717</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>8</i>	<i>33</i>	<i>156</i>	<i>362</i>	
<i>11-18 ans</i>	<i>1 638</i>	<i>741</i>	<i>51</i>	<i>15 87</i>	<i>215</i>	<i>13 42</i>	<i>214</i>	<i>0</i>	<i>234</i>	<i>194</i>	<i>185</i>	<i>156</i>	<i>362</i>	

Source : Comité de direction de la généralisation de l'enseignement secondaire de base, 2006.

Tableau 3.13.

Commune de Van Long. Abandons scolaires en collège au 05/09/2006

Année de naissance/ tranche d'âge	Nombre d'enfants d'âge scolaire	Filles	Partis, handi- capés, décédés	Nombre d'enfants à scola- riser	Diplômés du primaire	Suivent des cours d'éducation complémentaire							Abandons				Elèves de classe 9 (2 syst- mes) en 2005/06	Nombre d'élèves de 11-14 ans en primaire		
						Classe 6 diplômés du primaire :	Cl. 7	Cl. 8	Cl. 9	Diplômés du collège dont :	En pri- maire-	Au collège								
												En 2005/06	Avant 2005/06	En 2005/06	Avant 2005/06	Cl.6			Cl.7	Cl.8
2000 (6 ans)	162	79		162																
1995 (11 ans)	211	94	10	201	174								1							27
1994 (12 ans)	245	97	6	239	237								6	6						2
1993 (13 ans)	233	107	5	228	227							1	6	9	4					
1992 (14 ans)	209	109	7	202	202									8	13	1				
Total 11-14 ans	898	407	28	870	840	0	0	0	0	0	0	0	1	13	23	17	1	0	29	
1991 (15 ans)	193	81	9	184	184								1	3	7	15	119			
1990 (16 ans)	213	101	3	210	210								66		4	12	32			
1989 (17 ans)	170	78	6	164	164								23			9	4			
1998 (18 ans)	164	74	5	159	159								16			1	1	1		
Total 15-18 ans	740	334	23	717	717	0	0	0	0	0	0	106	0	0	3	12	37	156	0	
Total 11-18 ans	1 638	741	51	1 587	1 557							106	1	13	26	29	38	156	29	

Source : Comité de direction de la généralisation de l'enseignement secondaire de base, 2006.

Tableau 3.14.

**Commune de Vạn Long. Tableau synthétique des normes de généralisation
de l'enseignement secondaire de base – 05/09/2006**

Nom du village	Mobilisation								Efficacité								Les objectifs de la générali- sation du secondaire de base sont-ils atteints	
	Enfants de 6 ans			Nombre d'élèves diplômés du primaire en 2005/06		Nombre d'élèves ayant obtenu leur diplôme de fin d'études primaires en 2005/06 qui sont entrés en classe 6 à la rentrée 2006/07			Enfants de 11-14 ans			Pourcen- tage de d'élèves de classe 9 diplômés du secondaire de base (2 sys- tèmes) en 2005/06		Nombre de 15-18 ans		Nombre de 15-18 ans diplômés du secondaire de base		
Total	Scolari- sés en classe 1	%	Total	Enseigne- ment général	Total	%	Total	Diplômés du primaire	%	Total	%	Enseigne- ment général	Enseigne- ment complé- mentaire	Total	%	Total	%	
Long Hòa	55	55	100,0	88	88		88	100,0	300	286	95,3	100,0	270	213	22	235	87,0	
Lộc Thọ	26	26	100,0	91	90		90	98,9	208	197	94,7	100,0	172	130	24	154	89,5	
Ninh Thọ	30	30	100,0	21	21		21	100,0	129	126	97,7	100,0	77	52	10	62	80,5	
Hải Triều	51	51	100,0	15	15		15	100,0	233	231	99,1	100,0	198	123	50	173	87,4	
<i>Total</i>	<i>162</i>	<i>162</i>	<i>100,0</i>	<i>215</i>	<i>214</i>		<i>214</i>	<i>99,5</i>	<i>870</i>	<i>840</i>	<i>96,6</i>	<i>100,0</i>	<i>717</i>	<i>518</i>	<i>106</i>	<i>624</i>	<i>87</i>	<i>Pas encore</i>

Source : Comité de direction de la généralisation de l'enseignement secondaire de base, 2006.

4

La qualité de l'éducation dans la commune de Suối Tân, District de Diên Khánh

Đinh Thị Bích Loan, Nolwen Henaff

Caractéristiques générales et de l'éducation dans la commune

La situation socio-économique du district et de la commune

Diên Khánh se situe à l'ouest de Nha Trang, et est, avec les districts montagneux voisins de Khánh Sơn et Khánh Vĩnh, l'un des trois districts de la province à n'avoir aucune bordure côtière. Elle est cependant située en bordure du district côtier de Cam Ranh, le long de la route n°1, qui est le principal axe routier reliant le pays du Nord au Sud. Cette situation géographique a permis à la commune de développer des activités industrielles, principalement dans la transformation alimentaire de produits de la mer.

Située au sud du district, Suối Tân est l'une des 21 communes de Diên Khánh. La commune comporte quatre villages : Cây Xoài ; Dấu Sơn ; Đồng Cau ; et Vĩnh Phú. La route, de part et d'autre de laquelle se trouvent les principaux bâtiments officiels de la commune - comité populaire, écoles, centre de santé, et aussi la zone industrielle - traverse une étroite bande de plaine où est concentrée l'essentiel de la population de la commune. La commune est essentiellement peuplée de Kinh, mais compte aussi 120 familles Raglai (7,6% de la population de la commune), qui sont la principale ethnie des districts voisins de Khánh Vĩnh et Khánh Sơn, et quelques familles de la minorité Tay.

La population de la commune a beaucoup augmenté ces dernières années, bien que le taux brut de natalité dans la commune - de 17,4‰ en 2006 (General Statistical Office, 2006) - ne soit pas élevé et soit comparable à celui de l'ensemble du pays, et que 10% seulement des femmes aient un troisième enfant (Comité populaire de la Commune de Suối Tân, 2006). La population de la commune est passée de 1 500 habitants lors de sa création en 1981, à 7 107 habitants en 2006, répartis dans 1 582 familles. Cette croissance de la population a été alimentée par l'arrivée de personnes venues d'autres provinces pour travailler dans l'agriculture, et plus récemment dans la

zone industrielle. La main-d'œuvre qui vient d'ailleurs loge en général dans les nombreuses pensions de la commune.¹

Comme partout au Viêt-nam, le niveau de vie a augmenté ces dernières années. Selon les critères applicables pour la période 2001/05², la commune comptait 252 familles pauvres en début d'année 2006 et 178 familles à la fin de l'année (Comité populaire de la Commune de Suối Tân, 2006). Mais les inégalités se sont également accrues. 311 familles pauvres ont pu avoir accès à des emprunts bancaires auprès de la Banque de la politique sociale (Banque des pauvres), et une cinquantaine d'autres familles ont eu accès à des micro-crédits de la Banque agricole dans le cadre de son partenariat avec les organisations de masse, en particulier l'Association des paysans, l'Union des femmes et l'Association des anciens combattants. Le bilan de l'état nutritionnel de l'ensemble des enfants de moins de 36 mois réalisé en 2006 par le centre de santé de la commune montre que 19% sont en état de malnutrition. Les enfants de moins de 6 ans ont une carte de santé leur donnant un accès gratuit aux services sanitaires.³ La commune a une Caisse d'assistance aux jeunes enfants, utilisée pour aider les enfants en situation difficile.⁴ La commune a également récemment fourni des matériaux à un certain nombre de familles Raglai pour qu'elles puissent se construire des logements.

L'agriculture occupe plus de 70% de la population locale, principalement dans les cultures du riz, du manioc, de la canne à sucre, les vergers (longanes et mangues), et l'élevage de cochons, vaches,

¹ La commune en comporte 98, proposant 651 chambres. C'est autour de ces pensions qu'ont lieu, selon la police, l'essentiel des délits et infractions sur le territoire de la commune. Pour l'année 2006, on relève 75 cas d'infraction (vois, troubles de l'ordre public et bagarres, drogue et de prostitution, un viol et un meurtre) (Comité populaire de la commune de Suối Tân, 2006: 13-14)

² La ligne de pauvreté était de 80 000 dongs par mois et par tête pour les zones de montagne et les îles, de 100 000 dongs pour les plaines, et de 150 000 dongs pour les zones urbaines pour la période 2001/05 (Décision n° 1143/2000/QĐ-LETBXH du 01/01/2000 du ministre du Travail, des invalides et des affaires sociales). Pour la période 2006/10, les seuils ont été relevés à 200 000 dongs en zone rurale, et 260 000 dongs en zone urbaine (Décision n° 170/2005/QĐ-TTg du 08/07/2005 du premier ministre). Ils devraient être relevés à nouveau en 2008.

³ Selon les dispositions de la Loi sur la protection, les soins et l'éducation des jeunes enfants de 1991, révisée en 2003.

⁴ En 2006, la caisse se montait à plus de 12 millions de dongs, dont environ la moitié a été utilisée.

volailles. Le secteur rencontre cependant aujourd'hui de nombreuses difficultés : la production dans le secteur est irrégulière et les revenus soumis à l'instabilité des prix d'achat sur le marché. À des conditions climatiques traditionnellement difficiles - typhons et pluies trop fortes à certaines saisons, qui endommagent les terrains et bouchent les canaux d'irrigation, trop faibles à d'autres saisons - et aux dégâts causés par les parasites, les épizooties, la grippe aviaire et la fièvre aphteuse, sont venus s'ajouter des problèmes nouveaux de qualité de l'eau. C'est dans le bassin de Suối Dầu que les entreprises de la zone industrielle rejettent leurs eaux usées, rendant l'eau impropre aussi bien à la consommation qu'à l'élevage ou à l'irrigation, en particulier dans la zone peuplée par les minorités ethniques du village de Đông Cau. Les problèmes d'eau propre se posent depuis trois ou quatre ans déjà. La commune a mis en place un nouveau réseau d'irrigation pour les terrains qui sont éloignés des cours d'eau et la province vient d'investir dans une nouvelle conduite d'eau propre. Mais les crédits étant insuffisants, les conduites installées ne peuvent pas encore être utilisées. Ce système ne permettra d'alimenter que 300 familles, dans le village de Cày Xoài à partir du lac de rétention de Thủy Dầu, sur le territoire de la commune. Par ailleurs, la création de la zone industrielle sur le territoire du village de Dầu Sơn au début des années 2000 a entraîné des problèmes de pollution de l'air, particulièrement le soir, lorsque l'air de la zone où se trouvent les écoles est infesté par les odeurs qui émanent de la zone industrielle.

La zone industrielle n'a cependant pas eu que des impacts négatifs sur la commune. La production, la transformation, et les services se sont beaucoup développés et diversifiés ces dernières années, dans et en dehors de la zone industrielle. Aux activités plus anciennes de mécanique, de soudure, de production de nouilles de riz, de décorticage, de production de farine de blé, de production d'eau potable et de production agro-alimentaire, se sont ajoutées depuis le milieu des années 2000 des activités nouvelles comme les télécommunications ou la vente de motos. L'artisanat a aussi connu un développement important, particulièrement le tressage du rotin et du bambou, et la sous-traitance pour les entreprises industrielles. La transformation de produits de la mer est la principale activité des entreprises de la zone industrielle, qui compte également des entreprises de production de vêtements, et de chaussures en cuir. Si un certain nombre d'agriculteurs, expulsés lors de l'installation de la zone industrielle, ont été privés de leur activité, les indemnités leur ont permis pour l'essentiel de se reconvertir dans le petit commerce ou l'aquaculture, tandis que la zone industrielle emploie essentiellement

des jeunes. L'un des critères généralement utilisés pour le recrutement est l'âge des candidats, qui doit être inférieur à 30 ans.⁵ Les entreprises de la zone industrielle, particulièrement celles qui font de la transformation de produits de la mer, embauchent beaucoup. Comme l'explique un représentant de la communauté, « *La zone industrielle a quatorze sociétés, dont les besoins sont supérieurs à dix mille, alors que la population locale est de huit mille. C'est pourquoi ils privilégient la main-d'œuvre de la commune, à l'exception des jeunes qui causent des troubles, se battent, et perturbent l'ordre public, dont ils ne veulent pas.* » Si les revenus sont plus importants dans l'industrie que dans l'agriculture, la stabilité d'emploi n'est pas pour autant assurée pour les ouvriers, parce que l'activité est fortement marquée par la saisonnalité. Pour la main-d'œuvre non qualifiée, qui constitue l'essentiel de la population locale employée dans la zone industrielle, les recrutements se font sur contrat à durée déterminée. Le salaire de base dans la zone industrielle est d'environ 750 000 dôngs en moyenne, et la rémunération moyenne, en comptant les diverses primes, peut atteindre 1 000 000 dôngs par mois.

Globalement, si la zone industrielle a un impact non négligeable en termes d'emploi pour les habitants de la commune, elle a également un impact négatif sur son environnement social comme sur son environnement naturel.

La situation de l'éducation dans la commune

Au niveau pré-primaire, la commune de Suối a une crèche familiale (Yến Nhi) et deux écoles maternelles - l'école fondée par le peuple et l'école privée Sao Mai. Elle a seulement un établissement scolaire dans le primaire, l'école primaire publique de Suối Tân, et un établissement d'enseignement secondaire de base, le collège Phan Đình Phùng. Les élèves peuvent s'inscrire dans les écoles des autres communes ou du bourg, mais doivent dans ce cas parcourir au moins quatre kilomètres pour aller à l'école. À l'inverse, tous les enfants qui veulent s'inscrire à l'école primaire ou au collège de la commune le peuvent, y compris ceux qui ne sont pas enregistrés sur la commune, à condition que leur dossier scolaire soit en règle. Les élèves qui ne sont pas enregistrés sur la commune ne sont cependant pas

⁵ Cela n'est pas spécifique à la zone. L'âge et la santé demeurent des critères importants de recrutement de la main-d'œuvre non qualifiée (voir Henaff N., 2006).

comptabilisés dans les effectifs officiels de l'école, ni inclus dans les calculs des indicateurs de l'école.

En 2005/06, selon le rapport de l'école maternelle fondée par le peuple, 75% des enfants de 3-5 ans étaient scolarisés, et tous les enfants de 5 ans sont scolarisés, à l'exception d'un enfant sourde et muette. Par comparaison, en 2004/05, 61% des enfants de 3-5 ans et 94% des enfants de 5 ans de la province étaient scolarisés en maternelle.

En primaire, les taux bruts et nets de scolarisation ont fortement augmenté depuis le début de la décennie (voir Tableau 4.1). Selon les statistiques de la commune, 96,5% des enfants de six ans sont entrés en classe 1. 94,2% des enfants de 11 ans et 98,9% des enfants de 14 ans étaient diplômés du primaire. Les taux de doublement ont

Tableau 4.1.
Principaux indicateurs de scolarisation en primaire
et collège dans la commune de Suối Tân, 2000/01-2005/06

Indicateurs	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06
<i>Primaire</i>						
Taux brut de scolarisation en classe 1 (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Taux net de scolarisation (%)	78,9	90,4	90,1	90,7	93,2	96,7
Taux de doublement (%)	2,0	1,7	1,5	0,8	0,7	0,7
Taux d'abandon (%)	0,5	0,4	0,2	0,0	0,0	0,0
% des 11 ans diplômés du primaire	79,8	90,4	90,1	90,6	93,2	94,2
% des 14 ans diplômés du primaire	93,9	99,4	97,9	98,8	100,0	98
Effectifs des classes de généralisation	15	3	7	10	5	4
<i>Collège</i>						
Taux de recrutement en classe 6 (%)	97,0	98,0	98,0	98,0	95	98,8
% des diplômés de l'année précédente entrés en classe 6 à la rentrée	78,0	85,0	99,4	100,0	96	98,8
Taux de doublement (%)	3,0	2,5	1,5	1,0	1,5	2,4
Taux d'abandon (%)	5,5	6,0	6,0	3,0	3,0	2,4
Nombre d'élève à mobiliser	-	99	45	62	28	12
Effectifs des classes de généralisation	-	83	42	61	15	9
Nombre d'élèves qui ont terminé l'année	-	42	15	23	8	-
Nombre de classes de généralisation	-	5	2	2	2	1
% d'élèves diplômés du collège	82,2	92,0	96,0	97,0	98,1	93,1
% des 15-18 ans diplômés du collège	48,8	60,2	66,9	80,4	83,3	85,6

Source : Comité populaire de la commune de Suối Tân, 2006; pour les effectifs de généralisation en primaire, données fournies par l'école primaire de Suối Tân.

diminué, et en 2006/07, il n'y avait que cinq doublants, en classe 1. Il n'y a plus d'abandons en primaire, depuis 2003/04, les élèves abandonnant étant rapidement ramenés à l'école dans le cadre de la généralisation. Mais il reste des cas isolés d'abandon à la fin du primaire (environ 2% des élèves). Par comparaison, en 2004/05, le taux d'abandon en primaire dans le district de Diên Khánh était de 0,16%, pourcentage lui-même légèrement inférieur à celui de la province, qui était de 2% la même année.

Les taux de passage en collège ont beaucoup progressé ces dernières années (tableau 4.1). Le pourcentage d'élèves diplômés du primaire entrant en classe 6 est passé de 78,9% en 2001 à 98,8% en 2006. À la rentrée 2006/07, le taux net de scolarisation en collège était de 94,2%. Cependant, dans le groupe des 11-14 ans, 14 jeunes sont encore scolarisés en primaire, et 24 ont abandonné le collège, tandis que parmi les 15-18 ans, 80 ont abandonné le collège avant la fin de leurs études. Si la baisse des effectifs des classes de généralisation est importante - ils sont divisés par dix en cinq ans - les abandons en collège restent importants : le taux de 3% d'abandons en 2004/05 est supérieur à celui du district dans son ensemble (2,12%), et à celui de la province (2%).

Le taux de redoublement en collège a faiblement augmenté ces dernières années, passant de 1,5% en 2002/03 à 2,4% en 2005/06. Si le taux de réussite aux examens de fin de collège se maintient à un niveau élevé par comparaison avec le taux de 96,6% au niveau de la province en 2004/05 le nombre d'élèves ayant échoué à l'examen en 2005/06 a été relativement important (65 élèves, soit un taux de 93,1%). C'est pourquoi le Service de l'éducation du district et les autorités de la commune ont confié au collège Phan Đình Phùng l'organisation de séances de révision pour les élèves ayant échoué à la première session, sur un financement accordé par le comité populaire de la commune, pour permettre à ces élèves de repasser l'examen avec quinze élèves de généralisation. Globalement cependant, on peut considérer que la généralisation de l'éducation dans la commune enregistre des résultats encourageants : en 2005/06, 85,6% des jeunes âgés entre 15 et 18 ans étaient diplômés du collège.

La commune n'a pas de lycée. Ceux qui obtiennent le diplôme de fin d'études secondaires peuvent, selon leurs résultats et les moyens financiers dont ils disposent, aller au lycée public Hoàng Hoa Thám, au bourg de Diên Khánh, à une dizaine de kilomètres de la commune ou dans un des lycées privés des communes voisines. Le nombre d'élèves scolarisés en lycée est encore faible : sur 176 diplômés en 2005/06, 32 sont en classe 10 de généralisation, sur la centaine qui

devraient être scolarisés à ce niveau. La plupart de ceux qui ont obtenu le diplôme de collège suivent une formation professionnelle, ou vont travailler, dans la zone industrielle, ou à Nha Trang, en particulier dans la restauration et l'hôtellerie. Le coût de la scolarisation en lycée et la distance, les risques élevés d'accident,⁶ la fatigue, et les frais supplémentaires (déplacements, repas) qu'elle occasionne dissuadent de nombreux élèves de poursuivre leurs études. L'absence de lycée est donc un réel problème, mentionné de manière récurrente au cours des entretiens. En dehors du coût et des dangers de la route, les conditions d'emploi dans la commune n'incitent pas à la poursuite des études après le collège. Le passage en lycée ne se justifie que si les élèves ont les capacités, et les familles les moyens de leur permettre de poursuivre des études au-delà du lycée. L'emploi dans la commune est en effet peu diversifié, et le niveau collège suffit pour être recruté dans la zone industrielle, tandis que des études supérieures sont nécessaires pour les autres types de postes.

Globalement, les indicateurs de l'éducation dans la commune pour les trois niveaux étudiés sont légèrement meilleurs que ceux du district et de la province dans leur ensemble. Les objectifs de la généralisation du primaire sont atteints. La maîtrise des âges de scolarisation a progressé au cours des dix dernières années, favorisée par un accroissement des taux nets de scolarisation dès la maternelle et la première année du primaire, la réduction du nombre de doubléments et d'abandons. La récupération – désormais systématique en primaire – des élèves en situation d'abandon dans les cours de généralisation permet d'atteindre des taux de scolarisation élevés, mais l'importance des abandons en collège pose problème dans la perspective de la généralisation du secondaire supérieur.

Présentation des enquêtes et des écoles

Les enquêtes de terrain se sont déroulées du 5 au 13 mars 2007. Le séjour chez l'habitant dans la commune de Suối Tân, à côté des écoles a permis à l'équipe de mener l'enquête dans de bonnes conditions de sécurité et de confort. Les entretiens ont été programmés avec l'aide efficace des directions des écoles et de M. Võ Hồng Hải,

⁶ En 2006, il y a eu 20 accidents de la route, entraînant deux décès et blessant 25 personnes (Comité populaire de la commune de Suối Tân, 2006: 14).

responsable de la généralisation dans la commune. L'équipe de terrain, composée de trois chercheuses, a mené vingt-deux entretiens. L'accueil de l'ensemble des personnes interrogées et des différents acteurs responsables politiques ou administratifs a été chaleureux, montrant l'intérêt que tous portent à la question de la qualité de l'éducation.

L'école maternelle de Suối Tân

L'école maternelle fondée par le peuple a été créée en 1992, en même temps que l'école primaire. Elle comportait alors trois classes. Elle en a aujourd'hui sept, et scolarise 200 enfants dans l'école principale et ses deux satellites à la rentrée 2006/07, dont 18 élèves des minorités. L'école principale est située dans le village de Đông Cau, à environ 600 mètres de la route nationale, et on y accède par un chemin de terre. Elle a une classe de quatre ans et deux classes de cinq ans, dont une où sont scolarisés les enfants du village de Vinh Phú. Les écoles satellites de Cây Xoài et Dầu Sơn, comprennent chacune une classe 4 et une classe 5. Cependant, les deux classes du village de Dầu Sơn sont éloignées l'une de l'autre, et la répartition dans les classes n'est pas pour cette raison faite en fonction de l'âge mais en fonction de la facilité du trajet pour les enfants. La directrice passe dans les satellites au moins une fois par semaine.

Les cours ont lieu de 7h00 à 10h30 le matin, et de 14h00 à 16h30 l'après-midi. Les enfants doivent rentrer manger chez eux parce que l'école n'a pas de cantine.

L'école a une directrice et sept enseignantes, une par classe (voir annexe 3 p. 157). Seule la directrice est titulaire de son poste. Les enseignantes sont contractuelles, et sont à ce titre rémunérées sur le budget du district.

Le budget de l'école dépend des fonds collectés auprès des parents, qui sont reversés au Comité populaire de la commune. Chaque année, la commune alloue à l'école un budget pour ses dépenses courantes en fonction du budget prévisionnel préparé par la directrice, et qui doit être approuvé par le Comité populaire. L'école n'a pas de comptable, et c'est donc la directrice elle-même qui travaille avec la comptable de la commune. Elle doit obtenir l'approbation de la comptable pour chaque dépense, et trouver les moyens de résoudre les problèmes lorsqu'elle n'a pas de ligne budgétaire correspondante, comme faire avec les enseignantes le

Tableau 4.2.
Effectifs de l'école maternelle de Suối Tân en début d'année 2006-07

Ecole	Nombre de classes	Nombre d'élèves			Nombre de filles		
		Total	4 ans	5 ans	Total	4 ans	5 ans
Đông Cau	2	90	30	30	32	17	15
Vinh Phú	1	31	-	31	13	-	13
Cây Xoài	2	46	16	30	22	9	13
Dấu Sơn (4 et 5 ans)	2	30			22		
		29			18		
<i>Nombre d'élèves</i>	7	196	-	-	107	-	-

Source : Données collectées auprès de l'école

ménage des locaux, ou trouver comment remplacer les plantes qu'elle avait achetées pour améliorer l'environnement de l'école et qui ont été volées.

L'école primaire de Suối Tân

Jusqu'en 1995, la commune n'avait qu'un établissement pour les niveaux primaire et collège. La gestion des deux écoles a été séparée à la fin de l'année 1995 et le collège est devenu le collège Phan Đình Phùng. Cependant, l'école primaire et le collège continuent à partager une cour en terre battue de 8 000 m², et le portail d'entrée, qui donne sur la route n°1. On peut également accéder à l'école par l'arrière, par un sentier qui débouche sur une zone résidentielle et le quartier militaire.

Un satellite a été créé en 1996 à environ trois kilomètres de l'école principale, dans le village de Cây Xoài pour faciliter l'accès à l'école des élèves les plus éloignés. Construite sur un terrain d'un hectare, boisé, cette école est dirigée par la directrice adjointe de l'école principale, et si les dépenses pour les deux écoles sont séparées, la gestion est commune. Il ressort des entretiens que le fait d'avoir deux établissements ne semble pas poser de problème pour la gestion et l'organisation des cours.

L'école a compté jusqu'à un millier d'élèves à la fin des années 1990, mais les effectifs se sont réduits depuis à cause de la transition démographique. En 2006/07, l'école a 717 élèves, répartis dans vingt-trois classes (voir tableau 4.3 ci-dessous). L'école principale a treize classes, et l'école satellite dix. Les élèves se répartissent dans les deux écoles en fonction de la proximité avec leur lieu de résidence.

Environ 8% des élèves sont des enfants des minorités ethniques, principalement les Raglai. Suối Tân est l'une des cinq communes du district à scolariser des enfants des minorités ethniques. Ils représentent environ 4% de la population scolarisée en primaire dans le district, et la deuxième commune en termes de nombre d'enfants des minorités en primaire, avec 58 élèves en 2005/06, derrière Suối Cát, qui en scolarisait 335. L'école primaire de Suối Cát, à six kilomètres, est l'école primaire la plus proche de celle de Suối Tân dans le district, tandis que celle de Cam Tân, dans le district de Cam Ranh, est située à quatre kilomètres.

Parce que l'école manque de salles, les classes sont à double flux, à l'exception d'une classe à chacun des niveaux 1 à 4, qui font la journée continue, mais rentrent manger chez eux. Les autres élèves ont cours le matin ou l'après-midi. Les cours ont lieu de 7h00 à 10h30 le matin, et de 14h00 à 16h30 l'après-midi. Des cours de soutien obligatoires sont organisés pour les élèves faibles le samedi.

L'école emploie 34 personnes en 2006/07, dont 26 enseignants titulaires, 4 administratifs, dont 1 contractuelle, et 2 contractuels pour le service. Les salaires, qui étaient auparavant envoyés par le Département provincial de l'éducation au Service de l'éducation du district, qui transmettait à l'école, sont maintenant versés directement aux écoles par le bureau des finances du district, et distribués aux enseignants en liquide.

Tableau 4.3.
Évolution des effectifs de l'école primaire de Suối Tân,
1996/97 - 2006/07

	Classe 1			Classes 1 à 5		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
1996/97	93	91	184	450	446	896
1997/98	109	104	213	478	476	954
1998/99	111	91	202	504	467	971
1999/00	103	103	206	521	475	996
2000/01	88	70	158	491	445	936
2001/02	72	87	159	470	458	928
2002/03	85	62	147	447	410	857
2003/04	76	87	163	422	416	838
2004/05	60	62	122	378	376	754
2005/06	76	66	142	368	361	729
2006/07	84	65	149	376	341	717

Source : Données collectées auprès de l'école

Chaque année, l'école prépare un budget prévisionnel qu'elle soumet au Service de l'éducation du district. Le budget accordé est mis en place en début d'année par le Service des finances, et l'école s'adresse directement au Trésor du district pour retirer les sommes correspondant à ses dépenses. Comme les autres écoles, l'école primaire de Suối Tân doit faire une demande spécifique pour tout changement par rapport aux dépenses budgétées. Selon le directeur de l'école, les changements sont assez fréquents. Une comptable titulaire est chargée de la gestion des finances de l'école.

Le collège Phan Đình Phùng

On accède au collège Phan Đình Phùng comme à l'école primaire, par la porte principale, qui donne sur la route, ou par l'arrière. Des élèves surveillent l'entrée et la cour de l'école. Les bâtiments sont, comme ceux des autres écoles de la commune, en briques et en tuiles.

De 521 enfants scolarisés en 1996/97, l'école est passée à 719 élèves en 2005/06. Ils viennent à 99% de l'école primaire de Suối Tân. Environ 7% sont des enfants des minorités (45 élèves en 2006/07). Malgré la baisse des effectifs primaire, le nombre d'élèves en classe 6 continue à augmenter du fait de la politique de généralisation de l'éducation (tableau 4.4).

Tableau 4.4.
Évolution des effectifs du Collège Phan Đình Phùng,
Commune de Suối Tân 1996/97 – 2006/07

	Classe 6			Classes 6 à 9		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
1996/97	63	60	123	263	258	521
1997/98	70	65	136	270	283	553
1998/99	73	67	140	276	291	567
1999/00	79	66	145	301	281	582
2000/01	78	73	151	304	299	603
2001/02	82	73	155	321	328	649
2002/03	80	78	158	280	375	655
2003/04	79	78	157	316	351	667
2004/05	83	75	158	327	356	683
2005/06	82	78	160	343	376	719
2006/07	66	99	165	328	340	668

Source : Données collectées auprès de l'école.

Les salles sont utilisées en double flux : les classes 8 et 9 le matin, les classes 6 et 7 l'après-midi, et les cours de généralisation le soir. Le collège avait 18 classes en 2006/07 : quatre classes 6, cinq classes 7, quatre classes 8 et cinq classes 9. Les cours de généralisation ont également lieu dans les salles de classe du collège, le soir.

Les collèges les plus proches sont le collège Yersin, dans la commune de Suối Cát, et le collège de la commune de Cam Tân, dans le district de Cam Ranh, tous deux situés à environ cinq kilomètres.

Le collège emploie 38 personnes, dont le directeur, le directeur adjoint, 33 enseignants, et 3 administratifs. Deux des enseignants et un membre du personnel administratif sont contractuels. Environ le tiers des enseignants ont une expérience professionnelle inférieure à cinq ans.

Les salaires des enseignants étaient auparavant versés à l'école par le Département provincial de l'éducation via le Service de l'éducation du district. Aujourd'hui cependant, c'est le Service des finances du district qui verse les salaires et le budget de l'école, la procédure étant la même qu'en primaire. Comme l'école primaire, le collège a un comptable.

Conditions de scolarisation dans la commune

Qualité des infrastructures et équipements scolaires

Les bâtiments et les salles

Jusqu'à l'année dernière, l'école maternelle (photo 19 p. 128) était entièrement ouverte et certains venaient se droguer dans l'école. Depuis un an cependant, l'école a un mur, et la situation s'est améliorée. L'une des enseignantes originaire de Nha Trang, qui habite l'école depuis deux ans faute d'avoir pu trouver un logement, tient lieu de gardien.

L'école n'est pas aux normes nationales. Elle a, en comptant les satellites, huit salles de classe, dont une est utilisée pour entreposer le matériel déclassé. Trois nouvelles salles ont été construites récemment aux normes (photo 20 p. 128) pour permettre le regroupement de l'ensemble des enfants de maternelle dans l'école principale à la rentrée 2007/08, parce que les locaux des satellites sont trop proches du marché et de la zone industrielle. Les nouvelles classes, sont spacieuses, bien éclairées et carrelées (photo 22 p. 128). Les autres salles de classe sont en briques, avec toit en tuiles. La

décoration dans les salles de classe a été conçue par la directrice et les enseignantes pour assurer un environnement adapté aux enfants de maternelle. L'école n'a ni salles spécialisées ni salle de rangement pour le matériel.

Dans l'école principale, la cour, dallée devant le bureau de la direction (photo 19 p. 128), est sablée ailleurs. La cour est agrémentée d'une balançoire à bascule et d'une balancelle (photo 21 p. 128), achetées il y a quatre ou cinq ans par le comité populaire. Les écoles satellites ont une cour sablée, et pas de jeux d'extérieur (photo 24 p. 128), et madame D., mère d'une petite fille de grande section explique que c'est l'une des raisons pour laquelle certains parents préfèrent envoyer leurs enfants à l'école privée Sao Mai, ou à l'école Hoa Phương du bourg de Diên Khánh : « *Les enfants suivent bien sur le plan pédagogique, mais le développement de leurs aptitudes est limité, il n'y a pas de comparaison.* »

Dans l'école primaire et le collège, les bâtiments sont en brique avec toits en tuiles. Les salles sont hautes de plafond et ont chacune deux ventilateurs. Le rapport de fin de l'année de l'école primaire précise que le budget de l'école est insuffisant pour permettre la réfection du toit de quatre des salles de classe, qui ont été déclassées parce que le toit est troué et laisse passer la pluie.

L'école primaire a seize salles utilisables en comptant les cinq salles de classe de l'école satellite. Le bureau du directeur, qui abrite aussi le tennis de table, a été construit en ajoutant des murs et un toit en tôle entre deux des bâtiments de l'école principale. Une salle de classe, à laquelle on accède par le bureau de la direction, sert de remise pour le matériel pédagogique et de bibliothèque, ce qui a un effet dissuasif sur les élèves. Quatorze salles de classe, dont quatre sont occupées toute la journée par les classes qui font la journée continue, permettent d'accueillir les vingt-trois classes de l'école.

Le collège dispose de neuf salles pour dix-huit classes. Deux pièces sont occupées par la direction et l'administration, une par la bibliothèque, et une sert de salle des professeurs. La bibliothèque est simplement une salle où sont stockés les livres. Elle ne comprend pas de salle de lecture. Quatre pièces, dans lesquelles étaient autrefois logés des enseignants de l'école, sont aujourd'hui utilisées pour remiser le matériel didactique : une salle pour le matériel de chimie et de biologie, une pour le matériel de mathématiques et de physique, une pour le matériel d'histoire/géographie, et une pour le matériel d'enseignement des langues étrangères.

Le matériel entreposé dans ces salles est géré par un enseignant. Le collège n'a aucune salle de travaux pratiques. Cette situation n'est pas spécifique au collège Phan Đình Phùng, ni même au district de Diên Khánh,⁷ mais crée des difficultés pour l'organisation des travaux pratiques parce que les enseignants doivent déplacer le matériel à chaque cours, et perdent beaucoup de temps. Cela comporte aussi certains dangers pour les élèves, en particulier pendant les cours de chimie et de sciences naturelles, quand les élèves sont remuants et renversent les produits. La bibliothèque, gérée par la femme du directeur, n'a pas de salle de lecture.

Les salles de classe de l'école primaire et du collège sont équipées de tables et de bancs en bois conçus pour accueillir quatre élèves. Comme l'explique une enseignante du primaire, la taille des tables et des bancs n'est pas adaptée aux groupes d'âge « *et quand les élèves écrivent, ils sont couchés sur la table [...] ou alors ils doivent rester debout.* » Outre le fait que cet équipement n'est pas adapté, il ne se prête pas facilement à l'organisation du travail de groupe.

Les enseignants se plaignent aussi de ce que ceux d'entre eux qui viennent de loin doivent n'ont pas d'endroit où se reposer et doivent rester dans les salles de classe à bavarder. Une enseignante qui n'a pas trouvé à se loger dort dans la salle commune, qui est aussi le bureau du directeur de l'école.

L'environnement

En dehors des problèmes d'accès à l'eau potable et de pollution de l'air déjà mentionnés, l'environnement des écoles principales est extrêmement bruyant. Si c'est en raison de leur proximité avec la route nationale pour l'école primaire et le collège, les nuisances sonores en maternelle proviennent principalement de la voie de chemin de fer qui passe derrière l'école. Les enseignants du primaire et du collège mentionnent par ailleurs le problème posé par le manque d'insonorisation des classes, en particulier lorsqu'ont lieu les cours de musique à proximité de leurs classes. Ils ne mentionnent pas le bruit des véhicules qui passent sur la route, alors que les fenêtres et souvent les portes des classes, en l'absence d'air conditionné, restent ouvertes. Le fait que l'école primaire et le collège soient regroupés pose

⁷ En 2003/04, les 84 collèges de la province totalisaient 9 salles de travaux pratiques pour les disciplines scientifiques (Département de l'éducation, 2004 : 17).

aussi des problèmes selon les enseignants du primaire, parce que les rythmes scolaires étant différents, les uns peuvent être en récréation quand les autres travaillent, et les enfants n'entendent plus ce que disent les enseignants.

Les sanitaires

La question des sanitaires reste posée en maternelle. Si des sanitaires ont été construits pour les élèves dans l'école principale - deux pour les garçons, et trois pour les filles -, il n'y en a pas dans les satellites, ni pour les élèves, ni pour les enseignantes, qui doivent en cas de besoin faire appel aux voisins.

L'école primaire et le collège ont des sanitaires pour les élèves, séparés pour les filles et les garçons, mais en nombre insuffisant : un pour 150 élèves environ. Selon le directeur de l'école primaire, l'école satellite a suffisamment de sanitaires, mais dans l'école principale, les enseignants doivent utiliser les sanitaires des élèves : les hommes avec les garçons et les femmes avec les filles. En secondaire, l'école a un sanitaire pour ses 38 employés, et quatre pour plus de 700 élèves. Il y a aussi trois douches.

L'approvisionnement en électricité et en eau

Les trois écoles ont l'électricité, et peu de coupures de courant, mais le courant est souvent faible l'après-midi, et l'éclairage des salles de classe est alors insuffisant.

L'eau est impropre à la consommation (photo 30 p. 130), et élèves et enseignants dans les trois écoles boivent de l'eau en bonbonne, à laquelle l'accès est payant pour les élèves.

La cantine

Aucune des trois écoles n'a de cantine, et les élèves rentrent chez eux manger ou achètent à manger aux vendeuses qui s'installent devant l'école ou dans les petits commerces avoisinants (photo 31 p. 130)

La maintenance des locaux

Les écoles pouvaient auparavant collecter des frais de construction, qui servaient en partie à la maintenance des bâtiments scolaires.

Elles conservaient 99% de l'argent collecté mais devaient demander la permission aux autorités compétentes pour l'utilisation des fonds, à l'exception des 2% prélevés pour frais de gestion. Avec la suppression de ces frais à la rentrée 2006/07, les écoles dépendent désormais de leurs autorités de tutelle pour la maintenance des équipements et des locaux : le comité populaire de la commune pour l'école maternelle, le Service des finances du district pour l'école primaire, et le collège. La baisse des recettes des écoles liées à la suppression des frais de construction n'a pas été compensée par une augmentation correspondante des budgets des écoles, ce qui leur pose de sérieux problèmes.

Une partie des difficultés actuelles devraient être levées par le regroupement des classes de l'école maternelle dans l'école principale et l'ouverture du nouveau collège, qui sera aux normes nationales.

Conditions d'accès à l'école

L'accès à l'école : les contraintes physiques

Jusqu'à présent, les enfants étaient scolarisés en maternelle dans leur village, et la distance maximale à parcourir par les parents pour amener leurs enfants à l'école était d'environ 1,5 kilomètre. Le regroupement des classes va entraîner une augmentation de la distance pour les parents des villages de Cáy Xoài et Dâu Sơn. Selon la directrice, il faudra alors envisager l'ouverture d'une cantine. Pour le moment, certains enfants restent à l'école le midi, mais l'école n'assure pas les repas. Les enfants sont alors regroupés pour la sieste, et une enseignante les surveille. Le fait que l'école n'ait pas de cantine est un handicap pour les parents dont les horaires de travail ne peuvent pas s'adapter à ceux des enfants. Certains préfèrent envoyer leurs enfants à l'école privée Sao Mai, parce qu'elle a une cantine, et qu'ils peuvent amener leurs enfants à l'école plus tôt et venir les chercher plus tard.

Pour accéder aux deux autres écoles, les élèves ont au plus trois kilomètres à parcourir. Les enfants viennent à l'école à pied ou à vélo, ou les parents les emmènent. Les parents n'ont pas le droit d'entrer dans la cour. Le problème ici n'est pas tant la distance que la sécurité sur le trajet de l'école, pour ceux qui doivent emprunter la route n° 1. Il y a en effet de nombreux accidents. Il y a un passage piéton devant l'école primaire, mais comme partout au Viêt-nam, il a une

signification uniquement symbolique, et les véhicules ne ralentissent pas devant les écoles. C'est particulièrement dangereux pour les élèves classes de généralisation et pour ceux qui suivent des cours de soutien, car la zone de l'école est mal éclairée le soir.

Tout le monde se déclare impuissant devant cette situation. Il y a quelques années, l'école avait désigné quelqu'un pour s'occuper de faire traverser la route aux enfants, mais le système a fonctionné pendant très peu de temps, et maintenant, les enfants se débrouillent tous seuls. Les parents d'élèves et leurs représentants estiment que le problème relève des autorités de la commune, tandis que celles-ci expliquent que c'est du ressort de la province. Parce que c'est une route nationale, la route n°1 est en effet sous la tutelle du Département provincial des transports. La commune ne peut donc envisager ni la construction d'un pont ni d'un passage souterrain sans l'accord et le soutien financier de la province. La commune n'a pas non plus les moyens financiers d'organiser des transports scolaires, y compris pour l'accès au lycée, à dix kilomètres. Les seules actions dans ce domaine sont donc les actions de formation à la sécurité routière, donnés aux élèves dès la maternelle, et l'assurance accident, qui n'est pas obligatoire.

L'accès à l'école : les contraintes financières

En début d'année, le département provincial de l'éducation envoie un texte à toutes les écoles fixant pour l'année les plafonds des contributions pour les élèves. L'école imprime une feuille de papier à transmettre à tous les élèves, comprenant toutes les dépenses, obligatoires ou non. Ces frais sont annoncés lors de l'assemblée générale de rentrée, et les représentants des parents d'élèves sont chargés de la surveillance de la collecte par l'école et de sa conformité avec les textes réglementaires.

Les coûts de la scolarisation de la maternelle au collège, sont présentés dans le tableau 4.5 ci-dessous.

L'école maternelle collecte les frais de scolarité auprès des parents chaque semestre, et remet la somme ainsi réunie à la comptable de la commune, qui est chargée de la gestion de ce budget. En primaire et au collège, les écoles transmettent les diverses contributions des parents au district.

Le coût annuel de la scolarisation va de 367 000 dôngs à 377 000 dôngs pour un élève de maternelle. Il varie entre 65 000 dôngs et

Tableau 4.5

Frais de scolarisation en maternelle, primaire et collège, Suối Tân, 2006/07

Postes de dépense Milliers de dongs	Maternelle		Primaire		College	
	Montant	Periodicité	Montant	Periodicité	Montant	Periodicité
Frais obligatoires						
Frais de scolarité	90	Trimestre	-	-	72	An
Comité de représentation	10*	An	20	An	20	An
Activités de l'école	-	-	-	-	10	An
Cotisation Association des enfants	-	-	5	An	1	Semaine
Caisse de la classe						
Fournitures scolaires et uniformes	51-61	An	-	-	-	-
Livret scolaire, feuilles d'examen	-	-	15	An	-	-
Inscription aux examens	-	-	-	-	21	An
2e demi-journée de cours	-	-	35	Mois	-	-
Eau	4	Mois	25	An	20	An
Cours de soutien	-	-	10	Mois	40	Matière/mois
Total frais obligatoires	367-377 ¹	An	65-380 ²	An	158-819 ³	An
Assurances						
Santé	Gratuite	-	40	An	40	An
Accident	30	An	30	An	30	An
Total	30	An	70	An	70	An
Autres dépenses**	-	-	100	An	300	An
Total	397-407	An	235/550	An	528/1189	An
Aide aux élèves des minorités	135	An	405	An	1080	An
Dépenses annuelles par type d'élève						
Classe 9 Elèves moyens et bons	-	-	-	-	179	An
Elèves qui suivent les cours de soutien	-	-	-	-	819	An
Classes qui font la journée continue	-	-	380	An	-	-
Autres classes Elèves moyens et bons	-	-	65	An	158	An
Elèves qui suivent les cours de soutien	-	-	145	An	-	-

* Par famille. * Cahiers, stylos, livres, uniformes...

¹ Sur la base de 177 jours de cours dans l'année.² Sur la base de huit mois, parce que les cours de soutien débutent en octobre.³ Sur la base de 177 jours de cours dans l'année, et de 1 000 dongs par semaine. Il semble que le montant de la cotisation varie d'une classe à l'autre, entre 2 000 et 4 000 dongs par mois.

Source : Informations sur les coûts de scolarisation collectées pendant l'enquête auprès des différentes personnes interrogées.

380 000 dôngs pour un élève de primaire, et entre 158 000 dôngs et 819 000 dôngs pour un élève de collège. Avec les assurances, il en coûte 30 000 dôngs de plus en maternelle, et 70 000 dôngs de plus aux autres niveaux du système éducatif.

À cela, il faut ajouter les autres dépenses liées à la scolarisation (fournitures scolaires, uniformes, repas, transports). En maternelle, c'est l'école qui se charge des achats pour les élèves. Les fournitures scolaires coûtent 51 000 dôngs pour les classes de 4 ans et 61 000 dôngs pour les classes de 5 ans, dont 10 000 dôngs pour l'achat de jouets, et 25 000 dôngs pour les uniformes. En primaire et en secondaire de base, les parents d'élèves estiment que l'achat des livres, fourniture scolaires, uniformes, etc. coûte au minimum entre 100 000 dôngs et 200 000 dôngs pour l'année.

Les bourses, peu nombreuses, sont attribuées au mérite, et les enfants des familles pauvres ont rarement les résultats scolaires qui leur permettraient d'y accéder. Au collège, environ 0,05% des élèves sont boursiers. Les exonérations totales ou partielles sont discutées avec les représentants des parents d'élèves, en fonction des cas prévus par les textes. Les familles pauvres selon les critères définis par l'État peuvent bénéficier d'une aide pour la scolarisation de leurs enfants. Elles ont en outre accès à l'assurance santé gratuitement (Décision n° 143/2001/QĐ-TTg du 27/09/2001). Les enfants de familles pauvres reçoivent 150 000 dôngs par an d'aide à la scolarisation, ce qui est peu au regard du coût de la scolarisation.

Pour encourager la scolarisation des enfants des minorités ethniques, la province accorde à chaque enfant scolarisé 15 000 dôngs par mois en maternelle, 45 000 dôngs en primaire, sauf les mois d'été, et 120 000 dôngs par mois en secondaire. L'argent est destiné à payer les frais d'études, et est remis aux parents par l'école. En cas de défaut de paiement de la part des parents des frais de scolarisation, l'école retient les sommes dues. Cette aide, à laquelle s'ajoutent d'autres formes d'aide dans le cadre du programme 135⁸ comme

⁸ Programme de développement économique et social des communes en difficulté des régions de minorités ethniques et de montagnes pour la période 2006-2010, approuvée par le premier ministre par la décision n° 07/2006/QĐ-TTg du 10/01/2006, dont l'objectif est de s'efforcer d'ici 2010 à ce que plus aucune famille n'ait faim et que le pourcentage de familles pauvres selon les critères définis par la Décision n° 170/2005/QĐ-TTg (voir note 2, p. 96) soit ramené en dessous de 30%.

l'attribution de riz, suscite beaucoup de mécontentement chez les familles Kinh pauvres qui ne reçoivent aucune aide – soit parce qu'ils ne sont pas reconnus comme pauvres, soit parce qu'ils n'ont pas de certificat de résidence de long terme dans la commune. Cependant, cette aide permet au mieux de couvrir les coûts en primaire, si on prend en compte toutes les dépenses liées à la scolarisation (hors trajets et nourriture), comme le montre le tableau 4.5. Les membres des minorités ethniques, principalement employés dans l'agriculture, font partie des familles les plus pauvres de la commune, et si cette dernière leur a fourni les matériaux pour la construction de logements en briques, il leur revient de construire les cloisons et de meubler ces logements, ce que beaucoup sont encore dans l'incapacité de faire.

La suppression de la contribution à la construction et à la maintenance de l'école, et le décret sur les cours supplémentaires ont permis de ramener les coûts pour les parents à des montants plus abordables. Les frais de scolarité ont été divisés par deux en maternelle et été réduits de 40 000 dôngs au collège, tandis que le coût des cours de soutien est passé de 30 000 dôngs à 40 000 dôngs par mois au collège. Les écoles utilisent tous les moyens à leur disposition pour recouvrer les frais qui leur sont dus. Le taux de recouvrement en primaire est de 95% pour les frais de scolarisation et de 70% pour les assurances, mais le directeur précise dans son rapport de fin d'année que les recettes sont faibles parce que de nombreuses familles, pauvres, sont exemptées.

Ce sont les enseignants qui collectent l'argent et rappellent aux enfants que leurs parents doivent payer. À partir de trois mois de retard, les enfants doivent rester debout devant le drapeau lors de la cérémonie de lever du drapeau en début de semaine, et parents sont généralement prêts à tous les sacrifices pour éviter cette punition, ce qui les oblige parfois à vendre leurs réserves de riz ou leurs poulets, et/ou à emprunter pour pouvoir faire face aux dépenses. Certains parents ont été conduits à retirer leurs enfants de l'école pour qu'ils n'aient plus à subir cette humiliation. Ainsi, parmi les 300 familles du village de Cáy Xoài, 50 sont pauvres et 30 ont des dettes vis-à-vis de l'école. Plusieurs des enfants interrogés nous ont dit qu'ils manquaient selon les cas, parfois ou souvent de nourriture. L'incapacité à payer - généralement aggravée par le fait que plusieurs enfants sont scolarisés au même moment - peut conduire à l'abandon scolaire, en particulier lorsque l'enfant n'a pas de très bons résultats scolaires ou n'a pas envie d'étudier.

Conditions d'enseignement et d'apprentissage

Matériel pédagogique

L'école n'a ni magnétophone, ni télévision, et manque d'images. Le matériel pédagogique est, pour l'essentiel préparé par les enseignantes. Bien que dans les sommes collectées auprès des parents d'élèves - 51 000 dongs par an et par élève en petite section, et 61 000 dongs en grande section - 10 000 dongs par élève, soient consacrés à l'achat de jouets, ce qui représente pour l'année 2006/07 un budget de 2 millions de dongs, les enfants ont très peu de jouets.

L'école maternelle a été choisie pour être l'une des dix écoles de mise en œuvre d'un programme expérimental national du ministère de l'éducation et de la formation, et s'est vu accorder l'équipement d'une salle de classe et un jeu de matériel pédagogique au début de l'été 2006, mais n'a reçu le matériel qu'au mois de novembre.

Dans le cadre de la réforme des méthodes d'enseignement, les enseignantes sont encouragées à fabriquer du matériel pédagogique, ce qu'elles font de manière active, apprenant aussi aux enfants à le faire. Mais elles expliquent qu'il est difficile de construire des choses suffisamment solides pour résister à un usage intensif par les enfants tout au long de la journée, et qu'il ne revient pas moins cher d'acheter les matériaux de base que les produits finis. Les enseignantes sont responsables du matériel pédagogique et doivent veiller à ce que les enfants ne l'abîment pas. Mais malgré l'attention portée au matériel, il finit par se dégrader. Ainsi, madame H., mère d'une élève de grande section observe que « *par exemple, toutes les classes ont du matériel pour la musique, mais tous les ans, une partie du matériel se détériore naturellement.* » Il faut donc remplacer le matériel régulièrement, ce qui est difficile dans la configuration budgétaire actuelle.

Pour l'achat du matériel pédagogique, l'école passe commande au Service de l'éducation du district, et l'argent est versé par la commune. La commune ne dispose pas de ressources suffisantes pour accroître les dotations à l'école maternelle, et si certains parents seraient prêts à payer davantage, ce n'est pas le cas des familles les plus pauvres, dont les enfants souvent n'ont aucun jouet à la maison. Les parents les plus éduqués estiment que les jeux d'extérieur sont en nombre insuffisant pour permettre l'épanouissement des enfants, mais comme les autres parents, ils constatent que l'école et la commune n'ont pas les moyens d'améliorer la dotation de l'école en équipements scolaires.

En primaire, un enseignant explique : « *D'une manière générale, il y a peu de matériel pédagogique, et la plus grande partie est de faible qualité.* » Si l'ensemble des enseignants semble s'accorder sur ce point, il est surtout mis en avant par les plus jeunes. Comme l'explique une enseignante qui a beaucoup d'ancienneté, « *D'une manière générale, par comparaison, l'enseignement aujourd'hui bénéficie de meilleures conditions qu'autrefois, quand j'ai commencé à enseigner. Maintenant, globalement, les manuels scolaires, les manuels d'instructions, les posters et tout ce qui sert pour l'enseignement est beaucoup mieux qu'autrefois.* »

Selon le directeur, l'école manque constamment de matériel pédagogique, parce qu'il n'arrive généralement qu'en fin d'année, qu'il soit fourni par le Département provincial ou par le Service de l'éducation du District. Par exemple, au moment de l'enquête, en mars, soit six mois après la rentrée scolaire, les livres pour la classe 5 n'étaient pas encore arrivés. En plus des problèmes de quantité insuffisante de matériels et d'équipements scolaires, il y a aussi des problèmes de qualité. L'école essaye d'encourager les enseignants à fabriquer du matériel pédagogique, mais cela ne permet pas d'améliorer la situation, parce que les enseignants ont peu de temps à consacrer à ce type d'activités.

La situation au collège est comparable. Il n'y a pas assez de matériel pédagogique dans la plupart des matières, même s'il y en a trop dans certaines matières. La qualité pose également problème, en particulier parce que le collège ne dispose pas de conditions de stockage adéquate. Un certain nombre de parents estiment que par comparaison avec les écoles du bourg, le collège manque d'équipements, en particulier pour l'informatique et l'enseignement de l'anglais. C'est donc principalement à l'extérieur de l'école, à la maison quand il y a un ordinateur, ou surtout dans les cafés Internet, que les enfants se familiarisent avec l'informatique.

Le matériel pédagogique est donc insuffisant à la fois en termes quantitatifs et qualitatifs dans les trois écoles enquêtées. Pour mettre en œuvre avec succès la réforme des méthodes pédagogiques et des programmes scolaires, les écoles auraient besoin d'être aidées pour réaliser les investissements nécessaires. Comme l'explique une enseignante de primaire, exprimant une opinion largement partagée par les autres enseignants, « *Quand le programme scolaire change totalement, il manque beaucoup de matériel pédagogique. Par exemple, un jeu de matériel pour cinq classes ne peut pas suffire pour enseigner.* »

La taille des classes

Les classes de la maternelle comptent en moyenne une trentaine d'élèves, ce qui est dans la norme nationale. La décision 27/2000/QĐ-BGD&ĐT du ministère de l'éducation et de la formation en date du 20 juillet 2000 sur les statuts de l'enseignement pré-primaire précise que le nombre maximal d'élèves doit être de 30 en classe de 4 ans, et de 35 en classe de 5 ans. Mais les enseignantes considèrent qu'une enseignante par classe, c'est trop peu dans le cadre de la réforme des méthodes pédagogiques et au regard des conditions d'enseignement dans l'école, en particulier dans les satellites, où les enseignantes doivent laisser les enfants seuls lorsqu'elles accompagnent l'un d'entre eux aux toilettes.

En primaire, les classes comptent en moyenne 32 élèves, mais les effectifs par classe varient entre 25 et 34. Le ratio élèves/enseignant est de 30, ce qui est en deçà du chiffre prévu par la loi (35 élèves par classe, avec une tolérance de $\pm 10\%$). Les élèves sont répartis dans les différentes classes du niveau 1 en fonction de l'école maternelle qu'ils ont fréquentée, c'est-à-dire pour l'essentiel en fonction du lieu de résidence des enfants. Par exemple, la classe 1A accueille les élèves qui viennent du satellite de Vinh Phú. Les classes 1B, 2B, 3B et 4B font la journée entière. Les classes E accueillent tous ceux qui ne viennent pas d'une maternelle de la commune. Les classes sont réorganisées en fin de première année de primaire, pour qu'il y ait une homogénéité de niveau entre les différentes classes.

En collège, le nombre d'élèves par classe est en moyenne de 40 (les textes prévoient un maximum de 45 élèves par classe). En classe 6, les élèves sont répartis dans les classes en fonction de leurs résultats scolaires en classe 5. Les classes sont réorganisées en classe 7 en fonction du comportement des élèves et de leurs résultats scolaires.

La taille des classes dans les écoles enquêtées est donc conforme à la réglementation, et ne représente pas un problème, selon les enseignants de primaire et de collège.

Les enseignants

Niveau de formation et formation continue

A l'école maternelle de Suối Tân, cinq des sept enseignantes ont le niveau requis. Les deux enseignantes les plus anciennes de l'école

ont dû suivre les cours d'enseignement à distance pour pouvoir obtenir le niveau école normale secondaire, faute de quoi elles risquaient de ne pas voir leur contrat renouvelé.

Dans l'école primaire de Suối Tân, l'ensemble des enseignants a le niveau requis : 18 ont reçu une formation en école normale, et 8 en école normale supérieure, et tous sont titulaires de leur poste. En dehors des réunions des groupes pédagogiques, les enseignants de primaire suivent des cours de perfectionnement au moins une fois par an, l'été. Bien qu'ils expliquent que leur travail leur prend beaucoup de temps, ils estiment qu'ils ne reçoivent pas suffisamment de formation : *« En ce qui concerne le changement de manuels scolaires, chaque année, les niveaux qui changent de manuel, par exemple en classe 1, les enseignants de classe 1, la direction, et quelques enseignants remplaçants [sont formés], et en classe 2 c'est pareil... et les autres enseignants ne participent pas à ces journées de formation, ils doivent se contenter d'aller en formation un jour, deux jours, regarder sur vidéo quelques séances de cours, et c'est tout. »*

Comme en primaire, tous les enseignants du collège ont le niveau requis. Mais entre les cours et leur préparation, les enseignants estiment globalement qu'ils n'ont pas assez de temps pour se perfectionner. Par exemple, un cours d'informatique avait été organisé par l'école, mais il a dû être arrêté faute de participants réguliers. Les enseignants expliquent que ceux d'entre eux qui sont encore célibataires peuvent trouver le temps, mais que c'est impossible pour ceux qui ont une famille, surtout quand ils ont des enfants en bas-âge. Pour les enseignants de collège, des cours de formation complémentaire sont organisés l'été, en sessions de trois ou quatre jours, en fonction de la matière enseignée. De temps en temps, des sessions de formation sont aussi organisées pour les enseignants au Département provincial de l'éducation, par exemple, pour l'anglais, avec des enseignants australiens ou anglais.

S'il n'y a pas globalement un nombre d'enseignants suffisant au collège, il y en a trop dans certaines matières, comme en histoire et pas assez dans d'autres, comme en physique... C'est pourquoi certains doivent enseigner des matières pour lesquelles ils n'ont pas été formés, comme la musique ou le sport. Cela a un impact sur la qualité de leur enseignement, même s'ils participent chaque année à des sessions de formation organisées par le Département provincial de l'éducation ou par le Service de l'éducation du district. Du fait du niveau de formation requis de la part des enseignants du secondaire, et du mode de recrutement, la plupart des enseignants du collège

viennent d'autres districts. En dehors de quelques enseignants auxquels la commune a attribué des terrains pour qu'ils puissent faire construire leur maison, la plupart doivent trouver eux-mêmes un logement, ce qui n'est pas facile sur la commune. D'autres expliquent qu'ils ne résideraient pas sur la commune même s'ils en avaient la possibilité, parce que leur famille veut rester à Nha Trang. Il y a donc une rotation assez importante des effectifs enseignants dans le collège.

Rémunérations et tâches des enseignants

Les enseignants du secondaire estiment que les salaires sont insuffisants, tandis que la direction est d'un avis contraire. Un enseignant au collège avec une dizaine d'années d'ancienneté gagne 1,2 million d'ongs en salaire de base. Il peut compléter son salaire avec les cours de soutien et/ou les cours de généralisation, et reçoit une allocation pour les repas de midi. Certains enseignants parcourent jusqu'à vingt kilomètres aller-retour pour donner leurs cours, et les dépenses d'essence peuvent représenter plus de 40% du salaire de base. C'est pourquoi ils quittent l'école dès qu'ils ont la possibilité de se rapprocher de leur lieu de résidence. Cela ne contribue ni à stabiliser le corps enseignant de l'école, ni à garantir la qualité de l'enseignement dans l'école. Les enseignants du primaire expliquent quant à eux que leur salaire est correct, et plus stable que le salaire d'un ouvrier, mais ne suffit pas, et il leur faut emprunter pour faire face aux dépenses qui sortent de l'ordinaire, comme l'achat d'une moto par exemple. Le plafond de l'emprunt dépend du salaire, et le remboursement se fait par retenue à la source. Alors que les enseignantes de maternelle sont celles qui ont les salaires les plus faibles, elles semblent globalement satisfaites et expliquent que c'était difficile autrefois, mais que les augmentations de salaire leur rendent la vie plus facile.

Comme l'expliquent les enseignantes de maternelle, elles doivent consacrer beaucoup de temps aux réunions des groupes pédagogiques et de l'ensemble des enseignantes de l'école, et aux activités extracurriculaires. Il y a eu depuis le début de l'année un séminaire sur le calcul, sur l'enseignement pour les enfants handicapés, sur l'éducation physique, et sur la sécurité routière. L'école participe également à des activités comme la journée contre la drogue. Comme le dit une enseignante : « *Le programme est trop chargé, il y a trop de programmes, comme le programme sur la*

nutrition, le programme sur l'hygiène dentaire, le programme sur la sécurité routière, le programme sur l'éducation familiale, c'est trop, et il y a en plus les programmes d'activités en plein air, alors c'est lourd. » Il leur reste donc peu de temps pour préparer les leçons.

Les enseignants du primaire et le directeur de l'école se plaignent également de la charge de travail. La préparation des cours est lourde, parce que le programme est chargé. Chaque enseignant doit préparer les cours dans toutes les matières sauf la musique et l'art plastique, qui sont assurés par des enseignants spécialisés. Les enseignants comptent en moyenne une heure de préparation pour une heure de cours (vingt minutes de réflexion et quarante minutes de rédaction), soit chaque jour, cinq heures de préparation pour le lendemain. Les plans de cours des enseignants sont vérifiés toutes les semaines par le responsable du groupe pédagogique, lui-même supervisé par la directrice adjointe. Les plans de cours doivent être préparés une semaine à l'avance, et sont ensuite soumises au directeur. Comme l'explique un enseignant, « *En ce qui concerne les plans de cours, c'est extrêmement lourd, et si je consacre mon temps à préparer les plans de cours, je n'ai plus le temps d'étudier ou de lire. On attend des enseignants qu'ils améliorent leur niveau professionnel, mais si je n'ai pas les connaissances, comment pourrais-je rénover mes méthodes d'enseignement ?* »

Comme les élèves ont du mal à suivre, il faut organiser des cours de soutien pendant les jours de repos des enseignants, le samedi et le dimanche. Il faut aussi rattraper les cours qui n'ont pas eu lieu, par exemple le 8 mars.

Les enseignants participent également aux réunions de leurs groupes pédagogiques une fois par semaine, à celles de l'ensemble des enseignants de l'école une fois par semestre, et aux réunions du Service de l'éducation du district une fois par an.

Les enseignants du collège comptent entre deux et trois heures de préparation pour un cours, que ce soit à la main ou sur l'ordinateur. Ils expliquent qu'ils doivent lire et se documenter pour pouvoir préparer les cours. Les enseignants expliquent que d'une année sur l'autre, ils modifient et complètent leurs cours en fonction du programme et des classes enseignées.

Lorsqu'ils ont des problèmes, les enseignants des trois écoles commencent par discuter entre eux au sein de leurs groupes pédagogiques respectifs. S'ils ne parviennent pas à résoudre leurs problèmes, ils peuvent en discuter lors des réunions organisées par le

Service de l'éducation du district, qui peut le cas échéant transmettre les questions au Département provincial de l'éducation. Dans certaines limites, les enseignants sont autorisés à alléger le programme, mais les instructions concernant les préparations sont très précises et les enseignants ont peu de marge de manœuvre, quel que soit le niveau. Ils n'ont pas le droit, par exemple, d'inverser les enseignements théoriques et pratiques par rapport aux instructions ministérielles.

L'accès aux documents pour la préparation des cours

L'école maternelle dispose d'un jeu de documents par niveau sur le renouveau des méthodes pédagogiques. Les enseignantes expliquent qu'elles n'ont pas d'accès facile aux informations et à la documentation de référence : l'école n'a pas la télévision, et pas d'accès à Internet, et les enseignantes ne peuvent donc pas regarder les programmes de VTV2 ou faire des recherches de documents sur internet. Mais elles disent aussi qu'elles ont peu de temps à consacrer à la lecture.

Les enseignants du primaire expliquent que, comme leurs collègues de maternelle, ils n'ont pas un accès facile aux documents de référence pour la préparation de leurs cours. La bibliothèque « *n'a rien. Cela ne suffit pas. Il y a seulement trois manuels pour les élèves, et en dehors de cela, très peu de documents de référence. Et il y a des livres dans lesquels, quand on les lit, on voit qu'il n'y a rien.* ». Les enseignants se contentent donc pour l'essentiel d'utiliser le manuel de l'enseignant pour préparer leurs leçons, n'ayant ni le temps ni les moyens de se procurer les livres qui leur permettraient de compléter leurs connaissances. Certains se plaignent également du manque de matériel informatique.

Pour préparer leurs cours, les enseignants du collège utilisent principalement les manuels scolaires, les manuels pour enseignants - qui leur donnent le minimum à atteindre pour chaque leçon en termes de connaissances et de mise en pratique, et d'autres documents comme les guides d'exercices ou les livres d'exercices de renforcement. Ils peuvent emprunter des documents à la bibliothèque, mais selon eux, si la bibliothèque compte beaucoup d'ouvrages, elle ne contient pas toujours ce dont ils ont besoin, en particulier des ouvrages pour renforcer les capacités des très bons élèves. Ils achètent rarement, parce que les livres sont chers, mais font des échanges entre eux.

La mise en œuvre de la réforme des méthodes pédagogiques et des programmes scolaires

Selon les enseignantes de maternelle, les nouvelles méthodes sont très intéressantes et plaisent beaucoup aux enfants, mais le contenu des programmes scolaires pose problème. « *Le programme d'arts plastiques pour les petites classes n'est pas adapté aux capacités des enfants, par exemple, en début d'année, les enfants n'ont pas encore vu les quantités, mais c'est quand même là. Voilà le cahier d'arts plastiques. Nous devons nous occuper exclusivement d'approfondir les capacités de création artistique, mais cette année, nous appliquons principalement les mathématiques, dans un contexte d'arts plastiques, pour être précis, et ce n'est pas adapté à l'esprit des arts plastiques.* » « *Il y a des notions que les enfants n'ont pas encore apprises, mais que l'on trouve dans certaines matières, tandis que d'autres commencent déjà à les utiliser.* » Les instructions prévoient que les enseignants peuvent adapter le contenu, par exemple les sujets des dessins, au contexte de la classe, mais en fait, ce n'est pas possible parce qu'il faut obligatoirement enseigner tout ce que contient le livre de l'élève et que les enseignantes n'ont pas assez de temps, et pas toujours le matériel correspondant au programme, par exemple les modèles de dessin.

En primaire, on apprend que 21 enseignants appliquent les nouvelles méthodes pédagogiques, et que tous ont reçu des cours de perfectionnement avant de les mettre en œuvre. Les enseignants s'accordent sur le fait que les nouvelles méthodes : « *sont très positives pour les élèves, mais que les enseignants sont épuisés.* » « *Les enfants de classe 3 sont déjà grands, alors c'est peut-être plus facile, mais en classe 1, c'est difficile, en classe 2, c'est difficile. Le plus difficile, c'est de faire faire leurs devoirs aux élèves. Il n'y a aucune classe où les élèves préparent d'eux-mêmes leurs leçons à la maison.* » « *Avec les nouvelles méthodes, les élèves doivent maintenant tout faire par eux-mêmes et donc dès le premier jour, je dois leur expliquer comment faire. Une fois qu'ils le font, c'est plus facile pour moi.* » Si selon le directeur de l'école, il n'y a pas de problèmes avec les élèves qui sont allés en maternelle, les enseignants trouvent que même ces élèves posent problème quand ils arrivent en primaire.

Les nouvelles méthodes accordent une plus grande place aux activités permettant de développer la créativité et la motricité. Mais selon les enseignants, le programme est très chargé et ils ne peuvent plus prendre le temps de s'occuper des enfants de manière plus

individualisée, de se préoccuper de leur environnement familial. De plus, le manque de matériel pédagogique, le niveau des élèves, le contenu et la répartition des contenus pédagogiques rendent difficile la mise en œuvre de la réforme des méthodes pédagogiques et des programmes scolaire.

Les différences de niveau entre les élèves ne facilitent pas la tâche des enseignants, parce que, comme ils l'expliquent, les élèves les plus brillants s'ennuient lorsque les enseignants s'occupent des plus faibles, et peuvent avoir tendance à être remuants et à bavarder. Les contenus de certaines leçons sont plus lourds que d'autres, et si on respecte à la lettre le rythme de progression du programme scolaire, certains élèves ne peuvent pas suivre. Par conséquent, pour parvenir à enseigner le contenu prévu pour une séance de quarante minutes, élèves et enseignants doivent faire de gros efforts. Une journée de cours compte cinq séances, et ensuite, il faut libérer la salle et les élèves. Comme l'expliquent les enseignants, si on veut que les élèves moins bons arrivent à suivre, il faut souvent passer plus de temps sur les leçons en classe, d'autant que d'après les enseignants, peu d'élèves font leurs devoirs ou apprennent leurs leçons à la maison. Les enseignants doivent donc essayer, dans la mesure du possible, de les faire travailler pendant qu'ils sont à l'école. Les programmes sont conçus pour la journée entière, et ceux qui ne font que la demi-journée ont des difficultés.

Les enseignants du collège expliquent qu'ils font leur possible pour mettre en application les nouvelles méthodes pédagogiques, mais qu'ils se heurtent à un certain nombre de difficultés, liées en particulier à l'aménagement et à l'équipement des salles de classe : « *La disposition en rangs de cette manière n'est pas efficace, elle n'est pas scientifique.* » Les enseignants observent que les élèves participent plus que par le passé, qu'ils sont très actifs, surtout dans les petites classes, parce que le niveau de connaissances est plus faible, et que les élèves sont plus spontanés. Mais le problème est qu'ils ne travaillent pas quand ils rentrent chez eux, alors ils oublient. À partir de la classe 8, il est beaucoup plus difficile de les faire participer. Les élèves de classe 8 interrogés ont d'ailleurs tous déclaré qu'ils ne s'adressaient pas à leurs enseignants quand ils avaient des difficultés, sans avoir pu, ou voulu, expliquer pourquoi. La plupart s'adressent à leurs camarades de classe lorsqu'ils ont des difficultés à comprendre.

Selon les enseignants du collège, la participation n'est pas un gage de qualité : « *les élèves ici n'ont pas un niveau de conscience très*

élevé. Pour réaliser des activités de groupe, il faut que l'ensemble du groupe travaille, mais beaucoup d'élèves ne se donnent pas la peine de travailler. Seuls un ou deux sont assez bons. » Ils notent que les élèves parviennent à s'exprimer sur les questions qui figurent dans leur manuel, mais que si on leur pose des questions de synthèse sur les connaissances acquises, ils ne savent pas répondre. Les enseignants ont donc tendance à utiliser à la fois les nouvelles et les anciennes méthodes, pour s'assurer que les élèves acquièrent les connaissances minimales qu'ils sont sensés avoir. Les nouvelles méthodes pédagogiques supposent que les élèves apprennent et découvrent par eux-mêmes, mais comme la plupart des élèves ne font pas cet effort, avec les nouvelles méthodes, le niveau baisse. Ceux qui sont bons sont très à l'aise avec les nouvelles méthodes, mais ceux qui sont faibles voient leurs lacunes s'accumuler. Il y a également des problèmes avec le contenu de certains cours, en particulier en littérature, qui ne sont pas, selon les enseignants, adaptés au niveau de maturité et de connaissances des élèves, dans les petites classes.

D'une manière générale, la réforme des méthodes pédagogiques et des programmes scolaires a permis une amélioration de la qualité de l'enseignement, mais sa mise en œuvre est encore limitée par les conditions qui prévalent dans les établissements, tant du point de vue matériel (équipements, matériels), que du point de vue des capacités des enseignants ou du niveau des élèves...

L'évaluation des enseignants

Les enseignants sont classés au niveau de l'école sur la base de leur évaluation au cours de l'année. Par ailleurs, selon la réglementation du secteur éducatif, tous les enseignants de la commune sont inspectés en moyenne deux fois par an.

En maternelle, les enseignantes sont satisfaites du mode d'évaluation. À l'exception de l'enseignante la plus récemment arrivée dans l'école, les autres enseignantes ont un niveau bien ou très bien. Deux enseignantes de l'école ont participé à l'évaluation au niveau du district, et l'une d'entre elle a obtenu le titre de très bonne enseignante du district.

À Suối Tân, les enseignants du primaire sont inspectés par le Service de l'éducation du district deux fois par an en moyenne. L'évaluation porte sur la présence, le respect du programme en termes de calendrier et de contenu, les méthodes pédagogiques, les résultats

des élèves en termes d'apprentissage, les activités liées à l'enseignement, comme le travail de professeurs principal, et la formation continue. L'évaluation des enseignants est donc en partie dépendante du niveau des élèves - pourcentage d'élèves dont la moyenne est assez bien ou très bien - ce qui ne satisfait pas les enseignants dont certains s'estiment défavorisés à cause de leurs élèves.

En termes d'enseignement, l'évaluation en primaire porte sur trois cours : mathématiques, vietnamien, et un cours au choix dans une des autres matières. A l'école primaire de Suối Tân, onze enseignants de l'école sont classés très bons, et les autres assez bons¹. L'école en 2005/06 avait un enseignant classé très bon au niveau du district, et deux au niveau provincial.⁹

Les enseignants du collège sont inspectés par le Service de l'éducation du district deux ou trois fois par an. En outre, comme l'explique une enseignante, « *Les cours, ce sont le chef et les membres du groupe pédagogique qui y assistent, et à travers ce cours, ils estiment si la personne a bien transmis le contenu du manuel scolaire ou non. Deuxièmement, [ils évaluent] si la méthode utilisée est appropriée à la matière enseignée ou non. Par exemple, si untel répond aux exigences, il est classé très bon, mais tel autre qui n'y répond que jusqu'à un certain point sera classé assez bon ou moyen. [...] En moyenne, chacun a deux ou trois cours [observés] chaque semestre [...]. Beaucoup sont observés de manière plus continue, principalement les enseignants qui viennent d'arriver dans l'école, ils sont inspectés de manière continue.* » En 2005/06, 12 enseignants sur les 33 que comptait le collège, étaient classés très bons, et les autres assez bons. L'école compte un enseignant classé très bon au niveau de la province, et six au niveau du district.

Dans les trois écoles, ce sont les jeunes enseignants qui ont les moins bonnes évaluations, parce qu'ils manquent d'expérience professionnelle. Le directeur du collège en particulier, explique dans son rapport

⁹ Les enseignants sont évalués et classés par l'école, inspectés par le Service de l'éducation du district, et peuvent s'ils sont classés très bons par l'école, concourir pour titre de très bons enseignants du district, qui est organisé tous les deux ans. Les très bons enseignants au niveau provincial sont sélectionnés lors de concours organisés tous les trois ans par le Département provincial de l'éducation. Le ministère choisit tous les cinq ans les très bons enseignants au niveau national, sur proposition des Départements provinciaux de l'éducation.

de fin d'année que le niveau des enseignants n'est pas homogène à cause du nombre de jeunes enseignants qui viennent d'arriver dans l'école. C'est dans le collège en effet que la proportion d'enseignants ayant peu d'ancienneté est la plus élevée, puisque près du tiers des enseignants de l'établissement ont une ancienneté de moins de cinq ans, dont deux qui viennent d'arriver dans l'école et ne sont pas encore titulaires.¹⁰ Cependant, comme l'explique le directeur de l'école, beaucoup d'enseignants bénéficient de formations et s'en vont ensuite travailler ailleurs. Cela pose des problèmes pour la stabilisation et l'amélioration de la qualité des enseignants de l'école. La plupart des enseignants qui viennent d'autres districts sont susceptibles de partir s'ils en ont la possibilité, et les représentants de la communauté déplorent de ne pas être autorisés à procéder localement au recrutement, ce qui permettrait de stabiliser le corps enseignant du collège.

On observe que les enseignants de la commune répondent aux exigences du secteur éducatif en termes de niveau de qualification et qu'ils peuvent donc être considérés comme étant de qualité selon ce critère. Cependant, cette évaluation repose sur des éléments quantitatifs, et sur l'opinion de certains acteurs de l'éducation. Pour pouvoir évaluer la qualité de l'enseignement de manière plus approfondie, il faudrait utiliser d'autres méthodes telles que l'observation des cours... À travers les entretiens avec les enseignants et les élèves, on constate cependant que les enseignants aiment leur métier, qu'ils ont une forte conscience professionnelle, en particulier dans le primaire, et qu'ils s'intéressent aux élèves. Les élèves interrogés ont expliqué que c'est l'une des raisons pour lesquelles ils aiment aller à l'école.

L'évaluation des élèves

En maternelle, les résultats des enfants sont évalués selon cinq critères de développement dont les objectifs sont définis en début d'année : la constitution physique, les connaissances, le langage, les arts plastiques, et l'attitude sociale. Selon le rapport de l'école pour l'année 2005/06, la qualité de l'éducation de l'école est très satisfaisante : 95% des élèves reconnaissent, transcrivent, et prononcent correctement les 29 consonnes et 90% des enfants connaissent

¹⁰ Les jeunes enseignants en primaire et collège sont contractuels jusqu'à leur titularisation.

1. Comité populaire de la commune de Van Long



© Lange M.-F., IRD

2. Village de Long Hoa, Commune de Van Long



© Lange M.-F., IRD

3. Pêche côtière, Commune de Van Long



© Lange M.-F., IRD

4. École maternelle fondée par le peuple de Van Long



© Lange M.-F., IRD

5. Satellite de l'école maternelle de Van Long



© Lange M.-F., IRD

6. École primaire
de Van Long



© Lange M.-F., IRD

7. Satellite de l'école primaire
de Van Long



© Lange M.-F., IRD

8. Collège Trần Quốc Tuấn,
Van Long



© Lange M.-F., IRD

9. Centre de formation communautaire
de la commune de Van Long



© Lange M.-F., IRD

10. Puits d'une école primaire
satellite de Van Long



© Lange M.-F., IRD

11. Bombonnes d'eau achetées par l'école
maternelle principale de Van Long



© Lange M.-F., IRD

12. Sanitaires d'une école primaire satellite de Van Long



© Lange M.-F., IRD

13. Élèves de l'école primaire rentrant chez eux en vélo, Van Long



© Lange M.-F., IRD

14. Coin éducatif de l'école maternelle principale Van Long



© Lange M.-F., IRD

15. Salle de classe utilisée comme logement par trois jeunes enseignants du primaire, Van Long



© Lange M.-F., IRD

16. Gardienne de vache passant devant les écoles de Suối Tân



© Henaff N., IRD

17. Rizières au pied de la montagne,
Commune de Suối Tân



© Henaff N., IRD

18. Village de Cậy Xoài,
Commune de Suối Tân



© Henaff N., IRD

19. École maternelle fondée
par le peuple de Suối Tân



© Henaff N., IRD

20. Nouvelles salles de l'école
maternelle principale de Suối Tân



© Henaff N., IRD

21. Jeux d'extérieur
Ecole maternelle



© Henaff N., IRD

22. Classe dans une nouvelle salle
de l'école maternelle de Suối Tân



© Henaff N., IRD

23. Coin éducatif,
Ecole maternelle



© Henaff N., IRD

24. Satellite de Cây Xoài
École maternelle de Suối Tân



© Henaff N., IRD

25. École primaire de
Suối Tân



© Henaff N., IRD

26. Satellite de Cây Xoài
École primaire de Suối Tân



© Henaff N., IRD

27. Récréation dans la cour de l'école
primaire et du collège, Suối Tân



© Henaff N., IRD

28. Collège Phan Đình Phùng
Suối Tân



© Henaff N., IRD

29. Salle de classe du collège
Phan Đình Phùng, Suối Tân



© Henaff N., IRD

30. Point d'accès à de l'eau non potable, collège Phan Đình Phùng



© Henaff N., IRD

31. Petit commerce pour les élèves devant les écoles de Suối Tân



© Henaff N., IRD

32. Pêche et tourisme, deux activités économiques importantes pour la ville de Nha Trang



© Henaff N., IRD

33. Quartier de Xuong Huân, Nha Trang



© Henaff M., IRD

34. Cours de sport le matin sur la plage, Nha Trang



© Henaff N., IRD

35. L'école maternelle
Huong Sen, Nha Trang



© Martin J.-Y., IRD

36. Activités d'extérieur à l'école
maternelle Huong Sen, Nha Trang



© AeA Nha Trang

37. Le jardin des légendes, École
maternelle Huong Sen, Nha Trang



© AeA Nha Trang

38. Jeux d'extérieur, École maternelle
Huong Sen, Nha Trang



© AeA Nha Trang

39. L'école Hermann Gmeiner,
Nha Trang



© Martin J.-Y., IRD

40. Bâtiments de l'école
Hermann Gmeiner, Nha Trang



© AeA Nha Trang

41. Cours d'arts martiaux,
École Hermann Gmeiner, Nha Trang



© Martin J.-Y., IRD

42. Cours à l'école
Hermann Gmeiner, Nha Trang



© AeA Nha Trang

43. L'entrée du collège/lycée
Nguyễn Văn Trỗi, Nha trang



© Martin J.-Y., IRD

44. Collège/lycée Nguyễn Văn Trỗi,
les bâtiments et la cour, Nha Trang



© AeA Nha Trang

45. Collège/lycée Nguyễn Văn Trỗi, Salle de classe, Nha Trang



© AeA Nha Trang

par cœur et comprennent le contenu des poèmes, chansons et contes qui leur ont été enseignés. Le nombre d'enfants classés moyens et bons est de 97%, les très bons élèves représentant 19,6% du total. Selon ce rapport, les résultats en termes de développement des capacités intellectuelles et esthétiques sont aussi assez bons et l'état nutritionnel et le développement physique des enfants sont meilleurs que l'année précédente. Enfin, les enseignantes constatent que les enfants aiment aller à l'école, et il n'y a pas vraiment de problèmes d'assiduité, même si certains enfants sont turbulents.

Jusqu'à présent, les objectifs en termes de passage en classe supérieure étaient fixés par l'école sur la base des objectifs fixés pour le cycle par le Service de l'éducation du district, en accord avec ce Service. Les résultats en primaire étaient basés sur la moyenne des notes pendant l'année, ce qui avait permis de diviser par deux le taux de doublement depuis 2000. Une décision récente prévoit que les indicateurs remontent désormais de l'école au Service de l'éducation du district pour tenir davantage compte des conditions qui prévalent dans les écoles. Le passage en classe supérieure est désormais conditionné à la réussite à l'examen de fin d'année, qui comporte quatre épreuves et est surveillé par les enseignants d'autres niveaux. Un enseignant explique que « *Pour qu'un élève double, il faut qu'il réponde à des critères transparents, il ne suffit pas que l'enseignant le veuille pour qu'il double. Par exemple, dans notre enseignement, nous avons quatre épreuves. Si un élève ne passe pas les quatre, il doit repasser l'épreuve ou doubler, mais ce n'est pas l'enseignant principal qui décide. Pour chacune de ces épreuves, ce sont des gens totalement différents qui font l'évaluation, et non pas l'enseignant principal.* » Les enseignants estiment que cette méthode ne tient pas compte des efforts réalisés et des résultats obtenus pendant l'année scolaire.

Globalement le niveau des élèves de l'école primaire est évalué faible par les enseignants, en particulier par comparaison avec les élèves du milieu urbain. Les enseignants attribuent ce problème de niveau à l'environnement économique des enfants. « *La difficulté, c'est que les élèves de ma classe sont faibles parce qu'ici, ils sont trop pauvres. Par exemple, si je leur fais un cours et qu'ils n'ont pas le matériel scolaire, leurs résultats sont faibles et quand ils rentrent à la maison, leurs parents les attrapent pour leur donner autre chose à faire, et leur travail de préparation des leçons est donc très limité. [...] Les élèves de cette région sont très pauvres et manquent de matériel scolaire.* » Un autre enseignant explique que le nombre d'élèves dont les familles ont des difficultés économiques « *est de l'ordre de 25 à 30% par classe.*

Les conditions d'apprentissage des enfants sont difficiles parce que les parents ont des difficultés économiques, et les parents, à cause de ces difficultés économiques n'ont pas le temps de s'occuper de leurs enfants. » Comme l'explique un enseignant, « *si on veut qu'un élève soit brillant, il faut qu'il en ait la volonté et ses parents aussi. Si les parents de l'élève s'intéressent à lui et l'aident, il progresse.* » Malgré cette évaluation générale des enseignants sur le niveau des élèves, en 2005/06, les élèves assez bons ou très bons représentent plus de 80% des effectifs en mathématiques et 90,5% en vietnamien.

Les enfants des minorités apparaissent comme ceux qui posent le plus de problèmes, selon les enseignants et le directeur de l'école primaire. Outre le fait qu'ils sont proportionnellement moins nombreux à être allés en maternelle, ils vivent dans des conditions de pauvreté parfois extrême, et la population adulte de ces groupes a un niveau d'éducation faible. Certains parents d'élèves semblent avoir une perception différente cependant. Ils expliquent que les minorités vivant sur la commune se sont "Kinhisées", et accordent le même intérêt à l'éducation que les Kinh. Ces parents d'élèves ne semblent pas penser que la présence d'enfants des minorités dans les classes constitue un handicap pour leurs enfants, et expliquent que grâce aux aides dont ils bénéficient, certains enfants des minorités sont très bons à l'école. Les progrès réalisés dans la scolarisation de ces groupes réduisent cependant progressivement l'écart, mais selon le directeur de l'école, la plupart des doublants sont des élèves des minorités.

En collège, les élèves sont évalués à la fois par les contrôles semestriels et par le contrôle continu, oral ou écrit, et les mentions dépendent du nombre de points obtenus. Ces dernières années, la politique de réduction des taux de redoublement a entraîné le passage en classe supérieure d'élèves qui n'avaient pas le niveau, alors comme l'explique une enseignante, « *Je n'étudie pas mais je passe quand même, alors pourquoi aurais-je besoin d'étudier ?* » Les enseignants estiment que non seulement ces élèves n'ont pas le niveau, mais que leur passage constitue une injustice aux yeux des élèves moyens. Depuis cette année, les écoles ont une plus grande latitude dans la décision de passage en classe supérieure, et le taux de doublement devrait augmenter de nouveau. Contrairement aux évaluations pessimistes des enseignants, le rapport de fin d'année de l'établissement souligne que l'école en 2005/06 comprenait 144 élèves très bons (soit 20,5%), dont 5 classés très bons au niveau du district, et que 99,3% des élèves étaient obtenaient une mention bien ou plus en

comportement, et que « *la plupart des élèves sont motivés, passionnés par leurs études, aiment venir à l'école, sont polis et sages.* »

Comme en primaire, les niveaux des élèves dans les classes sont hétérogènes, mais très peu d'élèves sont vraiment bons. Selon les enseignants, sur 40 élèves dans une classe, 5 au maximum sont très bons, et les élèves faibles représentent au moins 10% des effectifs. Selon les enseignants, peu d'élèves empruntent des livres à la bibliothèque, et la plupart se contentent de lire leur manuel, parce qu'ils ont beaucoup d'autres distractions, et les parents n'ont pas un niveau intellectuel suffisant pour réagir. Pour les enseignants, l'environnement social dans lequel évoluent les élèves entraîne un développement précoce. Ils expliquent que les élèves de primaire craignent leurs enseignants, mais qu'arrivés en secondaire, ils se considèrent comme déjà grands, et comme la plupart du temps, leurs parents ne sont pas là ou sont trop fatigués pour s'occuper d'eux, certains sont très turbulents, bavardent pendant les cours, et ne sont pas toujours très respectueux des enseignants.

D'après les enseignants, certains parents leur disent : « *Frappez, frappez, vous pouvez frapper jusqu'au sang, jusqu'à les rendre boiteux ou manchots.* » Mais comme le disent les enseignants, « *Comment les enseignants pourraient-ils faire ça ? Et les parents frappent trop souvent les élèves, alors ils restent impassibles, impassibles devant les punitions corporelles.* » Les élèves quant à eux reconnaissent qu'ils ne sont pas toujours très attentifs en cours, et qu'ils ont tendance à bavarder s'ils ne sont pas assis dans les premiers rangs. Certains élèves disent qu'il a pu leur arriver d'être frappés sur les mains par leurs enseignants, même s'il est plus fréquent qu'ils se fassent réprimander.

Si le passage automatique a permis d'améliorer les chiffres de la rétention, il a abouti au phénomène des élèves "qui se trompent de classe", c'est-à-dire qui n'ont pas le niveau requis pour suivre les cours d'une classe donnée. La question est donc d'amener tous les élèves au niveau requis de manière à ce qu'ils puissent passer en classe supérieure.

La rétention dans le système scolaire : processus de déscolarisation et politiques de re-scolarisation

L'abandon scolaire est l'un des indicateurs reflétant les résultats de l'éducation. Avec les lois sur la généralisation de l'éducation en

primaire, et plus récemment en secondaire de base, et le renouvellement des engagements du Viêt-nam en faveur de l'éducation pour tous lors du forum de Dakar, les taux de scolarisation à tous les niveaux du système éducatif ont augmenté, par le jeu combiné des politiques d'accès à l'école, de rétention et de re-scolarisation. Un suivi serré de la population permet de surveiller la population d'âge scolaire dès le plus jeune âge, et d'accroître le nombre d'entrants en début de cycle.

La rétention a consisté à réduire de manière importante les taux de redoublement, à accroître les taux de passage en classe supérieur, en termes d'effectifs, et à tenter d'améliorer la qualité de l'éducation par l'introduction de nouvelles méthodes pédagogiques actives, centrées sur l'apprenant et des programmes scolaires correspondant, en remplacement des pédagogies frontales et de l'apprentissage par cœur. Les enfants qui ont abandonné l'école sont re-scolarisés dans les classes de généralisation.

Les causes de l'abandon scolaire

Les causes principales des abandons scolaires résident dans les difficultés économiques rencontrées par certaines familles, le faible niveau scolaire de certains élèves qui ne parviennent pas à suivre en classe et appartiennent dans la majorité des cas à des familles défavorisées, ou dans des cas plus rares, le manque d'intérêt pour les études de certains jeunes. Parmi ces raisons, la difficulté à réunir l'argent pour la scolarisation des enfants, le rappel constant de la nécessité de payer, et dans certains cas les méthodes employées par les écoles pour obliger les enfants à apporter l'argent, peuvent conduire à l'abandon scolaire.

En maternelle, les objectifs de scolarisation de l'école en 2005/06 étaient atteints à 102%, même si seuls 75% des enfants de 3 à 5 ans étaient scolarisés. Les informations sur les enfants en âge d'être scolarisés sont collectées par les enseignantes et le Comité de la population de la commune. L'école privée Sao Mai, créée par le directeur du collège Phan Đình Phùng et dirigée par sa femme, située à quelques centaines de mètres de là, transmet des rapports à l'école fondée par le peuple pour lui permettre d'organiser la mobilisation des familles en faveur la scolarisation en maternelle. Il n'y a pas, selon la directrice de l'école fondée par le peuple, de concurrence entre les deux écoles, qui ont de bonnes relations. Cependant, les frais de scolarisation sont élevés, et c'est l'une des raisons principales

pour lesquelles les parents n'envoient pas leurs enfants à l'école maternelle.

Si en primaire, il n'y a pratiquement plus de cas d'abandons, ceux-ci restent relativement nombreux au collège (voir Annexe 3) : il y a eu 16 abandons en 2005/06, et au mois de mars 2007, 8 élèves avaient déjà abandonné leurs études, dont deux en classe 6, deux en classe 7, trois en classe 8, et un en classe 9.

Dans deux cas, les difficultés familiales sont la cause de l'abandon. Dans un cas, il est précisé que l'élève n'aime pas étudier, tandis que pour les autres élèves, le registre de l'école note simplement que les parents ont donné leur autorisation. En fait, tous les abandons en cours de cycle interviennent dans les milieux défavorisés, et dans des familles comportant un nombre d'enfants qui peut être important. Par exemple, sur neuf élèves des classes de généralisation de primaire et de collège interrogés, trois seulement venaient de familles avec deux ou trois enfants, les autres venant de familles comportant entre quatre et huit enfants. Il ne semble pas que le genre ou la place dans la fratrie aient la moindre influence sur la décision d'arrêter les études. Si l'enfant a les capacités et l'envie d'étudier en effet, les parents font tout pour le maintenir à l'école, et il peut arriver que les parents obligent leur enfant à poursuivre ses études alors qu'il ne le souhaite pas nécessairement. Le parcours scolaire des enfants dans les familles défavorisées dépend de l'évolution la situation familiale, mais aussi de leurs capacités individuelles et de leur motivation pour les études. Si la famille est pauvre ou bascule dans la pauvreté à cause de l'arrivée d'un nouvel enfant, d'une catastrophe naturelle ou d'une épizootie, ou de la perte d'un emploi salarié, les parents peuvent ne pas ou ne plus être en mesure de faire face aux dépenses, en particulier si plusieurs enfants sont scolarisés en même temps et que la famille ne bénéficie d'aucune aide.

Les rappels des enseignants et finalement, les punitions infligées aux élèves en cas de retard de paiement trop important semblent précipiter certaines décisions d'abandon. De la même façon, la publication des résultats des élèves lors des réunions de parents d'élèves peut s'avérer suffisamment humiliante pour inciter les parents à retirer l'enfant de l'école, alors qu'ostensiblement, l'objectif poursuivi est d'inciter les parents à assurer un suivi plus étroit de l'assiduité et du travail scolaire de leurs enfants. Les parents dont le niveau d'éducation est faible sont rapidement dépassés par les études de leurs enfants, et incapables de les aider. Inversement, une famille peut voire sa situation s'améliorer lorsque le nombre de membres du

ménage qui ont un revenu augmente, en particulier lorsque les aînés des enfants commencent à travailler, ce qui leur permet de faire face aux dépenses de scolarisation des cadets. Les enfants d'une même famille peuvent donc avoir des parcours scolaires différents, certains faisant des études parfois longues, et d'autres s'arrêtant assez vite.

La responsabilité de l'abandon ne repose pas uniquement sur les parents. Si dans certains cas, les parents souhaitent que leurs enfants abandonnent l'école pour aller travailler, dans de nombreux cas, les parents, conscients que des études menées au moins jusqu'à la fin du collège offrent de meilleures perspectives en termes d'emploi et de revenu préfèrent que leur enfant poursuive ses études. Mais lorsque les difficultés sont importantes à la maison, la plupart des enfants souhaitent aider leur famille, et choisissent de travailler. Comme l'explique le responsable de la généralisation dans la commune, ce sont les enfants les plus motivés par les études, mais dont les conditions de vie familiales sont difficiles, qui se retrouvent généralement dans les cours de généralisation. Ces cours sont gratuits, les élèves reçoivent le matériel scolaire dont ils ont besoin, et les horaires et le rythme permettent de travailler à côté. Les plus petits, en primaire, gardent les vaches, et peuvent même en gagner au bout de quelques années, ou aident leur famille pour des tâches comme l'arrosage des plantes. Les plus grands travaillent à l'usine. Une des élèves de primaire a également travaillé à l'usine pendant sept mois. L'âge légal minimum pour être autorisé à avoir un emploi salarié est de 15 ans, mais selon les enseignants et les responsables communautaires, il arrive fréquemment que des enfants utilisent les papiers de leurs camarades plus âgés pour se faire embaucher. Ceux qui ne sont pas ouvriers dans la zone industrielle peuvent travailler avec leur famille, par exemple en tant que maçons. Selon les enseignants, les plus difficiles à motiver, et ceux qui posent le plus de problèmes s'ils viennent aux cours, contraints par leurs parents, sont les élèves qui n'aiment pas étudier : ces élèves sont généralement nettement plus âgés que les autres, et ne font aucun effort.

Le dispositif de rétention

Le dispositif mis en place fait partie intégrante de la politique de " Socialisation de l'éducation ", souvent résumée à tort comme une politique de financement de l'éducation par les parents. En effet, l'ensemble de la communauté a le devoir de se mobiliser pour inciter les parents à scolariser, ou re-scolariser, en cas d'abandon, leurs enfants dans la classe correspondant à leur tranche d'âge et à leur

niveau. Le maillage est très étroit, et de plus en plus rare sont les parents et les enfants qui peuvent y échapper. Il procède à la fois d'une pression sociale qui confine parfois au harcèlement, et de l'incitation. Les écoles ont un rôle essentiel à jouer dans ce processus, par le suivi de l'assiduité des élèves. Lorsqu'un élève est absent, les enseignants principaux doivent contacter les parents, ce qu'ils font de vive voix, en personne ou par téléphone, ou plus souvent par écrit, confiant le cas échéant les lettres à des camarades de classe qui habitent à proximité. Les enseignants expliquent en effet qu'il n'est pas toujours facile de rencontrer les parents, parce que certains rentrent tard le soir. Si les absences non justifiées se répètent, les parents sont convoqués à l'école. En cas d'abandon, la communauté se mobilise pour rendre visite aux parents et tenter de les convaincre.

Dans chaque commune, un responsable de la généralisation est chargé de veiller à ce que tous les enfants d'âge scolaire soient scolarisés. À Suối Tân, comme dans beaucoup de communes, le responsable de la généralisation est un enseignant du primaire détaché. Il tient à jour les registres dont il se sert pour faire un suivi individualisé de tous les enfants d'âge scolaire, dans chaque famille. En cas d'abandon, les familles reçoivent la visite d'un membre du Comité de représentation des parents d'élèves de l'école, d'un représentant de la communauté, et du chef de village. Si l'abandon se confirme, le responsable de la généralisation va voir les parents pour les convaincre d'inscrire leur enfant en classe de généralisation. Les organisations de masse se répartissent le travail par zone. Ainsi, à Suối Tân, l'Union des femmes est responsable de la mobilisation dans le village de Vinh Phú, l'Union des jeunes dans le village de Đông Cau, l'Association des paysans dans le village de Dầu Sơn, et l'Association des vétérans dans le village de Cây Xoài. L'ensemble est dirigé et coordonné par le Comité de direction de la généralisation, selon les directives de la province, du district, et de la commune, et selon les modalités de mise en œuvre définies par le Conseil populaire de la commune.¹¹

Le dispositif mis en place dans la commune s'est avéré extrêmement efficace, au moins en termes quantitatifs. En primaire, il n'y a pratiquement plus d'abandons : le taux net de scolarisation est aujourd'hui de près de 96%, et 99% des enfants qui terminent le

¹¹ Les Conseils populaires sont les organes législatifs au niveau des provinces, districts, et communes.

primaire entrent en classe 6. Au collège, le taux d'abandon est passé en six ans de 5,5 à 2,4%, et les effectifs des classes de généralisation sont tombés de 83 en 2001/02 à 9 en 2005/06. Les effectifs des cours de généralisation en primaire sont aujourd'hui tellement faibles qu'ils ne justifient plus l'ouverture d'une classe.

Les classes de généralisation dans la commune sont organisées de manière extrêmement flexible, en particulier en primaire. L'une des raisons principales d'abandon est la nécessité pour les enfants de travailler dans la journée. Les modalités d'organisation des cours de généralisation doivent donc s'adapter à un public très diversifié. En 2006/07, les quatre élèves des cours de généralisation de primaire, tous en classe 5, étudient pour trois d'entre eux le soir chez leurs enseignants. Ces derniers ont entre deux et quatre séances de cours par semaine, en fonction de l'élève. Une élève suit les cours de généralisation dans une classe normale de l'école primaire. Les élèves de généralisation en niveau collège étudient le soir, dans les salles du collège. Les cours ont lieu du lundi au vendredi, de 18h30 à 20h00, à raison de trois cours de 40 minutes par jour avec des interours de 5 minutes.

Si l'abandon peut être décidé rapidement en cas de d'incapacité de la famille à faire face aux frais d'études, il est généralement précédé par des absences de plus en plus fréquentes. C'est pourquoi le suivi de l'assiduité est considéré comme extrêmement important, et fait partie des critères sur lesquels sont évaluées les écoles. Le suivi est effectué à la fois dans les classes normales et dans les classes de généralisation, où la tentation de s'absenter est encore plus forte, la plupart des enfants travaillant huit heures par jour. Ils vont au cours en quittant le travail et sont généralement fatigués. En cas d'absence, les enseignants préviennent le professeur principal et le chef de village.

L'enseignement

L'enseignement dans les classes de généralisation est l'une des obligations de service des enseignants. Les enseignants sont proposés par la direction de l'établissement scolaire, et recrutés par le Service de l'éducation du district. Il peut arriver également, surtout en primaire, que les élèves demandent un enseignant spécifique. On évite en principe de confier les cours de généralisation à des enseignants qui ont des difficultés, liées par exemple à l'éloignement de leur domicile. En fait, le travail est réparti entre les enseignants,

puisqu'il leur faut assurer leurs cours, les cours de soutien, et les cours de généralisation, et pour les enseignants du primaire, les cours d'alphabétisation et d'éducation complémentaire pour les adultes, qui vont maintenant jusqu'en classe 5. La rémunération des enseignants est effectuée en une fois, théoriquement à la fin de l'année, en fonction des heures effectuées. À la rémunération de base s'ajoutent des frais de déplacement. En primaire, les enseignants sont rémunérés en fonction des objectifs atteints (30 000 dôngs par objectif, et environ 70 000 dôngs en cas de réussite à l'examen). En secondaire, la rémunération dépend de l'indice de l'enseignant, et pour une heure de cours varie entre 9 000 dôngs et 15 000 dôngs, en fonction de l'ancienneté de l'enseignant. Les enseignants de collège font entre une et deux heures de cours par semaine.

L'obligation d'enseigner en classe de généralisation pèse manifestement à certains enseignants tandis que d'autres sont sensibles aux difficultés que rencontrent leurs élèves. Les premiers ont une appréciation très négative sur le niveau, la motivation, et le niveau de leurs élèves, tandis que les seconds, prenant en considération les difficultés auxquels ces élèves doivent faire face, sont beaucoup plus positifs. Même s'ils considèrent que le niveau est globalement faible, ils expliquent que les élèves font des efforts pour étudier.

Le programme scolaire en généralisation est le même que dans les classes normales, mais allégé. En primaire, l'une des enseignantes interrogées considère que « *Le programme régulier et le programme de généralisation sont équivalents dans un rapport de 7 pour 10. [...] La différence, c'est la capacité des élèves à suivre. En cela, ils sont complètement différents.* » Une autre enseignante explique : « *Concrètement, j'enseigne aussi le programme de classe 5, mais ce que les élèves les plus moyens mettent cinq minutes à comprendre en classe, les élèves de généralisation mettent environ dix à quinze minutes. Il faut parfois vingt minutes à un élève pour comprendre totalement un problème dans son contenu. C'est pourquoi il faut leur consacrer plus de temps.* » Une autre enseignante estime que les élèves de généralisation ne comprennent pas plus de 40% du programme. En secondaire, il n'y a que sept matières au lieu de dix : les élèves ne font ni sport, ni dessin, ni anglais.

Selon les enseignants, les élèves arrivent à suivre les choses simples. Les élèves eux-mêmes confirment que quand c'est un peu difficile, ils ne comprennent plus rien. Les enseignants préparent leurs cours sur la base du programme régulier – il n'y a pas de manuel spécifique pour la généralisation, et essaient d'ajuster leur enseignement au

niveau des élèves, qu'ils jugent au mieux équivalent à un niveau moyen des classes régulières. Il n'y a pas eu de réforme des méthodes dans ce secteur de l'enseignement, et les enseignants continuent à utiliser les anciens manuels scolaires. Les cours sont donc essentiellement théoriques, alors que ces élèves auraient, plus que les autres, besoins d'exemples concrets.

Le problème du niveau des élèves des classes de généralisation s'explique pour une part par les conditions difficiles dans lesquelles les élèves doivent étudier. Une enseignante explique que « Si leur famille a des difficultés, ils doivent aller travailler. S'ils manquent un cours, la fois suivante, ils ne comprennent pas et je dois recommencer le cours pour eux. » Quand ils doivent s'absenter, les élèves préviennent en général l'enseignant et demandent la permission, mais il peut arriver aussi que même les parents ne sachent pas où ils sont. Comme dans les classes régulières, l'assiduité fait partie de l'évaluation des élèves et des enseignants. Les élèves disent aussi que parfois, ils ne parviennent pas à faire leurs devoirs parce qu'ils sont fatigués, et n'ont pas toujours le courage de travailler. Ceux qui doivent travailler huit heures rentrent manger le soir pour repartir aussitôt aux cours, qui se terminent à 20 heures. Les autres font leurs devoirs dans la journée, quand ils ont un moment de liberté

L'évaluation des élèves de généralisation

L'évaluation des élèves se fait de la même manière que dans les classes régulières, par contrôle continu oral et écrit, et par contrôles semestriels, selon un calendrier établi en fonction du programme scolaire. Comme l'explique un élève de généralisation, « *Il y a un contrôle oral au début de chaque cours. On a aussi un carnet de correspondance. Il est envoyé au chef de village, qui vient prévenir la famille.* » Les contrôles semestriels sont organisés dans l'école par niveau, y compris pour les enfants qui étudient chez leur professeur.

La responsabilité en matière de qualité de l'éducation dans les classes de généralisation relève pour partie du système éducatif, et pour partie des autorités de la commune. À certains moments, les indicateurs utilisés sont ceux du système éducatif formel, tandis qu'à d'autres moments, les indicateurs retenus sont ceux qui donnent l'image la moins défavorable de la mobilisation dans la localité. C'est la raison pour laquelle il faut ménager les élèves des classes de généralisation de façon à atteindre les objectifs et à développer le mouvement d'émulation. Comme l'expliquent les enseignants : « *Par*

exemple, il y a cinq devoirs avec trois catégories d'élèves : moyen, assez bien et très bien. L'élève qui a la mention très bien est celui qui peut faire les cinq devoirs. L'élève qui a la mention assez bien doit en faire un de moins, c'est-à-dire qu'il peut faire quatre devoirs. Et l'élève moyen est celui qui en fait trois. » (T., enseignante de généralisation en primaire) ; « Quand j'enseigne et que je vois qu'ils ne comprennent pas, je leur donne des devoirs faciles, mais l'évaluation est la même que d'habitude. » (M., enseignant de généralisation dans le primaire) ; « D'une façon générale, pour que les élèves suivent mieux, je stimule les élèves pendant les cours. Je ne leur fais jamais de reproches sur la manière dont ils étudient. Quand les enfants n'ont pas réussi un devoir, je le leur dis, mais d'une manière différente. Lorsque les enfants n'ont pas encore compris, je le leur dis mais je ne leur dis rien qui puisse leur donner des complexes par rapport à leurs études. Deuxièmement, en ce qui concerne la notation, si je mets moyen aux autres élèves, je leur mets assez bien, pour les encourager. » (H., enseignante en généralisation dans le secondaire). Cette situation a une influence sur le pourcentage réel de diplômés parmi les élèves des classes de généralisation à chaque niveau d'éducation – l'un des indicateurs utilisés pour évaluer la qualité de l'éducation de l'enseignement de généralisation.

Pour les diplômés, l'entrée en secondaire supérieure et l'entrée à l'université, les examens sont les mêmes que pour les autres élèves. Les diplômés des élèves de généralisation n'ont pas la même valeur que les diplômés délivrés par le système d'enseignement général, mais comme l'explique le responsable de la généralisation de la commune, cela n'est pas très grave puisque les emplois sur la commune sont non qualifiés, et que tout ce que demandent les employeurs, c'est un diplôme.

Le système dans sa forme actuelle est donc véritablement un système à deux vitesses, qui a permis d'améliorer les taux de scolarisation sans garantir à tous le même accès à la même éducation. On peut penser cependant, sur la base de l'évolution du système dans le cycle primaire, que la situation est transitoire et que ces classes sont appelées à disparaître au fur et à mesure de l'amélioration des conditions de rétention des élèves dans le système scolaire.

Les parents et l'école

Les comités de représentation des parents d'élèves ont un rôle clairement défini de contrôle vis-à-vis de l'école, et de mobilisation

vis-à-vis des parents. La relation entre les parents et l'école est complexe, et dépend beaucoup du niveau intellectuel et d'éducation des parents, de leur niveau de vie, et de leur origine géographique. De l'appréciation de l'école et de l'importance de l'éducation, d'une manière générale, dépendent les stratégies des parents en matière de scolarisation.

Les Comités de représentation des parents d'élèves¹²

La Loi sur l'éducation prévoit dans son article 96 que le « *Comité de représentation des parents d'élèves est désigné chaque année en maternelle et dans l'enseignement général par les parents d'élèves ou leurs tuteurs dans chaque classe ou école, pour coordonner avec l'école la mise en œuvre des activités éducatives* ». Il n'existe pas de texte spécifique réglementant la constitution et l'activité des associations de parents d'élèves, ce qui entraîne un certain flou dans l'application de la loi.

Dans les trois écoles, le comité de représentation des parents d'élèves comprend dont un représentant du comité populaire, en l'occurrence l'adjoint au président en charge des affaires sociales, le directeur de l'école, les quatre chefs de village, et des parents d'élèves. Le représentant du comité populaire est l'interlocuteur privilégié pour tout ce qui concerne les conditions d'enseignement, le directeur ou la directrice de l'école est toujours de permanence et est au courant de tout ce qui concerne l'école, les chefs de village sont les mieux à même de connaître la situation précise des familles et de mobiliser les organisations de masse en cas de difficultés dans les études ou d'abandon scolaire. Le Président du Comité de représentation est élu par les membres des comités des différentes classes.

Chaque année, le premier dimanche de la rentrée est organisée une assemblée générale, qui réunit tous les parents d'élèves. Cette assemblée permet d'organiser les élections des représentants de parents d'élèves au niveau des classes, et pour l'ensemble de l'école, et de présenter la liste exhaustive et précise des frais à verser à l'école par les parents. En dehors de l'assemblée générale de début d'année, les représentants de parents d'élèves au niveau des classes se

¹² Nom donné aux associations de parents d'élèves depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'éducation à la rentrée 2006/07.

réunissent à l'école avec les enseignants et la direction de l'école à la fin du premier semestre, et à la fin de l'année. En fin d'année, les parents sont de nouveau convoqués en assemblée générale pour faire le bilan des résultats scolaires, du comportement des élèves, et du passage en classe supérieure. Les parents assistent en général aux réunions de parents d'élèves, sauf pour ceux dont les enfants ont des difficultés scolaires ou des problèmes de comportement (y compris l'assiduité), et qui n'ont pas envie de se l'entendre dire devant tout le monde. Les comités de représentation se réunissent une fois par mois, pour faire le point sur la situation.

Les comités de représentation des parents d'élèves sont, de par leur composition et leur mode de fonctionnement, propres à mobiliser l'ensemble de la communauté et des tutelles pour résoudre les problèmes auxquels peuvent être confrontées les écoles. Les comités apparaissent donc principalement comme des comités de gestion des écoles. C'est ainsi qu'en dehors de la mobilisation en faveur de l'éducation, ils jouent un rôle important dans la surveillance du respect de la loi par les écoles en matière de frais de scolarisation, mais aussi dans la surveillance des parents en matière de paiement de ces frais. C'est le comité de représentation qui décide des exemptions partielles ou totales, sur la base des textes officiels (minorités ethniques, enfants handicapés, etc.), de la reconnaissance par l'état de la situation de pauvreté de la famille, et des informations fournies par le chef de village. Cela donne un pouvoir important aux chefs de village, mais leur appréciation de la pauvreté n'est pas nécessairement unanimement partagée par les parents d'élèves, en particulier ceux dont les enfants ont dû abandonner l'école parce qu'ils n'arrivaient pas à payer.

Les comités de représentation font partie intégrante du dispositif communal de mobilisation en faveur de la généralisation de l'éducation. En tant que tels, leur fonction dépasse la fonction de représentation des parents d'élèves pour inclure la mobilisation des parents d'élèves. Ils ont un rôle d'information et de formation pour les parents d'élèves, auxquels ils s'appliquent à expliquer l'importance de l'éducation, mais aussi l'importance du respect de leurs obligations financières pour permettre à l'école de fonctionner. Ils sont donc l'intermédiaire de l'école auprès des parents, même s'ils se défendent de n'être que cela et expliquent qu'il leur arrive d'aller voir la direction en cas de réclamation des parents, et de vérifier qu'il n'y a pas eu d'infraction aux réglementations en vigueur. Finalement, les comités de parents d'élèves sont essentiellement chargés de veiller à ce que

l'intérêt général prévale sur les intérêts individuels : les parents ne doivent pas mettre en péril le fonctionnement de l'école par leurs défauts de paiement, pas plus qu'ils ne doivent mettre en péril les résultats de l'école (scolaires et en termes de comportement) par défaut de contrôle de leurs enfants et d'engagement en faveur de l'éducation ; de son côté, l'école doit appliquer strictement les réglementations en vigueur.

Perceptions et stratégies des parents

La situation dans la commune de Suối Tân est similaire à celle de nombreuses communes en milieu rural, avec cette différence que la zone industrielle a entraîné un apport important de population venue d'autres provinces, et qu'une partie de la population est employée dans les usines.

D'après des représentants de parents d'élèves, les salariés de la zone industrielle suivent bien leurs enfants et réagissent quand l'école leur signale un problème, tandis qu'avec les familles d'agriculteurs, c'est beaucoup plus difficile. Les enseignants, les directions des écoles, et les représentants communautaires estiment que les parents s'occupent peu ou pas de leurs enfants, tout en leur accordant généralement des circonstances atténuantes eu égard aux efforts qu'ils doivent faire pour gagner leur vie. Une enseignante de primaire explique : « [...] *Les parents passent leur temps à travailler, et ils se reposent entièrement sur nous pour ce qui concerne les études. Nous devons nous débrouiller pour que les enfants apprennent, et quand un enfant est faible et que nous rencontrons les parents, ils se contentent de rire ou de nous demander de l'aider.* » Elle précise que « *Certains parents ne sont pas des gens qui ont des difficultés mais ils se consacrent à leur travail et ne se soucient pas de leurs enfants.* » « *D'une manière générale, maintenant, les parents se préoccupent de gagner leur vie, et ils disent à leurs enfants que c'est bien d'aller apprendre Internet, d'aller apprendre l'informatique, mais ils ne comprennent pas que quand ils y vont, les parents ne contrôlent pas, et ils sont libres de jouer, et que s'ils jouent, ça a des conséquences* ».

Les enseignants du collège trouvent que les parents ne s'intéressent pas aux études de leurs enfants, mais seulement aux diplômes, et pensent que c'est différent en ville. Selon eux, les parents ne contrôlent pas le travail des enfants, et se contentent, quand ils en ont les moyens, de payer des cours supplémentaires ou d'envoyer leurs enfants étudier au bourg. Pour les études, ils « *s'en remettent totalement aux enseignants* ».

Les parents ne contestent pas qu'ils consacrent peu de temps à leurs enfants, arguant généralement du peu de temps et d'énergie qu'ils ont à consacrer au suivi de leurs études. Les parents d'élèves de la commune sont agriculteurs, petits commerçants, ou salariés. Les agriculteurs ont généralement un niveau d'éducation relativement faible – certains sont même illettrés, et s'ils peuvent trouver la disponibilité pour conduire leurs enfants ou aller les chercher à l'école, ils ont rarement le temps et le niveau requis pour surveiller les devoirs. La plupart ne sont pas à la maison au moment où les enfants doivent faire leurs devoirs, et n'ont pas toujours conscience qu'il est nécessaire de s'occuper d'eux pour que leurs enfants progressent dans leurs études. Au cours des entretiens menés avec les parents d'élèves, seuls ceux qui ont un niveau d'éducation élevé expliquent qu'il est important de surveiller que les enfants fassent leurs devoirs et apprennent leurs leçons.

Les parents souhaitent unanimement pour leurs enfants une vie plus facile que la leur, et sont donc motivés pour leurs études jusqu'à un certain niveau. Les possibilités d'emploi sur la commune sont pour l'essentiel limitées à des emplois non qualifiés, qui requièrent au mieux un niveau collège. L'objectif des parents est donc d'amener les enfants jusqu'à la fin du collège, si possible. Ils sont prêts pour cela à payer la deuxième demi-journée de cours en primaire et les cours de soutien en secondaire. De plus, les cours supplémentaires, jusqu'à l'année dernière, et les cours de soutien aujourd'hui présentent pour les parents un double avantage. Les enfants ne sont pas laissés à eux-mêmes, les parents s'inquiétant en effet de l'impact que peut avoir le développement des fléaux sociaux qui a accompagné la création de la zone industrielle sur le comportement et les résultats scolaires de leurs enfants, en particulier les garçons. Pendant qu'ils sont aux cours, les enfants peuvent apprendre quelque chose. C'est pourquoi, si les cours de soutien sont obligatoires pour les élèves faibles, de nombreux élèves dont les résultats scolaires ne sont pas nécessairement mauvais suivent ces cours, si leurs parents peuvent faire face à la dépense.

Les parents ne sont pas tous d'accord sur la question des cours supplémentaires. Par exemple, un parent d'élève de primaire qui a fait l'université explique : « *Selon moi, le mieux c'est d'enseigner véritablement bien au élèves dans l'école. Si les enseignants enseignent vraiment bien, avec une véritable qualité pendant les heures de cours, et que le reste du temps les élèves apprennent tous seuls et que les familles suivent de près les enfants, il n'y a pas besoin de cours supplémentaires, et si on doit en organiser, il faut les organiser pendant*

les périodes de contrôles de fin de session. » D'autres parents d'élèves estiment que puisqu'ils ne peuvent pas assurer correctement le suivi du travail scolaire de leurs enfants, ceux-ci ont besoin de cours supplémentaires dès la classe 1. Ils expliquent en particulier qu'à cause de la manière locale de prononcer le vietnamien, les enfants font des fautes d'orthographe : « *Je suis mes enfants, mais pas de manière très rigoureuse, et la prononciation n'est pas non aussi correcte que celle des enseignants, alors souvent, ils protestent.* » « *Certains petits, à cause de la manière de parler ici, uóc [souhait] sonne comme uót [mouillé], écrivent un c alors qu'il aurait fallu écrire un t, et ils se trompent pour beaucoup de mots.* » Ce type de problème se pose surtout dans les familles dont les parents ont un niveau d'instruction faible. En collège, les parents expliquent qu'ils ne peuvent pas vérifier les devoirs et leçons de leurs enfants parce que les programmes ont changé trop souvent depuis qu'ils ont eux-mêmes quitté l'école.

Si du côté des écoles, directeurs et enseignants expliquent que dans une commune rurale pauvre, les parents ne s'occupent pas des enfants dont le niveau, en conséquence est faible, ce qui a un impact négatif sur la qualité de l'éducation, beaucoup de parents disent qu'ils enverraient leurs enfants à l'école en ville (c'est-à-dire au bourg de Diên Khánh) s'ils en avaient les moyens. D'autres préfèrent cependant que leurs enfants aillent à l'école à côté de chez eux, même si tout le monde, unanimement, considère que la qualité de l'éducation dans les écoles d'une commune rurale comme Suối Tân ne peut pas se comparer à celle qui est dispensée dans les écoles en milieu urbain. La comparaison avec les écoles du milieu urbain est récurrente et s'accompagne d'une certaine dose de fatalisme : dans une zone pauvre, les recettes de la commune sont faibles, les écoles sont pauvres et ne sont pas en mesure d'attirer et de garder les meilleurs enseignants, et les parents sont pauvres et n'ont pas les ressources en temps et en argent pour assurer à leurs enfants de bonnes conditions d'études.

L'éducation dans la commune est donc considérée par tous comme étant de bonne qualité, compte tenu des conditions locales. Certains parents cependant, en particulier les gens venus du nord, estiment que la qualité est faible au regard de celle des écoles du milieu rural dans le nord du pays. Certains estiment également que la qualité des enseignants est globalement insuffisante et qu'il ne suffit pas d'avoir le niveau de formation requis pour être un bon enseignant. Les résultats des élèves au concours d'admission en lycée laissent planer des doutes sérieux chez un certain nombre de parents, sur la qualité de l'éducation

dispensée au collège. Il semble qu'il y ait un certain mécontentement parmi les parents, lié à la question des résultats d'admission en lycée, qui embarrasse également les autorités de la commune.

Certains parents d'élèves ont des difficultés à comprendre l'aide accordée aux minorités ethniques pour la scolarisation de leurs enfants. D'aucuns soupçonnent les enfants des minorités de doubler pour allonger la durée d'obtention des aides, parce que la bourse n'est pas conditionnée aux résultats scolaires. Suối Tân était à l'origine habitée uniquement par les minorités ethniques, et si ces populations sont effectivement minoritaires dans la commune, la proximité est suffisante pour que certains, enseignants ou parents, portent un regard plus éclairé sur ces populations. Demeurent cependant de nombreux préjugés à leur encontre, qui induisent un certain mécontentement, en particulier chez les parents Kinh qui ont dû retirer leurs enfants de l'école parce qu'ils ne pouvaient pas payer. S'il ne semble pas y avoir de problèmes dans les classes où il y a des élèves des minorités, aux dires des enseignants comme des élèves, ceux-ci jouant et étudiant avec les autres enfants, certains parents préfèrent pourtant envoyer leurs enfants à l'école au bourg plutôt que de risquer de les voir se retrouver dans des classes dans lesquelles il y aurait aussi des enfants des minorités.

Dans leur décision d'envoyer leurs enfants dans une école plutôt que dans une autre, la qualité de l'éducation n'est pas nécessairement le seul facteur, ni même le plus déterminant pour les parents. C'est ainsi que l'école maternelle Sao Mai semble recruter essentiellement parce qu'elle propose la cantine, accueille les enfants plus tôt que l'école fondée par le peuple, et les garde plus tard. La cantine et la capacité de l'école à accueillir les enfants sont également une préoccupation pour les parents en primaire et en secondaire. Les parents préféreraient que les enfants restent à l'école toute la journée, mais outre le fait que la deuxième demi-journée de cours n'est mise en place que dans une classe par niveau et seulement à l'école primaire, « *À la campagne, beaucoup de familles n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants étudier deux demi-journées, et si y a la demi-pension, elles n'ont pas non plus les moyens de payer* », comme l'explique une mère d'élève, agricultrice. Une autre motivation pour le changement d'école peut être le rapprochement avec les grands-parents ou d'autres membres de la famille, de telle manière qu'ils puissent s'occuper des enfants lorsque les parents sont au travail ou en mission à l'extérieur, ou que les enfants puissent les aider. Les raisons du contournement de la carte scolaire sont donc variées, et n'ont pas toujours pour

motivation principale la qualité de l'éducation. Très peu de parents de la commune mettent leurs enfants à l'école au bourg en maternelle, primaire, ou collège, à cause de la distance et du coût, tandis que certains parents - peu nombreux également - résidant dans les communes avoisinantes choisissent de scolariser leurs enfants dans les écoles de Suối Tân. Le collège a ainsi trois élèves hors carte scolaire, qui se sont inscrits pour bénéficier des cours d'anglais.

Pour évaluer la qualité des écoles, les parents se basent principalement sur l'état et la quantité des infrastructures et de l'équipement scolaire, du matériel pédagogique, sur la qualité des enseignants, et sur les résultats scolaires. Ils font des comparaisons avec les autres écoles qu'ils connaissent ou dont ils ont entendu parler, et sont très attentifs à tout ce qui peut leur permettre d'effectuer des comparaisons. C'est ainsi qu'ils accordent une grande importance aux concours d'enseignants au niveau du district et de la province, aux concours d'élèves, et aux concours d'entrée en lycée pour évaluer les enseignants et les écoles. Ils comparent également le niveau de connaissances et de développement intellectuel de leurs enfants avec celui des enfants de leur famille ou entourage scolarisés ailleurs. Mais quelle que soit leur évaluation, ils estiment pour la plupart n'avoir pas d'autre choix que de scolariser leurs enfants dans les écoles de la commune, et se satisfont de la qualité de l'éducation qui y est dispensée parce qu'ils ont conscience de leurs propres insuffisances, en termes de capacité à suivre et aider leurs enfants, et à assumer le coût d'une éducation de meilleure qualité. Ils se satisfont donc globalement de l'éducation à laquelle leurs enfants ont accès, tout en demandant une amélioration de cette qualité. Les parents des familles plus aisées envoient quant à elles leurs enfants étudier ailleurs, tandis que les familles dans lesquels les parents ont un niveau d'éducation élevé - et parmi eux, les gens qui viennent du nord - sont très critiques par rapport à la qualité de l'enseignement dispensé.

Conclusion et recommandations

Comme le soulignent tous les rapports officiels (rapports des écoles, du Comité de direction de la généralisation de l'enseignement secondaire de base, du Comité populaire de la commune, etc.), l'éducation dans la commune rencontre encore beaucoup de problèmes, même si des progrès évidents ont été accomplis ces dernières années en matière d'accès à l'école, de rétention dans le système scolaire, et de maîtrise des âges scolaires. Le dispositif de généralisation de l'éducation

permet un maillage étroit de la population d'âge scolaire auquel de moins en moins d'enfants parviennent à échapper, et au fur et à mesure que le filet se resserre, la pression sociale s'accroît sur ceux dont les enfants restent en échec scolaire.

Le dispositif est très formel cependant, et on perçoit au travers des entretiens, des tensions entre les écoles, en particulier le corps enseignant, et un certain nombre de parents d'élèves, en particulier sur la question des frais de scolarisation. L'éducation a connu ces deux dernières années un certain nombre de réformes qui ont permis dans une certaine mesure de réconcilier les familles avec le système éducatif. Il s'agit en particulier de la directive 33/2006/CT-TTg du premier ministre du 8 septembre 2006 sur la "Lutte contre les aspects négatifs et la maladie de la performance en éducation", la Décision n°03/2007/QĐ-BGDĐT du 31-01-2007 du ministre de l'Éducation et de la formation sur "La réglementation des cours supplémentaires". L'article 105 de la Loi sur l'éducation prévoit en outre que « à l'exception des frais de scolarité et d'admission, les élèves et les familles des élèves ne doivent rien payer » et supprime par conséquent les frais de construction et de maintenance des écoles, qui pesaient particulièrement lourd dans le budget consacré à l'éducation par les familles. Si cette dernière décision a été unanimement applaudie par les parents d'élèves, la question des cours supplémentaires ne fait pas l'unanimité, d'autant que peu d'écoles ont encore pu mettre en place la journée entière de cours. Du côté des écoles, les directeurs regrettent unanimement la suppression des frais de construction, dont ils conservaient une partie pour faire face aux dépenses de l'école, et qui leur permettaient d'assurer la maintenance des locaux, tandis que les budgets n'ont pas été augmentés de manière à compenser le manque à gagner. Les enseignants ne regrettent pas ouvertement la disparition des cours supplémentaires, mais il est permis de penser qu'ils n'ont pas de raisons d'être satisfaits, en termes de rémunération, du plafonnement des tarifs des cours de soutien. Il semble donc que globalement, ce que gagnent les parents en termes financiers, les écoles et les enseignants le perdent, parce que l'État et les collectivités territoriales n'ont pas les moyens de compenser. L'école la plus mal lotie de la commune reste cependant l'école maternelle fondée par le peuple, parce que son financement et la rémunération de ses enseignantes dépendent entièrement des parents d'élèves et de la commune, dont les ressources sont faibles.

Les décisions des autorités vietnamiennes concernant les frais de scolarisation sont conformes aux engagements du pays en matière

d'Éducation Pour Tous, et vont dans le sens d'une éducation accessible à tous, mais on ne peut pas encore mesurer quel sera l'effet de ces mesures sur les écoles publiques, parce que la dotation actuelle des établissements scolaires dépend pour beaucoup des investissements qui ont été réalisés au cours des années passées. On peut cependant penser qu'elles devraient tendre à réduire les disparités entre les différentes écoles. La réduction des disparités et l'amélioration de la qualité de l'enseignement est également l'objectif de la normalisation de la formation des enseignants et de la réforme des programmes et méthodes d'enseignement. L'État vietnamien a consenti des efforts importants en matière budgétaire pour le secteur de l'éducation, mais une partie importante de cet effort a été consacrée à l'amélioration de la rémunération des enseignants, amélioration qui était nécessaire pour réduire l'absentéisme, les abandons de poste, et permettre aux enseignants de se concentrer sur leur travail d'enseignement au lieu de devoir aller cultiver les champs ou faire du commerce pour compléter leur salaire. Il n'est donc pas envisageable de rogner sur les émoluments des enseignants pour dégager des ressources pour l'éducation.

Dans la période actuelle, l'organisation du système éducatif et son fonctionnement évoluent très vite, dans un sens qui apparaît globalement favorable au regard des objectifs de l'Éducation Pour Tous, et des différents éléments qui entrent dans la détermination de la qualité de l'éducation. Les situations peuvent cependant encore varier de manière importante d'une école à une autre et d'une localité à une autre en fonction du budget que le district et la commune peuvent consacrer à l'éducation. N'étant pas une commune particulièrement pauvre, en raison principalement de la présence de la zone industrielle, la commune de Suối Tân ne peut pas bénéficier des programmes nationaux ciblés sur la lutte contre la pauvreté et le développement de l'éducation dans les zones difficiles. Les ressources de la commune étant cependant limitées, la question budgétaire est difficile à résoudre dans le court terme. À moyen terme cependant, les perspectives de développement de la commune sont plus favorables, la proportion d'agriculteurs et de ménages pauvres dans la population se réduisant progressivement.

On peut penser que c'est la politique de généralisation au niveau collège qui a réellement permis de réaliser la généralisation du primaire dans la commune. Sans doute faudra-t-il faire un effort en matière de généralisation du lycée pour réaliser celle du secondaire de base, ce qui suppose l'existence d'un établissement scolaire public

à une distance acceptable pour les élèves et les parents. Cela suppose aussi sans doute de réfléchir aux débouchés possibles pour les sortants du lycée qui n'entrent pas à l'université, et aux possibilités d'orientation des élèves vers les filières d'enseignement technique et professionnel. Il y a certainement des efforts à faire en matière d'orientation des élèves et de conseil aux parents sur les possibilités offertes par le système d'éducation et de formation, en liaison avec les services du ministère du travail, en charge de la formation technique et professionnelle.

Au-delà des problèmes posés par le financement des dépenses courantes des écoles, un certain nombre de propositions peuvent être faites pour généraliser l'éducation de base de manière durable

Prévenir les abandons scolaires pour raisons financières

Il est nécessaire d'aider financièrement les élèves issus de milieux défavorisés dès qu'ils sont en risque de déscolarisation pour des raisons financières. Le système d'aides et d'exemptions semble assez mal adapté aux conditions locales. Naturellement, un problème subsiste dans le fait qu'à niveau de ressources constantes, plus il y a d'exemptions moins les ressources générées par les écoles sont importantes. Les écoles ont donc un intérêt direct à limiter le nombre d'exemptions. De plus, le budget alloué par l'état étant calculé sur la base du nombre d'élèves scolarisés dans chaque établissement, la réduction du nombre d'élèves liée à la transition démographique ne permettra pas aux écoles de dégager des ressources supplémentaires.

Les parents dont les enfants ont abandonné l'école, et d'autres dont les enfants sont encore scolarisés, se plaignent de la manière dont est évalué leur niveau de pauvreté, et de l'absence d'exemption lorsque plusieurs enfants sont scolarisés en même temps dans la même école. L'une des raisons de cette absence d'exemption est la politique de planification familiale, qui cherche à décourager les naissances au-delà de deux. Cependant, lorsque les enfants sont là et qu'il faut les scolariser, les parents ont beaucoup de difficultés. Dans la mesure où l'objectif est de retenir les enfants à l'école, et n'est en aucun cas de les exclure sur des critères financiers, il apparaît que le système actuel de frais scolaires et d'exemptions n'est peut être pas le plus performant, même s'il est possible que la limitation des frais de scolarisation ait sensiblement amélioré la capacité des parents à les assumer depuis la rentrée scolaire 2006/07. Encore faut-il que les frais de scolarisation n'augmentent pas de manière trop importante, comme il en est question de manière récurrente.

Les classes de généralisation permettent de "récupérer" une partie de plus en plus importante des enfants qui ont abandonné l'école, dans la majorité des cas pour des raisons financières. Il est légitime de penser que l'argent utilisé pour les classes de généralisation pourrait être employé plus efficacement à empêcher les élèves d'abandonner l'école en accordant aides et exemptions aux élèves dont les familles ont des difficultés financières. En l'état actuel de l'organisation du système, cela n'est pas possible parce que les budgets ne sont pas transférables. Le changement de destination des fonds nécessite la mise en place d'un mécanisme spécifique et implique que les différentes autorités concernées se mettent d'accord. Les budgets de la généralisation sont en effet alloués par l'État aux provinces sur les fonds du programme ciblé pour la généralisation de l'éducation. Les montants alloués pour l'organisation des classes de généralisation sont relativement importants : entre 2002 et 2006, les cours de généralisation en collège ont coûté 107 517 180 dongs, dont 80,7% ont été consacrés à la rémunération des enseignants, 8,9% à la gestion, 8,2% aux élèves (aide et achat de matériel), et 2,1% au paiement du gardien. La commune alloue en moyenne 2 millions de dongs, utilisés pour la participation des élèves aux examens. Cet argent aurait probablement permis à la plupart des élèves qui ont suivi les cours de généralisation, de rester à l'école s'il avait été utilisé pour les aider alors qu'ils étaient encore normalement scolarisés.

Il conviendrait peut-être de réfléchir à l'organisation du système d'aide aux enfants des familles défavorisées et les modalités d'allocation des fonds spéciaux pour la généralisation. Si les enfants restaient normalement scolarisés, l'argent destiné aux pourrait être utilisé pour aider les élèves, et l'école pourrait conserver les frais de gestion, comme c'est le cas actuellement pour les cours de soutien.

Mettre en place un système de soutien scolaire pour les élèves faibles

Il serait nécessaire de mettre en place des cours de soutien réservés aux élèves faibles avec un enseignement qui leur soit spécifiquement destiné, parce que dans la forme actuellement mise en œuvre par les écoles, c'est pratiquement l'ensemble des élèves qui participent aux cours de soutien, qui se différencient par conséquent peu des cours normaux en termes pédagogiques.

Il faudrait en outre s'intéresser à temps - c'est-à-dire avant l'abandon - à l'ensemble des élèves à risque scolaire élevé pour des raisons autres

que financières : séparation des parents, handicap... D'une manière générale, le repérage des enfants en cours de déscolarisation et l'intervention précoces sont absolument nécessaires. Pour ce faire, l'école et la communauté doivent être en relation constante et assurer un suivi plus étroit des élèves avant qu'ils abandonnent l'école.

Dans la mesure où beaucoup d'élèves ne bénéficient pas de bonnes conditions pour apprendre leurs leçons et faire leurs devoirs à la maison, il pourrait être envisagé d'organiser des permanences permettant aux élèves de faire leurs devoirs à l'école en bénéficiant le cas échéant de l'aide des surveillants, qui pourraient être des enseignants, des volontaires communautaires, ou des assistants d'éducation. Naturellement, un tel système ne pourra être mis en place dans les écoles que lorsque les classes ne seront plus utilisées pendant trois rotations (deux vacances et les cours du soir), c'est-à-dire quand le collège aura déménagé. Le système pourrait aussi être mis en place au niveau de la commune ou des villages, en utilisant les infrastructures et le personnel communautaires. Il revient aux responsables communautaires et aux autorités locales d'envisager les différentes solutions possibles. Parallèlement, l'allongement de la durée des cours pendant la journée devrait permettre aux enseignants de consacrer davantage de temps à leurs élèves. Mais le coût de la deuxième journée de cours reste élevé, et il est prévisible que les familles pauvres auront des difficultés à assumer cette dépense, sans parler de la demi-pension.

Garantir le droit à l'éducation pour tous

Malgré les problèmes auxquels il est confronté, le système de rétention dans le système scolaire, y compris dans les classes de généralisation, a fait la preuve de son efficacité. Il a cependant une limite certaine, dont il est difficile de mesurer l'ampleur, qui réside dans le fait qu'il ne concerne que les enfants dûment enregistrés sur la commune. Si les enfants non enregistrés sont autorisés à s'inscrire à l'école, personne ne va les chercher s'ils ne sont pas inscrits, et ils ne peuvent pas être suivis dans leur commune d'origine. Dans une zone où la population augmente rapidement par apports extérieurs, et dans la mesure où l'enregistrement résidentiel de longue durée n'est pas une simple formalité, la scolarisation des enfants dans ce cas dépend entièrement de la motivation de leurs parents. Ce n'est probablement pas un problème majeur dans la commune, parce que la population qui arrive de l'extérieur est une population salariée dont l'adhésion au système éducatif est généralement forte, mais on peut penser qu'il y a là une zone de non droit dans la mise en œuvre de l'obligation scolaire.

*Améliorer la communication
pour renforcer l'efficacité du système éducatif*

On observe que l'école entretient des relations étroites avec les autorités éducatives, mais aussi avec les comités de représentation des parents d'élèves et les représentants de la communauté. En revanche, il apparaît que le dialogue entre les écoles et les parents d'élèves est pour l'essentiel limité au traitement des cas d'élèves qui posent problème. Ce manque de communication peut expliquer un certain nombre de préjugés et de malentendus, qui empêchent le système éducatif de fonctionner au mieux de ses possibilités. Ainsi, certains enseignants et parents se reprochent mutuellement de ne pas s'occuper assez des enfants, et les enseignants expriment un certain ressentiment lié au fait que leur évaluation est liée à celle des élèves, dont ils jugent le niveau globalement faible. S'ils souhaitent s'en tenir à leur rôle dans le domaine pédagogique, il semble que les parents attendent souvent plus d'eux. Mais inversement, les enseignants attendent des parents qu'ils effectuent un véritable suivi du travail de leurs enfants à la maison. Faciliter la communication pourrait rendre l'école plus accessible aux parents - ils en sont pour le moment totalement exclus, y compris physiquement, sauf lors des assemblées générales de parents où on les informe de ce qu'ils doivent payer. Cela permettrait aussi aux enseignants et à la direction de mieux tenir compte de la situation des familles et de leurs enfants, et d'être plus attentifs envers les élèves à risque. Pour sortir de la situation actuelle des abandons scolaires, il est également nécessaire que les enseignants aient des qualités humaines, de la persévérance, et fassent d'avantage d'efforts encore dans l'enseignement formel pour permettre aux élèves qui ont des difficultés de suivre. Cela suppose que l'on mette en place des modalités appropriées de mobilisation et d'encouragement pour les enseignants.

Un autre avantage de l'amélioration de la communication entre l'école et les parents serait de mieux expliquer - et faire accepter - les choix des politiques éducatives. Par exemple, la politique d'aide aux minorités, qui n'est pas comprise par la majorité des parents, pourrait être complétée par des campagnes d'information à destination des populations Kinh pour expliquer les raisons de la politique menée, et pour améliorer l'image des minorités. En outre, la partie adaptable des curricula pour les élèves en maternelle et en primaire pourrait également intégrer des éléments d'information sur les minorités pour familiariser les enfants à la diversité dès leur plus jeune âge.

Annexe 1.

Références des documents utilisés ou cités

- Assemblée Nationale de la République Socialiste Démocratique du Viêt-nam. 2005. Loi sur l'éducation, n° 38/2005/QH11, du 14 juin 2005 [En vietnamien : Quốc Hội Nước Cộng hòa xã hội chủ nghĩa Việt nam, Luật Giáo dục, số 38/2005/QH11, ngày 14 tháng 6 năm 2005].
- Collège Phan Đình Phùng. 2005, Plan pour l'année scolaire 2005-2006, 5 p. [En vietnamien : Trường THCS Phan Đình Phùng, Kế hoạch năm học 2005-2006]. Collège Phan Đình Phùng, 2006, Bilan de l'année scolaire 2005-2006, 7 p. [En vietnamien : Trường THCS Phan Đình Phùng, Báo cáo tổng kết năm học 2005-2006].
- Comité de direction de la généralisation de l'enseignement secondaire de base. 2006. *Rapport sur les activités de généralisation de l'enseignement secondaire de base en 2006*, Commune de Suối Tân (9 p. + annexes). [En vietnamien : Ban Chỉ đạo PCGDTHCS, Báo cáo thực hiện công tác PCTHCS năm 2006, Xã Suối Tân]
- Comité populaire de la Commune de Suối Tân. 2006. *Bilan des activités 2006, orientations et activités pour l'année 2007*, n° 33/BC-UBND, 21 pages. [En vietnamien : UBND Xã Suối Tân, Báo cáo tổng kết tình hình hoạt động năm 2006, phương hướng, nhiệm vụ năm 2007, Số : 33/BC-UBND, năm 2006].
- Département de l'éducation et de la formation de la province de Khánh Hòa. 2004. Rapport de fin d'année scolaire 2003-2004, instructions pour les activités de l'année scolaire 2004-2005, Nha Trang 8/2004, 29 p. [En vietnamien : UBND Tỉnh Khánh Hòa, Sở Giáo dục-Đào tạo Tỉnh Khánh Hòa, Báo cáo tổng kết năm học 2005-2006 và hướng dẫn nhiệm vụ năm học 2004-2005, Nha Trang 8/2004].
- General Statistical Office. 2006. Communiqué de presse sur les statistiques socio-économiques de l'année 2006, Hanoi, 29/12/2006 [En vietnamien : Tổng cục Thống kê, 2006, Thông cáo báo chí về số liệu thống kê kinh-tế - Xã hội 2006, Hà Nội, ngày 29 tháng 12 năm 2006]
- Gouvernement du Viêt-nam. 2001. Décision n° 143/2001/QĐ-TTg du 27/09/2001 " Approuvant le programme national de réduction de la pauvreté pour la période 2001-2005 ". [En vietnamien : Quyết định của Thủ tướng Chính phủ số 143/2001/QĐ-TTg Ngày 27 tháng 9 năm 2001 về "Phê duyệt chương trình mục tiêu quốc gia xóa đói giảm nghèo và việc làm giai đoạn 2001-2005 ".]

- Henaff Nolwen. 2006. « Investissements directs étrangers, mondialisation et emploi au Viêt-nam » *Autrepant*, n° 37, Henaff N. (dir.), La migration des emplois vers le Sud : 73-92.
- Khanh Hoa Statistics. 2006. *Khanh Hoa Statistical Yearbook 2005*, 237 p.
- École maternelle de Suối Tân. 2006. *Bilan de l'année scolaire 2005-2006*, 8 p. [En vietnamien : Phòng giáo dục-Đào tạo Huyện Diên Khánh, Trường Mẫu giáo Suối Tân, *Báo cáo tổng kết năm học 2005-2006*].
- École primaire de Suối Tân. 2006. *Bilan de l'année scolaire 2005-2006*, 4 p. [En vietnamien : Trường Tiểu học Suối Tân, *Báo cáo tổng kết năm học 2005-2006*].
- Service de l'éducation du district de Diên Khánh. 2005a. *Nombre d'écoles, de classes, d'élèves en primaire, année scolaire 2005-2006 (Modèle S1)* [En vietnamien : Phòng giáo dục-Đào tạo Huyện Diên Khánh, *Thống kê trường - lớp - học sinh tiểu học năm học 2005-2006 (Mẫu S1)*].
- Service de l'éducation du district de Diên Khánh. 2005b. *Nombre d'écoles, de classes, d'élèves, qui font la journée complète, année scolaire 2005-2006 (Modèle S2)* [En vietnamien : Phòng giáo dục-Đào tạo Huyện Diên Khánh, *Thống kê số liệu trường, lớp, học sinh có tổ chức học 2 buổi/ngày, năm học 2005/2006 (Mẫu S2)*].
- Service de l'éducation du district de Diên Khánh. 2005c. *Indicateurs du plan de développement de l'éducation au cours de l'année 2005-2006*, 8 p. [En vietnamien : Phòng giáo dục-Đào tạo Huyện Diên Khánh, *Chỉ tiêu Kế hoạch phát triển giáo dục năm học 2005-2006*].
- Service de l'éducation du district de Diên Khánh. 2005d. *Nombre d'écoles, de classes, d'élèves des minorités ethniques, année scolaire 2005-2006 (Modèle S4)* [En vietnamien : Phòng giáo dục-Đào tạo Huyện Diên Khánh, *Thống kê số liệu trường, lớp, học sinh Dân tộc thiểu số, năm học 2005/2006 (Mẫu S4)*].

Annexe 2.

Liste des questionnaires, entretiens et visites de terrain

L'équipe a réalisé 22 entretiens ou questionnaires et une visite d'école satellite. Elle a interrogé 94 personnes, dont 70 adultes (44 femmes) et 24 enfants (14 filles).

École maternelle de Suối Tân (école principale et deux écoles satellites)

Questionnaire : Mme Đặng Thị Mỹ Dung, directrice

Entretien : Enseignantes

Visites : Visite de l'école maternelles satellite de Cây Xoài

École primaire de Suối Tân (école principale et deux écoles satellites)

Questionnaire : Mr Ngô Thuận, directeur

Entretien : Enseignant(es)

Entretien : Une enseignante

Entretien : Élèves de classe 4

Visites : Visite de l'école satellite de Cây Xoài

Collège Phan Đình Phùng

Questionnaire : Mr Nguyễn Văn Thượng, directeur

Entretien : Enseignant(es)

Entretien : Élèves de classe 8

Classe de généralisation primaire et secondaire de Suối Tân

Questionnaire : Mr Võ Hồng Hải, responsable de la généralisation de la commune de Suối Tân

Entretien : Enseignant(es) de généralisation en primaire et en collège

Entretien : Élèves

Parents d'élèves

Entretien : Parents d'élèves de maternelle

Entretien : Une mère d'élève de maternelle, de l'ethnie Rac Lai

Entretien : Parents d'élèves de primaire

Entretien : Parents d'élèves du collège

Entretien : Parents d'élèves de primaire hors carte scolaire

Entretien : Parents d'élèves de collège hors carte scolaire

Entretien : Parents d'élèves qui ont abandonné l'école

Entretien : Parents d'élèves qui ont abandonné l'école, village de Cây Xoài

Responsables, communautés, associations

Entretien : Représentants des parents d'élèves de l'école maternelle, de l'école primaire et du collège

Entretien : Représentants de la communauté :

Nguyễn Hồng Đức, Vice-président du comité populaire ;

Đặng Phụng, Président de l'Association des Agriculteurs ;

Trần Đức Tiến, Président de l'Association des anciens combattants ;

Phan Thị Lê Hằng, Présidente de l'association des Jeunes ;

Lê Thị Ngọc, Présidente de l'Union des femmes.

Annexe 3.
Tableaux statistiques

Tableau 4.6.
Personnel de l'école maternelle, de Suối Tân, 2006/07

Fonction	Total	Titulaires	Contractuelles	Diplômes			Ancienneté				Classement des enseignantes			
				École normale supérieure	Licence de pédagogie	École normale	Établissement		Enseignement		Très bien	Bien	Moyen	
							≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 5 ans	> 5 ans				
Directrice	1	1					1							
Enseignantes	7		7	4	1	2	4	3	4	3	3	3	3	1

Source : Données collectées auprès de l'école

Tableau 4.7.
Personnel de l'école primaire de Suối Tân, 2006/07

Fonction	Total	Titulaires	Contractuelles	Femmes	Diplômes			Ancienneté dans l'enseignement		
					École normale supérieure	Licence de pédagogie	École normale	≤ 1 ans	≤ 5 ans	> 5 ans
Directeur, directrice adjointe	2	2					1	2		2
Enseignant(e)s	26	26				18	21	8	2	24
Personnel administratif	4	3	1				2			
Personnel de service	2		2							
<i>Total</i>	<i>34</i>	<i>31</i>	<i>3</i>			<i>18</i>	<i>24</i>	<i>10</i>	<i>2</i>	<i>26</i>

Source : Données collectées auprès de l'école.

Tableau 4.8.
Personnel du collège Phan Đình Phùng , Commune de Suối Tân, 2006/07

Fonction	Total	Titulaires	Contrac- tuelles	Femmes	Minorités	Diplômes			Ancienneté dans l'enseignement		
						École normale supérieure	Licence de pédagogie	École normale	≤ 1 ans	≤ 5 ans	> 5 ans
Directeur, directrice adjointe	2	2					2				2
Enseignant(e)s	33	31	2	26	1	24	9	2	8		23
Personnel administratif	3	2	1	2							
<i>Total</i>	<i>38</i>	<i>35</i>	<i>3</i>	<i>28</i>	<i>1</i>	<i>24</i>	<i>11</i>	<i>2</i>	<i>5</i>		<i>25</i>

Source : Données collectées auprès de l'école.

Tableau 4.9.
Résultats de fin d'année en primaire, École de Suối Tân, année 2005/06

Résultats scolaires		Nombre	Pourcentage
		Très bien	40
Assez Bien	106	51,9	
Moyen	52	25,5	
Faible	6	3,0	
Total	204	100,0	
Nutrition	Catégorie A	161	78,9
	Catégorie B	42	20,6
	Catégorie C	1	0,5
	Total	204	100,0

Source : École maternelle de Suối Tân, 2006.

Tableau 4.10.
Commune de Suối Tân - Résultats de fin d'année en primaire, 2005/06

			Classe 1		Classe 2		Classe 3		Classe 4		Classe 5		Total	
			Nombre	%	Nombre	%								
Résultats scolaires	Très bien	Mathématiques	88	62,0	66	55,0	97	57,7	28	20,0	74	46,5	353	48,4
		Vietnamien	95	66,9	81	67,5	107	63,7	29	20,7	52	32,7	364	49,9
		Ensemble des matières									77	48,4		
	Assez bien	Mathématiques	45	31,7	45	37,5	53	31,5	56	40,0	57	35,8	256	35,1
		Vietnamien	38	26,8	31	25,8	53	31,5	90	64,3	84	52,8	296	40,6
		Ensemble des matières									51	32,1		
	Moyen	Mathématiques	8	5,6	9	7,5	18	10,7	56	40,0	28	17,6	119	16,3
		Vietnamien	7	4,9	8	6,7	8	4,8	21	15,0	23	14,5	67	9,2
		Ensemble des matières									31	19,5		
Faible	Mathématiques	1	0,7	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	
	Vietnamien	2	1,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,3	
	Ensemble des matières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Conduite	Bien		100,0		100,0		100,0		81,9		87,4		-	
	Assez bien		-		-		-		18,1		12,6		-	

Source : École primaire de Suối Tân, 2006.

Tableau 4.11.
Commune de Suối Tân. État de la scolarisation en primaire au 10/09/2006

Année de naissance/ Groupe d'âge	Total	Partis, handi- capés, décédés	Nombre d'enfants scolari- sables	Enseignement général					Généralisation		Diplômés du primaire		
				Total	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5	Classe 4	Classe 5	En 2005/06	Avant 2005/06
2000 (6 ans)	143		143	138	138								
1999 (7 ans)	-	-	-	-	4								
1998 (8 zns)	-	-	-	-	1								
1997 (9 ans)	-	-	-	-									
1996 (10 ans)	-	-	-	-					149	1			
<i>Total 6-10 ans</i>	-	-	-	<i>715</i>	<i>143</i>	<i>118</i>	<i>167</i>	<i>137</i>	<i>149</i>	<i>1</i>			
1995 (11 ans)	161	6	155	9					8	1		146	
1994 (12 ans)	170	11	159	1						1		8	150
1993 (13 ans)	205	7	198	2					1		1	2	194
1992 (14 ans)	191	11	180	2					1		1	1	177
<i>Total 11-14 ans</i>	<i>727</i>	<i>35</i>	<i>692</i>	<i>14</i>					<i>308</i>	<i>2</i>	<i>2</i>	<i>157</i>	<i>521</i>
1991 (15 ans)	212	11	201										201
1990 (16 ans)	178	8	170										169
1989 (17 ans)	203	14	189										188
1998 (18 ans)	182	13	169										169
<i>Total 15-18</i>	<i>775</i>	<i>46</i>	<i>729</i>										<i>727</i>
<i>Total 6-18 ans</i>				<i>729</i>	<i>143</i>	<i>118</i>	<i>167</i>	<i>137</i>	<i>457</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>157</i>	<i>1 248</i>

Source : Comité de direction de la généralisation de l'enseignement secondaire de base, 2006.

Tableau 4.12.
Commune de Suối Tân. Effectifs scolarisés en collège au 10/09/2006

Année de naissance/ Groupe d'âge	Nombre d'enfants d'âge scolaire	Partis, handi-capés, décédés	Nombre d'enfants à scolariser	Enfants scolarisés en collège							Diplômés du collège dont :		
				Total	Classe 6	Classe 7	Classe 8	Classe 9	Classes du collège		En 2005/06	Avant 2005/06	Élèves de généralisation
									dont diplômés du primaire				
									En 2005/06	Avant 2005/06			
1995 (11 ans)	161	6	146	144	144								
1994 (12 ans)	170	11	156	156	8	4	144						
1993 (13 ans)	205	7	197	188	1	2	23	162					
1992 (14 ans)	191	11	179	166	1		4	20	141				
<i>Total 11-14 ans</i>	<i>727</i>	<i>35</i>	<i>678</i>	<i>654</i>	<i>154</i>	<i>6</i>	<i>171</i>	<i>182</i>	<i>141</i>				
1991 (15 ans)	212	11	201	16			3	1	8	4	161		
1990 (16 ans)	178	8	170	4					2	2	15	129	59
1989 (17 ans)	203	14	189	1						1		167	42
1998 (18 ans)	182	13	169	1						1		153	34
<i>Total 15-18 ans</i>	<i>775</i>	<i>46</i>	<i>729</i>	<i>23</i>			<i>3</i>	<i>1</i>	<i>10</i>	<i>9</i>	<i>176</i>	<i>449</i>	<i>135</i>
<i>Total 11-18 ans</i>	<i>1 502</i>	<i>81</i>	<i>1 407</i>	<i>676</i>	<i>154</i>	<i>6</i>	<i>174</i>	<i>183</i>	<i>151</i>	<i>8</i>	<i>176</i>	<i>449</i>	<i>135</i>

Source : Comité de direction de la généralisation de l'enseignement secondaire de base, 2006.

Tableau 4.13.
Commune de Suôï Tân. Situation des abandons scolaires en collège au 10/09/2006

Année de naissance/ Groupe d'âge	Nombre d'enfants d'âge scolaire	Handi-capés, partis, décédés	Nombre d'enfants à scolariser	Scolarisés actuellement	Diplômés du primaire		Diplômés du collège		Abandons en primaire	Abandons en collège			
					Nombre	%	Nombre	%		Classe 6	Classe 7	Classe 8	Classe 9
1995 (11 ans)	161	6	155	153	146	94,2				2			
1994 (12 ans)	170	11	159	157	158	99,4				2			
1993 (13 ans)	205	7	198	190	196	99,0				4	4		
1992 (14 ans)	191	11	180	168	178	98,9				2	4	6	
<i>Total 11-14 ans</i>	<i>727</i>	<i>35</i>	<i>692</i>	<i>668</i>	<i>678</i>	<i>98,0</i>				<i>10</i>	<i>8</i>	<i>6</i>	
1991 (15 ans)	212	11	201	16	201	100,0	161	80,1		3	8	5	8
1990 (16 ans)	178	8	170	4	169	99,4	144	85,2	1	3	9	4	5
1989 (17 ans)	203	14	189	1	188	99,5	167	88,8	1	7	4	2	7
1998 (18 ans)	182	13	169	1	169	100,0	153	90,5		5	1	6	3
<i>Total 15-18 ans</i>	<i>775</i>	<i>46</i>	<i>729</i>	<i>22</i>	<i>727</i>	<i>99,7</i>	<i>625</i>	<i>86,0</i>	<i>2</i>	<i>18</i>	<i>22</i>	<i>17</i>	<i>23</i>
<i>Total 11-18 ans</i>	<i>1 502</i>	<i>81</i>	<i>1 421</i>	<i>690</i>	<i>1 405</i>	<i>98,9</i>	<i>625</i>	<i>86,0</i>	<i>2</i>	<i>28</i>	<i>30</i>	<i>23</i>	<i>23</i>

Source : Comité de direction de la généralisation de l'enseignement secondaire de base, 2006.

Tableau 4.14.

**Commune de Suối Tân. Tableau synthétique des normes de généralisation
de l'enseignement secondaire de base – 10/09/2006**

Nom du village	Mobilisation								Efficacité								Les objectifs de la gé- néralisa- tion du secon- daire de base sont-ils atteints
	Enfants de 6 ans			Nombre d'élèves diplômés du primaire en 2005/06	Nombre d'élèves ayant obtenu leur diplôme de fin d'études primaires en 2005/06 qui sont en- trés en classe 6 à la rentrée				Enfants de 11-14 ans			Pourcentage d'élèves de classe 9 diplômés du secon- daire de base (2 systèmes) en 2005/06	Nom- bre de 15-18 ans	Nombre de 15-18 ans qui sont di- plômés du secondaire de base			
Total	Scola- risés en classe 1	%	Enseigne- ment général		Enseigne- ment complé- mentaire	Total	%	Total	Ayant le diplôme du primaire	%	Enseigne- ment général			Enseigne- ment complé- mentaire	Total	%	
Vinh Phú	28	28	100,0	21	20	20	95,2	149	145	97,3	94,7	174	119	27	146	83,9	
Đông Cau	38	38	100,0	39	38	38	97,4	162	159	98,1	100,0	169	128	23	151	89,3	
Dầu Sơn	46	46	100,0	57	57	57	100,0	214	211	98,6	98,4	223	153	49	202	90,6	
Cây Xoài	31	31	100,0	40	39	39	97,5	167	163	97,6	96,4	163	90	36	126	77,3	
Total	143	143	100,0	157	154	154	98,1	692	678	98,0	97,8	729	490	135	625	85,7	Oui

Source : Comité de direction de la généralisation de l'enseignement secondaire de base, 2006.

5

La qualité de l'éducation dans la ville de Nha Trang

Jean-Yves Martin, Trần Thị Kim Thuận



Carte 4. La ville de Nha Trang

Caractéristiques générales de la ville de Nha Trang

Situation socio-économique

La ville de Nha Trang est le centre administratif, technologique et commercial de la province de Khánh Hòa. En 2005, la ville comptait une population de 358 175 personnes, répartie dans 27 quartiers avec une densité de 1 427 h./km², 80 193 personnes vivant en milieu rural, soit un pourcentage de 22,4% (Khanh Hoa Statistics, 2006 : 14-15). Ainsi, près du tiers de la population de la province réside à Nha Trang, et le recensement général de 1999 montre que la population est constituée à 99% de Kinh. Au cours des dix dernières années, la population urbaine a augmenté deux fois plus vite que la population rurale (respectivement 126% et 112%), tandis que se réduisait progressivement la superficie des terrains consacrés à l'agriculture.

Nha Trang est bordée au nord par le district de Ninh Hòa, à l'est par celui de Diên Khánh, et au sud par celui de Cam Ranh. Nha Trang donne sur la mer à l'est, ce qui explique le développement de la pêche, de l'aquaculture et du tourisme.

L'industrie est principalement orientée vers la transformation de produits alimentaires tels que le nuoc mam, la nourriture pour l'élevage des crevettes, les produits aquatiques surgelés, le sucre, la production d'eau plate et pétillante, d'eau minérale, glace... À Nha Trang on produit également des cigarettes, des fibres textiles, de la soie, du papier, des briques, des tuiles... Les investissements directs étrangers se concentrent essentiellement dans la production de bière, de filets de sport, de tables et de chaises en rotin, de prêt-à-porter, la construction et la réparation de bateaux, et le tourisme. Ces dernières années, le tourisme s'est fortement développé à Nha Trang, et les touristes, nationaux et étrangers, sont très nombreux. Globalement, les investissements ont augmenté particulièrement dans la pêche, la construction, le commerce, la restauration et l'hôtellerie, l'immobilier et l'éducation.

En 2004, 158 304 personnes travaillaient à Nha Trang, le secteur d'État (central et local) employant 53 026 personnes, dont 13 162 dans l'éducation, 6 593 dans les différents bureaux du Parti, l'administration et la défense, et 2 927 dans le secteur de la santé (General Statistical Office, 2006 : 1689-92).

La ville de Nha Trang dispose d'un très bon réseau d'approvisionnement en eau et en électricité, et d'un bon système d'éclairage public, ainsi que d'un réseau de routes goudronnées en relativement bon état.

Situation de l'éducation dans la ville de Nha Trang

Cinq sources principales nous donnent des informations sur la situation de l'éducation dans la ville de Nha Trang. Il s'agit du Recensement général de la population de 1999 (General Statistical Office), de l'annuaire statistique de la province de Khánh Hòa pour 2005, du Rapport de synthèse du département de l'éducation et de la formation de la province de Khánh Hoà pour l'année 2006/07, du Rapport de fin de premier semestre de l'année scolaire 2006/07 du Service de l'éducation de la ville de Nha Trang, et des Rapports de fin d'année des écoles enquêtées.

Les données du recensement général de 1999 fournissent des informations sur la profondeur de la scolarisation. Le tableau 5.1 ci-dessous montre ainsi le taux élevé de participation scolaire (actuelle et passée) à cette date dans la population de 5 ans et plus (93,1%, dont 41,2% de niveau secondaire supérieur et au-delà). Il nous montre également le décalage entre la partie urbaine et la partie rurale de la ville en termes de scolarisation au delà du secondaire de base (44,7% pour les urbains et 27,3% pour les ruraux).

Tableau 5.1.
Niveau d'éducation de la population de Nha Trang en 1999 (%)

	Pas encore/ jamais scolarisé	Primaire	Collège	Lycée	École supérieure ou au-delà	Mastère	Supérieur ou Mastère	Total
Nha Trang	6,94	30,93	20,90	33,69	1,61	5,78	0,15	100,00
Urbain	6,41	28,69	20,16	36,07	1,59	6,90	0,18	100,00
Rural	9,04	39,87	23,82	24,24	1,69	1,30	0,05	100,00

Source : General Statistical Office, 1999.

Développement du réseau d'écoles et amélioration de la qualité de l'éducation

Selon le rapport du service de l'éducation de la ville de Nha Trang, le réseau d'écoles s'est fortement développé, s'ouvrant à de nouveaux types d'écoles relativement nombreux et diversifiés, permettant de répondre à l'essentiel de la demande d'éducation de la population. Le renforcement du réseau d'écoles est la principale force de la ville de Nha Trang en matière d'éducation.

Les crèches et la maternelle

En 2006/07, la ville de Nha Trang disposait de 15 établissements préscolaires publics, de 30 établissements fondés par le peuple, d'une école privée, et de 56 crèches et classes de maternelle familiales accueillant 188 groupes d'enfants, et de 400 classes de maternelle. Chaque commune et quartier de la ville a une école ou des classes, bien que l'offre ne soit pas homogène. Sur les quatorze établissements pré-primaires et préscolaires de la ville, deux sont aux normes nationales.

Les crèches accueillent dans la réalité légèrement plus d'enfants que le nombre prévu par le Département provincial de l'éducation et de la formation (0,3% de plus). Cependant le nombre d'enfants accueillis reste modeste alors que la demande non satisfaite d'accueil en crèche est très forte et qu'il existe des formes d'accueil nombreuses et variées (voir tableau 5.2 ci-dessous). Les limites de l'offre expliquent le développement des classes spontanées.

Tableau 5.2.
Enfants fréquentant les crèches de la ville de Nha Trang en 2006/07

	Total	Filles	Pourcentage de filles	Taux net de scolarisation (%)
Nombre d'enfants en crèche	3 185	1 440	45,2	21,9
Crèches publiques	857	371	43,2	
Crèches fondées par le peuple	215	108	50,2	
Crèches privées	1 086	511	47,1	
Crèches spontanées	1 027	450	44,7	

Source : Service de l'éducation de Nha Trang, 2006.

Les écoles maternelles scolarisent 112,9% des effectifs prévus par le Département provincial de l'éducation et de la formation. Il semble que le pourcentage d'enfants de cinq ans scolarisés en maternelle soit en diminution pour des raisons qui ne sont pas claires. Au cours du premier semestre de l'année scolaire 2006/07, 4 259 enfants représentant 87,3% des enfants de la classe d'âge (4 880 enfants) ont été scolarisés en maternelle, alors qu'en 2005/06, le pourcentage correspondant était de 98,1% (Service de l'éducation de Nha Trang, 2007). Globalement, les filles sont moins scolarisées que les garçons en maternelle, bien que l'écart soit faible : les filles représentent 45,2% des effectifs des crèches et 46,8% des effectifs de maternelle (voir tableau 5.3 ci-dessous). En primaire et en collège en revanche, les filles sont proportionnellement plus nombreuses qu'en maternelle (respectivement 47,9% et 49% des effectifs totaux). Il est possible que cela vienne d'une perception ancienne du pré-primaire, les parents envoyant toujours leurs fils plus tôt à l'école pour qu'ils se développent également plus tôt.

Les infrastructures scolaires, meilleures dans le public que dans le privé, expliquent le recrutement important dans les écoles publiques, et le dépassement régulier des prévisions de recrutement du département provincial. Il est cependant impossible de ne pas reconnaître le rôle du secteur pré-primaire privé, qui fournit 70% des places en crèche et 79% des places en maternelle. Les crèches et maternelles spontanées, qui sont pour l'essentiel des classes qui n'ont pas encore reçu l'autorisation d'ouvrir, ne sont pas enregistrées, et ne sont pas suivies par le département provincial de l'éducation et de la formation, ce qui explique que la qualité et les conditions d'accueil

Tableau 5.3.
Enfants de 3 à 5 ans scolarisés en maternelle à Nha Trang,
Année scolaire 2006/07

	Total	Filles	Pourcentage de filles	Taux net de scolarisation (%)
Nombre d'enfants en maternelle	11 022	5 163	46,8	73,1
Maternelles publiques	2 371	1 239	52,2	
Maternelles fondées par le peuple	4 552	2 078	45,6	
Maternelles privées	3 507	1 576	44,9	
Maternelles spontanées	592	nd.	nd.	

Source : Service de l'éducation de Nha Trang, 2006.

n'y soient pas garantis. Pourtant, la tendance est à l'accroissement de ce type de classes : en 2005/06, 1 600 enfants étaient accueillis dans ces classes. Les autorités administratives des communes et des quartiers sont actuellement en train d'examiner les conditions d'accueil de ces classes et groupes éducatifs spontanés, pour décider s'il faut les conserver ou les fermer.

En 2006/07, pour améliorer la qualité de l'éducation, le Département de l'éducation et de la formation a donné comme instruction aux écoles de créer un environnement vert, propre, mettant en application le thème " Améliorer la qualité de l'enseignement de la nutrition, de l'hygiène, et des aliments sains ". 12 802 enfants mangent dans les cantines des écoles. Pour améliorer la qualité des repas, un certain nombre d'écoles ont augmenté leur prix de 6 000 à 7 000 dôngs par jour, d'autres acceptent que leurs parents donnent du lait en plus aux enfants qui ont des carences. Toutes les classes ont un programme de culture de légumes propres, de présentation de plats nouveaux, riches sur le plan nutritionnel. La ville de Nha Trang travaille également en coordination avec le service de nutrition de l'hôpital de la province pour l'information aux familles sur les soins permettant de lutter contre les carences nutritionnelles et l'obésité chez les enfants. La plupart des enfants subissent des examens de santé périodiques, ont reçu les vaccinations nécessaires, ont un suivi de santé par le biais de tableaux de croissance, et reçoivent des soins dentaires. Dans la ville, les pourcentages d'enfants en bonne santé (catégorie A), présentant certaines carences (catégorie B), et présentant de fortes carences sont respectivement de 95,8%, de 3,8%, et de 0,4 %.

Nha Trang met actuellement en œuvre la réforme des programmes de maternelle, et utilise, pour améliorer la qualité de l'éducation, des méthodes telles que la familiarisation avec la littérature, l'alphabet, la sécurité routière, la morale, la musique, le dessin, et le calcul... et organise pour quarante-trois enseignantes des cours sur l'utilisation des marionnettes dans le cadre de la réforme des méthodes d'enseignement. Quarante-quatre établissements ont participé au concours des bons enseignants de la ville. Trente-trois enseignantes ont obtenu le titre parmi les cinquante-huit qui se sont présentées, et treize d'entre elles ont été choisies pour participer au concours provincial.

Selon les enseignantes, les programmes d'enseignement ont été rénovés de façon importante ces dernières années. Les contenus et les méthodes d'enseignement se sont diversifiés, sont mieux adaptés à la psychologie et au développement physique des jeunes enfants,

et permettent de faire ressortir le côté actif. Les enfants ont plus de jeux et de matériel pédagogique, ce qui permet d'accroître de manière visible la qualité de l'éducation.

L'enseignement général

Nha Trang compte 70 établissements d'enseignement général, dont 38 écoles primaires, 20 collèges et 11 lycées. 619 classes font la journée entière, soit 65% du nombre total de classes, et 338 classes sont en demi-pension (35%). Ce sont des pourcentages élevés par rapport aux autres grandes villes et à la moyenne générale du pays.

En primaire, la proportion d'élèves d'âge normal en classe 1 est très élevée, atteignant 98,4%. Les élèves de 6 à 10 ans scolarisés en primaire représentent 99,5% des effectifs. Le taux de redoublement est de seulement 0,43% et il n'y a pratiquement pas d'abandon scolaire. Le nombre d'élèves de primaire a baissé de 84 enfants par rapport à l'année dernière, en raison de la baisse du taux de natalité.

Actuellement, six écoles sont aux normes nationales. Toutes ces écoles enseignent les neuf matières du programme et ont des enseignants qui n'enseignent que la musique et les arts plastiques, ce qui permet à la qualité de l'enseignement de ces matières d'être élevée. Six écoles disposent de salles de classe spécifiques pour l'enseignement des matières artistiques.

37 écoles sur 38 organisent des cours toute la journée, et 28 ont des cantines. Le nombre d'élèves qui étudient la journée entière augmente chaque année, ce qui est une condition importante de l'amélioration de la qualité des apprentissages. Il n'y a pas d'école primaire privée.

Par ailleurs trois écoles assurent un enseignement bilingue en français, mais l'avenir de ces écoles est incertain parce que le nombre d'élèves qui y sont scolarisés baisse de manière notable en raison de la concurrence. Dans le seul domaine des cours à option, seize écoles viennent d'ouvrir des cours d'anglais et trois des cours d'informatique.

En 2006/07, dix sur les onze enseignants de la ville qui se sont présentés au concours provincial ont obtenu un titre, plaçant Nha Trang au premier rang de la province pour le nombre d'excellents enseignants de primaire.

Au début de l'année 2006/07, la ville scolarisait 23 330 élèves de collège, dont 11 425 femmes (soit 49%), représentant 97% des prévisions du Département provincial de l'éducation et de la

formation. Au milieu de l'année, le nombre d'élèves avait baissé de 160, 149 ayant abandonné (0,63%, contre 0,84% l'année précédente), et 20 d'entre eux étant passés en classes de généralisation. Les collèges qui enregistrent des taux plus ou moins importants d'abandon en 2005/06 sont le Collège Bach Đằng (6,2 %), le Collège Lê Thanh Liêm (5,1%), le Collège Nguyễn Đình Chiểu (1,85%) et le Collège Nguyễn Khuyến (1,7%).

Le pourcentage de redoublement est de 1,7%. Il était de 0,4% l'année précédente, et la raison de cette augmentation n'est pas claire.

Actuellement, tous les collèges enseignent l'ensemble des matières, ce qui constitue la première étape de la réforme des méthodes pédagogiques, et organisent des cours à option et des cours de formation professionnelle. Cependant, les conditions de bon exercice ne sont pas réunies pour ces enseignements, dans la mesure où le nombre de salles de classes et d'enseignants est insuffisant, et les contenus restent très formels, ce qui représente un gaspillage de temps et d'argent pour les parties concernées.

En 2006/07, 18 enseignants de la ville sur les 25 qui se sont présentés au concours provincial ont obtenu un titre, plaçant la ville de Nha Trang au premier rang de la province de Khánh Hoà pour le nombre d'excellents enseignants de collège.

Les écoles organisent également beaucoup d'activités extrascolaires, comme la collecte de papier usagé pour aider à acheter des canots à moteur pour les soldats des îles Spratley, ou offrir des cadeaux aux enfants des familles en difficulté...

En ce qui concerne le système d'enseignement général, il est signalé que bien que les enseignants aient des diplômes plus élevés et suivent des formations de perfectionnement sur l'utilisation des nouveaux manuels scolaires et la réforme des méthodes pédagogiques pendant l'été, les méthodes d'enseignement mises en œuvre pendant les heures de cours n'ont pas changé de manière uniforme. Dans certains établissements, la réforme des méthodes n'est que partiellement appliquée et l'est surtout lors des cours de démonstration ou lors des concours d'enseignants. Dans la pratique, une partie significative des enseignants utilisent à la fois les nouveaux manuels et les anciennes méthodes. La mise en œuvre des nouvelles méthodes d'enseignement exige qu'un certain nombre de conditions soient réunies concernant les matériels pédagogiques, les salles de classe, la durée d'enseignement, la flexibilité des programmes, la capacité d'initiative en matière de créativité des enseignants, la réforme du contrôle et de l'évaluation des ensei-

gnants et des résultats des élèves... Tant que les conditions ne changent pas ou pas suffisamment, les enseignants ne peuvent pas modifier complètement leurs méthodes d'enseignement en accord avec la réforme, et les niveaux de mise en œuvre varient de manière importante d'un établissement à l'autre. La qualité de l'apprentissage des élèves doit s'améliorer à partir de et essentiellement à l'intérieur de la classe.

L'éducation non formelle

Le système d'éducation non formelle propose des programmes d'enseignement variés à différents niveaux, avec l'objectif d'aider ceux qui n'ont pas pu accéder à l'éducation formelle à améliorer leurs connaissances et obtenir des diplômes. En janvier 2007, la ville comptait 1 698 apprenants inscrits dans ces différents programmes (voir tableau 5.4 ci-dessous).

Les enseignements des programmes du système non formel sont assurés par les enseignants du système éducatif formel, en fonction des quartiers dans lesquels ils enseignent. La ville met en œuvre une politique consistant à envoyer les enseignants des écoles du centre ville enseigner à tour de rôle dans les zones en difficulté, comme par exemple dans les classes de généralisation des îles du quartier Vinh Nguyễn. De plus, la ville a renforcé les méthodes de contrôle et de coordination des forces sociales en matière de mobilisation, de maintien des effectifs scolaires, et d'amélioration de la qualité de l'enseignement dans les classes d'alphabétisation et de généralisation. Nha Trang soutient les activités de quatre Centres d'apprentissage communautaires, et prépare actuellement l'ouverture de centres dans les communes et quartiers qui n'en sont pas encore dotés.

Tableau 5.4.
Le système d'éducation non formelle en 2006/07

Programmes d'enseignement	Nombre d'apprenants	Nombre de personnes à former	Personnes formées par rapport au plan (%)
Alphabétisation	78	100	78,0
Post-alphabétisation	206	150	137,0
Généralisation du primaire	450	400	112,5
Généralisation du secondaire de base	647	600	107,8
Généralisation du secondaire supérieur	317		

Source : Service de l'éducation de Nha Trang, 2006.

En février 2007, les 27 communes et quartiers de Nha avaient atteint les objectifs de la généralisation du primaire à l'âge normal, et les normes nationales en matière de généralisation du secondaire de base. Ces dernières années, alors que le primaire enregistrait une baisse des effectifs liée à la réduction du nombre de naissances, le nombre d'élèves de collège a commencé à augmenter, créant une grande pression sur les infrastructures scolaires. Le manque de salles de classes est important dans de nombreux établissements.

Les conditions de la mise en œuvre d'une éducation de qualité

Les enseignants

On observe que dans le pré-primaire, le pourcentage des enseignants qui ont le niveau de qualification requis ou un niveau supérieur est plus important dans le secteur public que dans le secteur privé (respectivement 99,5% et 75,4%), ce qui est l'un des principaux facteurs d'attraction pour les parents lors du choix de l'école de leurs enfants. Autrefois, en raison d'un sérieux manque d'enseignants, l'État avait une politique de formation accélérée des enseignants, avec des formations de faible niveau, comme la formation de trois ans après la classe 9 ou de deux ans après la classe 10... Les enseignants qui ont été formés de cette manière ont dû suivre des cours de formation complémentaire pour améliorer leurs compétences pédagogiques et obtenir les diplômes requis. Les enseignants dans ce cas sont nombreux à Nha Trang.

En ce qui concerne le ratio enseignants/élèves, la ville de Nha Trang a suffisamment d'enseignants, mais manque d'enseignants dans certaines matières comme le sport en primaire ou les langues étrangères et l'informatique en collège... C'est pourquoi dans de nombreux établissements les enseignants doivent cumuler des enseignements, un enseignant de russe enseignant par exemple la technologie, ou un enseignant de physique l'informatique, et un certain nombre de cadres administratifs doivent également assurer des enseignements...

Chaque année, le nombre d'enseignants formés et qui suivent des sessions de perfectionnement sur les méthodes pédagogiques dans les écoles normales supérieures et à l'université de pédagogie augmente. Par comparaison avec les autres districts de la province, les enseignants de la ville de Nha Trang ont un niveau de qualification

Tableau 5.5.
Les enseignants dans la ville de Nha Trang, 2006/07

	Total	Femmes	Ont les qualifications requises		Au dessus des qualifications requises		Ratio enseignants/ classe
			Nombre	%	Nombre	%	
Maternelle	784		645	82,4			
Écoles publiques	222			99,5%			
Écoles non publiques	562			75,4%			
Primaire	1 013	897	565	55,8	441	43,5	1,24
Collège	1 052	845	611	58,1	431	41,0	1,24

Source : Service de l'éducation de Nha Trang, 2006

plus élevé en termes de diplômes. Cependant de nombreuses écoles manquent de personnel de conseil et d'orientation pédagogique.

Les infrastructures scolaires

Les écoles

Les écoles publiques de Nha Trang disposent de 1 239 salles de classe, toutes en briques ou en ciment, comme prévu par les dispositions de la Loi sur la construction et de la Décision n° 19/CP du gouvernement : 868 écoles, soit 70,1% du total, sont en ciment (tableau 5.6). Cependant, environ 60% des salles de classe, construites il y a plus de trente ans, se dégradent et nécessitent des réparations continues.

Tableau 5.6.
Les infrastructures scolaires à Nha Trang en 2006/07

	Nombre de salles de classe	Nombre de salles de classe en briques		Nombre de salles de classe en ciment	
		Nombre	%	Nombre	%
Pré-primaire	111	43	38,7	68	61,3
Primaire	834	221	26,6	568	68,0
Collège	294	21	7,2	233	79,5

Source : Service de l'éducation de Nha Trang, 2006

Pour répondre aux exigences de l'enseignement sur la journée entière, éviter la troisième rotation, et empêcher la dégradation des locaux, le secteur éducatif de la ville de Nha Trang a depuis le début de l'année scolaire 2006/07, construit 34 nouvelles salles de classe, en a réparé 30 ainsi que 14 bâtiments annexes (cours d'école, toilettes, cuisines, garages...) pour un total de 8,64 milliards de dôngs, avec des fonds provenant de différentes origines. Les travaux de construction des collèges Âu Cơ et Vinh Thái sont en cours.

Le matériel pédagogique

En 2006/07, le service de l'éducation de la ville de Nha Trang a dépensé 2 milliards de dôngs dans l'achat de matériel pédagogique et de livres pour les écoles. C'est un chiffre très modeste pour les 52 écoles de la ville qui ont une bibliothèque. Parmi ces dernières, 35, soit 71%, ont une bibliothèque aux normes. En 2006/07, Nha Trang a proposé d'inscrire trois bibliothèques supplémentaires au nombre de celles qui sont reconnues aux normes par le ministère. Cependant, « *toutes les écoles ont un cadre responsable des matériels pédagogiques et de la bibliothèque, la plupart étant des enseignants assurant ces fonctions en plus de leurs heures de cours, et n'ayant pas de qualifications professionnelles, l'efficacité de l'utilisation des matériels et des bibliothèques est encore limitée.* » (Service de l'éducation de Nha Trang, 2007).

La fourniture de matériel scolaire suit un schéma de répartition relativement compliqué et lent par rapport aux besoins de l'année scolaire. De plus, le matériel n'est généralement pas adapté aux besoins : la qualité et la quantité ne sont pas garanties, le matériel est facilement endommagé, et les formes et les couleurs ne sont pas attrayantes. Par exemple, en 2006/07 les classes 5 n'avaient toujours pas reçu les matériels pédagogiques à la fin du premier semestre (Service de l'éducation de Nha Trang, 2007). Par rapport à la situation décrite par le département provincial de l'éducation « *le matériel scolaire est abondant et répond aux besoins de l'enseignement et de l'apprentissage* » (Département de l'éducation et de la formation, 2007), l'écart apparaît important.

La ville de Nha Trang porte une attention particulière à la construction d'écoles aux normes nationales. En 2006/07, le pourcentage d'écoles aux normes était de 20,3% (voir tableau 5.7 ci-dessous).

Le projet est d'ajouter trois à cinq écoles supplémentaires à la liste des écoles aux normes d'ici la fin de l'année 2007. L'un des objectifs

Tableau 5.7.
Écoles aux normes nationales de la ville de Nha Trang,
Année scolaire 2006/07

	Nombre d'écoles	Nombre d'écoles aux normes nationales	Pourcentage
Pré-primaire	14	2	14,3
Primaire	38	6	15,8
secondaire	22	7	31,8

Source : Service de l'éducation de Nha Trang, 2006.

les plus difficiles à atteindre pour mettre aux normes les écoles de la ville est la superficie par élève. C'est la raison pour laquelle la plus grande partie des écoles aux normes sont des écoles publiques. C'est un problème partagé par toutes les grandes villes du pays

Selon le rapport du Service de l'éducation de la ville de Nha Trang, « *Bien que des efforts importants aient été faits, les infrastructures sont encore insuffisantes au regard des besoins de la réforme actuelle de l'éducation, le problème principal étant la superficie : actuellement, le nombre de salles de classes reste insuffisant pour mettre en œuvre la journée entière en primaire, et pour améliorer localement la qualité de l'éducation dans toutes ses dimensions ; pratiquement tous les établissements d'enseignement général manquent de salles spécialisées (salles pour les différentes matières, réserve pour le matériel, bibliothèque) et de terrains de sport. Le centre, l'ouest et le sud de la ville manquent encore de collèges (sept communes et quartiers n'ont pas encore de collège), entraînant des situations de surcharge, de taille des classes et d'effectifs par classe trop importants dans beaucoup d'écoles par rapport aux normes du ministère. Dans un certain nombre d'écoles, la situation se dégrade sérieusement, certaines étant trop petites mais n'ayant pas la possibilité de construire ou de déménager* » (Service de l'éducation de Nha Trang, 2006).

Présentation des enquêtes et des écoles

Le système éducatif de Nha Trang couvre les différents quartiers et communes de la ville. Les élèves vont dans les écoles de leur quartier ou commune, de la maternelle au collège. Deux lycées gérés par le

Département provincial de l'éducation accueillent des élèves de toute la ville. Dans l'hypothèse d'une homogénéité de la qualité de l'offre sur l'ensemble urbain, cette contrainte géographique apparaîtrait donc comme démocratique.

Cependant un certain nombre d'écoles échappent à cette logique de répartition. Toutes les écoles qui, pour une raison ou pour une autre, se singularisent, comme par exemple celles qui sont gérées directement par le Département provincial au lieu de l'être par le quartier, offrant aux parents la possibilité de pouvoir choisir pour leurs enfants une école autre que celle de la carte scolaire. Ces écoles ont un recrutement qui s'étend généralement sur l'ensemble de la ville. Le nombre d'élèves qui souhaitent étudier dans ces écoles dépasse leurs capacités d'accueil, et elles doivent, d'une manière ou d'une autre, éliminer un certain nombre de candidats à l'inscription, par exemple en organisant des concours d'entrée...

En principe toutes les écoles doivent être gérées par le Service de l'éducation du district, étant donné que dans le cadre de la politique de décentralisation le budget de l'éducation lui est versé directement. Il y a six ans cependant, le Département provincial a repris en gestion certaines écoles à des fins de contrôle ou d'expérimentation. La qualité est considérée comme plus élevée dans les écoles contrôlées par le Département provincial de l'éducation et de la formation, parce que ce dernier a une politique de formation et de suivi. Il est dit également que le transfert de la gestion budgétaire qui a été fait au district a été préjudiciable aux écoles maternelles parce que les crédits alloués par le district étaient insuffisants. C'est en principe 10% du budget qui doivent aller aux maternelles mais il arrive que les districts, se souciant davantage des niveaux primaire et secondaire, donnent moins.

Pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'équipe de recherche n'a pas eu l'occasion de travailler sur un échantillon représentatif des écoles, de leur qualité, et des activités d'un quartier type de Nha Trang, mais a travaillé avec trois écoles dépendant du Département provincial de l'éducation et de la formation.

Le Ministère de l'éducation n'a pas de politique préférentielle concernant les choix des Départements provinciaux de l'éducation et de la formation en matière de répartition de la gestion des écoles. L'état des lieux dans ce domaine est donc spécifique à chaque province. De plus le Département provincial qui est pourtant responsable de la qualité de l'éducation devant le Ministère de

L'Éducation, n'a qu'un pouvoir marginal dans ce domaine puisque c'est le Service de l'éducation du district ou de la ville qui contrôle l'ensemble du budget et des fonctionnaires. En ce qui concerne la ville de Nha Trang, il apparaît que le Département provincial, à défaut d'avoir en gestion toutes les écoles, utilise les écoles de son réseau comme vitrines de la qualité dans le sens d'écoles pilotes (une bonne application des directives du ministère) ou écoles d'excellence (illustration de la bonne politique). Nous avons pu, au cours de la recherche, observer la forte capacité d'attraction de ces écoles pour certaines catégories de population, pour des raisons de qualité ou en raison de caractéristiques qui font qu'elles se différencient des autres écoles. Des interlocuteurs nous ont rapporté que cette situation était « *bancale* » et qu'elle suscitait une « *fausse concurrence* ». Le fait de n'avoir enquêté que dans des écoles "pilotes" du Département provincial constitue donc un biais dans l'approche de la qualité de l'éducation dans la ville de Nha Trang.

L'équipe de recherche n'a pas non plus eu l'occasion de travailler avec le Service de l'éducation de la ville de Nha Trang, ni avec les responsables des quartiers dans lesquels sont situées les trois écoles enquêtées, ce qui explique qu'il manque ici un certain nombre de données.

Comme nous l'avons signalé plus haut, les trois écoles où s'est déroulée l'enquête sont des écoles exceptionnelles à plus d'un point de vue, et elles ne peuvent en aucun cas représenter l'ensemble des questions éducatives ni refléter le niveau global de la qualité de l'éducation dans la ville de Nha Trang. Néanmoins, placées sous la tutelle directe du Département provincial de l'éducation et de la formation et vouées à être des écoles de référence, ces écoles existent, fonctionnent, et montrent concrètement ce qui est fait et tenté, et ce qui pourrait être fait et encore amélioré en matière de qualité. Nous avons pu voir que l'offre scolaire est d'une grande densité dans la ville. Cette offre est circonscrite à l'intérieur des différents périmètres dessinés par la carte scolaire, et donc le plus souvent les parents n'ont pas d'autre choix d'école pour leurs enfants que celui déterminé par leur lieu de résidence.

N'ayant pas eu l'occasion d'enquêter dans des écoles dépendant du district, nous ne pouvons donc faire d'estimation de la qualité de ces écoles. En revanche nous avons pu enquêter dans des écoles non assujetties à la carte scolaire et nous avons pu mesurer leur degré élevé d'attractivité (avec des nuances pour l'école Hermann Gmeiner). Cette attractivité tendrait à montrer que ces écoles sont d'une qualité

particulière et à tout le moins supérieure à celles que les parents hors-carte ont contournées. À travers l'examen qui va suivre des différents aspects de l'offre matérielle et pédagogique de ces écoles et de leur fonctionnement - soit une sorte de monographie comparative - nous allons essayer non seulement d'analyser la qualité intrinsèque de ces écoles, mais encore d'identifier ce qui serait supposé fonder leur attractivité particulière et qui ferait donc potentiellement défaut dans l'offre existant dans les quartiers de résidence des trans-cartes.

L'école pré-primaire Huong Sen

C'est une école publique qui dépend du Département provincial de l'éducation et de la formation. Autrefois, un certain nombre d'écoles primaires et de collèges étaient directement gérés par le Département provincial de l'éducation pour lui permettre de disposer de lieux d'expérimentation des concepts scientifiques et l'aider en matière de direction pédagogique. Aujourd'hui, il ne reste de ce système qu'une seule école à Nha Trang, mais dans l'ensemble du pays de nombreuses provinces conservent un système de ce type.

L'école a été créée en 1984, et n'a qu'un établissement, situé dans le quartier Lộc Thọ (photo 35 p. 131). On trouve dans un rayon d'un kilomètre autour de l'école Huong Sen d'autres écoles, publiques et fondées par le peuple, comme les écoles maternelles Lý Tự Trọng, Phước Tiến, 20 Octobre, et Hoà Hồng. Bien que ne se trouvant pas au centre ville, l'école Huong Sen est située dans le quartier central de l'éducation de la ville de Nha Trang, un endroit qui dispose également de nombreux établissements scolaires primaires et secondaires.

L'école est aux normes nationales depuis l'année scolaire 2002/03. Elle est construite sur deux étages sur un terrain de 5 900 m², et dispose d'une superficie de 15 m² par élève. La moitié du terrain de l'école est occupée par la cour. Le jardin de l'école est très bien conçu et entretenu. L'école est un espace rafraichissant et bien ordonné. Selon les cadres du Département provincial, l'école « *dispose de la plus grande superficie à Nha Trang, mais les infrastructures sont dégradées par rapport aux écoles nouvellement construites. Chaque année, le Département doit consacrer plus de 400 millions à son entretien...* »

L'école a son propre générateur, pour parer aux coupures d'électricité, utilise l'eau de la ville, et de l'eau bouillie pour les enseignants et les élèves. Les toilettes pour les enseignants et les élèves sont séparées, adaptées sur le plan hygiénique, avec un

système séparé d'évacuation des eaux usées. Les salles de toilettes ferment, et pour douze espaces d'apprentissage, il y a douze zones de toilettes pour les enfants, avec des salles séparées pour les garçons et les filles.

Parce que l'école dépend du Département provincial de l'éducation, toutes les familles de Nha Trang ont en principe le droit d'envoyer leurs enfants étudier dans cette école, sans considération de leur état de santé, de leur lieu de naissance, ou de la situation de leurs parents... Dans la réalité cependant, chaque année, l'école accueille cent enfants de plus, et 50% d'entre eux sont des enfants prioritaires comme les enfants ou petits-enfants d'invalides de guerre, d'enseignants de l'école, ou de cadres des services liés à l'éducation... Dans le passé, le recrutement était très compliqué en raison du nombre de cadres de haut niveau qui souhaitaient envoyer leurs enfants dans cette école, mais la pression sur le recrutement s'est réduite ces dernières années du fait de l'ouverture par la ville de nouvelles écoles.

D'une manière générale, pour envoyer leurs enfants dans cette école, les parents doivent les inscrire, fournir le dossier un an auparavant, et en principe les élèves ne payent pas pour entrer à l'école. Quand leur tour est arrivé, l'école écrit aux familles pour les prévenir. Pendant la période d'enquête, un certain nombre d'enfants des cadres des districts de Khánh Vinh, Diên An, Diên Khánh étaient scolarisés dans cette école. L'école scolarise 450 enfants dans ses différentes classes.

L'école Hermann Gmeiner

Cette école a été créée en juin 2002 et est située dans les faubourgs de Nha Trang, dans le quartier Vinh Luong (photo 35 p. 131). L'école est donc ouverte depuis cinq ans, et est l'une des dix écoles SOS au Viêt-nam, établie par un bailleur étranger dans un but humanitaire pour aider les enfants pauvres, abandonnés, et sans soutien. L'école est située à environ 500 mètres du village SOS où résident 137 élèves.

L'école est gérée par le Département provincial du travail et des affaires sociales pour les infrastructures et le salaire des enseignants. Le Département provincial de l'éducation et de la formation gère et pilote les programmes d'enseignement, et on peut considérer qu'il s'agit d'une école fondée par le peuple.

Il s'agit d'une école spéciale, qui couvre les trois niveaux d'enseignement du primaire au lycée. L'école est située sur un très grand terrain.

Elle comporte plusieurs bâtiments de deux étages en ciment, a un mur d'enceinte, une cour de récréation, un terrain de sport, une grande salle de gymnastique, un espace vert. L'école dispose de quatre salles de travaux pratiques pour la physique, la chimie et la biologie, et une salle d'informatique avec un ordinateur pour deux élèves. Le responsable des salles de travaux pratique a un niveau universitaire et prépare le matériel pour les enseignants et les élèves. Le matériel pédagogique est préparé tous les jours en fonction des sujets étudiés pour que les enseignants puissent les utiliser aisément. L'école a un laboratoire de langue associé à la salle d'informatique, mais le réseau qui relie les deux salles n'est pas très bon. C'est pourquoi le laboratoire n'est pas utilisé de manière régulière mais seulement pour les cours de démonstration. L'école dispose en outre de huit postes de télévision dans les classes de primaire, utilisés pour l'apprentissage à partir de cassettes vidéo ou pour permettre aux enfants de regarder la télévision avant de faire la sieste le midi. Ces postes de télévision ont été achetés par les parents d'élèves. La salle de réunion et le bureau du directeur de l'école sont également équipés chacun d'un poste.

Les salles de classe sont utilisées chacune par une seule classe. L'école a actuellement vingt-quatre classes et vingt-cinq salles. La salle disponible est utilisée pour les cours de musique et d'arts plastiques. L'école s'apprête à construire des salles séparées pour ces deux matières.

L'école a une cuisine moderne, et un réfectoire séparé pour les élèves. Toutefois, les élèves font encore la sieste dans leurs salles de classe. Le système électrique est bon, et il n'y a jamais de coupure d'électricité. L'école utilise l'eau de la ville, et fournit pour boire de l'eau propre, filtrée. L'école a une infirmerie, avec un lit pour les élèves qui sont

Tableau 5.8.
Effectifs de l'école Hermann Gmeiner, 2006/07

	Effectifs		Élèves SOS		Autres élèves
	Nombre	Filles	Nombre	Filles	
Primaire	343	148	-	-	-
Collège	304	141	-	-	-
Lycée	197	92	-	-	-
Total	840	382	137	62	703

Source : Établissement d'enseignement général Hermann Gmeiner, 2006

malades, possède les médicaments nécessaires et dispose d'un véhicule de quinze places pour envoyer, le cas échéant, les élèves à l'hôpital, ou pour d'autres activités. Les toilettes sont situées dans un endroit séparé, suffisamment éloigné de la source d'approvisionnement en eau. Elles sont propres, mais enseignants et élèves utilisent les mêmes, et en raison de la faible qualité de construction, il y a des infiltrations d'eau. L'école envisage actuellement de construire de nouvelles toilettes, séparées pour les enseignants et les élèves.

À l'origine, l'école était prévue pour la scolarisation des enfants du village SOS, mais par la suite, l'école a mis en œuvre une politique d'ouverture en direction des élèves de Nha Trang. Pour le recrutement, l'école fait en début d'année une annonce largement diffusée localement, à la radio et dans les journaux locaux. Le nombre d'élèves correspond aux capacités d'accueil de l'école, conformément à la requête du directeur de l'école auprès du Département provincial de l'éducation et de la formation. Dans la mesure où le village SOS peut décider seul, il maîtrise les effectifs, et chaque niveau comporte seulement deux classes, chaque classe ayant entre 35 et 40 élèves. L'école n'a donc que 24 classes, et un nombre d'élèves faible.

Auparavant, l'école avait des difficultés à recruter des élèves parce que les gens ne comprenaient pas bien les objectifs et le fonctionnement du système de formation. Mais aujourd'hui, le recrutement des élèves ne présente plus de difficultés. Chaque année, le nombre d'élèves qui veulent s'inscrire est supérieur au nombre d'élèves que l'école peut accueillir. Pourtant, en raison du faible nombre de classes, il n'y a en primaire que deux enseignants par niveau, et les enseignants ne sont pas très satisfaits de l'environnement pédagogique parce qu'ils se sentent isolés du fait qu'il n'y a pas suffisamment d'enseignants pour mettre en place des groupes pédagogiques qui leur permettraient de s'entraider dans leur enseignement.

Le Collège/Lycée Nguyễn Văn Trỗi

Créé en 1920, l'établissement, qui comporte des classes bilingues français-vietnamien était à l'origine une école primaire Franco-Vietnamienne (photo 43 p. 132). La ville de Nha Trang a trois écoles primaires qui assurent des enseignements bilingues français-vietnamien, mais au niveau secondaire, seul le Lycée Nguyễn Văn Trỗi enseigne, de la classe 6 à la classe 12 ces programmes bilingues qui sont gérés par le Département provincial de l'éducation et de la

formation. Actuellement, le Département provincial envisage de séparer le collège et le lycée.

Situé dans le centre de la ville de Nha Trang, ce collège dispose d'un emplacement d'environ un hectare coïncé dans l'ensemble des maisons du quartier qui délimitent les trois-quarts de son périmètre. Le seul espace ouvert donne sur la rue, dont il n'est séparé que par un muret surmonté d'une grille dans lequel est ouverte l'unique et étroite porte d'entrée donnant directement sur la rue, et qui voit passer plusieurs fois par jour, sous les yeux d'un gardien qui ne peut se repérer qu'aux uniformes, les quelques deux mille élèves de l'établissement. La configuration du lieu limite donc toute extension de la superficie, et tous les bâtiments ont deux étages avec des escaliers extérieurs donnant sur des coursives.

Le manque d'espace ouvert fait que la cour de récréation est aussi le terrain pour les cours d'éducation physique et l'apprentissage militaire (photo 44 p. 132), et le Directeur attribue à cet état des lieux la faiblesse des résultats obtenus dans ces domaines.

L'extérieur des bâtiments n'a pas été repeint depuis dix ans, et l'école est située à proximité de l'endroit où sont brûlés les déchets de l'Institut Pasteur. La fumée dégagée par ces déchets passe dans l'école, provoquant une pollution de l'air très importante. La ville n'a toujours rien prévu pour remédier à ce problème.

L'école a des salles de travaux pratiques pour la physique, la chimie et la biologie, permettant de réaliser les expériences prévues par le programme scolaire, mais ces salles sont petites, étroites, et servent à la fois de salles de réserve et de travaux pratiques. Trois enseignants assument, à côté de leurs charges d'enseignement, la responsabilité des trois salles de travaux pratiques. L'école a également un laboratoire de langue pour l'apprentissage de l'anglais, mais il a été transformé en salle de musique parce qu'il n'était pas utilisé de manière efficace. Pendant les cours de langues étrangères, toutes les classes utilisent des cassettes en appui.

En 2006/07, l'école avait 55 classes, dont 25 classes bilingues français-vietnamien faisant la journée entière à raison de six heures et demie par jour, mais seulement 40 salles de classe. 30 classes sont scolarisées seulement sur la demi-journée, avec un volume horaire de quatre heures quinze par jour. En raison du manque de salles de classe, l'école utilise également pour les cours deux salles de travaux pratiques et la salle de l'Association des pionniers. C'est pourquoi, en réalité, les élèves ont rarement l'occasion d'utiliser les salles de travaux pratiques.

L'école dispose de toilettes séparées pour les enseignants et les élèves, mais leur aménagement n'est pas adéquat. Elles sont en effet situées à côté des salles de classes. De plus, il n'y a que vingt toilettes pour l'ensemble des élèves de l'établissement. Il y a donc surcharge et on ne peut pas les garder propres : elles sont sales et malodorantes, ce qui a un effet gênant sur les cours.

L'école recrute des élèves dans tous les quartiers de la ville de Nha Trang, et chaque année, le nombre d'élèves qui demandent à s'inscrire est de beaucoup supérieur aux capacités d'accueil de l'établissement, qui doit organiser un concours d'entrée. En 2006/07, 2 100 élèves se sont présentés au concours de la classe 10, mais seuls 665 ont été admis. Malgré cela, le nombre de points nécessaires pour entrer à l'école n'est pas élevé, et est inférieur à celui requis par les autres écoles, et selon les enseignants, les capacités scolaires des élèves ne sont pas homogènes. En 2006/07, le nombre de points requis pour entrer en classe 10 était de 10 points pour deux matières, tandis que les écoles voisines recrutaient à 14. Pourtant, selon le Président du comité de représentation des parents d'élèves, « *Bien que ceux qui entrent à l'école soient mauvais, ceux qui en sortent sont bons* ». C'est ainsi que les résultats de l'établissement aux examens de fin de cycle et aux concours d'entrée à l'université ne sont pas inférieurs à ceux des autres écoles.

Actuellement, le nombre d'élèves de la section bilingue de l'école se réduit parce que la ville n'a plus que trois écoles primaires dans lesquelles est enseigné le français, et que le nombre d'élèves de ces classes se réduit. En 2006/07, seuls 115 sortants de primaire ont demandé leur inscription dans la section bilingue de l'établissement, alors que près de 100 élèves de collège demandent à en sortir. Un certain nombre de raisons sont invoquées pour expliquer cette situation. Certains élèves, qui rencontrent des difficultés croissantes au fur et à mesure de l'avancement de leurs études et ont conscience qu'ils ont de faibles capacités d'apprentissage demandent à arrêter ; Pour un certain nombre d'élèves, suivre les cours toute la journée est pénible et ne laisse pas de temps pour prendre des cours supplémentaires dans les autres matières. Enfin, les parents ne voient pas d'avenir pour leurs enfants parce qu'il n'y a pas dans la ville d'université spécialisée dans le français, et qu'il n'y a pas de marché pour les étudiants qui parlent le français...

Globalement, 90% des élèves suivent les cours régulièrement. Les 10% restant sont faibles, " paresseux ", abandonnent leurs études, et font l'école buissonnière pour aller jouer. Les absences des élèves de

Tableau 5.9.
Effectifs du Lycée Nguyễn Văn Trỗi, Nha Trang, 2006/07

	Nombre d'élèves	Classes bilingues	
		Nombre de classes	Effectifs
Total	2 149	25	781
Collège	521	16	450
Lycée	1 628	9	331

Source : Collège/Lycée Nguyễn Văn Trỗi, 2006

collège constitue un problème nouveau pour les écoles aujourd'hui. Les autres problèmes de discipline que rencontre l'école sont les bagarres entre les garçons, les absences répétées, les vols dans les affaires des élèves, les élèves qui fument et vont au café... Bien que les problèmes graves soient rares, il n'y a pas de mois sans que des élèves n'aient des problèmes de discipline.

Conditions de scolarisation dans les écoles enquêtées

Qualité des infrastructures et des équipements scolaires

Les bâtiments et les salles

L'école maternelle Huong Sen a une infirmière (médecin), et une infirmerie. L'école a actuellement un programme gratuit d'hygiène dentaire pour tous les enfants. L'école a une petite salle de bibliothèque d'environ 25-30m², avec des étagères de livres adaptés à chaque âge. Dès l'âge de trois ans, les enfants commencent à apprendre à manipuler des livres, à utiliser la bibliothèque, et à se familiariser avec les activités qu'elle organise, comme écouter des histoires racontées à partir d'images ou écouter des histoires racontées par des marionnettes. Les enfants peuvent aller à la bibliothèque deux fois par semaine pendant trente minutes. Chaque jour, la bibliothécaire autorise les parents des élèves à venir chercher des livres qu'ils peuvent lire à leurs enfants entre 16h30 et 17h00. Environ 10 à 15% des parents profitent de cette possibilité. Les livres proviennent principalement des dons des parents d'élèves, l'école achetant peu de livres chaque année. La gestion de la bibliothèque manque de professionnalisme. Une enseignante s'occupe de la

bibliothèque en plus de ses cours, et ne peut donc pas en assurer le fonctionnement en continu. Le personnel administratif de l'école doit faire le ménage, le rangement, et gérer les livres après le passage des élèves dans la bibliothèque. Il s'agit là d'un grand effort d'amélioration de l'éducation, mais la petite taille de la bibliothèque ne permet pas à l'école d'organiser les activités supplémentaires que les parents souhaiteraient.

L'école a une cuisine, éloignée des salles de classe, mais ne dispose pas d'un réfectoire qui pourrait accueillir tous les élèves, et ces derniers mangent donc dans leurs classes. Chaque classe dispose cependant d'un coin repas séparé de la zone d'apprentissage et de jeu, et la répartition de ces différentes zones est très adaptée. Tous les enfants prennent quatre repas dans l'école. Les menus sont préparés chaque semaine sur le logiciel Note kid, qui garantit leur équilibre nutritionnel, en fonction de la saison et des conditions locales. L'école a signé un contrat pour la fourniture de produits alimentaires, avec une entreprise garantissant les prix, la qualité, et la conformité par rapport à la législation. L'école a onze personnes en cuisine, dont un responsable des achats et dix personnes qui s'occupent de la préparation des repas. Un cuisinier prépare les repas pour quarante élèves. Les enseignantes assurent à la fois leurs tâches d'enseignement et le service des repas dans les classes. Les membres du Conseil de cantine sont la directrice de l'école, l'adjointe de direction chargée de la nutrition, l'adjointe de la direction chargée de la pédagogie, le médecin de l'école, et le Comité de contrôle de l'hygiène de l'école, chargé de la surveillance quotidienne de la préparation des repas et des produits alimentaires. Le Conseil recueille deux fois par semaine les avis des enseignantes sur la qualité et les plats, de manière à ce que les personnels des cuisines puissent préparer des repas adaptés au goût des élèves. Tous les jours, les menus et les quantités de nourriture données aux enfants sont affichés à l'entrée de l'école pour que les parents d'élèves puissent les consulter.

L'école pèse tous les mois les enfants de trois ans, et tous les semestres les enfants qui ont plus de trois ans. Chaque année, l'école organise trois examens de santé pour les enfants de trois ans. Au début de l'année 2005/06, 4% des élèves de l'école présentaient des carences alimentaires, mais à la fin de l'année, tous ces enfants avaient retrouvé un état de santé normal. Aujourd'hui, le nombre d'enfants dont le poids et la taille ne sont pas en dessous de la norme augmente rapidement. De plus, en raison de l'amélioration rapide du niveau de vie, il y a un nombre croissant d'enfants obèses, et l'école

doit régulièrement organiser des sessions de discussion et d'information à l'intention des parents d'élèves sur la sécurité alimentaire et les mécanismes nutritionnels... Si l'on peut considérer que l'école est le lieu d'application des idées les plus nouvelles et avancées de la ville, avec son jardin des légendes¹, sa zone de jeux d'extérieur et son potager, elle est aussi essentiellement un lieu attrayant pour les parents d'élèves. Selon les parents, l'école *Huong Sen* est l'école maternelle de la ville la meilleure sur le plan de la nutrition et de l'éducation pour les jeunes enfants. Cela s'explique d'une part par le fait que l'école est une école de tradition et de renom, ce qui incite les enseignantes à donner le meilleur d'elles mêmes pour conserver cette renommée. D'autre part, l'école dépend du Département provincial et bénéficie à ce titre d'investissements plus importants que les autres écoles en termes de programmes éducatifs et d'infrastructures. Des personnels du Département provincial de l'éducation participent à toutes les réunions de l'école, ce qui permet de répondre plus rapidement à tous ses besoins.

L'école *Hermann Gmeiner* a été équipée de manière très moderne par l'organisation *SOS*. Elle dispose d'un grand réfectoire, frais, supérieur à ce dont disposent toutes les autres écoles, dans lesquelles les élèves mangent, dorment et étudient dans un même endroit. Les élèves de la classe 1 à la classe 6 mangent à l'école le midi. Lorsqu'ils se réveillent après la sieste, ils goûtent (500 dôngs/élève). Les menus sont établis par les parents d'élèves et la Sous-commission pour la cantine, et approuvés par la direction. Les plats changent régulièrement pour assurer la qualité. De plus, l'école a passé, au début de l'année scolaire, contrat pour la fourniture de produits alimentaires, ce qui permet de garantir la fraîcheur des aliments. L'école emploie quatre cuisiniers contractuels pour préparer les repas des 350 enfants, qui mangent en deux services, et garantir la propreté et l'hygiène. Les parents d'élèves viennent parfois assister aux repas, et l'école a une boîte pour recueillir les opinions des élèves sur les repas. En ce qui concerne les frais de cantine, les élèves doivent acquitter 4 500 dôngs par jour en primaire, et 5 500 dôngs en secondaire, la cantine ne bénéficiant d'aucune assistance extérieure.

Les infrastructures sont suffisantes, mais les tables et les chaises des élèves dans les classes sont des tables-bancs (photo 42 p. 132), très

¹ Jardin décoré de statues et fresques représentant des personnages et scènes de légendes et histoires pour enfants (photo 37 p.131).

lourds et non adaptés aux nouvelles méthodes pédagogiques, bien que les salles soient équipées de matériel de toutes les tailles, adapté à chaque tranche d'âge.

L'école a une bibliothèque et une salle de lecture pour les élèves. À l'origine, l'organisation SOS a donné à l'école un budget de trente millions de dôngs pour acheter des livres. Depuis, chaque année, l'école dépense sur son budget cinq millions pour les achats de livres. Par ailleurs, l'école fait également appel aux parents d'élèves, mais ne reçoit que peu d'argent parce que le quartier est encore pauvre. L'école emploie une personne pour s'occuper de la bibliothèque en plus de ses fonctions de trésorier, mais il n'y a pas de planning de lecture pour les élèves. Ceux-ci utilisent peu la bibliothèque, et l'école n'a pas envisagé de moyens spécifiques pour les encourager à lire ou à emprunter des livres à la bibliothèque. D'une manière générale, les bibliothèques des écoles à Nha Trang sont utilisées avec une efficacité faible. Les enseignants et les personnels de gestion n'ont pas conscience de l'importance de cultiver l'habitude de la lecture chez les élèves. C'est pourquoi la plus grande partie des personnels qui s'occupent des bibliothèques le font en plus de leurs autres tâches, et considèrent qu'il s'agit d'une tâche accessoire.

Au Collège Nguyễn Văn Trỗi, toutes les tables et les bancs sont prévus pour quatre élèves et ne peuvent pas être déplacés, bien que l'établissement mette en œuvre la réforme des méthodes d'enseignement (photo 45 p. 132). De plus, l'établissement scolarisant dans les mêmes locaux des élèves de la classe 6 à la classe 12, la taille des tables et des bancs n'est pas adaptée aux différents groupes d'âge. La plupart des tables et des bancs sont vieux et sérieusement endommagés, certains étant utilisés depuis 1992. Mais l'école n'a pas les moyens de résoudre ce problème, de remplacer le matériel défectueux ni d'en ajouter. Les chercheurs ont pu observer que les salles de classes ne sont pas disposées selon l'esprit de la réforme : elles sont très sommaires et pauvrement équipées. Les travaux de construction en cours à l'intérieur et à l'extérieur de l'école perturbent les cours.

L'école a une bibliothèque, mais elle est exigüe, a peu de livres, sa salle de lecture est petite et située à un étage élevé. Elle ne se prête par conséquent pas à un usage aisé par les élèves. L'établissement a plus de 2 000 élèves, mais un seul responsable de bibliothèque. Selon le directeur de l'école, la bibliothèque n'est pas utilisée de manière très efficace. Bien que la bibliothèque soit ouverte toute la journée, le nombre d'élèves qui y entrent pour emprunter des livres est très faible, et elle fonctionne au ralenti. Au cours de l'année

scolaire 2005/06, le nombre de livres ajoutés à la bibliothèque a été de seulement 766 volumes, principalement des manuels scolaires (380 livres), des ouvrages professionnels pour les enseignants (273 livres), et quelques ouvrages de référence (113 livres).

L'école a un bureau d'orientation scolaire, avec un responsable salarié par l'école, et une infirmerie avec un employé. Bien que les élèves viennent de différents quartiers de la ville, certains parcourant jusqu'à dix ou quinze kilomètres pour venir à l'école, en particulier parmi ceux qui étudient dans la section bilingue, l'école n'a pas de cantine, et ne propose pas de repas aux élèves. Le midi, les élèves doivent rentrer chez eux manger, ou acheter leurs repas dans la rue pour pouvoir assister aux cours de l'après-midi s'ils habitent trop loin.

Les frais de scolarisation et de cantine

Chaque mois, les élèves versent à l'école maternelle Huong Sen 228 000 dôngs en moyenne en maternelle et 217 000 dôngs en crèche. L'État finance les repas annexes des enfants de moins de trois ans à hauteur de 300 dôngs par jour, vingt-deux jours par mois. La participation aux cours de danse et de dessin est payante et basée sur l'inscription par les parents. Ainsi, par rapport aux écoles fondées par le peuple (70 000 dôngs par mois), les frais dans le public sont moins élevés. Sur les frais scolaires collectés, l'école conserve 36% pour son utilisation propre, et reverse 62% au Département provincial de l'éducation et de la formation. Chaque année, les élèves doivent également acquitter des frais pour l'achat du matériel scolaire individuel. En 2006/07, les parents d'élèves ont dépensé 70 millions de dôngs pour construire le jardin des légendes. Les parents souhaiteraient contribuer davantage au financement de l'école, mais cette dernière s'y oppose, et le Département provincial de l'éducation et de la formation surveille étroitement les dépenses de l'école pour éviter que les parents ne payent trop.

En ce qui concerne l'école Hermann Gmeiner, le montant des frais scolaires est considéré comme acceptable par les familles de catégorie moyenne, dans la mesure où les autres écoles demandent davantage. En outre, « *La qualité de l'éducation dans cette école est bonne, l'environnement est très sain, l'école est éloignée de la route nationale, les enseignants ont un grand sens de leurs responsabilités, la durée des cours est adéquate, et la demi-pension est bien organisée.* » L'école accorde aux élèves des familles en difficulté des réductions ou exemptions, et offre des bourses aux élèves excellents

Tableau 5.10.
Frais scolaires de l'école maternelle Hương Sen (dôngs)

Frais scolaires	Crèche		Maternelle	
	Montant	Périodicité	Montant	Périodicité
Cantine	165 000	Mois	176 000	Mois
Frais de scolarité	52 000	Mois	52 000	Mois
Total	217 000	Mois	228 000	Mois
Cours de danse			30 000	Mois
Cours de dessin			30 000	Mois

Source : École maternelle Hương Sen, 2006.

Tableau 5.11.
Frais scolaires de l'école Hermann Gmeiner (dôngs)

Frais scolaires	Primaire		Collège		Lycée	
	Montant	Périodicité	Montant	Périodicité	Montant	Périodicité
Frais de scolarité	65 000	Mois	65 000	Mois	90 000	Mois
2e demi-journée			15 000	Matière	20 000	Matière
Total	80 000	Année	100 000	Année	120 000	Année
Assurance accident	40 000	Année	40 000	Année	40 000	Année
Assurance santé	40 000	Année	40 000	Année	40 000	Année
Cantine	99 000	Mois	121 000	Mois		
	(4 500)	(Jour)	(5 500)	(Jour)		
Eau potable	10 000	Année	10 000	Année	10 000	Année

Source : Établissement d'enseignement général Hermann Gmeiner, 2006.

et aux élèves venant de familles pauvres en très grande difficulté. En 2005/06, l'école a ainsi offert des bourses aux élèves pour un montant de 114 millions de dôngs, réparties de la manière suivante : 12 élèves ont reçu des bourses de la Fondation Odon Vallet pour un montant de 2,3 millions de dôngs par enfant; 35 élèves ont reçu des bourses Hermann Gmeiner à hauteur de 1,5 millions en primaire et de 3,2 millions en secondaire; un élève a obtenu la bourse Lê Quý Đôn d'un montant de 500 000 dôngs ; et trois élèves de familles pauvres en très grande difficulté ont reçu des bourses de 300 000 dôngs chacun.

L'école organise pour les élèves du secondaire une deuxième demi-journée au cours de laquelle ils peuvent prendre des cours supplémentaires dans quatre matières au niveau collège, et cinq matières

au niveau lycée. Par ailleurs, l'école organise également des cours de soutien gratuits pour les élèves excellents et les élèves faibles le mercredi après-midi.

Les élèves du Collège Nguyễn Văn Trôi doivent acquitter chaque mois 12 000 dôngs de frais de scolarité, et chaque année près de 200 000 dôngs au titre de la caisse de félicitations, et du Comité de représentation des parents d'élèves, pour l'achat de matériel pédagogique, l'assurance santé, l'hygiène... Ce montant n'est pas élevé pour des familles de catégorie moyenne, mais pour les familles pauvres, c'est une somme difficile à réunir. L'école a actuellement 150 élèves dans ce cas, auxquels elle accorde des réductions et exemptions. L'école dispose également de quelques bourses pour ses élèves :

- Dix bourses de la Sacombank pour les élèves pauvres, à hauteur de 1 million de dôngs par bourse ;
- Cinq bourses de la Société d'encouragement à l'étude, de 500 000 à 1 000 000 de dôngs par bourse ;
- Quelques bourses du Club des Francophones à 1 000 000 de dôngs par bourse ;
- Dix bourses de Soleils des francophonies², à 2 millions de dôngs par bourse ;
- Onze bourses d'excellence du Département provincial de l'éducation et de la formation de 50 000 dôngs par mois.

Conditions d'enseignement et d'apprentissage

Le matériel pédagogique et la taille des classes

C'est le Département provincial de l'éducation et de la formation qui fournit à l'école maternelle Huong Sen le matériel pédagogique dont elle a besoin chaque année, par tranche. Par ailleurs la mise en œuvre de la réforme des méthodes d'enseignement interdit l'enseignement sans expérimentation. Les enseignantes doivent donc fabriquer elles-mêmes de nombreux matériaux pédagogiques et

² Association du département Morbihan-région Bretagne, lié à la province de Khánh Hoà par jumelage.

consacrer un temps important à la décoration thématique de leurs salles de classe. Elles doivent changer de thème tous les quinze jours. On observe que les salles de classe sont très vivantes, à l'intérieur comme à l'extérieur, que les décorations sont variées et adaptées aux tranches d'âges des élèves. Les murs de l'école sont également décorés, ornés de nombreux dessins très vivants, et l'école a beaucoup de jeux d'extérieur.

Pourtant, selon les enseignantes, le matériel pédagogique fourni à l'école arrive généralement avec un retard qui peut aller de six mois à un an par rapport au plan, la quantité de matériel est insuffisante par rapport aux besoins, la qualité est faible ou le matériel est endommagé, et le matériel, d'aspect terne et triste, n'est pas adapté aux jeunes enfants... alors que le matériel scolaire vendu sur le marché est plus beau et attractif.

Actuellement, les classes ont chacune entre 35 et 40 élèves et deux enseignantes responsables, ce qui dépasse un peu le nombre d'élèves par classe prévu par la réglementation en vigueur (Décision 27/2000/QĐ-BGD&ĐT du ministère de l'éducation et de la formation). Les enseignantes estiment que c'est beaucoup et qu'elles ont du mal à gérer des classes de cette taille. En outre, les programmes d'enseignement prévoient de nombreuses activités qui rendent la charge de travail des enseignantes trop lourde, et les soumettent à des pressions importantes de tous côtés.

L'école Hermann Gmeiner a un règlement qui limite le nombre d'élèves par classe à 35-37 élèves. Si ce nombre est inférieur à celui qui prévaut dans les autres écoles, il n'est pas pour autant adapté à la mise en œuvre des nouvelles méthodes pédagogiques et à l'organisation des activités dans ce cadre. Les enseignants ont des difficultés à tenir leurs classes, et souhaiteraient voir baisser le nombre d'élèves par classe.

L'école achète elle-même son matériel pédagogique en fonction des besoins sur financement SOS, ce qui explique la bonne qualité des matériels utilisés. Le Département provincial de l'éducation fournit également du matériel pour correspondre au changement des contenus des programmes scolaires. Les enseignants participent à la fabrication de matériel pédagogique, moins pour leurs besoins personnels qu'en raison du caractère symbolique de cette activité pour les concours. En 2005/06 lors de sa participation au concours de fabrication de matériel pédagogique, l'école a obtenu un B et deux C, se classant au niveau C de la ville, et s'est vue offrir un diplôme

d'encouragement à la fabrication de matériel pédagogique. Les élèves eux-aussi participent à la fabrication de matériel pédagogique, mais rarement. L'école a donc décidé d'encourager les enseignants à utiliser le matériel pédagogique, considérant qu'il s'agit d'un indicateur dans l'évaluation de la qualité de l'enseignement, entraînant une forte augmentation de cette utilisation.

Ces dernières années, le Département provincial de l'éducation et de la formation a fourni au Collège Nguyễn Văn Trôi son matériel pédagogique, mais en quantité insuffisante par rapport au règlement en vigueur et aux besoins des programmes scolaires. Bien que l'école manque de matériel pédagogique, elle ne dispose pas non plus de lieu où elle pourrait l'entreposer. Les enseignants participent peu à la fabrication de matériel pédagogique, et cela principalement pour pouvoir participer aux concours parce que l'école organise tous les deux ans un concours de fabrication de matériel pédagogique. Les élèves participent aussi parfois à des collectes d'images pour la fabrication de matériel pédagogique.

L'école a une salle d'informatique, avec un ordinateur pour trois ou quatre élèves, mais la qualité des équipements est variable, et le nombre d'élèves que cette salle peut accueillir est faible. En ce qui concerne les programmes d'enseignement des langues, l'utilisation de cassettes est intensive, entraînant un vieillissement rapide des cassettes, dont le son n'est plus clair. Les documents de référence en français manquent et sont difficiles à trouver. Une autre difficulté rencontrée par les enseignants de langues étrangères dans l'évaluation du niveau des élèves est qu'ils n'ont pas appris de quelle manière effectuer les contrôles ou faire passer les examens, et travaillent donc de manière très approximative. Ils aimeraient avoir une banque de sujets pour les différentes matières en français, mais l'école n'a pas été en mesure jusqu'à présent de répondre à cette demande.

Dans les classes bilingues, les effectifs sont de 25 à 30 élèves par classe, ce qui est suffisant pour garantir la qualité, les autres classes étant beaucoup plus chargées, avec 40 à 42 élèves par classe. En lycée, les classes peuvent avoir jusqu'à 50 élèves.

Actuellement, les classes bilingues sont organisées de la manière suivante : en classe 6, six heures de cours sont consacrées au français et trois heures de mathématiques sont dispensées en français ; dans les classes 7, 8 et 9, sept heures et demies de cours sont consacrées à la langue française, et les enseignements en français comprennent 1,5 heure de physique et 3 heures de mathématiques. Selon les

enseignants, les programmes de mathématiques et de physique en français sont allégés par rapport aux programmes correspondants en vietnamien, comportent plus de travaux pratiques, et sont plus attrayants pour les élèves. Les matières enseignées en français ne comportent pas de devoirs à la maison, alors que les matières enseignées en vietnamien en comportent beaucoup – un élève assez bon peut étudier jusqu'à minuit sans parvenir à terminer ses devoirs pour le lendemain. Bien qu'ils aient beaucoup de devoirs à faire, les élèves ne mémorisent pas et ne font pas le lien avec l'utilisation pratique des connaissances acquises.

Les enseignants

L'école maternelle Hương Sen emploie cinquante titulaires. Sur le plan pédagogique, une enseignante est responsable de neuf élèves et deux enseignantes sont responsables de chaque classe. Sur le plan administratif, il y a un responsable pour soixante élèves. La plupart des enseignantes ont plus de quarante ans, 32 d'entre elles ayant plus de vingt-cinq ans d'expérience professionnelle, et la plus jeune a 27 ans. 80% des enseignantes de l'école ont un niveau école normale supérieure ou universitaire, mais les autres doivent améliorer leur niveau de diplôme par différents moyens.

Le niveau de vie des enseignantes s'est beaucoup amélioré et il n'y a plus de problèmes d'abandon de poste. La moitié des enseignantes perçoivent un salaire supérieur à 2 millions de dôngs par mois. Le salaire le plus faible est de 1,5 million, et le plus élevé de 2,7 millions de dôngs. En plus de leur salaire, les enseignantes reçoivent une prime d'enseignement égale à 35% de leur salaire principal, 100 000 dôngs par mois pour le petit déjeuner des enfants, et le paiement de deux heures supplémentaires par jour correspondant au repas de midi des enfants, dont elles s'occupent. L'âge avancé de nombreuses enseignantes de l'école est un problème pour l'école, parce qu'il n'est pas compatible avec le travail, mais ces enseignantes n'ont pas la possibilité d'aller ailleurs. C'est pourquoi l'école ne peut pas non plus recruter de nouvelles enseignantes plus jeunes. Généralement, les enseignantes âgées sont plus lentes et ne dansent ni ne chantent plus, alors que les enfants en maternelle aiment beaucoup chanter et danser, et aiment bien, par conséquent, les jeunes enseignantes.

L'école Hermann Gmeiner emploie actuellement 67 personnes, dont 48 enseignants. 70% des enseignants assurent deux demi-journées d'enseignement, et plus de 30% sont vacataires. Le directeur de l'école

α des pouvoirs étendus, qui incluent le recrutement des enseignants, et le paiement des salaires en fonction du travail.

Actuellement, les enseignants reçoivent 16 000 dongs par heure de cours en collège, et 18 000 en lycée. Les enseignants assurent en moyenne un service de vingt heures par semaine en collège et de dix-huit heures en lycée. S'ils font plus d'heures, les enseignants sont payés en heures supplémentaires, mais ils ne peuvent pas trop dépasser leur volume horaire normal, et en moyenne, chaque enseignant assure entre deux et quatre heures supplémentaires. Par rapport à ceux des autres écoles, les enseignants de l'école Hermann Gmeiner participent à peu de réunions, en général deux par semaine, qui correspondent aux activités du groupe pédagogique le vendredi, et aux réunions du Conseil des enseignants. L'évaluation des enseignants est réalisée régulièrement à travers des compétitions organisées par différentes organisations, qui permettent d'obtenir des titres tels que celui d'excellent enseignant de l'école, du district ou de la ville, celui d'excellent travailleur, de travailleur modèle, de travailleur d'élite, d'enseignant ayant une belle écriture au niveau de l'école, de la ville, ou au niveau national, de syndicaliste excellent ou émérite... de femme doublement excellente (dans sa profession comme au foyer)... Certains enseignants ont obtenu tous ces titres, qui sont généralement accompagnés de diplômes de félicitation ou d'une petite somme d'argent, qui ont une valeur symbolique.

Le budget de l'école est attribué par SOS Viêt-nam en fonction du budget prévisionnel approuvé en début d'année. Les recettes et les dépenses de l'école se conforment aux décisions de SOS et sont contrôlées par son bureau international. Bien que les infrastructures de l'école soient très bonnes, les contributions des parents ne sont pas supérieures à la moyenne de la ville de Nha Trang, et en 2005/06, l'école a reversé au Département provincial de l'éducation et de la formation 3% du montant des frais de scolarité qu'elle avait perçus.

Le Lycée Nguyễn Văn Trỗi emploie 134 personnes dont 86 femmes. L'école a 47 enseignants au collège et 77 au lycée. Sept personnes sont contractuelles. Le nombre d'enseignants par classe est globalement adéquat, mais l'établissement manque d'enseignants dans certaines matières, et doit organiser des classes multigrades dans ces matières, ce qui a une influence sur la qualité de l'éducation. C'est ainsi que trois enseignants de russe doivent assurer des cours de technique, de défense, d'instruction civique, et que certains enseignants principaux doivent également assurer des cours d'instruction civique et de technologie. Les techniques industrielles

sont enseignées dans 37 classes, mais l'établissement n'a actuellement qu'un enseignant pour cette matière. L'établissement manque en particulier d'enseignants dans les disciplines scientifiques en français, et l'école a dû recruter sur contrat deux enseignants pour assurer ces enseignements. Les enseignants ont à la fois le devoir et le désir d'améliorer leurs niveaux de diplôme et de qualification professionnelle, et actuellement, quatre enseignants du collège suivent une formation universitaire de premier ou second cycle, tandis que 16 enseignants du lycée poursuivent des études de troisième cycle.

La question des cours supplémentaires, qui constitue un problème social important, a pu être résolue de manière satisfaisante selon la direction de l'école. Auparavant, les enseignants assuraient des cours supplémentaires de manière courante, mais l'école gère désormais les cours supplémentaires conformément à la décision du Ministère de l'éducation et de la formation.³ Les enseignants qui assurent des cours supplémentaires dans l'école collectent eux-mêmes les paiements et répartissent les élèves dans une classe, et conformément au règlement du secteur éducatif, les élèves sont volontaires et l'école ne leur impose rien.

En ce qui concerne le niveau de vie des enseignants, il faut parler du mécontentement des enseignants qui assurent les cours des programmes bilingues. Auparavant, les enseignants de la filière bilingue français-vietnamien recevaient une aide de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) à hauteur de 2 dollars par séance, et les enseignants pouvaient vivre de leur revenu. Maintenant que les filières ont été transférées au système national d'éducation, les enseignants ne reçoivent plus de prime, ce qui entraîne des difficultés pour eux, leurs salaires étant trop faibles. Le salaire le plus élevé des enseignants de la filière bilingue est d'environ 2 millions de dôngs par mois pour un enseignant avec une expérience professionnelle de 25 ans. Les enseignants qui ont commencé leur carrière il y a huit ou neuf ans reçoivent un salaire de 1,3 millions de dôngs.

³ Décision n°03/2007/QĐ-BGDĐT du 31/1/2007 du Ministère de l'Éducation et de la Formation, Article 4. Les cas où les cours supplémentaires ne peuvent être autorisés. Par ailleurs l'Article 2. Principes d'organisation des cours supplémentaires, rappelle les objectifs à atteindre et les inconvénients à éviter : « *contribuer à solidifier, améliorer les connaissances, les capacités et la personnalité de l'élève [...] et ne pas provoquer une surcharge de travail et dépasser la capacité d'assimilation de l'élève. Les activités pédagogiques payantes doivent obtenir l'autorisation des autorités compétentes [...] les élèves ne doivent pas être obligés d'y aller juste pour payer les frais de ces cours.* »

En l'absence de soutien de l'AUF, les classes bilingues ne pourront pas subsister sur la seule base du militantisme des enseignants, d'autant que le temps pris pour ces classes ne leur permet ni de faire des cours supplémentaires ni de bénéficier de la rétribution qui les accompagne.

Un autre sujet de mécontentement actuel pour l'école réside dans la répartition des pouvoirs de gestion. Le directeur de l'école est responsable de la mise en œuvre des directives et indicateurs de sa hiérarchie, mais il n'a aucun pouvoir pour recruter des enseignants et des cadres, et prendre des décisions concernant les programmes scolaires et les contenus pour les adapter aux conditions de l'école. Au contraire, le directeur doit encore répondre de la qualité de l'éducation sur la base des indicateurs d'évaluation que l'État, le ministère, et le Département provincial ont établis. Selon le directeur de l'établissement, « *En éducation, on manifeste un grand volontarisme, mais on ne tient pas compte de conditions de mise en œuvre et des résultats réels. Cela entraîne le formalisme, la maladie de la performance, un enseignement factice et un apprentissage factice.* »

Le travail des enseignants

À l'école Huong Sen comme dans les autres écoles maternelles, les enseignants ont un service de cinq jours par semaine et de dix heures par jour, incluant les deux heures du repas de midi. En dehors des activités courantes, l'école organise des activités comme la Journée internationale de la femme, la Journée des enseignants du 20 novembre, la Journée de rentrée scolaire, la Fête de la mi-automne, la Journée de l'armée le 22 décembre, la Fête des pères et des mères... le Festival d'émulation des enfants sages et en bonne santé, les concours d'enseignants au niveau du district et de la ville... Les parents quant à eux participent au concours des familles excellentes dans différents domaines : l'éducation civique des tout petits, l'entraînement des très jeunes enfants aux travaux ménagers, la sécurité routière...

En dehors de leur travail dans la classe, les enseignantes sont actuellement en formation continue dans le cadre d'un programme de deux ans de la Section de l'enseignement maternel du Département provincial : chaque mois, les enseignantes doivent apprendre par elles-mêmes à réaliser un cours à partir de documents, et la direction de l'école contrôle et évalue les résultats de cette formation. Les enseignants doivent en outre s'auto-former à l'informatique pour préparer leurs plans de cours et fabriquer du matériel pédagogique et des jeux pour les enfants, selon les huit thèmes définis par le

Service provincial de l'éducation. Par ailleurs, chaque année, les enseignantes suivent des sessions de formation professionnelle (une semaine pendant le mois d'août), et deux jours de formation politique. Certaines enseignantes participent aussi aux sessions de formation pédagogique organisées par le Ministère ou le Département provincial. En 2006/07, cinq enseignantes ont participé au programme de formation sur la réforme des programmes pré-primaires organisé à Hô Chi Minh Ville, et une enseignante a suivi des cours d'éducation à la sécurité routière à Đà Nẵng... Lorsqu'elles reviennent de formation, les enseignantes doivent organiser des formations pour transmettre à leurs collègues de l'école les connaissances qu'elles ont acquises. Ces sessions de formation sont très intéressantes, plaisent beaucoup et sont considérées comme utiles par les enseignantes souhaiteraient pouvoir participer à davantage de cours dans d'autres écoles province pour apprendre et se former mutuellement.

Les enseignantes peuvent bénéficier d'un appui professionnel lors des séminaires et discussions de leurs groupes pédagogiques. L'école organise régulièrement des sessions sur des thèmes tels que l'éducation des élèves handicapés, l'éducation physique, ou l'éducation à la sécurité routière. Les enseignantes reçoivent des documents d'orientation sur la réforme des contenus et des méthodes pédagogiques, mais elles ne sont pas pleinement satisfaites de la qualité ou du contenu de ces documents. Les enseignantes ont peu de temps à consacrer à la préparation des cours et ont donc besoin de documents abordables et concrets, basés sur l'expérience et non pas de documents théoriques et éloignés de leur réalité. Les enseignantes souhaiteraient également avoir accès à Internet pour pouvoir rechercher des informations plus récentes. Selon la réglementation, les enseignantes organisent une réunion pédagogique chaque mois. Ces réunions sont très utiles parce qu'elles leur permettent de s'aider mutuellement et d'apprendre les unes des autres. En dehors de ces réunions, les enseignantes discutent régulièrement entre elles de leurs problèmes pédagogiques lorsqu'elles se croisent... D'une manière générale, elles ont beaucoup d'activités et sont heureuses de voir arriver le week-end pour pouvoir se reposer.

Les enseignants de l'école Hermann Gmeiner doivent préparer de nouveaux plans de cours chaque année, et depuis cette année, ils le font sur ordinateur. Chaque enseignant doit préparer en moyenne au moins soixante-dix pages de plans de cours différents par semaine. Parce qu'ils manquent de temps pendant la semaine, les enseignants de l'école préparent généralement leurs plans de cours le samedi et

le dimanche. L'un des adjoints du directeur de l'établissement est responsable pédagogique, et contrôle régulièrement les plans de cours de manière très attentive. De son côté, le responsable de chaque groupe pédagogique doit effectuer ce contrôle au quotidien, et que l'école organise des contrôles croisés entre les enseignants pour garantir qu'ils vont en cours en ayant préparé leurs leçons et le matériel pédagogique requis. En plus de leur travail d'enseignement, les enseignants participent aux activités extracurriculaires d'extérieur, qu'elles soient sportives, artistiques ou de détente.

Les enseignants ont deux réunions pédagogiques par mois, le samedi de la seconde et de la quatrième semaine du mois. Les sujets de ces réunions sont très diversifiés, et les enseignants peuvent y discuter de tous les nouveaux thèmes et des contenus pédagogiques qui suscitent des controverses. Par exemple, un enseignant applique pendant une heure de cours les nouvelles méthodes pédagogiques, et ensuite, ses collègues commentent, évaluent, et tirent ensemble les enseignements de la séance. Les enseignants estiment que ces réunions pédagogiques sont essentielles, en particulier pour les jeunes enseignants, parce qu'elles les aident à améliorer leurs compétences. Les enseignants reçoivent un appui relativement faible du Département provincial sur le plan pédagogique. Par rapport aux écoles publiques, les écoles fondées par le peuple semblent désavantagées dans un certain nombre de domaines : les instructions du Département provincial leur parviennent plus tardivement, les enseignants ne bénéficient pas des formations continues organisées par l'État, peuvent obtenir des titres comme celui d' "excellent enseignant", mais les récompenses financières sont à la charge de l'école, et ils ne reçoivent aucune indemnité lorsqu'ils participent aux formations organisées par le Département provincial, alors qu'ils font le même travail que les enseignants du public. Ils se sentent victimes de discrimination. Ces dernières années, les enseignants ont reçu de nouveaux manuels et bénéficié de formations politiques et de formations continues de troisième cycle organisées par le Ministère en auto-formation. Ils ont également participé à des réunions thématiques sur les mathématiques et la langue vietnamienne... Cependant, selon les enseignants, les sessions de formation pédagogique organisées par le Département provincial rassemblent plus d'une centaine de participants, et restent donc très formelles, parce que le nombre de participants ne permet pas de passer aux applications pratiques ou de discuter et d'évaluer les résultats, ce qui crée des difficultés lorsqu'il s'agit de la mise en œuvre, parce que la manière d'appliquer les méthodes acquises dans la classe ne sont pas claires.

Au Lycée Nguyễn Văn Trỗi, les enseignants de la section bilingue ont un conseiller pédagogique qui les aide sur le plan technique. Chaque année, l'AUF organise également des sessions de formation pour les enseignants des sections bilingues sur les méthodes d'enseignement. D'une manière générale, la préparation des plans de cours est un exercice pénible pour les enseignants, et c'est ce qui leur prend le plus de temps. Dans la section bilingue, le travail des enseignants est encore plus compliqué que dans les autres sections, et les enseignants doivent consacrer les trois-quarts de leur temps à la préparation des dix-sept cours bilingues hebdomadaires.

Les contenus et les méthodes d'enseignement

Globalement, à l'école maternelle Hương Sen, les enseignants jugent les programmes pré-primaires actuels plus adaptés aux jeunes enfants, parce qu'ils stimulent davantage l'intérêt, l'autonomisation et l'initiative personnelle, ainsi que la capacité de réflexion des élèves. Cependant, un certain nombre de problèmes subsistent. Certaines leçons ne sont pas adaptées aux tranches d'âge visées, les cahiers fournis par le ministère ont des images en couleur qui limitent la créativité des élèves, les grandes feuilles de papier ne sont pas adaptées à une utilisation par de jeunes enfants... En outre, les contenus enseignés dans les différentes matières ne sont pas bien articulés. C'est ainsi que par exemple, dans certaines matières les élèves doivent compter et manipuler les chiffres alors que ce sont des notions qu'ils n'ont pas encore apprises en mathématiques. Le rythme d'apprentissage est en outre trop rapide selon les enseignants, et les programmes, trop chargés, comportent de nombreuses activités d'extérieur, ce qui laisse aux enseignants peu de temps pour écouter les élèves et parler avec eux, et pour préparer les leçons. Les enseignantes doivent se débrouiller pour obtenir de bons résultats d'apprentissage, tout en supervisant les repas et les siestes des enfants.

Actuellement, toutes les enseignantes savent se servir de l'ordinateur. L'école a mis à leur disposition quatre ordinateurs pour qu'elles puissent préparer leurs plans de cours, et les autorise à réutiliser d'anciens plans de cours. Cependant, dans la mesure où les programmes d'enseignement ont beaucoup changé, et où les enseignantes tourment entre les classes, elles ne sont pratiquement pas en mesure d'utiliser des préparations antérieures. La directrice adjointe en charge de la pédagogie a la responsabilité de vérifier chaque jour les préparations de cours, et chaque enseignante doit préparer au

moins une leçon par jour. Quand on leur a demandé ce qu'il faudrait faire pour améliorer la qualité de l'éducation, plusieurs enseignantes ont répondu : « *Passer des diplômes, nous perfectionner sur le plan professionnel. [...] Pouvoir aller visiter d'autres écoles, étudier les thèmes importants pour le pays* » ; « *réduire le nombre d'activités, parce qu'il y en a trop, il y a trop d'activités chaque jour. D'abord réduire leur quantité, et ensuite réduire le nombre de registres.* »

Bien que l'école ait de nombreuses activités pédagogiques annexes, les parents d'élèves demandent l'ouverture de classes avec une enseignante responsable, pour permettre de développer les aptitudes particulières des enfants, un renforcement des activités de la bibliothèque, et une augmentation des personnels chargés du ménage pour que l'école soit plus propre et plus belle. Selon les parents, les programmes de maternelle et de classe 1 doivent s'articuler du point de vue des contenus comme des méthodes, pour garantir l'unité de l'ensemble du système. Les parents jugent en outre que « *les enfants qui sont scolarisés ici sont épanouis alors qu'ailleurs, les enfants ont peur d'aller à l'école* », « *Ici, les enseignantes rendent les enfants hardis, alors qu'ailleurs, les enfants sont timides et ont souvent peur des personnes qu'ils ne connaissent pas.* »

À l'école Hermann Gmeiner et au Collège Nguyễn Văn Trôi, les enseignants, qu'ils enseignent en primaire ou en secondaire, estiment que les nouveaux programmes sont plus intéressants que les anciens, mais qu'en une heure de cours, il leur est très difficile d'assimiler l'ensemble de ces contenus. Bien que les programmes aient été allégés, ils restent très chargés, en particulier lorsque l'on ajoute les cours à option, y compris pour les élèves qui font la journée entière. C'est pourquoi il serait préférable de disposer de deux jeux de manuels, l'un pour les élèves des villes (ou les bons élèves), et l'autre pour les élèves des campagnes (ou les élèves moyens) : « *Le programme est adapté aux élèves de la ville mais pas à ceux de la campagne* ». Les conditions d'enseignement des programmes scolaires ne sont pas homogènes, ce qui entraîne des difficultés pour une application uniforme. La réforme est intéressante dans l'esprit, mais insuffisante, parce que les contenus des programmes restent théoriques, abstraits, et très éloignés des réalités dans un certain nombre de matières, parce qu'ils comportent peu de pratique et d'exercices. Tandis que les contenus pourraient être adaptés, le programme comporte beaucoup trop de matières, ce qui rend inadéquate la répartition des enseignants. La répartition des contenus sur l'année scolaire n'est pas non plus adaptée, selon les

enseignants. Par exemple, dans certaines parties du programme, les révisions et l'application arrivent après le contrôle... Les demandes du Ministère sont irréalistes, comme par exemple l'obligation d'assurer l'enseignement de matières à option alors que la plupart des écoles n'ont ni suffisamment de salles de classe, ni des conditions qui leur permettent d'organiser l'enseignement de ces matières. C'est pourquoi, souvent, *« l'école se conforme aux exigences de sa hiérarchie. Même si elle sait qu'il s'agit d'un exercice purement formel, où la qualité est absente, elle doit le faire quand même. »*

Les enseignants expliquent que les élèves ont trop de choses à apprendre, mais que leurs capacités à appliquer leurs connaissances sont très limitées du fait qu'ils apprennent mais ne font pas, n'appliquent rien dans la réalité, et dans certains cas, *« certains élèves demandent la permission de d'arrêter le cours, et il est très difficile de faire les contrôles sur table »*. Selon les enseignants de la section bilingue, *« leurs livres contiennent beaucoup de connaissances très étendues dans le domaine social. Ils accordent une grande importance aux problèmes sociaux, alors que notre programme est très sommaire en ce qui concerne les connaissances dans le domaine social. Notre programme est au contraire plutôt orienté vers les sciences naturelles, et comporte beaucoup d'exercices dans ces matières. »*

En plus des matières principales, les écoles organisent des enseignements extracurriculaires comme l'éducation sexuelle, la démographie, la lutte pour la prévention des fléaux sociaux, ou la sécurité routière. Les élèves aiment bien ces cours parce qu'ils sont nouveaux pour eux, agréables, faciles à comprendre, et proches de la réalité. L'école Hermann Gmeiner organise aussi des cours de dessin, de musique, de volley-ball, de sport, d'arts martiaux, ce qui plaît beaucoup aux élèves et aux parents.

Il semble que l'un des problèmes importants, au regard de ces observations, est que dans la réalité les élèves prennent trop de cours supplémentaires, dès la maternelle. Le nombre d'élèves qui prennent des cours de piano, dessin, danse, ou arts martiaux... est faible, la plupart prenant plutôt des cours dans les matières principales qui leur sont enseignées à l'école. Dans les petites classes, comme par exemple en maternelle, les élèves prennent des cours supplémentaires pour apprendre à lire et à écrire. En primaire, la plupart prennent des cours de mathématiques, de vietnamien, et d'anglais. En secondaire, ils prennent des cours dans toutes les matières pour préparer les examens ou le concours d'entrée à l'université.

Quand on demande aux parents pourquoi, alors qu'ils jugent bonnes que la qualité de l'enseignement et des enseignants, et les conditions d'apprentissage dans l'école, et se plaignent de ce que les programmes sont trop chargés et qu'il y a beaucoup de devoirs, ils envoient leurs enfants prendre des cours supplémentaires, certains répondent : « *Si on ne les envoie pas aux cours supplémentaires, ils ne pourront pas entrer à l'université, il faut les préparer dès maintenant.* » D'autres parents expliquent que « *la famille met beaucoup d'espoirs dans ses enfants, tandis qu'il existe à l'école une concurrence très vive. Les enfants sentent qu'ils ne peuvent pas être moins bons que leurs camarades, qu'il leur faut des bonnes notes pour avoir des récompenses, pour pouvoir s'en prévaloir devant leurs camarades, et ils ont tous peur d'être inférieurs aux autres.* » Les élèves prennent aussi des cours supplémentaires pour connaître les programmes à l'avance, et obtenir, lors des devoirs en classe, de meilleures notes que leurs camarades. Selon certains parents, ce sont les enfants qui veulent prendre des cours supplémentaires, et on ne peut pas les en empêcher. C'est en réalité une mode qui détériore l'image de l'école, dévalorise la fonction enseignante, et qui a globalement des conséquences négatives sur la qualité de l'éducation.

D'une manière générale, les enseignants observent que les élèves de Nha Trang ont une bonne moralité. Un directeur d'école explique pourtant que « *Aujourd'hui, les élèves savent plus de choses, mais ils sont moins indépendants que nous autrefois. Si l'on parvient à les autonomiser, ils obtiendront de meilleurs résultats.* » Le rapport du Département provincial de l'éducation note également que « *l'une des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des nouveaux programmes tient à la capacité des élèves à apprendre par eux-mêmes, qui reste très limitée.* » Le rapport ne mentionne cependant aucune instruction concernant les actions qui pourraient être menées pour remédier à ce problème.

La rétention dans le système scolaire : processus de déscolarisation et politiques de re-scolarisation

Dans ces écoles "pilotes", même si certaines, comme le collège bilingue, se défendent de l'être, la rétention est bonne pour deux raisons. La première est le suivi assuré par les parents de la scolarité de leurs enfants. En effet, les trois établissements où se sont déroulées les enquêtes sont hors carte scolaire et l'inscription du ou des enfants

dans ces établissements relèverait tout autant d'un choix, voire même d'une stratégie d'excellence, que d'une obligation administrative ou d'une commodité de proximité géographique. La seconde est la vigilance des responsables et des enseignants et les liens étroits qu'ils entretiennent avec les parents d'élèves et les associations. Ceci doit toutefois être nuancé dans les cas où c'est la seule proximité géographique qui a joué et pour lesquels les stratégies d'excellence, voire même l'attention portée par les parents à la scolarité de leurs enfants, étaient peu présentes.

Dans l'école Huong Sen, il y a peu d'absentéisme du fait des enfants puisqu'il s'agit d'une école maternelle, et pas davantage du fait des parents car l'enfant ne serait plus repris au bout d'un mois. Chaque enfant est doté d'un carnet de liaison pour suivre travail et santé, taille et poids, chaque mois pour les moins de 3 ans, chaque trimestre pour les plus de 3 ans. Il y a en plus trois contrôles de santé par an et une pédagogie nutritionnelle des parents. Il n'y a pas d'aide (financière) pour les élèves.

Sur les 846 élèves inscrits à l'école Hermann Gmeiner à la rentrée scolaire 2006/07, 3 ont été renvoyés et 3 ont quitté cette école pour suivre leurs parents qui étaient mutés. Aux dires de la directrice, les élèves viennent régulièrement à l'école. La première raison est qu'une partie des élèves vient du Village SOS, et que les responsables de ce village veillent à leur assiduité. La seconde raison est que les autres élèves sont sélectionnés sur la base de leur carnet de notes et ont donc déjà fait preuve d'une bonne adaptation à l'univers scolaire, et que leurs parents, qui ont choisi cette école, encadrent cette assiduité. Il y a un formulaire à remplir en cas d'absence et ce formulaire est examiné par la commission de discipline. Les absentéistes sont convoqués par la directrice. Il y a eu des cas d'école buissonnière au lycée, cas réglés par les parents qui ont orienté leur enfant vers la voie d'un apprentissage professionnel.

Dans le Collège Nguyễn Văn Trỗi se pose un double problème de rétention, interne et externe. Le problème de la rétention interne est posé par les classes bilingues. À la différence des élèves de la filière normale (le collège possède les deux filières), les élèves des classes bilingues ont deux séances de cours par jour sur leur programme propre, ce qui est considéré comme lourd par le directeur, et ils n'ont plus de temps pour bénéficier des cours supplémentaires, d'autant que la réglementation générale sur les cours supplémentaires prescrit que « *Pour les écoles qui pratiquent les deux séances de cours par jour, l'école et les enseignants ne doivent pas organiser de cours*

supplémentaires pour les élèves.»⁴ Comme par ailleurs il y a localement peu de possibilités de formation dans les filières francophones⁵, que les élèves ne sont pas toujours conscients de ces possibilités ou n'ont pas nécessairement le niveau pour y accéder, et que les débouchés de la francophonie sont perçus comme étant de plus en plus restreints, il y a des abandons relativement nombreux (une centaine pour un total de 781 élèves de la filière francophone) qui aboutissent à une réintégration dans les classes ordinaires. Il y a par ailleurs peu d'absentéisme dans la filière générale. Le redoublement existe aussi dans ce collège, surtout en classe 10 (1ère année du Secondaire supérieur) puisque le recrutement à ce niveau se fait aussi à l'extérieur de l'établissement - le Directeur assure qu'il n'a pas la maladie de la performance et fait redoubler quand il le faut -, mais il y en a peu dans les classes du collège et dans les classes bilingues : si les élèves ne peuvent suivre à un bon niveau dans cette filière, ils passent dans les classes normales).

Le problème de la rétention externe - qui n'est pas spécifique au Collège Nguyễn Văn Trỗi - est principalement celui des abandons avant la fin du dernier cycle obligatoire qu'est le secondaire de base (classe 9). Ces abandons font l'objet non seulement d'un signalement, mais d'une démarche de suivi-récupération par les cours de généralisation du secondaire de base. Cette démarche conjugue les actions des autorités du quartier, qui retrouvent les enfants qui ont quitté l'école en cours de scolarité, et des responsables et enseignants du collège qui assurent les cours de généralisation pour que les enfants complètent le parcours du cycle qu'ils avaient abandonné. Le moyen ultime pour convaincre ces enfants de reprendre le chemin de l'école est la menace de l'impossibilité pour eux d'obtenir l'officialisation (tampon rouge) par le Comité populaire de leur quartier d'un curriculum vitae s'il n'y a pas mention des cours de généralisation.

⁴ Voir note 3 p. 202.

⁵ En réalité, il existe à Nha Trang une formation en Culture, arts et tourisme à l'école normale supérieure de la Culture, des Arts et du Tourisme et, une formation en Tourisme des affaires à l'école normale supérieure. Ces formations ont une durée de trois ans et l'enseignement est dispensé en français, l'entrée étant conditionnée à la réussite au concours. L'Université nationale des pêches de Nha Trang propose quant à elle une formation de quatre ans en Science halieutique, avec des enseignements en vietnamien et en français, à laquelle on accède par concours et sélection sur dossier, et à l'issue de laquelle les étudiants peuvent obtenir un diplôme de licence (AUF et Ambassade de France au Viet-nam, 2008.).

Ces cours se tiennent dans des salles de classe du collège, entre 18h00 et 20h00 (il fait nuit), et alors que se tiennent aussi des cours supplémentaires dans d'autres classes, ce qui permet de créer un environnement scolaire pour les élèves qui reprennent un cursus délaissé et un environnement sécurisant pour les enseignant(e)s mobilisé(e)s. C'est un volant d'une quarantaine d'enseignant(e)s qui assurent à tour de rôle l'enseignement des cinq matières (mathématiques, physique, chimie, littérature, histoire-géographie) sur cinq jours pour les classes 8 et 9 (les classes 7 et 8 ayant déjà été généralisées). Une difficulté étonnante demeure dans cette organisation, celle du décalage du paiement du salaire des enseignant(e)s de ces cours. Ils (elles) ne peuvent recevoir leur salaire qu'après avoir enseigné pendant un an.

Selon le sous-directeur du collège chargé de l'organisation de ces classes, les élèves de ces classes de généralisation ne sont pas un public de voyous mais des enfants en difficulté (difficultés financières des familles, manque d'intérêt et de suivi des parents). Ces élèves peuvent aller ensuite en formation professionnelle mais ne peuvent pas réintégrer le cursus normal. Cependant la question des débouchés pour ces élèves reste préoccupante.

Selon le responsable des classes de généralisation, la principale difficulté dans ce quartier de Xương Huân, qui est proche de la mer est la situation économique difficile des familles, ce qui fait que les garçons, dès qu'ils ont fini la classe 5 (quand ils la finissent...), doivent abandonner pour aller en mer avec la famille. Les filles ne vont pas en mer et poursuivent un peu plus loin leur scolarité, mais elles finissent par abandonner à leur tour pour aider leur mère à la maison et afin que celle-ci puisse travailler à l'extérieur. Une autre raison importante, liée à la précédente, est que le niveau de ces élèves est très bas, qu'ils ont du mal à assimiler les cours et peuvent rarement poursuivre très loin leurs études. Dans ce quartier, le nombre d'abandons scolaires est assez élevé et pour le secondaire de base, le nombre d'élèves mobilisés pour fréquenter les classes de généralisation ne représente que le quart du total des abandons, et il en irait de même pour le secondaire supérieur. Il faut ajouter que ce quart mobilisable n'est pas du tout stable, cet effectif pouvant diminuer ou s'effriter pour des considérations financières. Dès qu'il y a un emploi quelque part, la famille oblige l'enfant à abandonner les études pour aller travailler.

Entre 1990 et 1999 existaient aussi des cours de généralisation pour les enfants qui avaient délaissé l'enseignement primaire. Pendant

cette période le Comité populaire de la ville a attribué une prime de 100 000 dongs par mois aux enseignants qui s'occupaient de ces cours. Cette prime a été supprimée en 2000, et les enseignants ont abandonné les cours. Dans ce quartier Lộc Thọ qui compte environ 13 000 habitants, il subsisterait une vingtaine d'enfants dans l'âge du primaire qui ne seraient pas scolarisés et dont les parents, sollicités, se refusent à les envoyer à l'école de crainte qu'on ne leur réclame de l'argent pour les frais scolaires.

Le responsable des classes de généralisation est seul pour s'occuper de la supervision administrative de l'alphabétisation des adultes et des classes du primaire, du secondaire de base et du secondaire supérieur : pour l'alphabétisation c'est environ 4 000 dossiers, plus 1 000 dossiers pour chacun des trois autres niveaux, ce qui donne une idée de l'ampleur du problème du parachèvement de l'alphabétisation et des scolarités dans ce quartier.

L'entretien collectif effectué avec quelques élèves de la classe 9 de généralisation du collège Nguyễn Văn Trãi peut donner une idée des difficultés qu'ils traversent en matière d'environnement familial :

- Élève A (fille), abandon en classe 6, benjamine de sept enfants (2 sœurs et 1 frère mariés), père pêcheur qui toute l'année part un mois et revient une semaine, mère couturière au chômage ;
- Élève B (fille), abandon en classe 6, seconde de quatre enfants (dont 3 suivent les mêmes cours de généralisation), père cyclo et mère à la maison ;
- Élève C (garçon), abandon en classe 8, benjamin de cinq enfants, père docteur, mère à la maison (a été jusqu'à la classe 12) ;
- Élève D (fille), abandon en classe 8, troisième de cinq enfants, père pêcheur (classe 7-8), mère au foyer ;
- Élève E (fille), abandon en classe 7, troisième de cinq enfants, père pêcheur (classe 4), mère commerçante (classe 7) ;
- Élève F (garçon), abandon en classe 7, troisième de quatre enfants, père pêcheur (classe 7), mère au foyer (classe 6).

Tous ces enfants assurent qu'ils auraient voulu retrouver le circuit normal mais ils ont passé l'âge et ils ont des difficultés financières.

Selon les enseignantes des classes de généralisation interrogées, dont les spécialités se répartissent entre physique, géographie, histoire, littérature, biologie - chimie et mathématiques, et qui ont toutes fait l'école normale, sauf l'enseignante de mathématiques qui

à un niveau école normale supérieure, ces classes fonctionnent régulièrement depuis quatre ans, et il n'y a plus que les classes 8 et 9 (pas d'élèves pour les autres classes). Les enseignantes se plaignent d'être obligées d'enseigner dans ces classes dont le rythme leur impose de lourdes contraintes horaires (après les cours dans la journée elles rentrent à 17h chez elles pour le repas et reviennent pour les cours du soir), alors qu'elles ne sont pas payées depuis un an et demi. En principe elles devraient recevoir 27 000 dôngs par cours (45 min.) plus 1 000 dôngs sur le budget de la province. Il y a cinq cours par semaine soit 80 cours par trimestre. Ces cours ne sont payés qu'une fois effectués, et qu'aient été rassemblés un minimum d'élèves (10 à 15). En principe, en fin d'année les enseignantes soumettent tous ces éléments à approbation officielle, mais les deux premières années ont été perdues parce que " non approuvées " par les responsables.

Pour pouvoir assurer cet enseignement, les enseignants ont deux jours de perfectionnement sur les contenus et les méthodes, mais à la différence de l'enseignement dispensé dans le système formel, les enseignants n'ont généralement pas de contacts avec les parents, et lorsqu'il y a des problèmes, ils passent par le responsable de la généralisation dans le quartier. Ces classes n'ont pas d'indicateurs à respecter pour le passage en classe supérieure, et nombre d'élèves redoublent, principalement parce qu'ils ont manqué trop souvent, ou ne se sont pas présentés aux contrôles. Si la plupart des enseignantes interrogées se montrent compréhensives vis-à-vis de l'environnement des élèves et veulent les aider, certaines expliquent qu'elles sont fatiguées et démoralisées, parce que ce travail est épuisant.

Les élèves sont issus du quartier (l'école du quartier s'occupe des élèves du quartier), et ils sont 7 en classe 8 et 10 en classe 9. Les élèves des classes de généralisation sont exemptés de droits scolaires et du paiement du parking, reçoivent livres, cahiers, et stylos. Au début du premier et du second semestre, chaque élève reçoit 10 kilogrammes de riz, un cartable et un imperméable pour mobiliser les familles. Il y a des concours entre quartiers (c'est à qui rassemblera le plus d'élèves). La plupart des enfants viennent de familles de pêcheurs et travaillent dans des cafés ou restaurants, ce qui fait qu'ils n'ont pas le temps d'étudier, en dépit du souhait de certains d'entre eux. Certaines familles sont pauvres et d'autres moins, et ce sont les conditions de vie des enfants qui conditionnent leur présence aux cours. Ils aimeraient tous échapper à leur condition - s'ils ont un bon niveau ils peuvent intégrer une école professionnelle - mais c'est un rêve aux yeux des enseignantes.

Selon certains enseignants, le système actuel des classes de généralisation, ne peut pas, de par sa nature, être un système de qualité, et constitue donc un gaspillage des fonds publics. Les enseignants mettent en œuvre toutes les conditions requises pour que les élèves aient des points, passent en classe supérieure pour avoir un diplôme, parce que si le nombre de points est insuffisant, les élèves abandonnent, et les enseignants ne peuvent pas mener à bien leur tâche et être payés. C'est la raison pour laquelle il leur faut à la fois enseigner et éviter de décourager les élèves. D'autres enseignants expliquent qu'investir dans les cours de généralisation est utile, parce que l'objectif est d'aider les enfants à acquérir des connaissances de base et un certain savoir-vivre en société (avec transmission de principes moraux – surtout pour les filles) pour leur permettre -avec le certificat de fréquentation scolaire - de vivre décemment.

Les parents et l'école

Les relations entre les parents et l'école

L'école maternelle Huong Sen

Au début de l'année scolaire, l'école présente de sa propre initiative les programmes scolaires, les méthodes d'enseignement, les activités extracurriculaires, et les campagnes thématiques aux parents. Pendant les deux premières semaines de l'année scolaire l'école organise des visites de classe pour permettre aux parents d'élèves d'observer les enfants manger et apprendre (des visites sont organisées deux fois par an). Mais pendant l'année scolaire, ceux qui souhaitent visiter et observer la classe doivent en faire la demande à l'avance et obtenir l'autorisation de l'école. L'école accueille aussi les parents volontaires pour aider l'école à gérer les enfants, à les faire manger ou dormir... Les parents sont globalement satisfaits de l'apprentissage et de la manière dont l'école s'occupe d'eux. Le matin et l'après-midi, quand ils viennent chercher leurs enfants, tous les parents demandent s'ils sont en bonne santé, comment ils ont travaillé et mangé. Les parents d'élèves n'hésitent pas à contacter l'école sur des questions liées aux repas et à la sieste, comme par exemple pour des questions d'éclairage ou de ventilation insuffisants, de propreté, de matériel scolaire ou d'organisation de sorties touristiques par les enseignants... En 2006, le Comité de représentation des parents d'élèves a offert à l'école 70 millions de dôngs pour construire le jardin des légendes.

Des enseignants expliquent que « *Actuellement, dans le cadre de la réforme des programmes scolaires, le système est plus démocratique et les parents ont plus de droits, et ils attendent davantage des enseignants ; les parents se préoccupent beaucoup plus de leurs enfants, et il est donc aussi plus difficile d'enseigner. Auparavant, ils s'intéressaient principalement au fait de savoir comment l'école les nourrissait, mais maintenant, ils s'intéressent aussi à la manière dont on enseigne. Avant, les parents étaient plus agréables. Maintenant, ils sont plus difficiles.* »

Le Comité de représentation des parents d'élèves de l'école a huit membres : Un président, deux adjoints, et cinq membres permanents. Le bureau permanent comprend trois membres. La répartition du travail au sein du Comité est très claire. Chaque classe a un Comité de représentation de trois membres - un président, un adjoint, et un membre - et un bureau permanent. Chaque année, le comité de représentation des parents d'élèves de l'école organise trois assemblées générales en début d'année, fin de premier semestre, et fin d'année. Le Comité se réunit par ailleurs de manière plus régulière. Le comité travaille sur la base du volontariat, et a le soutien absolu de tous : « *Nous travaillons à n'en plus finir pour l'école, mais nous sommes contents.* » L'école et son Comité de représentation sont globalement satisfaits de leurs relations. Le Comité a également de bonnes relations avec le Département provincial et les autres comités et administrations de la localité.

L'école a également de très bonnes relations avec la communauté locale, en partie parce que l'école a des activités et donc, des relations de travail suivies avec la cellule du Parti du quartier, mais aussi parce que les personnels du Service d'hygiène et de prévention, et les cadres du quartier viennent régulièrement contrôler les activités de l'école, se coordonnent pour le garage des véhicules, et garantissent l'ordre aux heures d'entrée et de sortie de l'école...

En dehors de l'attention qu'il porte aux infrastructures, le Comité de représentation s'intéresse aussi aux contenus de l'enseignement et à la qualité de l'éducation et a des discussions sur la nécessité d'enseigner l'alphabet aux enfants avant qu'ils entrent en classe 1, la danse, le chant, la communication... Certains parents demandent que les enseignants améliorent leur capacité à enseigner comment tenir un crayon ou faire des rimes, parce que ces capacités sont actuellement insuffisantes. D'autres parents ont décidé d'envoyer leurs enfants ailleurs parce qu'ils veulent qu'ils apprennent mieux à compter et à lire. C'est pourquoi le Comité de représentation organise

des réunions pour discuter de ces questions et améliorer les connaissances des parents. Les performances en lecture et calcul en primaire exercent une pression importante sur les parents et les élèves. Les élèves de maternelle qui prennent des cours supplémentaires arrivent en classe 1 en sachant lire, écrire, et compter, et les parents des autres élèves ne sont pas tranquilles si leurs enfants se contentent d'apprendre à chanter et à danser.

Les écoles Hermann Gmeiner et Nguyễn Văn Trỗi

Globalement, l'organisation du Comité de représentation des parents d'élèves de ces deux écoles est similaire, sur la forme comme en termes d'activités. L'école et chacune de ses classes ont un Comité de représentation. Le Comité de l'école a un président, deux ou trois adjoints, et un bureau permanent. Chaque année, l'école organise trois assemblées générales des parents d'élèves pour discuter des problèmes généraux de l'école. Les directeurs des deux établissements ne sont pas pleinement satisfaits de ce mode de fonctionnement, parce que la plus grande partie des réunions portent sur le suivi des activités de l'école sans que le Comité prenne l'initiative de proposer une aide quelconque à l'école. Selon les présidents des Comités de représentation, les parents des élèves apportent leur contribution financière à ces deux écoles de manière « *enthousiaste, joyeuse et amicale.* »

Les enseignants contactent régulièrement les parents d'élèves par téléphone, ou par l'intermédiaire du carnet de correspondance. Le Collège Nguyễn Văn Trỗi dispose d'une salle, ouverte du lundi au samedi pour permettre au Comité de recevoir les parents et d'écouter attentivement leurs idées et problèmes. Les parents ont de plus en plus de droits, et certains parfois passent au dessus de l'école pour exposer directement les problèmes de l'école au Département provincial, comme le manque d'égalité dans les corrections ou le montant des contributions financières, parce qu'ils ne sont pas toujours d'accord avec les décisions prises.

Le Comité de représentation encaisse les frais acquittés par les parents, et gère les dépenses, qui incluent les frais d'organisation de la Journée des enseignants, les récompenses pour les excellents élèves, les aides accordées par la Société d'encouragement à l'étude aux élèves pauvres et en très grande difficulté. Les familles en difficulté bénéficient d'exemptions. Cependant, ces comités n'ont de relations qu'avec l'école, et n'ont pas de contacts avec la communauté

ou les organisations de masse de leurs quartiers. Selon les Comités de représentation, entre 1% et 2% des parents ne s'intéressent pas à leurs enfants, et s'en remettent totalement à l'école. Les sections des Comités au niveau des classes organisent des activités extra-curriculaires comme des sorties ou même des séjours à Đà Lạt.

Les parents des élèves et leurs représentants sont globalement satisfaits de la qualité de l'éducation dans les deux établissements parce que leurs enseignants sont très qualifiés et compétents.

Dans les trois écoles, seule la direction de l'école maternelle Hương Sen est satisfaite de son Comité de représentation des parents d'élèves. Les directions des autres écoles souhaiteraient voir leurs Comités faire preuve de plus d'initiative, et les aider davantage. À l'inverse, les Comités de représentation des trois écoles sont tous satisfaits de la qualité de l'éducation et des activités éducatives de leurs écoles.

L'évaluation des parents et les déterminants de l'attractivité des trois établissements

La qualité est une notion globale et multi-facettes. Dans le domaine éducatif elle a à voir avec l'essence de l'acte pédagogique lui-même (le fait d'enseigner), et avec tout ce qui est nécessaire à la réussite de cet acte : la formation des pédagogues, les conditions matérielles dans lesquelles s'effectue l'exercice, la nature de l'attente et le degré de réceptivité de ceux (les élèves) qui sont - plus ou moins volontairement - mis en position d'apprendre. Son rôle direct est de favoriser et d'améliorer les apprentissages des élèves, de développer leur créativité et de leur apprendre à vivre ensemble. Son rôle indirect est de structurer la demande d'éducation en fonction des niveaux d'attente existant dans la société par rapport à cette qualité et les lieux qui répondent à ces différents niveaux d'attente. De cette essence de la qualité et de ses variations concrètes dans l'offre scolaire on peut tirer la notion d'attractivité des établissements éducatifs, cette attractivité n'étant que rarement circonscrite au domaine de la seule pédagogie. S'y ajoutent en effet des éléments matériels, économiques et sociaux. Quand on choisit une école (quand on a le choix) on choisit aussi (même si c'est par défaut) un milieu social, et quand on hiérarchise le niveau de la qualité des écoles on intègre aussi les caractéristiques économiques et sociales des familles qui y inscrivent leurs enfants : il est plus facile de vivre ensemble dans un milieu homogène. La qualité, avec son cortège d'ambitions et d'exigences, attire ceux qui la recherchent.

Les trois établissements étudiés sont hors carte scolaire et on pourrait faire l'hypothèse que les parents des élèves – en dehors de l'opportunité du voisinage - ont fait le choix délibéré d'y inscrire leurs enfants. Il est donc important, à travers l'analyse des entretiens effectués avec les responsables d'association et les parents d'élève, d'examiner ce qui a pu motiver ce choix, les appréciations de la qualité qui sont formulées et les améliorations qui seraient demandées.

L'école maternelle Huong Sen

Formulant son appréciation sur cette école, le président du Comité de représentation des parents d'élèves, un médecin, souligne que « *les enfants de cette école sont en majorité issus des cadres dirigeants de la ville* ». Lui-même y a mis ses enfants après s'être informé sur les autres écoles et en avoir conclu que l'école Huong Sen était la meilleure. Elle dispose d'une vieille notoriété que tous essaient de maintenir. Par ailleurs elle est sous la tutelle du Département provincial, et c'est plus facile d'avoir des contacts directs avec le Département provincial qu'avec le Service de l'éducation de la ville. La qualité des soins est ici la meilleure, les infrastructures et les outils pédagogiques sont de très bonne qualité, et c'est pour cela qu'il y mettra aussi son deuxième enfant.

Les parents d'élèves quant à eux soulignent avec conviction la qualité de l'environnement, l'espace disponible, la qualité de la nourriture, la motivation des enseignants et le très bon suivi dont bénéficient les enfants. Cette école est très recherchée et il faut s'inscrire et remplir les dossiers longtemps à l'avance (quand l'enfant a quelques mois) pour être en bonne place sur la liste d'attente. L'école est peut être loin du domicile, mais c'est la première qualité des maternelles à Nha Trang. En outre les coûts sont plus abordables que dans d'autres maternelles et de toute manière c'est moins cher qu'à la maison. Les parents d'élèves sont assez critiques vis-à-vis de certaines maternelles privées de Nha Trang dans lesquelles il faut s'occuper soi-même de la nourriture, où les activités ont généralement lieu en salle et où les enfants sont souvent malades. Ils insistent sur l'importance d'un environnement de qualité (de l'espace et des équipements pédagogiques) et d'enseignantes motivées pour un bon suivi des enfants et de leur développement physique et intellectuel.

L'attractivité de l'école maternelle Huong Sen repose ainsi non seulement sur des conditions d'accueil, de sécurité, d'encadrement, de soins et d'activités d'éveil des enfants tout à fait propices, mais

encore sur la position sociale relativement élevée d'une majorité de parents. La réputation de qualité attire les parents des couches supérieures de la société urbaine, et cette attraction, qui repose au départ sur la qualité pédagogique intrinsèque de l'école, s'entretient et se renforce naturellement.

L'école Hermann Gmeiner

Le président du Comité de représentation des parents d'élèves assure que dans cette école, à la différence d'autres écoles de la ville, les enfants sont en sécurité (l'école est clôturée et un gardien veille à l'entrée) et c'est le sentiment des parents, dont la majorité fait attention à ses enfants, c'est pourquoi ils les mettent à Hermann Gmeiner. Il connaît des écoles où il y a beaucoup de problèmes. Il y a encore des choses à réformer, comme les activités sportives, mais elles sont faciles à organiser. Il estime que le recrutement des élèves est bon (parce que sélection sur dossier), que les enseignants sont bons et que la qualité l'est également pour le primaire et le secondaire de base. Le lycée est récent, et on ne peut encore juger. Il faudrait que le salaire des enseignants soit un peu augmenté pour qu'ils puissent se consacrer entièrement à leur mission.

D'après les parents d'élèves du primaire, cette école bénéficie d'une très bonne infrastructure (les enfants sont en sécurité), de bons équipements et d'enseignants qui s'occupent bien des enfants. De plus il y a la demi-pension. Aucune autre école ne dispose d'autant d'espace et tout est bien, les salles comme la restauration. Le corps enseignant est jeune et la pédagogie appropriée, moderne et au goût du jour. Les frais de scolarité sont élevés - le double par rapport aux autres écoles - mais sont acceptables, pourvu que la qualité soit là. Tous les parents ne sont pas dans l'aisance, mais tous sont prêts à faire des sacrifices. Certaines familles payent en retard - la direction accepte les retards - ou prennent des crédits.

Pour les parents d'élèves du collège, l'infrastructure ici est de première qualité, les enseignants sont bons et pratiquent une pédagogie adaptée. Les parents expliquent qu'ils se sentent en sécurité quand leurs enfants sont à l'école, pas seulement pour les études, mais aussi pour les autres activités. La qualité est excellente et il y a une très bonne discipline, et en plus il y a la demi-pension, ce qui est très pratique. Le carnet de notes des enfants est le critère de recrutement et pas le niveau financier des parents. Le prix est acceptable, même pour les familles peu aisées, et les parents estiment qu'en fait, il n'est

pas très élevé comparé à celui pratiqué dans d'autres écoles (où c'est parfois 50 000 dongs par matière dans les cours supplémentaires). Mais les parents pensent quand même qu'on devrait faire comme dans les pays développés où il n'y a pas de frais de scolarité.

L'attractivité de l'école Hermann Gmeiner, qui reste ambivalente du fait qu'une partie de son recrutement vient du village SOS, repose donc principalement sur la qualité de son infrastructure (mur de clôture, surface disponible, équipement matériel, laboratoires de physique-chimie, équipement informatique, cantine, espaces de sport et de récréation), la sécurité qu'elle apporte du fait qu'elle est protégée de toute intrusion ou sortie non-conforme, et de son organisation (le système de demi-pension). De tous ces points de vue, qui sont en périphérie de l'activité pédagogique, elle fournit un modèle à imiter.

Le Collège Nguyễn Văn Trỗi

Pour le président du Comité de représentation des parents d'élèves, « [...] ce collège a une bonne tradition depuis longtemps... mais son recrutement n'est pas homogène et il est plus faible que la majorité des autres écoles : 11 est la note minimale ici pour entrer en classe 10, contre 14 dans les autres écoles. Il y a cependant de très bons résultats et un nombre assez élevé de succès en fin de 2ème cycle, de 3ème cycle et dans l'entrée à l'université. Ce nombre de succès est pour lui le vrai critère de la qualité et il est donc satisfait de la qualité de ce collège, de même que les membres de l'association... ». Le président du comité, évoquant l'état d'esprit des parents d'élèves et leur attitude vis-à-vis du collège, souligne qu'ils n'émettent pas de plaintes ni de critiques – ils sont satisfaits de la qualité du collège -, mais des propositions d'actions et d'amélioration. C'est pour aller dans ce sens qu'en plus des cotisations annuelles, (20 000 dongs/an), le Comité de représentation des parents d'élèves collecte 20 000 dongs supplémentaires pour la propreté et l'hygiène dans le collège et passe des contrats avec des agents extérieurs - un superviseur, un gardien et trois employés chargés du ménage - qui interviennent en plus du personnel de l'école.

Les parents dont les enfants sont hors carte scolaire exposent clairement qu'ils ont une stratégie d'excellence et sur quoi elle repose : « Une école bilingue permet d'enrichir les connaissances... Les effectifs des classes bilingues sont moins nombreux et les enseignants sont de bonne qualité. C'est lourd pour les enfants mais c'est un " meilleur investissement " pour les concours universitaires,

et c'est une langue étrangère de gagnée », même si les débouchés propres au bilinguisme franco-vietnamien sont restreints. Une école bilingue permet d'enrichir les connaissances, mais il ne faut pas cependant que la pression sur les enfants soit démesurée, qu'elle vienne des parents ou de l'école.

L'attractivité du collège bilingue Nguyễn Văn Trỗi ne repose pas sur la qualité des infrastructures ni le confort matériel, l'une et l'autre laissant vraiment à désirer, mais sur la qualité et/ ou l'originalité d'une scolarité bilingue, même si celle-ci ne concerne qu'une partie des élèves. Le cycle bilingue est plus exigeant que le cycle standard, et il est marqué par la distinction sociale. Il n'y a guère besoin de cours supplémentaires parce que les enfants travaillent bien et certains sont même très brillants. Les élèves du cycle bilingue ont de très bons résultats aux examens pour l'entrée à l'université et certains d'entre eux ont gagné le concours de la province.

Les conceptions de la qualité de l'éducation

La perception de la qualité de l'éducation, actuelle et en général, son évaluation, et les besoins en la matière des différents acteurs varient en fonction de leur position vis-à-vis du système éducatif. Notre recherche avait pour objectif de comprendre les conceptions et connaissances réelles de ces différents acteurs par rapport à la qualité de l'éducation, ainsi que d'analyser les différents facteurs qui ont une influence sur cette qualité du point de vue de l'offre, comme de la demande en maternelle, primaire, et collège.

Les trois écoles enquêtées à Nha Trang ont un recrutement large, qui s'étend à l'ensemble de la ville. On peut donc considérer que les opinions des personnes interrogées reflètent globalement les conceptions qui prévalent parmi les acteurs du système éducatif. C'est à plus de cent personnes interrogées de manière semi-directive ou en groupe au cours de l'enquête, qu'ont été posées les questions suivantes : Qu'est-ce que la qualité de l'éducation selon vous ? Qu'est-ce qu'une éducation de qualité ? Que faudrait-il faire pour améliorer la qualité de l'éducation dans la classe, l'école, la ville ? Si la première question était très générale, les deux suivantes étaient très précises, et les réponses reflètent à la fois l'intérêt pour ces questions des personnes interrogées, leurs conceptions sur ces questions, et le degré de priorité qu'elles leur accordent.

Les directions des écoles

Selon la directrice de l'école Huong Sen, une éducation de qualité doit garantir que les objectifs du Service de l'éducation sont atteints à chaque niveau d'études, pour chaque tranche d'âge ; il faut faire en sorte que les enfants soient en bonne santé, sages, en bonne forme physique et intellectuelle, et se sentent en sécurité. Le développement des enfants doit être équilibré et harmonieux sur le plan physique et sur le plan intellectuel. Les infrastructures constituent la plus grande difficulté de l'école en matière d'amélioration de la qualité de l'éducation. Une partie des salles de classe reste à rénover, ainsi que le réseau d'égout. Par ailleurs, les enseignantes de 40 à 45 ans ne sont plus aussi alertes qu'avant mais doivent courir, danser et chanter avec les enfants. La retraite étant à 55 ans et les enseignantes n'ayant pas d'autres débouchés, elles restent en poste et l'école ne peut pas en recruter de nouvelles.

Pour la directrice de l'école Hermann Gmeiner, la qualité se mesure aux résultats de l'enseignement et donc au niveau d'apprentissage des élèves. Elle explique que l'école a travaillé dans ce sens en améliorant l'infrastructure, en recrutant des enseignants de qualité en nombre suffisant, en leur donnant des salaires appropriés, en leur ménageant des périodes de perfectionnement (en informatique, en anglais, etc.), en réformant l'organisation de l'école pour que chacun soit bien à son poste, en limitant les effectifs des classes à 25-30 élèves, et en veillant à ce que soient garanties les conditions d'apprentissage pour les enfants et les conditions de travail pour les enseignants. La directrice pense que les parents ont un rôle à jouer et que la société devrait se préoccuper davantage de l'éducation et mieux la soutenir.

Au Collège Nguyễn Văn Trỗi, le directeur explique que la qualité d'un établissement scolaire se mesure à l'aune du niveau de développement intellectuel des élèves. Il souhaite que les élèves recrutés soient au niveau et que l'on ne se préoccupe pas seulement des effectifs scolaires. Il faut selon lui améliorer le niveau des enseignants, et ces derniers doivent changer leurs méthodes d'enseignement et améliorer la qualité des cours qu'ils dispensent. Il explique qu'il faut contrôler et évaluer les résultats scolaires des élèves de manière rigoureuse, et travailler en concertation avec les parents d'élèves. L'école doit surmonter les difficultés matérielles comme l'absence de cour de récréation, la vétusté des tables et des chaises, et l'état général des locaux, les problèmes de discipline du

fait du chevauchement des activités, la prise de conscience insuffisante des élèves de l'utilité des études, et les attractions extérieures qui concurrencent le travail scolaire.

Les enseignants

Pour les enseignantes de l'école maternelle *Huong Sen*, le principal objectif de l'éducation est d'aider les enfants à développer leur personnalité, et à acquérir les connaissances adaptées à leur psychologie, les connaissances de base de la tranche d'âge du préscolaire. Il faut selon elles faire en sorte que les enfants se développent physiquement, soient en bonne santé, en sécurité, polis et civilisés. On évalue la qualité de l'école à travers les résultats des élèves en termes de développement physique et intellectuel. C'est pourquoi, pour améliorer la qualité, elles aimeraient pouvoir élever leur niveau de diplôme et aller visiter d'autres écoles. Elles soulignent enfin qu'elles pourraient améliorer la qualité de l'enseignement si les tâches auxiliaires et administratives étaient allégées.

Selon les enseignants du primaire de l'école *Hermann Gmeiner*, l'objectif est de bien former les nouvelles générations en leur transmettant des connaissances qui leur permettent de développer favorablement leur personnalité et leur comportement, et d'être utiles à la nation. Ils expliquent que l'on attend d'eux, en plus de la transmission des connaissances, qu'ils s'occupent des enfants comme les parents le font et qu'ils leur enseignent la morale et la bonne citoyenneté. Ils veulent donc être évalués sur la totalité de leur travail et pas seulement sur l'enseignement. Pour eux, la qualité de l'éducation est mesurée par les résultats de l'élève (acquisitions et facultés d'acquisition), et pour l'améliorer il faudrait plus de travaux pratiques et plus d'informatique (un seul cours par semaine actuellement).

Pour les enseignants de collège de l'école *Hermann Gmeiner*, une éducation est de qualité quand elle permet de former des gens qui non seulement ont des connaissances théoriques, mais sont aussi capables d'appliquer ces connaissances pour s'en sortir dans la vie réelle. Tous les élèves ne peuvent être médecins, mais il faut exploiter les capacités de chacun et qu'il sache les utiliser. À notre époque qui connaît scandales et corruption il faut développer la conscience professionnelle (et la conscience tout court) pour former une génération utile à la société. On attend des enseignants une capacité de base et une faculté de vision élargie pour bien exercer leur métier. L'évaluation se fait en fonction du barème du service et l'évaluation des élèves eux-mêmes,

mais les critères du service ne portent que sur un cours alors qu'il faudrait évaluer sur un parcours. Selon les enseignants, pour améliorer la qualité de l'école, il faudrait améliorer les infrastructures scolaires et recruter les élèves à un meilleur niveau. Les enseignants estiment également que les autorités devraient s'occuper davantage de cette école (en donnant par exemple une prime pour les cours de perfectionnement, comme dans les écoles publiques). L'école devrait améliorer la qualité des activités extracurriculaires et donner aux élèves des compétences psychosociales (life skills), tandis que les parents devraient être plus attentifs à leurs enfants.

L'objectif principal, selon les enseignants du Collège Nguyễn Văn Trãi, est d'aider l'individu à devenir meilleur pour la société et de former des personnes talentueuses. Les connaissances s'oublient mais on peut enseigner aux élèves la manière de mobiliser les connaissances, pour améliorer leur capacité à s'intégrer dans la société. Celle-ci attend des enseignants qu'ils soient aux normes en termes de savoir comme de morale. Un bon enseignant peut former de bons individus. Ils sont, de leur point de vue, évalués de manière assez formelle (nombre d'heures de cours, etc.) et décalée par rapport aux réalités de l'enseignement. La qualité, c'est la somme des connaissances que l'élève a accumulées et qui lui permettront de s'adapter dans la société. En classe 6 par exemple, c'est de pouvoir écrire une bonne rédaction, ce qui est assez rare encore. Pour les enseignants, l'évaluation des élèves doit être faite sur les connaissances transmises et retenues, la capacité à s'exprimer et le mode d'utilisation des théories. L'évaluation de la qualité de la transmission doit se faire sur les résultats des élèves, le nombre de diplômes, et le taux de réussite aux concours et dans la vie après l'école. Pour améliorer la qualité de l'éducation il faut appliquer une discipline de fer, recruter de bons élèves (avec de bonnes notes), et il est nécessaire que le directeur ait de bonnes relations dans la société.

Les parents d'élèves et leurs représentants

Le Président du Comité de l'école Huong Sen pense que dans une école maternelle, les deux grandes dimensions sont la qualité des soins et de l'attention dont bénéficient les enfants et les apprentissages qu'ils effectuent. Il n'y a pas de problèmes pour ce qui concerne la première dimension, même s'il y a encore beaucoup à faire en matière d'infrastructure. Pour ce qui est des apprentissages il y a des débats animés avec les parents. Il est sûr qu'il faut ouvrir des classes pour les

capacités particulières des enfants (musique, chant, peinture), mais il ne faut pas trop pousser les enfants dans l'apprentissage de l'écriture ni vouloir les mettre prématurément en classe 1 du primaire. C'est la porte ouverte à de grandes déconvenues.

Pour les parents d'élèves de l'école Hương Sen, la qualité de l'école maternelle est définie par un environnement de qualité (de l'espace et des équipements pédagogiques) et des enseignantes motivées pour un bon suivi des enfants et de leur développement physique et intellectuel, des enseignantes sachant aussi inciter les enfants à (re)venir à l'école.

Selon le Président du Comité de l'école Hermann Gmeiner, l'école devrait, pour améliorer sa qualité, organiser des cours de perfectionnement pour les meilleurs élèves et organiser des activités extracurriculaires. Il faudrait également selon lui améliorer les infrastructures pour que les élèves puissent étudier et se reposer dans des lieux distincts, ouvrir des classes de musique et de dessin, renforcer les cours de volley-ball et de sport, et améliorer les relations entre l'école et les familles.

Selon le Président du Comité de représentation du Collège Nguyễn Văn Trỗi, le taux de réussite aux examens en fin de 2ème et 3ème cycle, et aux concours d'entrée à l'université est élevé, ce qui signifie que la qualité de l'éducation est bonne. Il est important pour la qualité de l'éducation que les familles s'occupent bien de leurs enfants quand ils sont à la maison, que l'école les éduque de manière à ce qu'ils aient de bons résultats aux examens, et le Comité de représentation doit avoir des relations suivies avec les familles et l'école.

Les différentes opinions exprimées témoignent des différences existant dans l'étendue et le niveau d'intérêt des différents acteurs du système éducatif local pour la question de la qualité de l'éducation. La plupart des personnes interrogées considèrent qu'en maternelle, la qualité de l'éducation consiste à s'occuper des enfants de manière à ce qu'ils soient forts et en bonne santé, sages, et en sécurité, il s'agit en primaire de former des personnes " politiquement conscientes et professionnellement qualifiées ", et en collège des personnes qui soient capables d'appliquer leurs connaissances théoriques et de répondre aux besoins de la société. Si beaucoup pensent l'amélioration de la qualité de l'éducation passe par celle des infrastructures, certains pensent aussi qu'elle passe par une meilleure formation pour les enseignants.

Conclusion et recommandations

Les opinions recueillies et la réalité des conditions de scolarisation dans les trois écoles étudiées à Nha Trang montrent que les différents acteurs peuvent avoir une conception très concrète de la qualité qui est alors évaluée sur la base de divers indicateurs, des titres obtenus lors des compétitions, ou des taux de réussite aux examens de fin de cycle ou à l'entrée à l'université. Pour certains, la qualité consiste également à assurer l'enseignement de l'ensemble des matières (musique, dessin, etc.), même si peu d'acteurs semblent pour le moment se poser de questions sur les conditions et méthodes d'enseignement de ces matières ou sur leurs réels bénéficiaires.

Les enseignants de qualité sont souvent définis comme ceux qui obtiennent des titres dans les compétitions, qui ont beaucoup de diplômes ou des diplômes d'un niveau élevé, et qui ont un mode de vie exemplaire. Une école de qualité est une école où le taux de réussite aux examens est élevé. Des élèves de qualité sont des élèves sages, obéissants, en bonne santé, classés parmi les premiers de la classe ou de l'école. Il semble que ces conceptions de la qualité soient encore prédominantes pour un grand nombre d'acteurs, quelle que soit leur catégorie sociale. De plus, l'évaluation de la qualité de l'éducation est généralement basée sur une comparaison des performances des différents élèves ou établissements plus que sur la comparaison par rapport aux objectifs poursuivis.

Parmi les opinions recueillies au cours de l'enquête sur la qualité de l'éducation, aucun acteur n'a évoqué le rôle de l'école et des enseignants dans la formation des capacités personnelles telles que la créativité, l'autonomie, la pensée critique ou la capacité à s'adapter, à résoudre des problèmes, à vivre en société, compétences que doit posséder tout individu aujourd'hui.

L'efficacité des mesures qui sont prises pour améliorer la qualité est limitée par la conception encore très conservatrice qu'en ont, de manière générale, les acteurs de l'éducation. Certaines écoles surveillent étroitement les élèves en les enfermant derrière des grilles pour les protéger des fléaux sociaux, tandis que d'autres améliorent la qualité par une discipline de fer. Les salles de lecture et les bibliothèques des écoles sont souvent mal utilisées, et les élèves n'apprennent à y rechercher les informations dont ils peuvent avoir besoin. Les contenus des programmes d'enseignement sont encore trop lourds, et les efforts de réforme des méthodes d'enseignement, qui sont un élément du changement des modes de pensée restent

insuffisants dans l'ensemble du système éducatif. Si tous les établissements enquêtés se défendent d'être affectés par la "maladie de la performance", force est de constater que les élèves se bousculent pour prendre des cours supplémentaires et apprendre à l'avance ce qui leur sera enseigné plus tard en classe afin d'avoir de meilleures notes, et non pas pour satisfaire une soif de savoir ou accumuler des connaissances. Les parents font prendre des cours supplémentaires à leurs enfants, mais ne pensent pas à les aider à développer les aptitudes et compétences qui leur permettraient plus tard d'être capables de construire leur propre vie.

Le produit de l'école est l'individu. Parler de qualité de l'éducation renvoie par conséquent à la question de la qualité des personnes formées et donc des ressources humaines, et aux objectifs mêmes de l'éducation. Depuis quelques dizaines d'années, le Viêt-nam professe que le but de l'éducation est de former des personnes ayant des connaissances et une bonne moralité, des personnes avec "une conscience politique et des qualifications professionnelles", mais cette conception est aujourd'hui en décalage avec les changements rapides que connaît la société. Les transformations engendrées par l'industrialisation et la modernisation rapides de Nha Trang,, qui est désormais l'un des nouveaux centres économiques du pays avec ses zones industrielles et ses activités touristiques, ne se traduisent pas dans le développement, par les personnes interrogées, d'une pensée sur les nouvelles ressources humaines et les contraintes de l'économie de marché et de la mondialisation. L'école est peut-être aujourd'hui plus moderne, et les infrastructures meilleures qu'autrefois, mais la société conserve vis-à-vis de l'éducation un mode de pensée qui n'a pas changé au cours des dix ou vingt dernières années, et n'est pas près de changer. Il est de la responsabilité de l'ensemble de la société de concevoir la qualité de l'éducation à la lumière des qualités que les écoles doivent développer chez les élèves.

Il est difficile de faire des recommandations qui ne reposeraient que sur des exemples d'établissements scolaires "exceptionnels". Néanmoins, au regard de la situation de l'éducation telle que restituée par le rapport du Service de l'éducation de la ville, ces recommandations devraient s'inscrire dans le cadre suivant :

Améliorer les conditions matérielles d'apprentissage

En termes d'infrastructures et d'équipements scolaires, les trois écoles présentent des déficiences par rapport aux besoins d'apprentissage

des élèves. L'école maternelle Huong Sen est l'école de la ville qui a la plus grande superficie, mais ses salles de classe ont des infiltrations, et chaque année, le Département provincial doit dépenser 460 millions pour les réparations. Les infrastructures de l'école Hermann Gmeiner sont très bonnes, mais il subsiste des insuffisances sur ce plan : les parents aimeraient que leurs enfants aient un endroit spécifique pour manger et dormir; les tables et les bancs ne sont pas adaptés à l'enseignement avec les nouvelles méthodes pédagogique; les sanitaires demanderaient à être réparées. Les infrastructures du Collège Nguyễn Văn Trỗi quant à elles ne sont vraiment pas bonnes et nécessiteraient une réhabilitation complète, qu'il s'agisse des salles de classes, des toilettes, du matériel audiovisuel pour les classes bilingues, ou d'espace pour l'éducation.

De plus, l'école Hermann Gmeiner et le Collège Nguyễn Văn Trỗi ont des effectifs qui dépassent ce que prévoit la réglementation, ce qui ne garantit pas de bonnes conditions d'apprentissage.

Il serait bon également de créer dans chaque école un environnement éducatif plus amical pour les enfants, un endroit où ils sentiraient qu'ils ont des droits, pour que concrètement, ils puissent participer, pleinement aux activités de l'école.

Réexaminer les contenus de l'enseignement

Les contenus de l'enseignement ont également besoin d'être réexaminés, en tenant compte des conditions matérielles existant dans les écoles, et l'expérimentation et l'application doivent voir leur importance s'accroître, pour garantir que l'on apprend pour faire, de telle manière que les enfants ne perdent pas leur enfance, et apprennent à apprendre, au lieu de se bourrer le crâne de connaissances. C'est également pour cette raison qu'il serait également souhaitable de trouver les moyens de réduire le nombre d'élèves qui doivent prendre des cours supplémentaires, et le nombre de matières concernées par ces cours.

Renforcer les relations entre les familles et l'école

Les relations entre les familles et l'école doivent être renforcées pour que les parents puissent participer davantage aux activités de l'école et ne soient pas simplement là pour lui apporter de l'argent mais aussi pour veiller à la qualité de l'enseignement et des apprentissages.

Les familles comme l'école doivent donc agir en concertation pour prévenir et, le cas échéant, rattraper les abandons scolaires.

En ce qui concerne les classes de généralisation, il est nécessaire de soutenir et de renforcer le rôle et la motivation des acteurs du suivi de la généralisation, et de renforcer le lien avec les parents, en particulier au cours de la scolarisation dans les classes de généralisation, pour assurer un meilleur suivi de l'assiduité et de la progression des élèves de ces classes.

Valoriser le travail des enseignants

Il est nécessaire de valoriser le travail des enseignants par des moyens honorables et légitimes. Ce n'est pas à eux d'augmenter leurs revenus en assurant des cours supplémentaires, pour lesquels ils sont payés par les parents d'élèves. Les enseignants doivent pouvoir bénéficier d'une véritable formation tout au long de leur carrière, d'un salaire qui leur permette de se concentrer entièrement à leur métier d'enseignant, et d'une progression de carrière motivante, mais aussi de conditions de travail leur permettant d'exercer leur métier le mieux possible.

Ajoutons pour conclure que les écoles enquêtées ont, administrativement parlant, puisqu'elles dépendent du Département provincial, un statut d'écoles "pilotes" et bénéficient de ce fait d'une attention particulière, voire d'une aide financière, matérielle et pédagogique plus importante que les autres écoles de la ville. Deux questions restent ouvertes d'une part toutes les écoles "pilotes" du Département provincial n'ont pas encore forcément atteint le stade de l'épanouissement sur le plan matériel et pédagogique, et l'effort doit donc se poursuivre ; d'autre part on ne sait pas si – ni comment – l'effet "pilote" de ces écoles peut être reproduit et élargi aux autres écoles.

Annexe n° 1

Références des documents utilisés ou cités

- AUF et Ambassade de France au Vietnam. 2008. *Annuaire 2008 des formations francophones au Vietnam*, 89 p.
- Collège/lycée Nguyễn Văn Trỗi. 2006. *Rapport de rentrée de l'année scolaire 2006-2007*, Nha Trang [En vietnamien : Trường Trung học phổ thông Nguyễn Văn Trỗi, 2006, Báo cáo năm học 2006-2007].
- Département de l'éducation et de la formation de la province de Khánh Hoà. 2007. *Rapport de synthèse du premier semestre de l'année scolaire 2006-2007*, Nha Trang. [En vietnamien : Sở Giáo dục-Đào tạo Khánh Hoà, 2007, Báo cáo sơ kết học kỳ I năm học 2006-2007, Nha Trang]
- General Statistical Office. 2006. *Socio-economic Statistical Data of 671 Districts, town and cities under the authority of provinces in Vietnam*. Statistical Publishing House, 2 733 p.]
- École pré-primaire Hương Sen. 2006. *Rapport de rentrée de l'année scolaire 2006-2007*, Nha Trang [en vietnamien : Trường Mầm non Hương Sen, 2006 Báo cáo năm học 2006-2007].
- Établissement d'enseignement général Hermann Gmeiner. 2006. *Rapport de rentrée de l'année scolaire 2006-2007*, Nha Trang [En vietnamien : Trường Phổ thông Hermann Gmeiner, 2006, Báo cáo năm học 2006- 2007, Nha Trang].
- General Statistical Office. 1999. *General Census of the population*, Hanoi.
- Khanh Hoa Statistics. 2006. *Khanh Hoa Statistical Yearbook 2005*, Nha Trang, 237 p.
- Service de l'éducation et de la formation de Nha Trang. 2006. *Rapport de synthèse de l'année scolaire 2005-2006* [En vietnamien : Phòng Giáo dục và Đào tạo Nha Trang, 2006, Báo cáo tổng kết năm học 2005-2006].
- Service de l'éducation et de la formation de Nha Trang. 2007. *Rapport de synthèse du premier semestre et orientations des tâches pour le second semestre de l'année scolaire 2006-2007*. [En vietnamien : Phòng giáo dục và Đào tạo Nha Trang, 2007, Báo cáo sơ kết học kỳ I và phương hướng nhiệm vụ học kỳ II năm học 2006-2007.]

Annexe n° 2

Liste des questionnaires, entretiens et visites de terrain

L'équipe a réalisé 21 entretiens ou questionnaires, et interrogé 106 personnes, dont 73 adultes (50 femmes) et 33 enfants (16 filles).

École maternelle Hương Sen

Questionnaire : Mme Tô Thị Hương, directrice de l'école maternelle Hương Sen
Mme Kiều Thị Sen, Directrice adjointe

Mme Đinh Thị Nhật Trinh, Directrice adjointe.

Entretien : Enseignantes de maternelle

École primaire/collège Hermann Gmeiner

Questionnaire : M. Lưu Minh Hồng, Directeur

Entretien : Enseignant(e)s du primaire

Entretien : Enseignant(e)s de collège

Entretien : Élèves de primaire

Entretien : Élèves de collège

Collège/lycée Nguyễn Văn Trỗi

Questionnaire : M. Võ Huy Triển, Directeur

Entretien : Enseignant(e)s de collège

Entretien : Élèves de collège

Classes de généralisation du Collège/lycée Nguyễn Văn Trỗi

Questionnaire : M. Lê Anh Tuấn, Directeur adjoint responsable des classes de généralisation.

Entretien : Enseignant(e)s de généralisation

Entretien : Élèves de généralisation

Entretien : M. Vũ Tiến Khanh, Cadre de la généralisation du quartier de Xương Huân

Parents d'élèves

Entretien : Parents d'élèves de maternelle (école maternelle Hương Sen)

Entretien : Parents d'élèves de primaire (école Hermann Gmeiner)

Entretien : Parents d'élèves de collège (école Hermann Gmeiner)

Entretien : Parents d'élèves de collège (Collège/lycée Nguyễn Văn Trỗi)

Représentants des parents d'élèves

Entretien : Président du comité de représentation des Parents d'élèves de l'école maternelle Hương Sen

Entretien : Président du comité de représentation des Parents d'élèves de l'école Hermann Gmeiner

Entretien : Présidente du comité de représentation des Parents d'élèves du Collège/lycée Nguyễn Văn Trỗi

6

Conclusion

Trần Thị Kim Thuận

Le Viêt-nam a été le premier pays d'Asie et le deuxième pays au monde à signer la Convention internationale des droits de l'enfant, par laquelle il reconnaît et s'engage à garantir les droits fondamentaux des enfants, au nombre desquels le droit d'étudier dans un système d'éducation équitable et de qualité. Le Viêt-nam s'engage aussi à garantir l'amélioration des droits économiques, sociaux et culturels des enfants au fur et à mesure du développement économique du pays.

L'enquête sur la qualité de l'éducation dans la province de Khánh Hòa, dans des écoles situées dans une zone difficile (Vạn Long), une zone en développement (Suối Tân) et une zone avantagée (Nha Trang), a permis de définir la nature des difficultés rencontrées actuellement par la province dans le développement et l'amélioration du système éducatif. Simultanément, cette enquête a montré que la province de Khánh Hòa faisait des efforts importants pour offrir une éducation équitable et de qualité, et a permis d'en observer les premiers résultats et transformations, ainsi que la nature des obstacles susceptibles d'en entraver les résultats. Cette enquête est, par son essence même, une étude sur la manière dont sont actuellement mises en oeuvre les stratégies et appliqués les mécanismes garantissant les droits des enfants.

L'enquête témoigne des progrès remarquables réalisés dans la province de Khánh Hòa ces dernières années, tant du point de vue de l'offre que de la demande d'éducation.

Les transformations de la demande d'éducation

La demande d'éducation s'est nettement, et le nombre d'enfants scolarisés, en particulier dans le secondaire, a augmenté très rapidement. Bien qu'il subsiste des cas d'abandons scolaires dans des communes pauvres (Vạn Long), le pourcentage des enfants scolarisés à l'âge réglementaire atteint 99,7% en primaire, et 95,5% des élèves qui ont terminé le primaire poursuivent leurs études en secondaire de base... Le nombre des élèves issus des minorités ethniques a également augmenté à tous les niveaux du système éducatif (Suối Tân)...

L'impact de la politique d'ouverture et de développement économique apparaît clairement à travers les statistiques de l'éducation. Dans la ville de Nha Trang et dans les communes qui ont des zones industrielles comme la commune de Suối Tân, il existe une demande d'éducation de la part des jeunes qui souhaitent obtenir un meilleur emploi. Le fait que certaines entreprises dans les campagnes se contentent de recruter de la main-d'œuvre ayant simplement un niveau fin de collège a une influence non négligeable sur la décision des élèves et de leurs familles de poursuivre ou non leurs études en lycée (Suối Tân). Il existe actuellement de la part des jeunes des campagnes, qui entrent plus tôt que ceux des villes sur le marché du travail, une forte demande de formation professionnelle à laquelle le système éducatif ne semble pas en mesure de répondre de manière adéquate.

La demande d'éducation est forte et diversifiée, reflétant de façon précise la différenciation très rapide des diverses couches de population. À Nha Trang comme dans les autres grandes villes du Viêt-nam, le niveau intellectuel de la population est nettement plus élevé que dans les campagnes, et le poids relatif des familles aisées et des familles qui se limitent à deux enfants, s'accroît. Ces familles veulent investir davantage dans leurs enfants, en particulier dans le domaine éducatif. C'est ainsi que par exemple, à l'école maternelle *Huong Sen*, les parents seraient prêts à payer davantage pour permettre à l'école d'organiser plus d'activités pour les enfants, d'acheter du matériel pédagogique, ou de construire une piscine... mais l'école n'ose pas accepter ces contributions, qui sont en dehors de la réglementation, parce que ses finances sont contrôlées par le Département provincial de l'Éducation et de la Formation qui impose des limites strictes en termes de recettes. À l'inverse, dans les régions pauvres ou qui ont des niveaux de vie moyens, les frais de scolarisation en maternelle représentent une dépense importante, parfois prohibitive. Cela explique que dans les campagnes, en dehors des enfants de 5 ans pour lesquels la scolarisation est pratiquement obligatoire, peu d'enfants vont à l'école maternelle, même si les familles se rendent parfaitement compte de l'utilité pour les enfants de la scolarisation en maternelle.

Il semble que le système éducatif de la province de Khánh Hòa ne soit pas encore prêt à répondre aux demandes variées émanant de publics aux niveaux de vie très différents. Peu d'écoles privées sont de bonne qualité, et elles ne font pas preuve d'une grande efficacité. Les écoles les plus réputées, et celles qui scolarisent le plus grand nombre d'enfants des familles riches, sont toutes des écoles publiques. Cette

situation est très différente de celle qui prévaut dans les pays de la région, où les écoles privées sont apparues principalement pour répondre aux demandes des familles riches, tandis que le système public répondait aux besoins de la majorité de la population. L'une des raisons principales de cette situation est que l'État a beaucoup investi dans les écoles publiques, les dotant de bâtiments et de classes vastes et confortables, situés sur de beaux terrains faciles d'accès, tandis que les écoles privées n'ont pas les moyens de disposer de telles infrastructures. C'est pourquoi ces écoles n'attirent pas les parents d'élèves, bien que les conditions d'enseignement y soient parfois meilleures que dans les écoles publiques. À terme, le système éducatif devra revoir la question du secteur privé.

Par ailleurs, l'analphabétisme, l'abandon scolaire, et le travail précoce des enfants de familles pauvres, méritent une attention particulière. Le système informel accueille, dans ses programmes d'alphabétisation et de généralisation de l'éducation, des élèves généralement plus âgés que les autres et dont la situation ne permet pas une scolarisation normale. Les besoins d'éducation de ces jeunes sont importants, mais pour l'essentiel, ils auraient plus besoin d'un enseignement leur permettant de trouver un emploi que d'améliorer leurs connaissances générales. C'est l'une des raisons du relatif manque d'attrait du système de généralisation pour les apprenants. L'apport de ces cours en termes d'emploi n'est pas clair pour les jeunes scolarisés dans ces classes de manière plus ou moins forcée (par leurs parents et/ou par les organisations responsables de la généralisation dans les communes et quartiers), d'autant que les diplômes qu'ils obtiennent sont mal reconnus par les employeurs et les écoles de niveau supérieur. Il apparaît par conséquent que l'articulation entre l'apprentissage des connaissances et l'apprentissage d'un métier, et entre les différents programmes scolaires, et la reconnaissance des diplômes, et donc de la qualité des différents types d'éducation, sont des questions auxquelles il est urgent de s'attaquer. Il est de plus nécessaire de garantir à tous les élèves du système formel une durée d'études suffisante pour qu'ils puissent acquérir les connaissances qui leur permettront de subsister dans un monde en perpétuelle transformation.

À travers l'enquête, on a pu constater que la demande d'éducation émanant de certaines catégories de population augmente, à la fois en termes de scolarisation et d'acquisition des connaissances, et ceux qui, dans les zones pauvres, ont un peu plus de moyens, commencent eux aussi à choisir de "bonnes écoles" pour leurs enfants. Certaines familles envoient leurs enfants dans des écoles situées jusqu'à dix ou

quinze kilomètres, dans l'espoir qu'ils puissent bénéficier d'une éducation de meilleure qualité. Les demandes d'admission en dehors de la carte scolaire engendrent une pression importante sur les établissements réputés. En ville, les classes de cours supplémentaires de qualité restent très recherchées par les parents d'élèves. Ce phénomène démontre bien que la qualité exerce un grand pouvoir de séduction sur tous, riches ou pauvres, et que tous voudraient que leurs enfants puissent bénéficier d'une éducation de qualité – une notion diversement comprise par les différentes catégories de parents.

Les transformations de l'offre d'éducation

Si l'enquête a permis de mettre en évidence certaines insuffisances dans l'offre d'éducation, force est d'admettre que la province de Khánh Hòa dispose d'un système éducatif relativement complet et solide, et dont les activités dans l'ensemble des localités de la province sont relativement efficaces.

Ces dernières années, Khánh Hòa a investi de façon conséquente dans l'éducation. De nombreuses écoles du pré-primaire, du primaire et du secondaire de base sont en cours de construction (Vạn Long), tandis que d'autres ont été transférées dans des établissements plus confortables. Cependant, l'accroissement de l'offre est lent, et ne parvient pas à s'ajuster à l'augmentation très rapide des besoins en matière d'apprentissage comme d'emploi. Parce qu'elle ne se développe pas à la même vitesse que la demande, l'offre n'est pas en mesure de la satisfaire.

Les infrastructures

Quand on observe les écoles du pré-primaire, du primaire et du secondaire de base dans les communes rurales pauvres comme Vạn Long ou de niveau moyen comme Suối Tân, ou même dans la ville de Nha Trang, on constate que ce qui prédomine, c'est la "pauvreté" des écoles, même si elles ne sont plus en paille ou en bambou. Les élèves étudient dans des constructions en briques et tuiles, mais il manque de salles de classe, de tables et de chaises adaptées à chaque tranche d'âge, de cours de récréation, de sanitaires, d'eau potable... Si certaines écoles, comme l'école maternelle Huong Sen, sont mieux dotées que d'autres, leurs infrastructures tendent à se détériorer, certaines salles de classe sont humides. Il faudrait faire des rénovations, mais le budget est insuffisant. En dehors de l'école

Hermann Gmeiner, dont le statut est particulier, les écoles n'ont que des "salles de classe", qui sont le centre de toutes les activités de l'école. Les salles spécifiques comme les salles de sports, la bibliothèque, les laboratoires d'expérimentation, les salles de travaux pratiques, ou les laboratoires de langues... restent un luxe pour les écoles, même en ville. Dans les salles de classe, les principaux équipements sont les tables-banc, qui peuvent accueillir quatre ou cinq élèves. Hormis les écoles maternelles, qui sont décorées, l'environnement dans les classes et à l'extérieur n'est pas utilisé. Les murs sont nus, froids, et ne font l'objet d'aucun investissement ni de la part des élèves et des enseignants. Par ailleurs, le fait qu'à Khánh Hòa il reste beaucoup d'écoles "pauvres", que la majorité des écoles "très pauvres" se trouvent dans les zones pauvres et qu'il y ait plus d'écoles "pauvres" dans les campagnes qu'en ville est un problème qui doit être réexaminé pour garantir une plus grande égalité dans le système éducatif.

Il y a dans certains endroits un manque cruel de salles de classes parce que l'on n'a pas su prévoir les conséquences de l'accroissement rapide du nombre d'élèves dans le secondaire de base. Par ailleurs, la mise en œuvre des nouveaux programmes scolaires a causé des problèmes localement et créé des inégalités. Par exemple, le nouveau programme de primaire suppose que les élèves font la journée entière, mais la plupart des écoles ne disposent pas d'un nombre de salles de classe suffisant pour pouvoir généraliser la journée entière de cours, et sont par conséquent contraints de ne la proposer qu'à une parité des élèves - et ce, à titre payant -, générant ainsi des inégalités dans la qualité de l'éducation offerte entre les classes, les écoles et les régions.

À Khánh Hòa, comme dans beaucoup de régions au Viêt-nam, le développement des nouveaux objectifs de l'éducation et des contenus des programmes d'enseignement se fait de façon assez rapide, mais les infrastructures et les autres conditions garantissant le succès de ces objectifs ne se développent ni de manière homogène, ni dans les temps. C'est pourquoi il est encore assez courant de voir enseigner le nouveau programme avec les anciennes méthodes pédagogiques, rendant ainsi les espoirs des auteurs du nouveau programme d'enseignement difficiles à réaliser.

Comme de nombreuses recherches l'ont montré, les infrastructures sont l'un des facteurs qui ont une influence directe sur la qualité de l'éducation. Avec un aussi grand nombre d'écoles "pauvres" et "très pauvres", la province de Khánh Hòa doit investir de façon judicieuse,

et la construction d'écoles aux normes nationales doit se développer, même dans les communes les plus pauvres. Par ailleurs, il faut aussi garantir des normes minimales globales en matière d'infrastructures répondant au concept d'environnement éducatif, dont même les écoles les plus pauvres doivent être dotées. Il faut garantir un minimum d'hygiène, de sécurité, et l'accès à l'eau potable pour les enseignants comme pour les élèves.

Les contenus pédagogiques

Si la plupart des enseignants interrogés, de la maternelle au secondaire de base, reconnaissent que le nouveau programme d'enseignement présente plus de côtés positifs que l'ancien, il subsiste bien des insuffisances. Comme beaucoup d'autres provinces, Khánh Hòa, dont l'ambition était de développer les programmes éducatifs pour l'ensemble des élèves, a lancé la réforme des programmes scolaires dans toutes les écoles simultanément, bien que les enseignants n'y soient pas encore suffisamment préparés et que les infrastructures ne soient pas adaptées. En conséquence, que dans certaines écoles, les élèves apprennent sans grand résultat et certains enseignants doivent enseigner des matières telles que la musique, le dessin, la gymnastique, l'informatique... pour lesquelles ils n'ont pas reçu de formation adéquate, (Suối Tân).

Les programmes de primaire doivent en principe être enseignés dans des classes pratiquant la journée entière. Dans les campagnes, les écoles primaires doivent assurer l'enseignement de l'intégralité du programme alors qu'elles ne peuvent pour la plupart organiser qu'une demi-journée de classe. En outre, le morcellement des programmes en un nombre important de matières dans le primaire et le secondaire de base, et le développement parallèle de nombreux programmes éducatifs complémentaires (sécurité routière, ou santé reproductive pour les jeunes...) alourdissent les programmes. Les enseignants sont obligés d'aller trop vite en cours, ce qui crée une pression importante pour eux comme pour les élèves.

Enseignants et parents d'élèves sont aussi préoccupés par le fait que les contenus des nouveaux programmes scolaires sont très denses mais ne mettent pas assez l'accent sur les savoir-faire, les valeurs morales traditionnelles de la famille et de la société, et les capacités pratiques des élèves, ce qui peut avoir des conséquences néfastes sur le développement des capacités et valeurs de certains élèves. Il apparaît donc que pour que l'éducation puisse être dispensée de

manière efficace, les contenus pédagogiques et les conditions permettant de les mettre en œuvre doivent être en harmonie.

Les enseignants

Les enseignants sont un facteur déterminant de la qualité de l'éducation. Ces dernières années, la situation des enseignants de Khánh Hòa s'est nettement améliorée. Les écoles où se sont déroulées les enquêtes ne manquent plus d'enseignants, sauf dans les matières nouvellement instaurées. Dans les écoles les plus pauvres et jusque dans les plus petites classes, il apparaît que les enseignants sont motivés et s'intéressent à leur enseignement et à la qualité de l'apprentissage des élèves. La plupart des enseignants ont un mode vie sain et sont respectés.

La normalisation des qualifications des enseignants apparaît comme une réussite en termes quantitatifs. Cependant, même si leurs conditions de vie se sont améliorées, les salaires restent faibles et le logement - ou la distance du logement à l'école - pose souvent problème. En outre, les enseignants considèrent tous, quel que soit le niveau auquel ils enseignent, que leur charge de travail est trop lourde, et que l'on exige trop d'eux dans le cadre de la mise en œuvre des nouveaux programmes, alors que les bénéfices qu'ils peuvent en retirer sont très limités. Le manque d'articulation entre théorie et pratique, et entre demandes et capacités en matière de mise en œuvre des nouveaux programmes scolaires et des nouvelles méthodes pédagogiques constituent également un souci permanent et un motif d'insatisfaction pour les enseignants.

Les relations entre la famille, l'école et la communauté

Il semble que Khánh Hòa ait réussi à valoriser l'amour pour les études des familles vietnamiennes. La plupart des parents d'élèves participent volontiers aux activités de soutien à l'école parce qu'ils s'intéressent beaucoup aux études de leurs enfants. Cependant, la participation des parents d'élèves et des Comités de représentation des parents d'élèves est encore limitée, peut être parce que les écoles vietnamiennes sont encore trop fermées et que les contenus pédagogiques sont définis par le haut de la hiérarchie du système éducatif. La participation se cantonne pour l'essentiel à la collecte d'argent pour que l'école puisse rénover les infrastructures, récompenser les bons élèves, aider les élèves pauvres...

En pratique, la relation est à sens unique, des parents d'élèves et de la communauté vers l'école. À l'inverse, les contributions et la responsabilité de l'école envers la communauté et les parents ne sont pas claires. L'école a des exigences envers la communauté, mais la communauté n'a pas de droits en matière de contrôle de l'enseignement, de l'apprentissage, ou de qualité de l'éducation. Il serait souhaitable que la relation entre l'école d'une part, et les parents d'élèves et la communauté d'autre part, soit plus ouverte, permettant à ces derniers de participer à l'élaboration des contenus pédagogiques et à l'évaluation de la qualité de l'école.

Les stratégies d'aide

Un certain nombre d'initiatives et de politiques visent, dans la province de Khánh Hòa, à aider les enfants pauvres, issus des minorités ethniques, ou vivant dans les zones difficiles. Les classes de généralisation ont été créées pour aider les enfants à atteindre un niveau minimum d'éducation. Ces stratégies ont prouvé leur efficacité, aidant ainsi de nombreux élèves à aller à l'école. Il serait cependant nécessaire de reconsidérer les niveaux de subventions pour les enfants pauvres, très pauvres et dans la misère. Il faudrait aussi des stratégies d'aide particulières pour les familles dans la misère, afin de garantir que les élèves n'abandonneront pas l'école pour aller travailler trop tôt. En même temps, le régime pour les enseignants qui enseignent en cours de généralisation doit aussi être revu ainsi que l'efficacité des investissements dans le système actuel de généralisation de l'éducation.

TABLE DES MATIÈRES

Les auteurs.....	5
Remerciements.....	7
Avant propos.....	9
1. Introduction.....	11
<i>Nolwen Henaff</i>	
L'émergence de la qualité comme condition nécessaire au développement de l'éducation.....	13
Le contexte historique.....	15
<i>La fin de la gratuité scolaire et l'accès à l'éducation.....</i>	<i>17</i>
<i>La socialisation de l'éducation.....</i>	<i>20</i>
L'émergence de la question de la qualité de l'éducation au Viêt-nam.....	22
<i>Les causes internes de la remise en question de la qualité de l'éducation.....</i>	<i>23</i>
<i>Les facteurs externes de l'émergence de la notion de qualité.....</i>	<i>26</i>
Le projet de recherche sur la qualité de l'éducation.....	27
<i>Les choix méthodologiques.....</i>	<i>29</i>
<i>La collecte des informations disponibles.....</i>	<i>32</i>
<i>Les personnes interrogées.....</i>	<i>33</i>
Plan de l'ouvrage.....	36
Références.....	37
2. La situation de l'éducation dans la province de Khánh Hòa.....	41
<i>Lê Thị Hòa</i>	
Situation socio-économique de la province.....	43
Le développement de l'éducation à Khánh Hòa.....	44
<i>Vue d'ensemble de l'éducation et de la formation dans la province de Khánh Hòa.....</i>	<i>44</i>
<i>Les effectifs scolaires.....</i>	<i>45</i>
<i>Les réussites.....</i>	<i>46</i>
<i>Les difficultés.....</i>	<i>47</i>

3. La qualité de l'éducation dans la commune de Vạn Long, District de Vạn Ninh	49
<i>Marie-France Lange, Nguyễn Thi Văn</i>	
Caractéristiques générales et de l'éducation dans le district et la commune	51
<i>La situation socio-économique du district et de la commune</i>	51
<i>La situation éducative du district de Vạn Ninh</i>	53
Le préscolaire.....	53
Les écoles primaires.....	54
Les collèges.....	56
Les difficultés rencontrées.....	57
<i>La situation éducative dans la commune de Vạn Long</i>	58
Les difficultés rencontrées.....	59
Présentation des enquêtes et des écoles	60
<i>L'école maternelle de Vạn Long</i>	61
<i>L'école primaire de Vạn Long</i>	62
<i>Le collège de Vạn Long</i>	62
<i>Les cours de généralisation (primaire et secondaire)</i>	64
Les conditions de scolarisation dans la commune	66
<i>Qualité des infrastructures et équipements scolaires</i>	66
Les bâtiments et les salles.....	67
Les sanitaires.....	68
Les locaux spécialisés.....	71
Les cours de récréation.....	72
<i>Conditions d'accès à l'école</i>	72
L'accès à l'école : les contraintes physiques.....	73
L'accès à l'école : les contraintes financières.....	74
Les conditions d'enseignement et d'apprentissage	77
<i>Matériel pédagogique</i>	77
<i>Enseignants</i>	77
<i>La question du travail des enfants</i>	79
Abandon scolaire et attitude des parents	
Les défis de l'éducation dans la commune de Vạn Long	81
Conclusion et recommandations	82
<i>Une amélioration nécessaire des conditions d'enseignement</i>	82
<i>Une aide en faveur des familles défavorisées insuffisante</i>	83
<i>Une réflexion sur le travail des enfants et sur le coût de la scolarisation à développer</i>	83
<i>Les choix en faveur de la scolarisation universelle</i>	83
Annexe 1. Références des documents utilisés ou cités	85
Annexe 2. Liste des questionnaires, entretiens et visites de terrain	87
Annexe 3. Tableaux statistiques	89

4. La qualité de l'éducation dans la commune de Suối Tân,	
District de Diên Khánh	91
<i>Định Thị Bích Loan, Nolwen Henaff</i>	
Caractéristiques générales et de l'éducation dans la commune	93
<i>La situation socio-économique du district et de la commune</i>	93
<i>La situation de l'éducation dans la commune</i>	96
Présentation des enquêtes et des écoles	99
<i>L'école maternelle de Suối Tân</i>	100
<i>L'école primaire de Suối Tân</i>	101
<i>Le collège Phan Đình Phùng</i>	103
Les conditions de scolarisation dans la commune	104
<i>Qualité des infrastructures et équipements scolaires</i>	104
Les bâtiments et les salles	104
L'environnement	106
Les sanitaires	107
L'approvisionnement en électricité et en eau	107
La cantine	107
La maintenance des locaux.....	107
<i>Conditions d'accès à l'école</i>	108
L'accès à l'école : les contraintes physiques.....	108
L'accès à l'école : les contraintes financières.....	109
Les conditions d'enseignement et d'apprentissage	113
<i>Matériel pédagogique</i>	113
<i>La taille des classes</i>	115
<i>Les enseignants</i>	115
Niveau de formation et formation continue.....	115
Rémunérations et tâches des enseignants	117
L'accès aux documents pour la préparation des cours	119
La mise en oeuvre de la réforme des méthodes pédagogiques et des programmes scolaires.....	120
L'évaluation des enseignants	122
L'évaluation des élèves	124
La rétention dans le système scolaire :	
processus de déscolarisation et politiques de re-scolarisation	135
<i>Les causes de l'abandon scolaire</i>	136
<i>Le dispositif de rétention</i>	138
<i>L'enseignement</i>	140
<i>L'évaluation des élèves de généralisation</i>	142
Les parents et l'école	143
<i>Les Comités de représentation des parents d'élèves</i>	144
<i>Perceptions et stratégies des parents</i>	146
Conclusion et recommandations	150
<i>Prévenir les abandons scolaires pour raisons financières</i>	153

<i>Mettre en place un système de soutien scolaire pour les élèves faibles</i>	154
<i>Garantir le droit à l'éducation pour tous</i>	155
<i>Améliorer la communication pour renforcer l'efficacité du système éducatif</i>	156
Annexe 1. Références des documents utilisés ou cités	157
Annexe 2. Liste des questionnaires, entretiens et visites de terrain	159
Annexe 3. Tableaux statistiques	161
5. La qualité de l'éducation dans la ville de Nha Trang	171
<i>Jean-Yves Martin, Trần Thị Kim Thuân</i>	
Caractéristiques générales et de l'éducation dans la ville de Nha Trang	171
<i>Situation socio-économique</i>	171
<i>Situation de l'éducation dans la ville de Nha Trang</i>	172
<i>Développement du réseau d'écoles et amélioration de la qualité de l'éducation</i>	173
<i>Les crèches et la maternelle</i>	173
<i>L'enseignement général</i>	176
<i>L'éducation non formelle</i>	178
<i>Les conditions de la mise en œuvre d'une éducation de qualité</i>	179
<i>Les enseignants</i>	179
<i>Les infrastructures scolaires</i>	180
Présentation des enquêtes et des écoles	182
<i>L'école pré-primaire Huong Sen</i>	185
<i>L'école Hermann Gmeiner</i>	186
<i>Le Collège-lycée Nguyễn Văn Trỗi</i>	188
Les conditions de scolarisation dans les écoles enquêtées	191
<i>Qualité des infrastructures et des équipements scolaires</i>	191
<i>Les bâtiments et les salles</i>	191
<i>Les frais de scolarisation et de cantine</i>	195
<i>Conditions d'enseignement et d'apprentissage</i>	197
<i>Le matériel pédagogique et la taille des classes</i>	197
<i>Les enseignants</i>	200
<i>Le travail des enseignants</i>	203
<i>Les contenus et les méthodes d'enseignement</i>	206
La rétention dans le système scolaire : processus de déscolarisation et politiques de re-scolarisation	209
Les parents et l'école	215
<i>Les relations entre les parents et l'école</i>	215
<i>L'école maternelle Huong Sen</i>	215
<i>Les écoles Hermann Gmeiner et Nguyễn Văn Trỗi</i>	217
<i>L'évaluation des parents et les déterminants de l'attractivité des trois établissements</i>	218
<i>L'école maternelle Huong Sen</i>	219
<i>L'école Hermann Gmeiner</i>	220
<i>Le Collège Nguyễn Văn Trỗi</i>	221

Les conceptions de la qualité de l'éducation	222
<i>Les directions des écoles</i>	223
<i>Les enseignants</i>	224
<i>Les parents d'élèves et leurs représentants</i>	225
Conclusion et recommandations	227
<i>Améliorer les conditions matérielles d'apprentissage</i>	228
<i>Réexaminer les contenus de l'enseignement</i>	229
<i>Renforcer les relations entre les familles et l'école</i>	229
<i>Valoriser le travail des enseignants</i>	230
Annexe 1. Références des documents utilisés ou cités	231
Annexe 2. Liste des questionnaires, entretiens et visites de terrain	232
6. Conclusion	235
<i>Trần Thị Kim Thuận</i>	
Les transformations de la demande d'éducation	237
Les transformations de l'offre d'éducation	240
<i>Les infrastructures</i>	240
<i>Les contenus pédagogiques</i>	242
<i>Les enseignants</i>	243
<i>Les relations entre la famille, l'école et la communauté</i>	243
<i>Les stratégies d'aide</i>	244
Table des matières	245
Liste des tableaux	250
Liste des illustrations	252

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1.	Taux bruts et taux nets de scolarisation des élèves de primaire selon leurs âges dans le district de Vạn Ninh, 2006/07.....	54
Tableau 3.2.	Enfants de 11-14 ans ayant obtenu le certificat de fin d'études primaires selon les communes du district de Vạn Ninh en 2006/07	55
Tableau 3.3.	Élèves du district qui ont obtenu leur diplôme de fin d'études primaires et sont entrés en classe 6, 2006/07	56
Tableau 3.4.	Taux bruts et taux nets de scolarisation des élèves de primaire selon leurs âges dans la commune de Vạn Long, 2006/07.....	58
Tableau 3.5.	Principaux indicateurs scolaires (maternelle, primaire et collège)	59
Tableau 3.6.	Évolution des effectifs de l'école primaire de Vạn Long, 1996/97 - 2005/06	63
Tableau 3.7.	Effectifs du primaire selon les classes, Commune de Vạn Long, 2005/06.....	63
Tableau 3.8.	Évolution du nombre de classes et des effectifs scolaires, Collège Trần Quốc Tuấn, 2002/03 - 2006/07	63
Tableau 3.9.	Évolution des effectifs du Collège Trần Quốc Tuấn, 1996/97 - 2005/06	64
Tableau 3.10.	Effectifs du secondaire de base selon les classes, Commune de Vạn Long, 2005/06.....	65
Tableau 3.11.	Montants et types de contributions financières demandées aux parents d'élèves pour la scolarisation de leur enfant en maternelle, commune de Vạn Long, 2006/07	75
Tableau 3.12.	Commune de Vạn Long. Effectifs scolarisés en collège au 05/09/2006	90
Tableau 3.13.	Commune de Vạn Long. Abandons scolaires en collège au 05/09/2006..	91
Tableau 3.14.	Commune de Vạn Long. Tableau synthétique des normes de généralisation de l'enseignement secondaire de base – 05/09/2006	92
Tableau 4.1.	Principaux indicateurs de scolarisation en primaire et collège dans la commune de Suối Tân, 2000/01-2005/06	97
Tableau 4.2.	Effectifs de l'école maternelle de Suối Tân en début d'année 2006-07.....	101
Tableau 4.3.	Évolution des effectifs de l'école primaire de Suối Tân, 1996/97 - 2005/06	102

Tableau 4.4. Évolution des effectifs du Collège Phan Đình Phùng, Commune de Suối Tân, 1996/97 - 2005/06.....	103
Tableau 4.5. Frais de scolarisation en maternelle, primaire et collège, 2006/07	110
Tableau 4.6. Personnel de l'école maternelle, 2006/07	162
Tableau 4.7. Personnel de l'école primaire de Suối Tân, 2006/07	162
Tableau 4.8. Personnel du collège Phan Đình Phùng , 2006/07	163
Tableau 4.9. Résultats de fin d'année en primaire, année 2005/06	163
Tableau 4.10. Résultats de fin d'année en primaire, 2005/06	164
Tableau 4.11. Commune de Suối Tân. État de la scolarisation en primaire à la rentrée scolaire 2006/07	166
Tableau 4.12. Commune de Suối Tân. Effectifs scolarisés en collège à la rentrée scolaire 2006/07	162
Tableau 4.13. Commune de Suối Tân. Situation des abandons scolaires en collège à la rentrée scolaire 2006/07	168
Tableau 4.14. Commune de Suối Tân. Tableau synthétique des normes de généralisation de l'enseignement secondaire de base – 10/09/2006	164
Tableau 5.1. Niveau d'éducation de la population de Nha Trang en 1999 (%).....	172
Tableau 5.2. Enfants fréquentant les crèches de la ville de Nha Trang en 2006-07	173
Tableau 5.3. Enfants de 3 à 5 ans scolarisés en maternelle à Nha Trang Année scolaire 2006-07	174
Tableau 5.4. Le système d'éducation non formelle en 2006-07	178
Tableau 5.5. Les enseignants dans la ville de Nha Trang, 2006-07	180
Tableau 5.6. Les infrastructures scolaires à Nha Trang en 2006-07	180
Tableau 5.7. Écoles aux normes nationales de la ville de Nha Trang Année scolaire 2006-07	182
Tableau 5.8. Effectifs de l'école Hermann Gmeiner, 2006-07.....	187
Tableau 5.9. Effectifs du Lycée Nguyễn Văn Trỗi, Nha Trang, 2006-07	191
Tableau 5.10. Frais scolaires de l'école maternelle Hương Sen (dôngs)	196
Tableau 5.11. Frais scolaires de l'école Hermann Gmeiner (dôngs)	196

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Cartes

Carte 1. La province de Khánh Hòa et les zones d'enquête	42
Carte 2. Le district de Vạn Ninh	50
Carte 3. Le district de Diên Khánh	92
Carte 4. La ville de Nha Trang	172

Photos

1. Comité populaire de la commune de Vạn Long	125
2. Village de Long Hoà, Commune de Vạn Long	125
3. Pêche côtière, Commune de Vạn Long	125
4. École maternelle fondée par le peuple de Vạn Long	125
5. Satellite de l'école maternelle de Vạn Long	125
6. École primaire de Vạn Long	126
7. Satellite de l'école primaire de Vạn Long	126
8. Collège Trần Quốc Tuấn, Vạn Long	126
9. Centre de formation communautaire de la commune de Vạn Long	126
10. Puits d'une école primaire satellite de Vạn Long	126
11. Bombonnes d'eau achetées par l'école maternelle principale de Vạn Long	126
12. Sanitaires d'une école primaire satellite de Vạn Long	127
13. Élèves de l'école primaire rentrant chez eux en vélo, Vạn Long	127
14. Coin éducatif de l'école maternelle principale Vạn Long	127
15. Salle de classe utilisée comme logement par trois jeunes enseignants du primaire, Vạn Long	127
16. Gardienne de vache passant devant les écoles de Suối Tân	127
17. Rizières au pied de la montagne, Commune de Suối Tân	128
18. Village de Cây Xoài, Commune de Suối Tân	128
19. École maternelle fondée par le peuple de Suối Tân	128
20. Nouvelles salles de l'école maternelle principale de Suối Tân	128

21. Jeux d'extérieur, école maternelle de Suối Tân.....	128
22. Classe dans une nouvelle salle de l'école maternelle de Suối Tân	128
23. Coin éducatif, école maternelle de Suối Tân	128
24. Satellite de Cây Xoài, école maternelle de Suối Tân.....	129
25. École primaire de Suối Tân.....	129
26. Satellite de Cây Xoài, école primaire de Suối Tân.....	129
27. Récréation dans la cour de l'école primaire et du collège, Suối Tân	129
28. Collège Phan Đình Phùng, Suối Tân.....	129
29. Salle de classe du collège Phan Đình Phùng, Suối Tân.....	129
30. Point d'accès à de l'eau non potable, collège Phan Đình Phùng.....	130
31. Petit commerce pour les élèves devant les écoles de Suối Tân	130
32. Pêche et tourisme, deux activités économiques importantes pour la ville de Nha Trang	130
33. Quartier de Xuong Huân, Nha Trang.....	130
34. Cours de sport le matin sur la plage, Nha Trang	130
35. L'école maternelle Hương Sen, Nha Trang.....	131
36. Activités d'extérieur à l'école maternelle Hương Sen, Nha Trang.....	131
37. Le jardin des légendes, école maternelle Hương Sen, Nha Trang	131
38. Jeux d'extérieur, école maternelle Hương Sen, Nha Trang.....	131
39. L'école Hermann Gmeiner, Nha Trang	131
40. Bâtiments de l'école Hermann Gmeiner, Nha Trang.....	131
41. Cours d'arts martiaux, école Hermann Gmeiner, Nha Trang	132
42. Cours à l'école Hermann Gmeiner, Nha Trang.....	132
43. L'entrée du collège/lycée Nguyễn Văn Trỗi, Nha trang.....	132
44. Collège/lycée Nguyễn Văn Trỗi, les bâtiments et la cour, Nha Trang.....	132
45. Collège/lycée Nguyễn Văn Trỗi, Salle de classe, Nha Trang	132

Au Viêt-nam, la politique suivie par le gouvernement a, depuis l'indépendance, au Nord et la réunification, au Sud, accordé une nette priorité au développement quantitatif de l'éducation, même si des efforts ont été consentis en faveur d'une amélioration progressive de la qualité. La généralisation de l'enseignement est l'une des tâches majeures de la Stratégie de développement de l'éducation pour 1991-2000. Pour la période couverte par la Stratégie de développement de l'éducation 2001-2010, l'accent est mis désormais sur la généralisation de l'enseignement secondaire.

Cependant, avec l'ouverture internationale, la comparaison avec les systèmes éducatifs des pays les plus avancés a fortement entamé la confiance qu'avaient pu placer le pays et sa population dans son système éducatif, en dépit de ses succès manifestes sur le plan quantitatif.

Le projet de recherche sur la qualité de l'éducation est né du constat qu'il n'existait pas ou peu dans la région Asie du Sud-est de données qualitatives en matière d'analyse de la qualité. C'est pour tenter d'apporter un éclairage original à cette question qu'Aide et Action (AeA) a proposé à un partenaire scientifique, l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et à ses partenaires scientifiques au Viêt-nam, de s'associer pour mettre en œuvre un projet de recherche qualitatif sur les facteurs qui influencent les résultats d'apprentissage, au-delà des capacités individuelles des élèves, du côté de l'offre comme de la demande d'éducation, dans des contextes locaux spécifiques.

Cet ouvrage présente les résultats des enquêtes effectuées sur le terrain au cours de la première quinzaine de mars 2007 dans la province de Khánh Hòa.